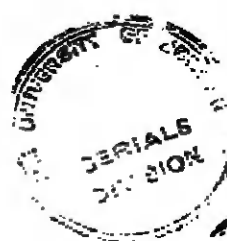


Arts et Spectacles : les artistes et le sida



Le Monde

15, rue Valguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14896 - 6 F

JEUDI 30 AVRIL 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Vertiges démographiques

FAUT-IL ralentir la croissance de la population mondiale? Dans son dernier rapport annuel, le FNUAP, agence spécialisée des Nations unies, plaide à nouveau en ce sens. Les dernières projections de la division de la population de l'ONU ont en effet été révisées en hausse à la fin de l'année dernière. Même si le rythme de la croissance s'inflechit dans beaucoup de pays, et va sans doute se ralentir presque partout, les chiffres paraissent vertigineux. Selon la projection « médiane », considérée comme la plus vraisemblable, la population mondiale, actuellement inférieure à 5,5 milliards d'hommes, dépasserait 6 milliards avant l'an 2000, atteindrait les 10 milliards vers 2050 et se stabiliserait aux alentours de 12,5 milliards un siècle plus tard.

Au-delà de la prochaine décennie, ces projections sont, bien sûr, largement entachées d'incertitude : la variante « haute », correspondant à un taux de fécondité supérieur de 5 % seulement, aboutit à un total de 12,5 milliards d'habitants vers le milieu du siècle prochain, et la variante « basse » (-15 %) à 7,8 milliards seulement. La différence entre ces deux extrêmes représente rien moins que... la population du globe il y a seulement quinze ans.

CE que la Chine a réussi, avec la règle de l'enfant unique, même imparfaitement respectée dans les campagnes, ce qui se passe en Corée du Sud, en Thaïlande, dans les « nouveaux pays industrialisés » ou en voie de l'être, aussi bien qu'à Cuba et dans la plupart des grands pays d'Amérique latine, prouve qu'une baisse est possible. Mais, à l'inverse, l'échec de l'Inde, dont la population devrait égaler celle de la Chine d'ici une trentaine d'années, montre qu'elle n'est pas acquise.

Dans les années 70, l'appel du FNUAP avait suscité de vives attaques contre les pays industrialisés, soupçonnés de vouloir maintenir leur domination. Les dernières projections renforcent certes les angoisses des Européens ou des Américains, déjà en proie à des fantômes de nouvelles et massives vagues migratoires. Mais l'inquiétude n'est pas limitée aujourd'hui à ces privilégiés. Les relations entre l'évolution de la population et le développement ne sont pas simples. Mais l'expérience récente a montré que, dans le tiers-monde, la croissance démographique, peut-être parce que trop rapide, n'est plus le moteur de progrès qu'elle fut jadis pour l'Europe.

Ceux qui ont connu la croissance démographique la plus forte ont aussi vu leur développement entravé. Si la proportion de personnes sous-alimentées ou vivant dans une extrême pauvreté a baissé, leur nombre n'a cessé d'augmenter; la croissance de la population accentue le chômage, les tensions sociales, les difficultés du développement urbain.

Le tiers-monde n'est pas le moins touché par les migrations « économiques » que les pays industrialisés. La crise du Golfe a mis en évidence des mouvements aussi importants que ceux qui ont touché l'Europe ou les Etats-Unis. Mais on sait moins que la Côte-d'Ivoire a attiré jusqu'à deux millions d'immigrants, le Nigeria encore plus au début des années 80, qu'un million d'Indonésiens travaillent aujourd'hui sur les chantiers et les plantations de Malaisie... La population est d'abord le malheur du Sud...

M0147 - 0430 0 - 6.00 F



La révision constitutionnelle et l'Union européenne

Les dirigeants du RPR sont décidés à approuver les accords de Maastricht

Le comité directeur et les groupes parlementaires socialistes se réunissent mercredi 29 avril pour arrêter officiellement leur position sur le traité de Maastricht, instituant l'union européenne, auquel la quasi-totalité du PS est favorable. Seuls M. Chevènement et ses amis devaient plaider contre ce traité. Les sénateurs

de l'UDF se réunissent, eux aussi, en présence de M. Giscard d'Estaing, pour déterminer leur attitude sur la révision constitutionnelle préalable à la ratification. Cette dernière a été approuvée majoritairement, mardi, au conseil national du RPR. M. Séguin apparaissant isolé dans son hostilité au traité.

Genèse d'un traité

par Claire Tréan

Mieux vaut tard que jamais. Une large partie des milieux politiques français ne s'est lancée que très récemment dans un débat que les Britanniques, par exemple, ont mené plus opportunément l'année dernière.

A la discussion sur le contenu des accords de Maastricht (à quoi ce texte engage-t-il la France?

Est-ce acceptable?) se mêle un autre débat, qui porte sur la procédure de ratification (faut-il avoir recours au référendum?, etc.) et d'où ne sont pas absentes - en France comme ailleurs - des considérations de pure tactique partisane qui n'ont souvent pas grand-chose à voir avec les questions de fond sur l'avenir de l'Europe. Certains découvrent ainsi tardivement que les objections

punctuelles aux accords de Maastricht ne sont plus recevables : le texte soumis à ratification dans les douze pays membres ne peut plus être modifié. Ainsi en ont décidé les douze chefs d'Etat et de gouvernement et toute autre méthode eût été vouée à l'échec.

Lire la suite et les articles de FRÉDÉRIC BOBIN, et OLIVIER BIFFAUD, pages 6 et 7

La succession de M. Genscher

Un déseu du groupe parlementaire libéral

page 3

L'Algérie et « le Monde »

Notre correspondant empêché d'exercer son métier

page 4

La course à la Maison Blanche

Le milliardaire texan Ross Perot pourrait entrer en scène

page 22

DÉBATS

- Affaire Rushdie : le Dreyfus apostat, par RAMINE KAMRANE
- Algérie : les islamistes sous le regard de l'Occident, par FRANÇOIS BURGAT
- Liban : des élections libres ? par ANTOINE BASSOUS

page 2

Alain Bosquet

LES SOLITUDES

Trilogie

*Le désert
au magnolia*

*Un monsieur
qui s'ennuie*

Invitez-moi

GALLIMARD

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 M; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 14 KRO; Espagne, 180 PTA; Grèce, 220 DR; Hongrie, 1,20 \$; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 F; Norvège, 14 KRW; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Suède, 480 F SWE; Suisse, 15 KFB; Thaïlande, 1,20 THB; USA (New York), 2,50 \$.

Un plan contre le chômage de longue durée



Le programme pour les 900 000 chômeurs de longue durée, promis par M. Pierre Bérégovoy, devait être présenté mercredi 29 avril, en conseil des ministres, par M. Martine Aubry. Sans mesure nouvelle, tous les moyens sont mobilisés pour parvenir à cet objectif. Plus de mille postes supplémentaires seront créés et deux cents appelés du contingent affectés à l'ANPE.

Lire page 13 l'article de ALAIN LEBLAUVE

Bacon ou la peinture impitoyable

Le peintre britannique Francis Bacon est mort d'une crise cardiaque le 28 avril à Madrid. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans

par Geneviève Breerette

« Ce que Bacon a de particulier, c'est que sa présence - qu'il le veuille ou non - saute aux yeux et que l'œuvre porte les marques de son action un peu comme une personne dont la chair garde les cicatrices d'un accident ou d'une agression. Aggression, peut-être, contre le modèle soumis à ce traitement impitoyable et agression contre le spectateur qui aisément jugera

monstrueuses ces figures qu'on pourrait croire surprises dans la convulsion d'un moment extrême ou réduites par quelque catastrophe à l'état de paquet de muscles. » Mieux que personne, Michel Leiris a su ramasser ses mots pour dire la peinture de Bacon et son effet à la limite du supportable. Cette peinture de tension absolue s'est faite sous le signe plastique de la croix et à l'enseigne d'une boucherie, au pied du grand retable d'Isenheim, entre le Bunnel du quartier de

beauf et les lunettes de la nurse sur le grand escalier d'Odessa, dans un grand téléscopage d'images. Balayant à sa façon l'histoire de l'art, Bacon, peintre de plain-pied dans le vingtième siècle et sa violence au quotidien, aura pris dans un jeu de miroir à la Velasquez l'instant photographique décapité, pour plus d'efficacité, de présence.

Lire la suite et l'article de PHILIPPE DAGEN « Le théâtre de la cruauté », page 12

Le volcan Van Ruymbeke

Une centaine d'élus déjà sur la sellette dans trois affaires instruites par le magistrat rennais

par Roland-Pierre Poringoux

Urba, SAGES, Trager... Les dossiers instruits par le juge Renaud Van Ruymbeke n'ont pas fini de déverser sur la place publique les noms d'élus, petits ou grands, peu ou prou mêlés à des affaires de financement politique frauduleux. La montagne de documents que le conseiller à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes a accumulés depuis le début de l'année se transforme, lentement mais sûrement, en volcan. Parmi la soixantaine d'affaires politico-financières qui font actuellement l'objet d'actions judiciaires dans toute la France - « Une dizaine à feu vif et le reste à feu doux », résume un magistrat - celles instruites par le magistrat rennais sont sans doute parmi les plus explosives.

De source proche de la chancellerie, on laisse entendre que le juge Van Ruymbeke, qui est pourtant loin d'avoir fini d'éplucher les quelque 15 000 pièces accumulées dans ses dossiers, aurait déjà mis le doigt sur une centaine de noms d'élus, dans toute la France et de tous partis. L'ultime précision ne saurait faire illusion : à de rares exceptions près, ce sont les socialistes

qui sont en première ligne. Saisi fin 1991 du dossier du financement des partis politiques dans la Sarthe entre 1988 et 1991, et, par ailleurs, de l'une des deux « affaires Trager », du nom de cet industriel saennais impliqué dans une série de faillites frauduleuses (le Monde du 3 mars), le juge Van Ruymbeke s'est trouvé tout à coup placé dans une position exceptionnelle, à la charnière de plusieurs filières de corruption politico-financière.

Depuis quatre mois, il a conforté cette position en menant son instruction au pas de charge, progressant sur plusieurs fronts et ratisant large. Dans cette première phase, la stratégie du magistrat rennais consiste à dévoiler le plus grand nombre possible de mécanismes et d'acteurs de ces affaires, plutôt que d'inculper à tour de bras. Et à privilégier, dans ce tableau de maux, les élus plutôt que les intermédiaires. Progressivement, ses dossiers se sont gonflés de noms, d'affaires et de pistes dont les ramifications vont bien au-delà de son mandat initial, limité dans le temps (de janvier 1988 à janvier 1991) et dans l'espace (la Sarthe).

Lire la suite et un entretien avec René Trager, page 10

ARTS • SPECTACLES

Créer en état d'urgence

Le sida frappe les artistes, les intellectuels, plus que toute autre catégorie de la population française. Devant ce constat, froid comme les statistiques, il n'y a qu'un moyen de résister, de survivre, d'exister : créer. Comédiens, danseurs, cinéastes, écrivains témoignent, la maladie menace leur vie mais nourrit désormais leur œuvre. Entretiens, analyses, enquêtes en France mais aussi aux Etats-Unis et en Afrique, le Monde publie un dossier sur le combat créateur des artistes avant la grande émission « Sida urgence » que présente Antenne 2, le jeudi 30 avril à partir de 20 h 45.

Lire les articles de FRÉDÉRIC EDELMANN, MICHEL GUERRIN, COLETTE GODARD, DANIELE HEYMANN, RENÉ DE CECCATTY, HENRI BEHAR et VÉRONIQUE MORTAGNE pages 23 à 34

ÉDUCATION • CAMPUS

■ Chômeurs piégés sur annonce « Scoop en russe » L'université sur les traces de l'entreprise. page 11

■ Sur le « Vif » et le « Vase » complet se trouvent page 22

■ Le Monde Immobilier » pages 16 et 17

DÉBATS

Affaire Rushdie

Le Dreyfus apostat

par Ramine Kamrane

JUSQU'À maintenant, l'affaire Rushdie ressemblait à une arène où les intellectuels occidentaux opposaient leurs noms et leur prestige aux appels au meurtre provenant de Téhéran et répercutés un peu partout par les succursales parfois fort prospères de l'intégrisme islamique. Les rares intellectuels d'origine musulmane qui joignaient ça et là leurs voix à celles de leurs confrères occidentaux faisaient plutôt figure d'exceptions notables. Cet état de choses était d'autant plus surprenant et regrettable que, malgré les apparences et les efforts de propagande déployés par les intégristes et leurs acolytes qui se vantaient d'avoir ainsi livré la guerre à l'Occident, l'affaire Rushdie concernait avant tout le monde musulman.

En fait, au-delà du faux problème du bien-fondé de l'accusation de « blasphème », et de celui, vrai, de la liberté d'expression, le cas Rushdie pose les vraies et profondes questions qui secouent le monde musulman depuis des années et plus particulièrement depuis la révolution iranienne de 1979 : la sécularisation, la démocratisation et en un mot la modernisation des nombreux pays qui constituent aujourd'hui l'aire islamique.

Un dévoiement de la modernité

Les intégristes donnent à ces questions les réponses que l'on sait, ils assimilent les valeurs universelles aux « valeurs occidentales » afin de les rejeter au nom d'une altérité culturelle tout aussi radicale que chimérique, quand ils ne se bercent pas de l'illusion de convertir le monde entier à leurs propres valeurs.

Leur paradoxale prise de pouvoir en Iran et leurs références constantes au passé ont réussi à occulter les bases fragiles de leurs prétentions, leur accordant ainsi une semi-légitimité culturelle basée sur une « authenticité » qui n'est rien d'autre qu'un anti-modernisme secondaire.

Le paradoxe provient du fait que l'Iran est une vieille terre de tolérance et donc historiquement plus un berceau d'hérésie qu'un bastion d'orthodoxie musulmane. Il prend toute sa valeur si on le compare au cas de la révolution d'Octobre faite au nom d'un prolétariat quasi inexistant et à celui des crimes perpétrés par les nazis au nom d'une race de blonds Aryens qu'on chercherait en vain dans les photos et documentaires de l'époque.

Les affabulations des intégristes sont prises plus au sérieux dès qu'il s'agit d'authenticité. La musique

de cette altérité réclamée à cor et à cri paraît généralement familière aux oreilles occidentales, mais la raison de cette familiarité ne doit pas être recherchée uniquement dans un intérêt débridé pour l'autre mais surtout dans le fait que cette prétention n'est que l'écho déformé et lointain du relativisme qui a eu cours en Occident après la guerre et notamment dans les années 60 et 70. Dans les pays musulmans, l'anti-modernisme primaire et en quelque sorte naïf a été mis à mort pendant la première vague de modernisation de ces pays au début de ce siècle. Cette nouvelle vague ne fait rien d'autre que de mettre à l'endroit les choses que les Occidentaux ont porté sur la valeur et la portée universelle des pensées et institutions modernes. Ce prétendu retour aux origines ne reflète, malgré le discours énergique des intégristes, nullement une autarcie envers l'Occident, mais un dévoiement de la modernité occidentale au profit de la création d'une utopie religieuse et passiste, un parasitage qui ne dit pas son nom. En somme, la dépendance intellectuelle des intégristes envers l'Occident est au moins aussi grande que celle des soi-disant occidentalisés qu'ils dénoncent.

C'est à la lumière de ces faits que l'affaire Rushdie prend toute sa dimension. Si les intégristes s'acharnent sur lui, ce n'est pas seulement à cause d'un affaire de « blasphème », il y a eu tant d'autres blasphèmes en terre d'Islam, notamment en Iran, depuis Omar Khayyam jusqu'à Sadegh Hedayat! La vraie raison de cette mise à mort rituelle et expiatoire doit être recherchée dans le fait que, aux yeux des intégristes, Rushdie symbolise la modernité occidentale, image qu'ils cherchent à rayer à jamais du monde qu'ils considèrent comme le leur, afin de mieux sauvegarder leur supercherie identitaire qui n'est qu'une déformation monstrueuse de celle-ci.

Le cas Rushdie n'est pas sans évoquer celui autrement plus célèbre du capitaine Dreyfus, homme seul, innocent, condamné à cause de l'intolérance et qui cristallisa autour de lui les tensions profondes de la société française.

L'affaire Rushdie n'est autre que l'affaire Dreyfus du monde musulman en général et de l'Iran en particulier. Cette noble cause n'a que trop attendu ses intellectuels, c'est dans leurs bouches que le nom de Rushdie peut faire évanouir le charme des incantations des intégristes.

► Ramine Kamrane est sociologue.

Les islamistes sous le regard de l'Occident

par François Burgat

EN les informant par milliers au fond du Sahara, les dirigeants algériens et tunisiens ont peut-être ralenti la longue marche des islamistes vers le pouvoir. Mais ils ne l'ont certainement pas interrompue. Depuis Nasser et l'écrasement des Frères musulmans, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts du Nil, et la manière forte pour nicher du paysage politique un courant dont on sait désormais qu'il s'appuie, un peu partout dans le monde arabe, sur une large majorité de la population risque bel et bien de ne pas suffire.

Pour se préparer à une cohabitation devenue inéluctable, le Nord méditerranéen, pourtant, n'a fait pour l'heure que de bien petits pas. Les quelques semaines écoulées nous ont pourtant plus appris sur ces islamistes que bon nombre des milliers de pages écrites de longue date à leur sujet. Les militants de ce courant ont fait une nouvelle fois la démonstration de la profondeur et de la solidité de leur ancrage populaire. Exit dès lors la fiction, érigée en dogme par le « wishful thinking » occidental, d'un groupuscule d'activistes d'autant plus tentés d'accéder au pouvoir par la force qu'ils redoutaient d'en être écartés par les uns.

Les « montagnards démocrates », ensuite, ne sont nulle part parvenus à convaincre leurs frères des plaines. Exit encore la fiction d'une alternative autre qu'éthnique (car comment, sérieusement, qualifier le vote du FFS algérien) au vote islamiste. Une très large majorité des femmes, et pas seulement au fond des campagnes, paraît avoir bel et bien choisi de « voter FIS ». Exit enfin, dans un dossier infiniment plus complexe, le raccourci simplificateur d'une mobilisation islamiste « contre les femmes ».

Pas de majorité alternative

Qu'à cela ne tienne. A défaut de trouver dans le paysage politique la « troisième force » capable de combattre son ennemi supposé, le regard occidental (singulièrement aiglé, il est vrai, par les communiqués des ministères maghrébins) n'en poursuit pas moins sa quête désespérée – dit-il le fabriqueur de toutes pièces – du segment des sociétés arabes qui voudrait bien le sauver du résultat de leurs urnes. Les plus optimistes de nos analystes en sont pour l'heure à sonder les bataillons des abstentionnistes.

Existen-ils? Sans doute. Constituent-ils une majorité alternative? Certainement pas! Car comment oublier que les victoires du FIS sont, dans l'entière histoire algérienne (référéndum d'indépendance

excepté), le fruit des seuls scrutins dont le régime n'ait pas purement et simplement fabriqué le niveau de participation? Si l'on veut bien (mais qui l'a fait?) les comparer à ceux (10 % à 15 %) qui résistent effectivement nos grands alliés « démocrates » de la région, les 50 % ou 60 % de votants de ces premiers vrais scrutins ont donc valeur, pour les islamistes, d'une formidable caution. (Et rien, absolument rien, ne permet par ailleurs de déceler dans le terroir abstentionniste autre chose que la chambre d'écho de la majorité apparue en 1990, c'est-à-dire, toutes proportions gardées... une réserve supplémentaire de voix islamistes.)

Alors? Point de fœtus d'espoir à l'horizon? Point d'autre navire que des boat-people chargés de femmes fuyant la tyrannie coranique? Point d'autre issue à terme que le martyre de sainte Laïtée? Un scénario moins tragique, et plus vraisemblable, existe pourtant. Il ne coûte pour l'heure que le prix des quelques ingrédients qu'il nous faut urgemment réintroduire dans nos analyses où ils ont été laissés, en sortant, autant de vides en forme de raccourcis.

Quand bien même auraient-ils supposé quelques référents en commun, il s'agit d'abord urgent de cesser d'extrapoler le mental du groupuscule des assassins de Sadate à la totalité des forces issues du courant islamiste.

Il faut ensuite accepter de ne plus enfermer les scrutins de juin 1990 et de décembre 1991 dans les limites négatives de cet insupportable « refus du FLN » que s'importe lequel des autres partis en présence aurait en fait pu exprimer. Cesser aussi de ne voir dans l'émergence islamiste

qu'une conséquence de la dégradation des économies arabes : si, au même titre que les progrès de la démocratisation, le rétablissement des économies maghrébines doit être engagé, des deux côtés de la Méditerranée, en une priorité absolue, aucun de ces deux objectifs ne saurait être considéré comme le moyen de transformer le vocabulaire des acteurs politiques. Comment ces dollars, dont on nous redit régulièrement qu'ils « exportent l'islam » devraient-ils donc au Maghreb faire... disparaître les islamistes?

L'ultime expression politique

Aider l'Algérie? bien sûr! mais telle qu'elle est et non, une fois n'est pas coutume, telle que nous souhaiterions qu'elle soit. Indispensable pour mille autres raisons, l'aide économique ne saurait être considérée comme un moyen de lutter contre ces « fils des nationalistes » que sont les islamistes d'Algérie, de Tunisie ou d'ailleurs. Alors que les pétares d'une fugitive islamisation révolutionnaire dite « par le haut » n'avaient pas encore commencé à attirer puis à aveugler le regard occidental, un lent, profond – et très naturel – processus de reconnaissance avec l'univers symbolique de la culture « précoloniale » travaillait déjà chacun des compartiments de l'univers social, culturel et politique arabe.

C'est l'ultime expression politique de ce processus que manifeste aujourd'hui l'arrivée aux portes du pouvoir des islamistes. S'il faut tenter d'évaluer leur capacité à poursuivre le difficile processus de

construction d'une société de tolérance timidement initiée par leurs aînés, un seul repère jalonne l'analyse : en terre arabe, s'il existe une ligne de démarcation entre les bons et les méchants, les démocrates et les antidémocrates, les tolérants et les intolérants, les défenseurs des droits de l'homme, ou de la femme, et ceux qui ne s'en préoccupent que modérément, etc., elle a assurément un tracé infiniment plus sinueux que celle... qui distingue les islamistes du reste de la classe politique.

D'abord bien sûr – puisque ce qui va ailleurs sans le dire va mieux ici en le redisant – parce qu'il ne suffit pas d'être islamiste pour être à la hauteur des promesses de tolérance que maintient une large majorité des leaders de ce courant. Mais parce qu'il ne suffit pas non plus d'être anti-islamiste – comme Saddam Hussein ou Hafez El Assad ou ceux dont, au Maghreb, les prisons ne suffisent plus à contenir les opposants – pour faire automatiquement partie de ce supposé « camp démocratique » dont la classe politique occidentale accorde aujourd'hui le monopole de représentation à des régimes discrédités et à ceux de leurs opposants que la poussée islamiste a marginalisés.

Ensuite et enfin parce qu'on peut être islamiste et ne pas s'identifier aux discours de rejet tenu ici et là par la périphérie radicale d'un courant qui est très loin de lui être réductible. Il faudra bien finir un jour par s'en apercevoir. Le plus tôt serait le mieux.

► François Burgat est chercheur au CNRS (La Caïre).

Liban

Des élections libres?

par Antoine Basbous

UNE bonne nouvelle pour la démocratie peut en cacher une mauvaise. En effet, le triumvirat qui occupe les rênes du pouvoir à Beyrouth, en consultations devenues rituelles avec les dirigeants syriens, vient de décider la convocation des électeurs pour le fin juillet 1992, soit deux mois avant la date prévue par les fameux accords de Taïf du redéploiement partiel de l'armée syrienne.

Or, si nous devons applaudir à la tenue – vingt ans après les dernières élections, organisées en 1972 – d'une consultation au suffrage universel, nous avons l'obligation de veiller à ce que les conditions élémentaires d'une élection démocratique soient respectées.

Les pays démocratiques qui avaient, tout récemment, abandonné le Liban à son sort et surtout aux appétits de ses voisins – par impuissance ou par opportunisme – doivent se ressaisir et assurer le retour de la démocratie à son plus ancien fief au sein du monde arabe.

1) Quelle autorité veillera sur le bon déroulement du scrutin?

Puisque l'Etat libanais s'est déclaré incapable seul de faire respecter l'ordre public, il est évident qu'il faudra recourir à un contingent d'observateurs neutres et désintéressés, fournis par la communauté internationale, ouvrant sous les couleurs et l'autorité des Nations unies, afin de garantir la liberté et l'intégrité du scrutin. Et ce à l'instar de ce qui s'est passé ces dernières années dans les pays de l'Est et du Sud. Car il n'y a pas pire, pour une démocratie naissante, que de la travestir en confiant à des forces trop impliquées et trop intéressées – et surtout sans aucune tradition démocratique – la prise en charge et la surveillance de la régularité des opérations électorales.

2) A qui revient le droit de voter? Bien évidemment à tous les Libanais. Qu'ils soient résidents dans leur circonscription de naissance, réfugiés à l'intérieur du pays ou même à l'étranger.

Il me paraît impératif de donner à la diaspora libanaise, qui s'est malheureusement renforcée de plus d'un demi-million de personnes depuis l'éclatement de la guerre, le droit – et c'est également un devoir – de participer à la vie nationale. Car les membres de cette communauté, éparpillés à travers les continents, demeurent plus que jamais attachés à leur terre natale. Cet attachement s'est constamment exprimé sur les plans politique, économique et sentimental. Sans les envois réguliers de devises par la diaspora, la famine se serait

installée au Liban. Sa balance commerciale n'aurait pas été excédentaire. Ce droit de vote n'est ni une aberration ni une invention de l'esprit. Des pays aussi différents que la France, l'Algérie, la Syrie ou la Pologne l'accordent à leurs ressortissants vivant à l'étranger.

L'exclusion, lors de la prochaine consultation électorale, de plus du cinquième du corps électoral – qui, de plus, représente les forces vives de la nation – priverait cette consultation de toute valeur démocratique et nationale. Ce serait une mascarade de plus.

3) Quelles devraient être les conséquences du suffrage universel?

A la suite d'élections honnêtes, exprimant les vœux d'une large représentation nationale, le Pays du Cèdre serait en mesure d'attendre légitimement une salvatrice onde de choc : les dirigeants du pays – sans assise populaire réelle – doivent présenter leur démission, comme vient de le faire le président libanais. D'autant plus que les conditions de leur « désignation exceptionnelle » avaient forte-

ment compromis l'exercice de leur pouvoir. Une autre équipe prendrait alors la relève pour moraliser la vie politique, redonner aux Libanais le sens de la dignité nationale, insuffler au pays une confiance qui lui fait défaut, s'intéresser au sort des pauvres, ramener les réfugiés dans leurs foyers et aller au-delà de Taïf, qui, après avoir arrêté les combats, a marqué ses limites. Loin de réconcilier profondément les Libanais, cet accord superficiel a contribué à l'instauration de l'exclusion d'une large partie de la communauté nationale.

L'application actuelle de la dernière réforme constitutionnelle aggrave les divisions et crée des relations exécrables au sein du « triumvirat » et du conseil des ministres. Le Liban est devenu ingouvernable à partir de Beyrouth. Ce qui a institutionnalisé le recours systématique à l'arbitrage de l'étranger, qui alimente les querelles d'un « triumvirat » totalement déshérité et impuissant et les exploite à son profit.

► Antoine Basbous est directeur de l'Observatoire des pays arabes.

Le vote pour tous

par Habib Darwiche

JE salue l'initiative du gouvernement libanais qui désire organiser des élections législatives au début de l'été prochain au Liban, décision annoncée le mercredi 25 mars 1992 à Beyrouth et revendiquée exigée, depuis longtemps, par la presque totalité du peuple libanais.

Malheureusement, ces élections auront lieu sous l'occupation militaire étrangère et avant même le retrait de celle-ci prévue pour septembre 1992.

J'aurais tendance à souscrire, pour une fois, aux déclarations du ministre de la défense libanaise qui a souligné récemment que « l'armée libanaise n'est pas encore prête à prendre la relève ». En revanche, je réclame que la loi électorale soit modifiée en donnant le droit de vote, comme dans tous les pays démocratiques, à tous les Libanais, sans exception, surtout à ceux qui se trouvent en dehors du territoire national, par l'inter-

médiaire des ambassades et des consulats (actuellement il y a dix fois plus de Libanais en dehors du Liban qu'au Liban).

De plus, et pour garantir des élections libres, je demande qu'elles soient organisées par l'ONU et en présence d'observateurs arabes et occidentaux sans parti pris et neutres. Cela pour éviter que les élections ne se transforment en nominations, comme cela a été le cas dans un passé récent.

Enfin, j'espère que les Libanais pourront dépasser leur appartenance confessionnelle, tribale et familiale pour voter selon leur conscience et élire les personnes qui pourront conduire mon pays vers la libération, l'indépendance, l'autodétermination, la souveraineté et surtout vers une démocratie fondée sur la compétence et le respect des droits.

► Le Père Habib Darwiche est curé de la communauté libanaise de Lyon.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

Jacques Lesourne, président
Michel Cros, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Arna
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Tél. MONDPUB 634 128 F
Télécopie : 46-63-90-71 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Hubert et Jean Burgat SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Taper LEMONDE
ou 36-15 - Taper LM

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Gombosi
94851 IVRY CEDEX
1991

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopie : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.808 F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Représentations sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopie : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311 F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Représentations sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-30

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales y compris CEE et Iran
3 mois	460 F	572 F	720 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 360 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 560 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Part. PP. 201 MON 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

فكرنا من الفضل

ÉTRANGER

ALLEMAGNE : désavouant la direction du parti pour le choix de M^{me} Schwaetzer

Le groupe parlementaire libéral impose M. Kinkel comme ministre des affaires étrangères

Infligeant un sévère désaveu à la direction du parti, qui avait désigné la veillée M^{me} Irmgard Schwaetzer pour prendre la succession de M. Hans Dietrich Genscher à la tête de la diplomatie allemande (le Monde du 29 avril), le groupe parlementaire du Parti libéral (FDP) a imposé à sa place, mardi 28 avril, au cours d'une séance houleuse, le ministre de la justice, M. Klaus Kinkel, cinquante-cinq ans. Celui-ci a recueilli soixante-trois voix contre vingt-cinq seulement à la vice-présidence du parti. Ce choix, ainsi que celui de M. Jürgen Möllemann comme vice-chancelier, devait être officiellement proposé mercredi au chancelier chrétien-démocrate (CDU) M. Helmut Kohl, qui avait indiqué d'avance qu'il respecterait la décision du parti libéral.

BERLIN

de notre correspondant

Le chancelier Kohl, qui présidait au même moment, en présence de M. Jacques Delors, une réunion du groupe parlementaire de l'Union chrétienne consacrée au traité de Maastricht, se serait sans doute volontiers passé de la fronde de ses alliés libéraux, qui affaiblissent la cohésion de la coalition.

La révolte des députés a été officiellement justifiée par leur exaspération devant le fait accompli que

la direction du parti entendait leur imposer. A un an du prochain congrès, où le Parti libéral doit élire un nouveau président en remplacement du comte Otto Lamsdorff, le malaise se portait pas uniquement sur l'attribution du poste de ministre des affaires étrangères. Outre le fait que la personnalité de M^{me} Schwaetzer était contestée, les suites de la réunification, la dégradation du climat politique et social, donnaient manifestement des démangeaisons à tous ceux qui ne se satisfaisaient pas de l'actuelle ligne du parti. De nombreuses voix réclamaient, mardi soir, la démission du comte Lamsdorff de la présidence du parti. Le chef du groupe parlementaire, M. Solms, n'était guère en meilleure posture et M^{me} Schwaetzer, effondrée, envisageait de quitter le gouvernement.

Pas de larmes

dans les milieux diplomatiques

En affaiblissant le Parti libéral, le départ de M. Genscher risque d'être plus lourd de conséquences que prévu pour la coalition elle-même. La CDU de Bavière, rivale de toujours des libéraux, en a profité pour contester leur poids dans la coalition. Il ne s'agit pas encore, sans pour la forme, de remettre en cause les équilibres négociés lors de la formation du gouvernement, en janvier 1991 : le Parti libéral détient pour la durée de la législature les affaires étrangères et nomme le vice-chancelier. Mais un Parti libéral affaibli et craignant pour sa survie lors des élections de 1994 risque de se retrouver entre deux chaises et de gêner l'action du gouvernement.

Les discussions prévues, pour les prochaines semaines, entre le chancelier Kohl et l'opposition social-démocrate sur les grands problèmes de l'heure, notamment le financement de la réunification, n'en prennent que plus de relief.

Le remplacement de M^{me} Schwaetzer par M. Kinkel n'a pas fait couler de larmes dans les milieux diplomatiques. Même si l'on reconnaît que M^{me} Schwaetzer avait fait un bon travail comme secrétaire d'Etat chargée des affaires européennes, sa personnalité n'était pas du goût de tout le monde. Les plus traditionnalistes n'avaient guère trouvé de charme à la femme à la tête de la diplomatie. Le nouvel élu, M. Kinkel, n'a ni plus ni moins d'expérience à faire valoir, mais il bénéficie d'un préjugé plus favorable.

Ancien collaborateur de M. Hans Dietrich Genscher au ministère de l'Intérieur, puis, de 1974 à 1979, au ministère des affaires étrangères, il est considéré comme faisant partie du sérail. Il avait, à l'époque, occupé les fonctions importantes de directeur du comité de direction puis du comité de planification au ministère.

M. Kinkel avait été nommé par l'ex-chancelier Helmut Schmidt, à la fin de la coalition entre les libéraux et les sociaux-démocrates, chef des services de renseignements allemand, le tout puissant BND. Il était le premier civil à assumer ce poste depuis la guerre. Il avait ensuite, en 1982, lors du changement de coalition provoqué par les libéraux, été nommé secrétaire d'Etat au ministère de la justice. Il

en deviendra le chef en janvier 1991, avec pour principale tâche la reconstruction du système juridique à l'Est. Il s'est mis particulièrement en avant pour réclamer aux Soviétiques l'extradition de l'ancien chef du régime communiste allemand, M. Erich Honecker.

Originaire du Bade-Wurtemberg, M. Kinkel n'est entré officiellement au parti libéral qu'en 1990. Mais il s'est imposé rapidement comme un candidat potentiel à la présidence du parti. Tout en évitant de se mêler aux affrontements ouverts entre M. Möllemann et M^{me} Schwaetzer pour briguer la succession à venir, il a su se forger une image de compétence et de sérieux qui a eu, apparemment, un impact dans l'appareil du parti. En acceptant de devenir le candidat de la fronde contre la direction, il vient de se lancer ouvertement dans l'arène.

HENRI DE BRESSON

□ Le premier ministre turc juge que le départ de M. Genscher pourrait être « utile » pour les relations entre Bonn et Ankara. — M. Suleyman Demirel, premier ministre turc, cité mardi 28 avril par le quotidien *Milliyet*, a déclaré : « M. Genscher est mon ami, mais le départ de son poste pourrait être utile pour penser la place des relations turco-allemandes. » Ces relations traversent une phase difficile à la suite du désaccord de l'Allemagne sur la politique d'Ankara à l'égard des Kurdes de Turquie. — (AFP)

Les négociations de paix

Israéliens et Arabes en désaccord sur les « progrès » de leurs travaux

Israéliens et Arabes ont porté des appréciations divergentes, mardi 28 avril, à l'issue de la deuxième journée des négociations de paix sur le Proche-Orient à Washington, les premiers faisant état de progrès, cependant que les seconds déplorent un immobilisme total.

« Nous avons fait des progrès avec tous nos interlocuteurs », a affirmé le porte-parole israélien, M. Benjamin Netanyahu, tempérant cependant des déclarations du ministre des affaires étrangères, M. David Levy qui, après un entretien avec le secrétaire d'Etat américain M. James Baker, avait annoncé peu auparavant un « développement positif imminent ». « Il n'y a aucun progrès sans la confiance que la poursuite des négociations est un progrès », a affirmé pour sa part le chef de la délégation palestinienne aux pourparlers, M. Haidar Abdel Chafi, ajoutant que les Israéliens, contrairement à leurs déclarations, n'ont pas présenté un projet d'élections municipales en Cisjordanie et

à Gaza. Syriens et Libanais ne sont pas non plus satisfaits. « Le fossé est encore très profond », a affirmé le porte-parole de la délégation syrienne, M^{me} Bouchra Kanafani. « Il ne peut y avoir de progrès sans un retrait israélien du Liban sud », a renchéri son homologue libanais, M. Souheil Chammas.

Si elle n'a pas eu d'effet immédiat sur les négociations de Washington, la levée par Damas des restrictions imposées aux déplacements des juifs syriens a été accueillie avec satisfaction. C'est un « petit pas, une ouverture », a déclaré le porte-parole de la présidence du Conseil israélien, M. Ehud Gol.

La France s'est elle aussi « réjouie » de cette décision, tout comme le président du Comité international pour la liberté des juifs de Syrie, M. Roger Pinto, et le B'nai Brith européen, qui entendent néanmoins demeurer « vigilants ». — (AFP)

Lors d'une tournée en Asie centrale

Le premier ministre turc annonce l'octroi de crédits à l'Ouzbékistan

Le premier ministre turc, M. Suleyman Demirel, poursuivait, mardi 28 avril, au Kirghizstan sa tournée en Asie centrale ex-soviétique après avoir signé des accords avec l'Ouzbékistan, le plus peuplé de ces nouveaux Etats indépendants, portant sur des crédits d'au moins 500 millions de dollars.

Des crédits doivent également être accordés lors des étapes suivantes de la tournée de M. Demirel. Son passage au Tadjikistan — la seule République périphérique de la région — reste cependant incertain, en raison de la vive tension qui règne dans la capitale, Douchanbé : deux manifestations ont eu lieu de part et d'autre d'un cordon de police, celle des islamistes et celle des partisans du pouvoir communiste. Les manifestants ont établi des camps de toile groupés déjà cent mille personnes, selon Tass. M. Demirel doit aussi se rendre à Bakou, en Azerbaïdjan, où la situation est également tendue : la session du Parlement qui devait s'ouvrir lundi a été reportée, l'opposition refusant qu'il débattre d'une révision de la Constitution qui aurait permis à l'ex-dirigeant communiste Geydar Aliyev, attendu par la limite d'âge, de participer à l'élection présidentielle prévue pour le 7 juin. — (Reuters, Tass)

□ AFRIQUE DU SUD : un diplomate marocain a présenté ses lettres de créance. — Un diplomate marocain a présenté, mardi 28 avril, ses lettres de créance au ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. Botha. M. Mohamed Said Beniane est le « premier représentant d'un Etat musulman en Afrique du Sud, et cela montre les progrès énormes que nous avons faits en revenant dans le concert international », a déclaré M. Botha. — (AFP)

La question nucléaire dominera les entretiens des présidents d'Ukraine et du Kazakhstan à Washington

Les Etats-Unis ont rejeté, mardi 28 avril, une proposition du président du Kazakhstan, Nursultan Nazarbaev, de transformer son pays en « puissance nucléaire temporaire », en attendant la destruction des armes stratégiques stationnées sur son territoire. « Ce genre d'animal n'existe pas » au regard du traité de non-prolifération nucléaire, a déclaré un haut responsable du département d'Etat. Washington souhaiterait rattacher au plus vite le traité START signé en juillet dernier avec la Russie (qui prévoit de réduire d'environ un tiers les armes nucléaires à longue portée) et que les trois Républiques détentrices d'armes stratégiques (Ukraine, Biélorussie, Kazakhstan) concluent avec Moscou un accord parallèle sur l'application de ces réductions. L'Ukraine et le Kazakhstan insistent cependant pour être reconnus comme partenaires à part entière aux négociations.

Les présidents de ces deux Républiques, MM. Kravtchouk et Nazarbaev, se rendront en visite à Washington respectivement les 6 et 19 mai. A la veille de cette visite, M. Leonid Kravtchouk a rappelé mardi que l'Ukraine, ayant accepté de libérer son territoire de toutes les armes nucléaires d'ici à 1994, attend des garanties des Occidentaux pour se protéger des revendications territoriales de la Russie. — (AFP, Reuters)

□ M. Eltsine demande l'arrêt des essais nucléaires américains. — M. Boris Eltsine a déclaré, mardi 28 avril, que la Russie et la France allaient intervenir auprès des Etats-Unis pour qu'ils arrêtent leurs essais nucléaires, selon l'agence Interfax. A Paris, le ministre des affaires étrangères a indiqué tout ignorer d'une initiative commune avec la Russie. M. Mitterrand avait annoncé début avril la suspension des essais nucléaires français jusqu'à la fin de l'année. — (AFP)

La crise yougoslave

Nouvelle offensive de l'opposition en Serbie

BELGRADE

de notre correspondant

« Alors que la guerre frappe aux portes de la Serbie et que le régime de Belgrade glorifie le fascisme serbe et se sert de bandes armées pour faire régner la terreur et anéantir ses adversaires », l'opposition serbe a décidé de s'unir pour tenter d'offrir une solution alternative démocratique en Serbie.

La coalition de « centre droit » qui devrait se créer les jours prochains autour du Mouvement du renouveau serbe (MRS) de Vuk Draskovic, du Parti libéral de Nicolas Milosevic et du Parti démocrate de Dragoljub Micunovic, sera dirigée par un conseil d'intellectuels et de personnalités politiques.

M. Draskovic a par ailleurs annoncé, mardi 28 avril à Belgrade, que son parti boycotterait les élections législatives de la nouvelle République fédérative yougoslave, prévues avant la fin mai.

La nouvelle Yougoslavie est, selon M. Draskovic, « une création arbitraire » condamnée à l'échec, car elle est le fruit de l'union de deux partis communistes déchus et non de deux Etats.

Le MRS, qui espère être soutenu par l'ensemble de l'opposition, a posé en même temps cinq conditions à sa participation aux élections régionales de Serbie. Il réclame la « libération » des médias tenus sous la férule du Parti socialiste (ex-communiste) au pouvoir, l'adoption d'une loi sur le financement de toutes les personnes qui ont fui la Serbie en raison de la guerre ou qui ont été inculpées pour insoumission, le désarmement des formations paramilitaires et « bandes armées » en Serbie et, enfin, une campagne électorale de trois mois à compter du jour où ces revendications auront été satisfaites.

FLORENCE HARTMANN

L'armée rejette le décret de Sarajevo ordonnant son retrait

Un porte-parole de l'armée yougoslave à Sarajevo a rejeté, mardi 28 avril, la décision de la présidence de Bosnie-Herzégovine ordonnant un retrait de ses unités stationnées dans cette République, alors que de violents combats éclatent quelques heures après l'annonce de cette décision. La ville de Mostar (sud-est de la Bosnie-Herzégovine) a subi une attaque d'artillerie de l'armée fédérale qui s'est prolongée jusqu'à l'aube, mercredi.

A Prague, le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier, a souligné mardi que le retrait de « toutes les unités armées, régulières et irrégulières, n'appartenant pas à la Bosnie-Herzégovine » était une des principales exigences de la CSCE. La « trêve » socialiste (Alliance, Tchécoslovaquie, Suède) fera en ce sens sans commune lors de la réunion d'urgence sur la Yougoslavie prévue mercredi à Helsinki, a indiqué M. Dienstbier, président en exercice de la CSCE.

Le sort des troupes ex-fédérales (composées d'une écrasante majorité de Serbes) stationnées en Bosnie-Herzégovine est devenu l'enjeu principal du conflit intercommunautaire qui déchire cette République après la proclamation, lundi à Belgrade, d'une Yougoslavie réduite à la Serbie et au Monténégro.

A Lisbonne, les négociations, entamées la veille entre les trois communautés (musulmane, serbe et croate) semblaient fortement compromises. A Paris, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a déclaré que les Nations unies « sont prêtes à jouer un rôle en Bosnie-Herzégovine à condition que la communauté internationale leur en donne les moyens » financiers. Paris préconise pour sa part une « réflexion » des Douze sur cette « affaire juridiquement complexe », selon le porte-parole du ministère français des affaires étrangères. — (AFP)

ITALIE

M. Cossiga a officiellement démissionné

M. Francesco Cossiga, président de la République italienne, qui avait annoncé, samedi 24 avril (le Monde du 28 avril), qu'il avait l'intention de quitter ses fonctions avant le terme normal de son mandat, début juillet, a signé, mardi 28 avril, lors d'une brève cérémonie, sa lettre de démission. Il a ensuite quitté l'Italie pour prendre des vacances en Islande. Les deux Chambres du Parlement sont convoquées le 13 mai pour élire son successeur. — (AFP)

□ Deux députés néo-fascistes commémorent publiquement la mort de Mussolini. — Deux députés du Mouvement social italien (MSI, néo-fasciste) ont commémoré pour la première fois publiquement, à Milan, la mort de Benito Mussolini, à l'endroit où le corps du dictateur avait été exposé à la foule, pendu par les pieds, il y a quarante-sept ans. Accompagnés de dirigeants locaux du MSI et du Front de la jeunesse créé par ce parti, les deux députés ont déposé une couronne de fleurs sur la place Loreto, où les partisans antifascistes avaient pendu les corps du Duce et de sa maîtresse Claretta Petacci, après les avoir abattus. — (AFP)

EN BREF

□ CÔTE-D'IVOIRE : peines de prison réduites. — Le procureur du tribunal correctionnel d'Abidjan a requis, mardi 28 avril, une peine de trois ans de prison et 500 000 francs CFA (10 000 francs français) d'amende contre cinquante-sept militants ou sympathisants de l'opposition, accusés d'avoir commis des « destructions » lors de la manifestation du 18 février (le Monde du 22 avril). Le verdict a été mis en délibéré au 30 avril. — (AFP)

□ ETHIOPIE : les derniers Falachas attendus en Israël. — Un responsable de l'Agence juive, organisme israélien para-gouvernemental chargé de l'immigration, a annoncé, mardi 28 avril à Jérusalem, que les derniers Juifs d'Ethiopie arriveront en Israël avant le mois de juillet. « L'actuel gouvernement d'Addis-Abeba fait montre d'une entière coopération », a-t-il déclaré, en annonçant le départ des « 1 500 Falachas restants ». Quelques 42 000 Juifs d'Ethiopie ont déjà été transférés vers Israël. — (AFP)

□ GRANDE-BRETAGNE : la succession de M. Neil Kinnock. — Seuls deux des trois candidats ont obtenu, mardi 27 avril, suffisamment de voix de la part de leurs collègues députés pour être désignés comme candidats officiels à la succession de M. Neil Kinnock à la tête du Parti travailliste. M. John Smith, chancelier de l'Echiquier dans le « cabinet fantôme » — considéré comme

modéré — a obtenu cent soixante-deux voix, M. Bryan Gould, responsable de l'environnement, — jugé plus radical — soixante-trois, M. Ken Livingstone, qui représentait l'extrême gauche, n'a obtenu que treize voix. — (AFP)

□ IRLANDE DU NORD : une catholique tuée à Belfast par des extrémistes protestants. — Le groupe paramilitaire loyaliste Les Combattants pour la liberté de l'Ulster (UFF) a revendiqué, mardi 28 avril, l'assassinat, commis le même jour, d'une femme catholique de vingt-six ans, mère de deux enfants, à Belfast-Ouest, en Irlande du Nord. — (AFP)

□ MALI : M. Kouré élu président avec 69 % des voix. — Selon les résultats officiels définitifs, M. Alpha Oumar Kouré a obtenu 693 167 voix, soit 69,01 % des suffrages, contre 311 289 voix — soit 30,99 % — à son rival, M. Tiéoulé Mamadou Konaté, au deuxième tour de l'élection présidentielle au Mali (le Monde du 29 avril). Le taux de participation a été de 20,87 %. — (AFP)

□ PEROU : des affrontements entre l'armée et des manifestants ont fait deux morts. — Au moins deux personnes ont été tuées et une vingtaine d'autres blessées, mardi 28 avril, lors d'affrontements entre un millier de manifestants, armés de pierres et de machettes, et l'armée péruvienne à Raucana, un quartier extrêmement pauvre situé à l'ouest de Lima. Les habitants de Raucana réclament la libération de deux de leurs diri-

geants, supposés être liés à la guérilla maoïste du Sentier lumineux, interpellés lundi par l'armée. Selon la police, Raucana est infiltré depuis 1991 par des sectaristes qui tentent d'y imposer par la force leur organisation sociale type, ce que nient les habitants de ce bidonville. — (AFP)

□ ROUMANIE : deux ans de prison pour l'ex-chef de la Securitate. — La Cour suprême de Roumanie a condamné en appel, mardi 28 avril, l'ex-chef de la Securitate, Iulian Vlad, à deux ans de prison pour « complicité de génocide » pendant la révolution de 1989, ajoutant ainsi trois ans au premier jugement qui avait été prononcé contre cet ex-général de cinquante-deux ans. — (Reuters)

□ TURQUIE : nouveaux incidents meurtriers. — Selon l'agence semi-officielle Anatolie, quatre personnes ont été tuées et deux policiers grièvement blessés, dans la nuit du lundi 27 au mardi 28 avril, dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, lors d'une attaque de séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) contre des objectifs policiers et militaires de la ville d'Idil. Mardi, également dans le Sud-Est, un fonctionnaire municipal de Nusaybin a été tué par des inconnus. Lundi, trois personnes avaient été tuées et trois autres blessées dans la ville de Kiziltepe. — (AFP)

concerto

JOAILLIER

6 rue Royale, Paris 8° - 42.60.30.85

Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Paris • Aéroport d'Orly • 92, rue Eugène Coles, Deauville • 21, boulevard de la Croisette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo • 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Séoul • Tokyo • Hong Kong

AFRIQUE

ALGÉRIE

Le correspondant du « Monde » n'est plus autorisé à exercer son métier

Correspondant du Monde en Algérie depuis un peu plus de 18 ans, Georges Marion n'est plus autorisé à exercer son métier dans ce pays. Le ministère algérien des affaires étrangères a informé, mardi 28 avril, notre collaborateur qu'à dater de ce même jour, l'administration (algérienne) ne tolérera plus qu'il continue à exercer la fonction de correspondant du

Monde alors qu'il n'y est plus autorisé depuis le 31 décembre 1991. La communication officielle fait ainsi référence au fait que la carte d'accréditation de Georges Marion, qui venait à échéance à cette date, n'avait pas été renouvelée. En conséquence, note ce communiqué, le correspondant du Monde « se trouve en infraction de la réglementation portant sur la profession de jour-

naliste ». Si Georges Marion consent à ne plus écrire un mot sur l'Algérie, « sa famille et lui-même » ajoute le communiqué « peuvent continuer à résider normalement en Algérie si tel est leur vœu ». S'il contrevient à cette interdiction, il sera - lui a-t-on fait savoir oralement - « expulsé dans les vingt-quatre heures ».

A l'appui de leur décision, les autorités algériennes rappellent qu'elles avaient retiré à notre correspondant son accréditation « pour avoir failli aux règles de la déontologie en publiant des faits totalement infondés et participant d'une véritable entreprise de désinformation », et qu'elles l'avaient ensuite, à la demande du Monde, autorisé à poursuivre son activité. L'intention, ajoutent-elles, de ne pas renouveler l'accréditation de Georges Marion au-delà du 31 décembre 1991, avait ensuite été signifiée à son journal.

Le Monde conteste cette version des faits, qu'il fait rappeler. Alors que la guerre du Golfe touchait à sa fin, notre correspondant s'était fait l'écho d'une rumeur qu'il avait recueillie de bonne source à Alger - et démentie par les faits - selon laquelle un possible exil à l'étranger de Saddam Hussein, probablement en Algérie, faisait l'objet de tractations secrètes (le Monde du 2 mars 1991). Au lendemain de la parution de cet article, les autorités algériennes retirèrent son accréditation à Georges Marion (le Monde du 5 mars).

Après plusieurs démarches de la direction du Monde, l'argumentation

d'écrire à nouveau puis de récupérer formellement son accréditation le 15 juillet 1991. En novembre 1991, Georges Marion effectua les démarches normales en vue du renouvellement de cette accréditation. A aucun moment, la décision de revoir son cas « avant la fin de l'année » ne lui fut signifiée, et aucune entrave ne fut d'ailleurs apportée à son travail. Au contraire, notre correspondant fut, pendant cette période, reçu très régulièrement par le nouveau premier ministre, M. Sid Ahmed Chérif, en fonctions depuis le 5 juin. M. Chérif accorda même un entretien au Monde le 1^{er} novembre.

Au début de l'année, avant comme après la prise du pouvoir par l'armée - le 11 janvier - Georges Marion s'inquiéta, à plusieurs reprises, du sort de son accréditation. Il lui fut chaque fois répondu qu'il n'avait pas à s'inquiéter, et qu'il était de toute façon autorisé à travailler sans carte. C'est seulement vers le 15 février, alors que les premières cartes avaient été distribuées à ses confrères, qu'on lui répondit qu'il « y avait un problème ». En mars, les autorités algériennes commencent à livrer le fond de leur pensée.

De passage à Paris, le ministre des affaires étrangères, M. Lakhdar Brahimi, fit savoir au Monde que notre correspondant devait quitter son poste, ses articles étant jugés « peu amicaux » pour l'Algérie. Argument repris quelques semaines plus tard par M. Baal, directeur de la communication du même ministère. Devant les difficultés grandissantes éprouvées, dans son travail, par Georges Marion, le Monde décida, au début d'avril, que ce dernier quitterait son poste fin juin, l'année scolaire achevée, et en informa les autorités algériennes. Malgré cela, l'ambassadeur d'Algérie à Paris demanda, quelques jours plus tard, que notre correspondant parte « dans la semaine ». Mardi 28 avril, l'interdiction d'exercer lui a été officiellement notifiée.

Cette décision appelle plusieurs remarques. D'abord, il est clair, compte tenu de la chronologie des faits, que l'argument déontologique invoqué par les autorités algériennes est de pure circonstance. Ce qu'Alger reproche à Georges Marion - de l'aveu officieux de plusieurs responsables - c'est de ne pas donner, à travers ses articles, une image assez « positive » du régime. La mesure prise contre le Monde s'inscrit dans un contexte de plus en plus marqué sous surveillance de la presse étrangère. Ainsi, l'envoyée spéciale de notre confrère Libération, qui vient d'effectuer un reportage en Algérie, n'a pas été autorisée, depuis Alger, à transmettre des articles à sa rédaction, faute d'avoir obtenu son accréditation et bien que elle ait reçu un visa de presse.

La presse algérienne, souvent bien plus virulente envers le régime que les correspondants étrangers, est elle aussi dans le collimateur. Plusieurs journaux ont été ces dernières semaines, mais, et plusieurs journalistes emprisonnés. La dernière en date de ces saisies visait Ech Chaab, quotidien en langue arabe du FLN,

algérienne évolua. Il n'était plus reproché à Georges Marion d'avoir publié de « fausses informations » (le Monde du 2 mars 1991), mais de l'« irresponsabilité de la direction du Monde », notait l'ambassadeur algérien en France dans une lettre du 16 mars) mais de n'avoir pas tenté d'obtenir une réaction du gouvernement algérien à cette information. Après trois mois d'inactivité forcée, les contacts entre le Monde et les autorités algériennes permirent à Georges Marion

Le texte du communiqué algérien

« Le 2 mars 1991, le ministère des affaires étrangères avait retiré à M. Georges Marion, correspondant du Monde à Alger, son accréditation pour avoir failli aux règles de déontologie en publiant des faits totalement infondés et participant d'une véritable entreprise de désinformation.

« Le journal le Monde ayant sollicité et obtenu du chef du gouvernement, le 7 mai 1991, un délai de quatre à cinq mois pour la désignation d'un nouveau correspondant, M. Marion fut autorisé à rester jusqu'au début de l'automne, délai qui fut de nouveau prorogé jusqu'à la fin de l'année, date à laquelle la carte d'accréditation d'une année du journaliste concerné venait à expiration. Il fut alors explicitement signifié au journal le Monde que la carte d'accréditation de M. Marion ne serait pas renouvelée au-delà du 31 décembre.

« Depuis lors, M. Marion, dont la carte d'accréditation ne fut donc pas renouvelée, se trouve en infraction de la réglementation portant

sur l'exercice de la profession de journaliste.

« Le ministère des affaires étrangères a signifié à M. Marion qu'à dater de ce jour 28 avril 1992 l'administration ne tolérera plus qu'il continue à exercer la fonction de correspondant du Monde alors qu'il n'y est plus autorisé depuis le 31 décembre 1991.

« M. Georges Marion a été informé que hors cette condition sa famille et lui-même peuvent continuer à résider normalement en Algérie si tel est leur vœu.

« Assassinat du chef de la sûreté d'une sous-préfecture. - Le chef de la sûreté de la sous-préfecture de K'sar-el-Boukhari, située à 200 kilomètres au sud d'Alger, M. Chabir Mahtoudi, a été assassiné, mardi 28 avril, par des activistes islamistes, a annoncé le quotidien Alger républicain. Il a été tué par balles alors qu'il traversait en voiture l'artère principale de la ville. - (AFP.)

SIERRA-LEONE

Amnesty International dénonce des violations des droits de l'homme « de grande ampleur »

De retour de Sierra-Léone, des responsables d'Amnesty International ont, dans un communiqué publié mercredi 29 avril à Londres, fait part de leur préoccupation face « aux violations des droits de l'homme de grande ampleur » qui y sont perpétrées.

« Personne ne connaît réellement l'étendue de ces violations », avouent les enquêteurs, qui rappellent que les informations en provenance des zones de combats sont très rudimentaires. Dans ces zones, où les forces gouvernementales se battent contre les rebelles libériens menés par Charles Taylor il y a encore quelques mois, « l'armée aurait institué des tribunaux irréguliers et exécuté tous ceux qui étaient soupçonnés de prêter main forte aux assaillants ».

Amnesty International craint que, bien qu'ils aient été repoussés, les rebelles, « tout comme les militaires,

ne se livrent à des violations des droits de l'homme » là où les combats continuent (dimanche, le président Joseph Momoh a indiqué que « des escarmouches » se produisaient « de façon sporadique dans certaines zones du district de Kailahun, dans l'Est »).

LIBÉRIE : mort de l'ancien prince héritier. - L'ancien prince héritier, Al Hassan al Rida al Sanoussi, est décédé, mardi 28 avril, d'une crise cardiaque à Londres. Il était âgé de soixante-cinq ans. Il avait été autorisé à se rendre en Grande-Bretagne, il y a quatre ans, pour s'y faire soigner aux frais de l'ambassade de Libye. Le roi Idriss avait été renversé en 1969 par le colonel Kadafi. - (Reuters.)

Le mercenaire français Bob Denard devient journaliste...

L'éditeur du bimensuel Fire, le « magazine de l'homme d'action », est signé... Bob Denard. Le mercenaire français, réfugié en Afrique du Sud depuis l'assassinat du président coréen Ahmed Abdallah, en décembre 1989, a annoncé, lundi 27 avril, avoir pris le contrôle de cette publication belge consacrée aux armes et à la guérilla.

Dans ce numéro, daté de mai-juin, Bob Denard livre les secrets de sa guerre au Yémen dans les années 1963-1965. L'ambition de la nouvelle formule du magazine, écrit-il dans l'éditorial, est d'être un « sphère qui fera converger les routes de tous mes camarades, tous ceux que notre temps a méprisés car ils étaient courageux ». - (AFP.)

ASIE

AFGHANISTAN : alors que les combats continuent au sud de Kaboul

Le président Modjaddedi dénonce les « activités terroristes » de M. Hekmatyar

Le régime de Kaboul installé par l'URSS après l'invasion de 1979 a officiellement pris fin mardi 28 avril. Les dirigeants communistes ont remis leurs pouvoirs à M. Sibgatullah Modjaddedi, président du gouvernement intérimaire islamique. Cependant les troupes du nouveau régime ont partiellement repris, dans la nuit de mardi à mercredi, le ministère de l'intérieur aux rebelles du chef fondamentaliste Gulbuddin Hekmatyar. Les combats se poursuivent à la lisière méridionale de la ville. La vie quotidienne est devenue très difficile dans la capitale, privée d'électricité, d'eau et de téléphone.

KABOUL

de notre envoyé spécial

Dès son entrée dans la capitale à la tête d'un convoi d'une centaine de véhicules venus de Peshawar, au Pakistan, M. Modjaddedi s'est entouré avec des personnalités de l'ancien régime dans un bâtiment du quartier diplomatique. On y croise notamment M. Abdul Wakil, ministre des affaires étrangères de M. Najibullah, le général Nabi Azimi, ancien vice-ministre de la défense et chef de la garnison de Kaboul - deux hommes ayant activement participé à des négociations avec la résistance islamique avant

même la fuite de l'ex-président communiste. Les représentants de l'ancien régime sont venus en Mercedes noires, sans plaque d'immatriculation, et les nouveaux dirigeants dans des Toyota 4x4.

Partout flottait le drapeau vert-blanc-vert de l'Etat islamique d'Afghanistan : le noir, dit-on, symbolise les années sombres de l'occupation soviétique, le blanc la lumière après les premiers succès de la guérilla, et le vert est, bien sûr, la couleur de l'islam. Au passage d'un général trois étoiles, la mode décalquée et la moustache revêche sous la casquette, un soldat en tenue camouflée de la garde personnelle de M. Modjaddedi murmurait : « Quand je pense que ce genre de salauds nous a combattus pendant des années et qu'aujourd'hui on le reçoit en allié... »

Repli tactique ?

La passation des pouvoirs a eu lieu dans la salle d'honneur du ministère des affaires étrangères. Autour de M. Modjaddedi et de la moitié environ des cinquante membres de son nouveau conseil, on a noté la présence de l'ex-premier ministre du régime de Kaboul, M. Fazl Haq Khaleqyar, l'ancien vice-premier ministre hazara, M. Abdul Sarobi, l'ex-président de l'Assemblée, M. Khalid Ahmad Abawi, l'ex-président du Sénat, M. Mahmud Abibi. Tous ont fait assaut de politesse avec le nouveau chef de l'Etat. La plupart ne sont pas membres du parti Watan (ex-PDPA,

communiste) ; ils ont été choisis sur le tard par M. Najibullah pour redorer son blason, au moment où il fallait en finir avec l'idéologie marxiste.

« Allah est grand », huzle un groupe de moudjahidins devant les caméras de télévision. D'emblée, le visage sévère, M. Modjaddedi met les points sur les i : « Je suis heureux que nous soyons arrivés ici pour que le régime de Kaboul nous transmette le pouvoir, afin d'établir un gouvernement islamique. Après avoir rappelé les « sacrifices d'une ampleur jamais égale dans l'histoire de l'humanité » subis par le peuple afghan, le nouveau président insinua entre dans le vif du sujet : « Le transfert du pouvoir aurait dû être une occasion de se réjouir. Mais il y a eu des massacres entre Afghans. Nous espérons que nos frères qui se sont laissés aller à des activités terroristes inhumaines cessent bientôt de menacer la paix. » Ce message à l'intention de M. Hekmatyar est assorti d'une menace directe à celui qui « fut notre frère » : « S'il persiste dans ses activités, alors, en accord avec les lois islamiques, le gouvernement prendra les mesures qui

s'imposent... » La réponse de M. Hekmatyar ne s'est pas fait attendre. De nouveaux assauts ont été menés par ses troupes contre celles de la coalition dirigée par le chef du « comité de sécurité de Kaboul » et nouveau ministre de la défense Ahmed Chah Massoud, allié à l'ancienne armée régulière et aux miliciens ouzbeks. Quelques heures plus tôt, les positions du Hezb-i-Islami autour du vieux fort de Bala-Hissar avaient été « nettoyées ». Mais, dans la soirée, les détonations qui ébranlaient le sud de la vieille ville laissent penser que les hezbis n'avaient peut-être opéré qu'un repli tactique. L'aéroport - fermé à tout trafic civil, la tour de contrôle ayant été endommagée - a également été touché par des tirs d'obus. Le commandant Massoud a beau contrôler l'essentiel de la capitale, M. Hekmatyar n'est pas vaincu, comme l'a démontré la reprise des combats mardi soir autour du ministère de l'intérieur, bastion du Hezb dans Kaboul. Si, comme certains le craignent ici, M. Hekmatyar reçoit des renforts venus du sud, la bataille de Kaboul est partie pour durer.

BRUNO PHILIP

Un « professeur » sans charisme mais respecté

KABOUL

de notre envoyé spécial

Barbe grise et turban immaculé, M. Sibgatullah Modjaddedi est né en 1922 au sein d'une grande famille islamique de tradition soufie, venue de l'Inde en Afghanistan au dix-neuvième siècle. Il a été, dans les années 50, un militant actif de l'islam à Kaboul, avant de devoir s'exiler après un séjour en prison. M. Modjaddedi et sa famille sont « liés à l'établissement royaliste mais critiques par rapport à l'occidentalisation des mœurs et de la législation », écrit Olivier Roy dans son livre, Afghanistan, islam et modernité.

De retour dans son pays, M. Modjaddedi a été expulsé au début des années 70, durant la présidence du « prince rouge » Mohammed Daoud. Plusieurs

dizaines de ses parents ont été exécutés en 1979 par le leader communiste Nour Taraki, qui a pris les commandes après le coup d'Etat du 27 avril 1979. Cette même année, il fonde son parti, le Front de libération nationale. Modjaddedi, cette formation est proche des royalistes, tout en défendant l'islamisation.

Personnalité respectée, le « professeur » Modjaddedi est un homme de culture, au charisme cependant peu marqué. Il est farouchement opposé à M. Hekmatyar, avec lequel il fait échanger des coups de revolver lors d'une réunion. Nul doute, dès lors, qu'il mesure la difficulté d'un accord avec l'homme qui a déjà brisé l'espoir d'une paix rapide en Afghanistan.

B. P.

AMÉRIQUES

Argentine : les « nouveaux rêves » de M. Carlos Menem

Le chef de l'Etat aimerait transformer son pays en un « Canada du Sud » mais les Argentins ont une mauvaise image des institutions démocratiques

BUENOS-AIRES

de notre envoyée spéciale

Partagé entre l'urgence de ses tâches politiques et son irrésistible envie de commenter les derniers événements politiques avec ses voisins, Susana, ronde, dans la cinquantaine, épilée ses pommes de terre déboul, sur le seuil de sa porte. Comme elle, les habitants de son bidonville du centre de Buenos-Aires ne se font pas pour user de la liberté de parole dont ils ont été privés sous la dernière dictature militaire, entre 1976 et 1983.

Dans ce quartier d'El Retiro, situé juste en contrebas de larges avenues bordées d'ambassades et de luxueux magasins, les barreaux tentent dignement de se donner des allures de bungalows coquets. Aussi est-ce en prenant bien soin de ne pas laisser tomber d'épiphures sur la terre boueuse de sa rue (calle Malvinas, « la rue des Malouines ») que Susana prend part au débat : « Le général Juan Domingo Peron [au pouvoir de 1946 à 1955 et de 1973 à 1974] était un grand homme. Il a tant fait pour les pauvres ».

ses vœux, l'actuel président Carlos Menem, du même Parti justicialiste, n'est en rien son héritier : il est « coupé du peuple et

arrogant, entouré d'une cour de coiffeurs, tailleurs et manucures, même à l'étranger ». Elle sait gré à son ministre des finances d'avoir mis un terme à la spéculation et cassé l'hyperinflation, deux maux que le radical Raul Alfonsín, président argentin de 1983 à 1989, n'avait pas réussi à vaincre. Mais elle accuse le gouvernement Menem de ne pas faire assez pour lutter contre une corruption — ancienne en Argentine mais devenue plus tangible depuis que la presse peut publier librement le résultat de ses enquêtes.

Dénonçant elle aussi les « affaires », sa voisine Edna, qui a bénévolement lancé une campagne de prévention du choléra alentour, avoue avoir un faible pour l'ancien lieutenant-colonel Aldo Rico, l'un des chefs des deux rébellions militaires de 1987 et 1988. Gracié par M. Menem, il a fondé un parti d'extrême droite (le Mouvement pour la dignité et l'indépendance) qui a fait dire à Buenos-Aires ses quatre premiers parlementaires aux partielles d'octobre.

Le mythe de l'homme fort

Dans les couches populaires au moins, le mythe de l'homme fort n'est pas totalement enterré, et la majorité des intellectuels argentins, engagés ou non politiquement, soulignent la fragilité de la démocratie retrouvée. M. Carlos Floria, responsable de la revue *Criterio*, n'est pas le seul à rappeler que la rupture avec la dictature est avant tout le résultat de la cuisante défaite des militaires devant l'armée britannique, lors de la guerre des Malouines, il y a tout juste dix ans.

Si l'on considère, comme la sociologue Carlota Jackisch, que l'appui des citoyens aux institutions de la démocratie est un bon indicateur de la solidité de cette dernière, on ne peut que s'inquiéter : « Les derniers sondages, 80 % des Argentins ont une image négative du Parlement ou des partis politiques. Le grand changement, estime-t-elle, est que cette



PANCHO

faible adhésion ne s'accompagne plus de la conviction qu'un régime militaire peut mieux contribuer au bien-être général. C'est sous la dernière dictature, en effet, que l'économie de l'Argentine s'est gravement détériorée.

Lors de l'insurrection militaire de décembre 1990, les séduits menés par le colonel Mohammed Ali Seineldin (toujours sous les verrous), s'en sont tenus à des revendications corporatistes : ils ont accusé le gouvernement de M. Menem, qui avait pourtant pris la lourde décision de gracier les généraux de la dictature, d'avoir « désintégré » les forces armées.

Depuis, les militaires se sont vu proposer d'assister à des missions à l'étranger. L'Argentine, seul pays d'Amérique latine à se joindre à la coalition contre l'Irak, a récemment participé aux forces de paix de l'ONU envoyées au Cambodge et en Yougoslavie. « Nous soutenons », dit le ministre argentin des affaires étrangères, M. Guido di Tella, « que notre armée joue un rôle comparable à celle du Canada », pays pacifiste qui a été de presque toutes les missions des « casques bleus ».



pays hautement suspect s'il en est, le missile à moyenne portée Condor II, pourtant cher aux militaires argentins, a été démantelé. Les livraisons de matériel nucléaire à l'Irak ont été interrompues et toutes les exportations de ce type sont passées sous contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

« Nous ne voulons pas d'armes nucléaires dans la région », scandent M. di Tella, dont le pays a par ailleurs signé avec le Chili et le Brésil un accord sur la non-prolifération des armes chimiques. « Nous avons quitté le groupe des non-alignés pour rejoindre celui des Occidentaux, moins nombreux mais plus importants », ajoute-t-il. Les dirigeants argentins sont aussi devenus les fervents avocats du Mercosur (marché commun en cours de formation avec le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay) et de l'Initiative pour les Amériques du président Bush (création d'une zone de libre-échange de l'Alaska à la Terre de Feu).

l'équivalent de 700 francs par mois alors que la vie est aussi chère à Buenos-Aires qu'à Paris et que plus d'un tiers des Argentins vivent maintenant sous le seuil de pauvreté.

L'opposition radicale voit par ailleurs d'un très mauvais œil l'idée, soumise par M. Menem, de modifier la Constitution avant l'élection présidentielle de 1995. L'objectif du chef de l'Etat serait de pouvoir ainsi briguer un deuxième mandat, dont la longueur serait réduite de six à quatre années, comme aux Etats-Unis.

Moins populaire que son ministre des finances, M. Menem ne peut guère se permettre de faux pas. Remise sur les rails de la croissance en un temps record, l'Argentine, devenue libre-échangiste, sera-t-elle en mesure d'affronter la concurrence étrangère et d'attirer suffisamment d'investisseurs pour absorber le chômage ? « Le gouvernement est en train de brader nos entreprises aux étrangers », lui reprochent les habitants de la calle Malvinas d'El Retiro, qui ne sont pourtant pas les plus nationalistes des Argentins.

MARTINE JACOT

L'héritage social liquidé

Sous la frêle de M. Menem, les énormes transformations des deux dernières années (suppression des barrières tarifaires, privatisation de centaines d'entreprises, limitation des pouvoirs syndicaux notamment) « ont liquidé, sans résistance majeure, les héritages du régime social du péronisme, auxquels personne ne s'était attaqué », estime le vice-recteur de l'université de Buenos-Aires, M. Attilio Boron.

« Une société inégalitaire se recrée ainsi, plus vulnérable à la résurgence d'un autoritarisme. » Faisant chorus, une bonne partie des témoins du parti radical soulignent que 14 des 33 millions d'Argentins n'ont pas l'eau courante, que 60 % des retraités touchent

Des prix à vous faire partir !

SAN FRANCISCO

en vols réguliers
à partir de

4190F*

* Taxes d'aéroport non incluses

et aussi CHICAGO, NEW YORK, MIAMI etc...

Ciruits, locations de voiture, séjours, plages, etc...

Départ, en vols cotés...

VO

Tél. : 40 53 07 11

181, bd Pereire, 75017 PARIS

Quinze ans après leur première manifestation

Mères et grands-mères de la place de Mai ne défilent plus ensemble...

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

« J'avais quarante-neuf ans et un petit chignon quand tout a commencé. » Quinze ans plus tard, M^{me} Hebe de Bonafini, présidente de l'Association des mères de la place de Mai, porte des cheveux courts, un peu plus blancs. Mais la détermination de cette femme à la silhouette massive, devenue une célébrité presque mondiale, est restée inébranlable. Tous les jeudis à 16 heures, leur foule blanche sur la tête, celles que les militaires avaient surnommées « les folles » continuent leur ronde silencieuse sur la place de Mai, face au palais présidentiel, sous l'œil indifférent des passants. Elles réclament toujours le « châtiment des coupables », ceux qui sont à l'origine de la disparition de plus de trente mille personnes (selon Amnesty International) durant la « sale guerre » menée contre la subversion, sous la dernière dictature, de 1976 à 1983.

Lorsqu'elles ont commencé à manifester, le 30 avril 1977 très exactement, ces mères de famille — simples femmes au foyer, la plupart sans éducation — étaient les seules en Argentine à parler de « disparus » et de « camps de concentration ». Sous les balcons de la Casa Rosada, elles osaient défier les généraux au pouvoir et exigeaient qu'on leur rende leurs enfants vivants. La même année, la première présidente des « mères », Azucena Villaflor, était enlevée par les militaires. On ne la revit jamais.

Sept ans après le retour de la démocratie, le président Carlos Menem graciale, en décembre 1990, les anciens chefs de la junte. « Nous ne croyons pas en cette justice. Les militaires ont été graciés par M. Menem, pas par le peuple. Nous avons des archives impressionnantes, ici et à l'étranger. Un jour, les coupe-

bles seront jugés », déclare M^{me} de Bonafini. Le procès des généraux, en 1996, sous la présidence de M. Raul Alfonsín ? « Un simulacre, répète-t-elle. Il y a eu au moins trois mille cinq cents tortionnaires qui n'ont jamais été inquiétés. Les lois dites du devoir d'obéissance et du point final promulguées en 1987 sous Alfonsín ont mis fin à toute poursuite judiciaire. »

Au nom de la réconciliation nationale, le président Menem leur a demandé d'oublier. En réponse, M^{me} de Bonafini l'a verbalement insulté devant les caméras de la télévision espagnole. Au cours du procès intenté contre elle pour « injure grave contre le chef de l'Etat », le procureur a requis une peine de cinq mois de prison. « Si le fait, j'ai dit, derrière les barreaux », affirme-t-elle. Cette affaire ne l'empêche d'ailleurs pas de fustiger les militaires « assassins », l'Eglise, accusée de complicité avec les généraux, et les hommes politiques, dont elle dénonce le passé « douteux ». « Notre lutte s'est politisée, reconnaît-elle. Nous dénonçons la corruption, nous exigeons la justice sociale, nous soutenons la lutte des plus démunis et des syndicalistes réelles. »

Une cinquantaine d'enfants retrouvés

Non loin du Congrès, en plein centre-ville, la maison des Mères est une vraie ruine. En permanence, une vingtaine de mères, dont l'âge varie de soixante à soixante-quinze ans, travaillent ; elles publient leur propre journal mensuel, complètent leurs archives. Dans tout le pays, elles sont plus de deux mille, vivant dans des dizaines de groupes de solidarité en Amérique du Nord et en Europe. « Grâce à des fonds venus des Pays-Bas, les Mères

ont pu acheter ce qui sera leur maison de retraite dans la capitale », explique M^{me} de Bonafini.

Souvent critiquées pour leur intolérance et leur style « anarchiste », les Mères ont toujours refusé tout honneur posthume pour leurs enfants ou toute compensation financière. Elles s'opposent aussi aux exhumations : « Nos enfants ne sont pas des sacs d'os ; et puis, tant de corps ont été mutilés, brûlés, jetés à la mer. »

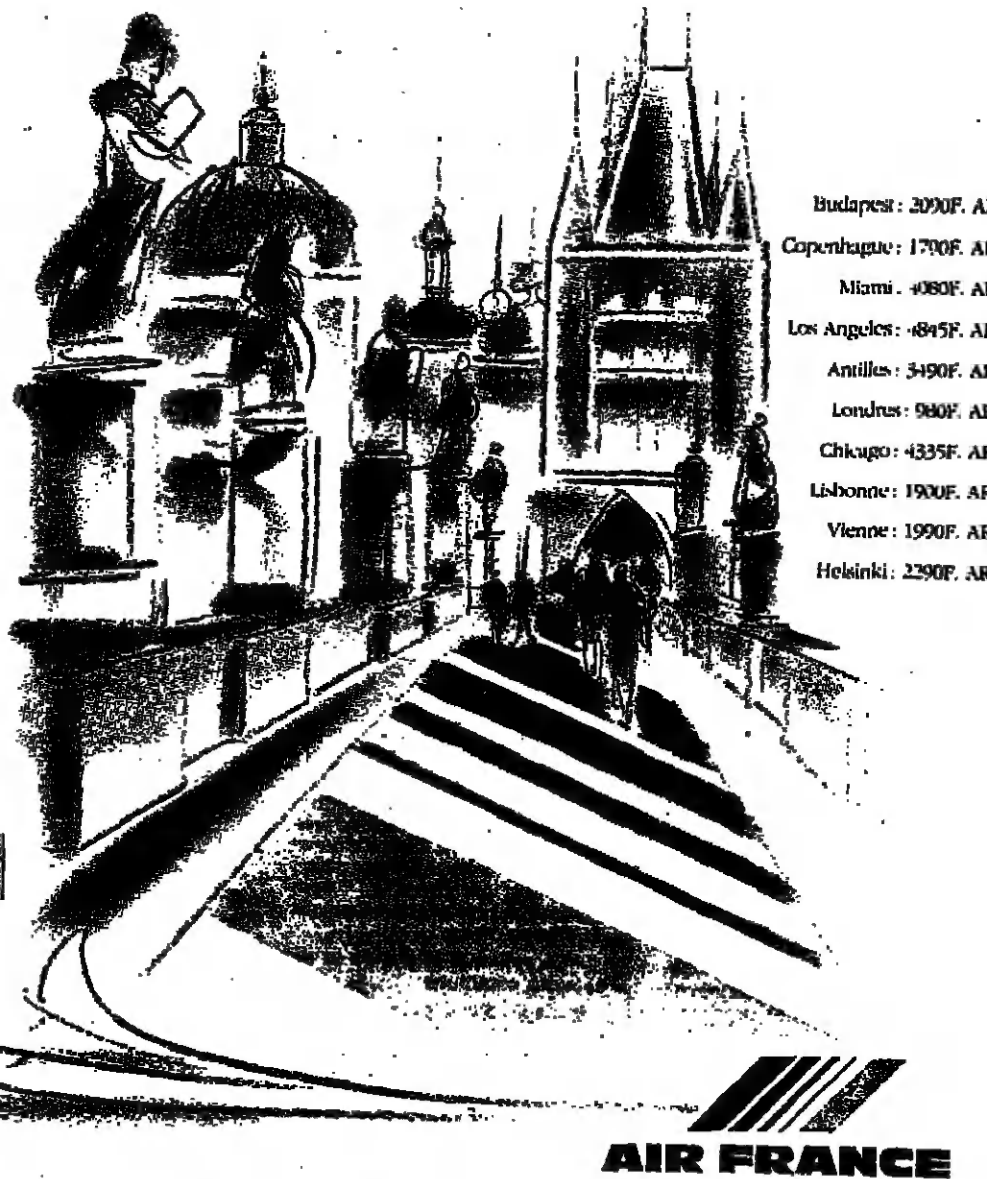
En désaccord avec ces prises de position, un groupe de femmes a quitté l'association pour fonder un autre mouvement, celui des « grands-mères », avec un objectif précis : retrouver leurs petits-enfants. Moins radicales, elles ont accepté des négociations financières. Leur présidente, M^{me} Estela Barnes de Carlotto, estime que le gouvernement Alfonsín « s'est montré coopératif ». « En revanche, dit-elle, celui de M. Menem se désintéresse de la question et ne nous aide guère dans la recherche des disparus et la restitution de leur corps. »

Ces dernières années, les « grands-mères » ont retrouvé la trace d'une cinquantaine de leurs petits-enfants. Beaucoup avaient été « adoptés » par des militaires. Vingt-cinq d'entre eux ont été rendus à leur famille naturelle, treize sont restés dans leur famille d'adoption — ce à quoi s'opposent les Mères, — sept ont été assassinés et cinq attendent encore que la justice tranche. Au total, plus de deux cents enfants ont été portés disparus.

Devenues « Mères Courage » pour surmonter leur douleur, mères et abuelas ne défilent plus côte à côte mais elles évitent de se critiquer publiquement. Ensemble, elles se veulent la « mémoire » de la société argentine.

CHRISTINE LEGRAND

Prague: 1990F. AR Embarquement immédiat



Budapest: 2090F. AR
Copenhague: 1700F. AR
Miami: 4080F. AR
Los Angeles: 4845F. AR
Antilles: 3490F. AR
Londres: 980F. AR
Chicago: 4335F. AR
Lisbonne: 1900F. AR
Vienne: 1990F. AR
Helsinki: 2290F. AR

AIR FRANCE

Tarifs aller-retour applicables au départ de Paris à partir du 11 mai 1992, sauf pour les USA où la validité est immédiate. Soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur et soumis à l'approbation gouvernementale. Renseignez-vous auprès de votre agence de voyages ou de votre agence Air France.

POLITIQUE

La révision de la Constitution

M. Vauzelle et M^{me} Guigou s'efforcent d'apaiser certaines inquiétudes des députés

Le débat sur le projet de révision de la Constitution, préalable à la ratification du traité de Maastricht, commencera à l'Assemblée nationale mardi 5 mai et durera au moins trois jours, a annoncé, mardi 28 avril, la conférence des présidents. A l'occasion de son audition, mardi, par la commission des lois, en compagnie de M^{me} Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, M. Michel Vauzelle, garde des sceaux, a déclaré que « ni un traité ni une Constitution ne peuvent engager un peuple à jamais ».

Subitement, M. Michel Vauzelle s'est érigé en « sage », offrant aux parlementaires de la commission des lois une de ces leçons de choses qui pétrifient l'assemblée la plus frondeuse dans un silence béat. Affaibli le bon sens, presque étonné d'être conduit à une telle profession de foi, le garde des sceaux s'est expliqué sur sa « conviction profonde ». Celle-ci se résume en un précepte : « Il est impossible d'aliéner de façon irréversible la

souveraineté nationale. » « La volonté du peuple est souveraine, a-t-il précisé. Ce qu'un peuple a fait, il peut le défaire. » Il en résulte donc, selon lui, que « ni un traité ni une Constitution ne peuvent engager un peuple à jamais ».

Les députés de l'opposition, soucieux sur la souveraineté nationale, tels M. Pascal Clément (UDF, Loire) et M^{me} Nicole Catala (RPR, Paris), s'en trouvaient fort aise, tandis que M. Bernard Bosson (UDC, Haute-Savoie), ardent avocat de l'Europe, prenait un air dubitatif. Mais, ce préalable posé, M. Vauzelle a jugé que « l'espace où s'exerce la souveraineté est à la disposition du souverain qui décide quelle compétence il peut déléguer ». Voilà pourquoi, selon lui, il faut parler, à propos de Maastricht, de « transferts de compétences » et non de « transferts de souveraineté ». Une manière de reconnaître que la bataille de Maastricht se gagnera, ou se perdra, sur ces mots-là, les-tes de tous les symboles.

Comment donc lever les hypothèques ? Comment apaiser les malaises ? Les députés, toutes sensibilités confondues, avancent une solution : que le Parlement soit davantage associé au proces-

sus de prise de décision communautaire. Des amendements seront déposés dans ce sens, y compris au sein du groupe socialiste, où M. Michel Pezet (Bouches-du-Rhône), reprenant une vieille idée de M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), propose que les parlementaires soient consultés sur tous les projets européens de règlements et directives.

Le principe de subsidiarité

Poliment, M^{me} Guigou a indiqué qu'elle était d'avis de procéder à « un échange de vues approfondi ». Mais elle a implicitement refusé toute idée d'amendement au projet de révision de la loi fondamentale en soulignant qu'« il n'était pas nécessaire d'avoir une approche constitutionnelle sur ce sujet ». Elle s'est réclamée pour cela de deux principes de la Constitution de 1958 : la séparation des domaines de la loi et du règlement et la séparation de l'exécutif et du législatif en matière de négociations internationales.

De la même manière, M^{me} Guigou a opposé par avance une fin de non-recevoir à toute proposition d'inscrire le principe de subsidiarité (1) dans la Constitution.

L'idée fait partie des « garanties » exigées par l'opposition. M. Clément l'a reprise en suggérant de mettre au point une procédure de saisine du Conseil constitutionnel pour « sanctionner tout empiètement du droit communautaire sur les compétences internes ». Mais M^{me} Guigou a jugé que cette démarche était « dangereuse » car elle reviendrait à permettre à un Etat d'imposer à un autre Etat sa conception de la subsidiarité et donc, en dernier ressort, à « assurer la primauté de l'ordre juridique communautaire sur l'ordre juridique interne », soit très exactement le contraire de l'objectif recherché. Quant au « compromis de Luxembourg » (2), cet autre garde-fou invoqué par ceux qui inquiètent le risque d'abandon de souveraineté, le ministre délégué aux affaires européennes a noté qu'il était « tombé en déshérence, même s'il n'est pas formellement supprimé ».

Pour le reste, M^{me} Guigou s'est employée à fournir des informations afin de dissiper les inquiétudes des commissaires. Répondant à une question de M. Alain Lamassoure (UDF, Pyrénées-Atlantiques) sur le droit de vote et l'éligibilité des ressortissants de la Communauté résidant en

France, elle a ainsi confirmé que le gouvernement s'était inspiré du projet de directive datant du 23 octobre 1989 (Le Monde du 14 avril).

Outre qu'il offre aux Etats la possibilité de restreindre l'éligibilité de ces ressortissants au scrutin municipal, ainsi que l'explique l'article 2 du projet de révision constitutionnelle, ce texte prévoit que l'acquisition du droit de vote municipal en France entraîne la suppression de ce même droit dans le pays d'origine. « Nous veillerons à ce que les ressortissants ne puissent pas voter dans deux endroits à la fois », a indiqué M^{me} Guigou.

Des assurances pour les visas

Le ministre a également tenu à fournir des assurances sur l'épineuse question des visas. Elle a affirmé que l'article 100-C du traité, qui stipule que le conseil européen décide à l'unanimité, puis à la majorité qualifiée à compter de 1996, de la liste de pays tiers dont les ressortissants devront être munis d'un visa pour entrer dans la Communauté, laisse les gouvernements « libres de prendre toutes les mesures de protection nécessaires ». Elle a même cité le cas

où ils pourront « ajouter un Etat à la liste commune agréée ». Il appartiendra, ensuite, à la Cour de justice des communautés d'établir la conformité de ces « mesures de protection » avec le traité. Il n'en fallait pas davantage pour faire à la juridiction suprême nationale aux yeux des fédéralistes. Cette dernière crispation fut bien à l'image de l'audition dans son entier : chacun y puisa matière à se rassurer ou à s'inquiéter, selon ce qu'il avait le goût d'entendre ou de ne pas entendre.

FRÉDÉRIC BOBIN

(1) Le traité de Maastricht définit ainsi le principe de subsidiarité : « Dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, la Communauté n'intervient qu'en dernier ressort, et en raison notamment du refus de la procédure du vote à la majorité qualifiée. Le texte de Luxembourg prend acte que « la détermination française est que, lorsqu'il s'agit d'intérêts très importants, la discussion se poursuivra jusqu'à ce qu'un accord soit parvenu à un accord unanime ».

(2) Le compromis de Luxembourg, adopté le 29 janvier 1966, met fin à la crise du second semestre de 1965 qui a vu la France suspendre sa participation aux travaux du Conseil, en raison notamment du refus de la procédure du vote à la majorité qualifiée. Le texte de Luxembourg prend acte que « la détermination française est que, lorsqu'il s'agit d'intérêts très importants, la discussion se poursuivra jusqu'à ce qu'un accord soit parvenu à un accord unanime ».

M. Marchais reproche à M. Herzog de proposer seulement la « renégociation »

M. Georges Marchais déclare, dans un entretien publié par le Figaro mercredi 29 avril, que, si le traité de Maastricht était ratifié, « ce serait la France qui n'aurait plus le libre choix de sa politique sociale, économique, budgétaire, fiscale, qu'elle perdrait son caractère national, qui serait privée d'une politique propre en matière d'immigration, de visa, de droit d'asile, de droits de l'homme, qui abandonnerait sa souveraineté en matière de politique extérieure et de défense, et tout cela pour être soumise aux dogmes ultralibéraux qui imprègnent la construction européenne actuelle ».

« Nous répondons donc « non » à Maastricht », ajoute le secrétaire général du Parti communiste, qui reproche à M. Philippe Herzog, membre du bureau politique, de se prononcer pour une « renégociation » du traité. « Ce n'est pas de bonne politique », affirme M. Marchais, car qui entend « renégocier » comprend « aménager », alors qu'il faut rejeter tout pour faire autrement ».

■ MM. Caro (UDF) et Alphandéry (UDC) rapporteurs pour avis du projet de révision constitutionnelle. — MM. Jean-Marie Caro (UDF, Bas-Rhin) et Edmond Alphandéry (UDC, Maine-et-Loire) ont été désignés respectivement, mardi 28 avril, avec l'accord du groupe socialiste, rapporteurs pour avis de la commission des affaires étrangères et de la commission des finances pour le projet de loi de révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht.

■ Le Grand Orient s'inquiète des « non-dits » sur la laïcité. — Le Grand Orient de France, principale obédience maçonnique française, a indiqué le 25 avril, dans un communiqué, qu'il est favorable à la ratification du traité de Maastricht, « initiative qui contribue à protéger la paix alors que les convulsions nationalistes débouchent sur la balkanisation de l'Europe ». Cependant, l'obédience « souhaite qu'un véritable débat s'engage dans le pays, permettant de faire toute la lumière sur certaines zones d'ombres et certains non-dits du traité, particulièrement pour ce qui concerne la laïcité ».

■ L'Association pour la fidélité au général de Gaulle réclame un référendum. — L'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle, dont le président est M. Pierre Lefranc, affirme que « les gaullistes de conviction, qui font passer l'aventure de la France avant toute préoccupation partisane, ne peuvent admettre que se trouvent modifiées les dispositions de la Constitution garantissant l'indépendance nationale sans que la nation soit directement appelée à se prononcer par la voie d'un référendum ».

Genèse d'un traité

Suite de la première page

Une fois bouclée la difficile négociation entre les douze gouvernements, pouvait-on en effet permettre aux Irlandais de réclamer tel amendement sur l'interruption volontaire de grossesse, aux Allemands tel amendement sur l'étendue des pouvoirs accordés aux autorités régionales dans l'Europe de Maastricht, aux Luxembourgeois ou aux Français tel autre sur le droit de vote des étrangers, aux Danois, aux Portugais, aux Italiens d'autres encore ?

Chacune des opinions nationales concernées a ses propres réticences et a été, sur un point ou un autre, dépassée à Maastricht par ses gouvernements. Accorder à ces opinions ou à leurs représentants la faculté d'amener le traité, c'est-à-dire compromettre l'ensemble de l'édifice et ouvrir une négociation sans fin.

Du moins, la classe politique française ne peut-elle pas reprocher au gouvernement de l'avoir prise par surprise. Le traité de Maastricht a été communiqué aux parlementaires alors qu'il n'était encore qu'à l'état de projet. Ce texte est, il est vrai, d'une lecture assez rébarbative et il a sans doute manqué d'un effort d'information en direction du grand public qui en rend le contenu accessible à tous. Plusieurs débats en séance plénière ont en revanche eu lieu à l'Assemblée nationale et au Sénat, qui, en leur temps, n'ont pas passionné les foules. M^{me} Elisabeth Guigou, la ministre des affaires européennes, a été auditionnée quatorze fois par les commissions parlementaires, sans parler des autres ministres concernés ni des interventions publiques

de MM. Mitterrand et Dumas sur le sujet. Ce texte est, en outre, pour la France le fruit d'une politique européenne qui, depuis des années, avance dans la même direction sans avoir rencontré de la part des grands partis d'opposition essentielle.

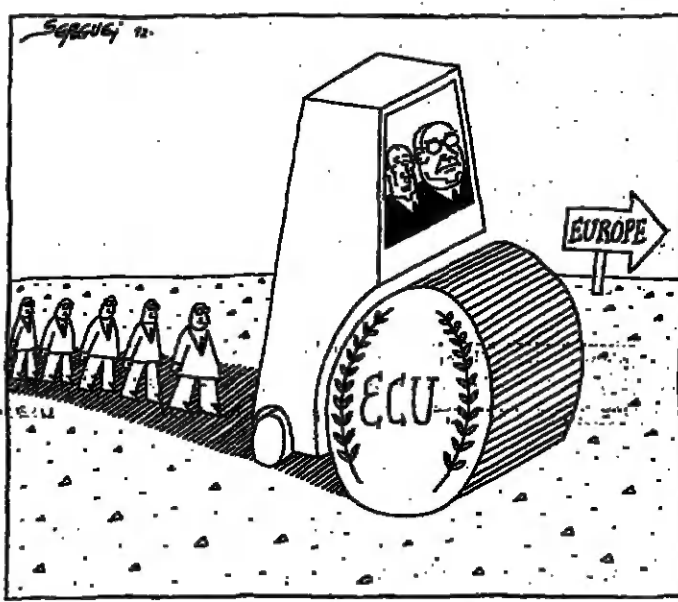
Une critique de fond a surgi il est vrai l'année dernière, dans les rangs du RPR notamment, et réapparait ici et là aujourd'hui : on se tromperait d'Europe, on resterait focalisé sur le petit club des Douze alors que tout l'est du continent connaît des bouleversements historiques, qui, aux yeux de ces détracteurs, rendraient anachronique le bon vieux projet communautaire.

Une réponse aux évolutions à l'Est

A ces critiques, les dirigeants français rappellent aujourd'hui ce que fut la genèse du traité de Maastricht et affirment qu'il constitue aussi une réponse aux évolutions dans l'est du continent.

Une partie des dispositions qu'il comporte étaient en gestation avant que ne s'effondre le mur de Berlin : c'est tout ce qui va dans le sens de l'achèvement de l'Europe économique que dont la construction a été entreprise il y a trente-cinq ans avec le traité de Rome. Dès qu'il fut décidé, en 1988, d'abolir les frontières intérieures de la Communauté à compter du 1^{er} janvier 1993, il était clair que, pour tirer le meilleur profit de ce « grand marché », il faudrait accélérer l'intégration dans le domaine des politiques économiques et de la monnaie.

La suppression des frontières entre pays membres appelle aussi logiquement, pour ceux qui sous-



crivaient, la définition d'une politique commune aux frontières extérieures de la Communauté (immigration, droit d'asile, politique des visas, etc.). Même s'ils ne vont pas encore très loin, les chapitres du traité de Maastricht qui dotent la Communauté de compétences qu'elle n'avait pas jusque-là en matière de police, de justice ou bien dans des domaines comme la protection des consommateurs relèvent tous de la même logique, celle du grand marché.

Il s'accompagne de l'énoncé d'une règle qui doit servir de garde-fou contre tout envahissement bureaucratique par Bruxelles : la règle de « subsidiarité », c'est-à-dire le principe selon lequel la Communauté n'intervient que sur les questions qui ne peuvent être réglées à un échelon inférieur, national ou

local. L'ambitieux projet de doter l'Europe d'une banque centrale et d'une monnaie unique avant la fin du siècle, et qui suppose donc de la part de chaque Etat membre un important transfert de souveraineté, participe lui aussi de la dynamique du grand marché.

De l'économie au politique

Comme le faisait remarquer récemment M^{me} Guigou, « sans les événements à l'Est, sans doute en serait-on resté là ». Et les plus fervents des Européens se seraient dit que de cette intégration économique progressive finirait un jour par naître l'intégration politique.

Survient le grand chambardement dans les pays jusque-là satellites de l'URSS et, en RDA, le début d'un

mouvement qui porte en germe la réunification de l'Allemagne. Pendant quelques mois, à la fin de 1989 — c'est un très mauvais moment pour les relations franco-allemandes — M. Helmut Kohl répugna à s'engager clairement sur l'union monétaire. François Mitterrand et quelques autres qui, comme lui, pressent le chancelier, ne dissimulaient pas l'objectif : quitter à vivre dans une « zone mark » où la puissance allemande sera encore renforcée à terme par la réunification, mieux vaut avoir la possibilité d'y être son mot ; autant « amener la Bundesbank à partager un pouvoir qu'elle exerce et exercera sinon de façon hégémonique ».

Mais, outre que ce projet, tel quel, n'est pas très gratifiant pour l'Allemagne, il n'est pas non plus à la mesure de ce qui se produit dans la grande Europe : au moment où les pays de l'Est et du centre se tournent d'un même mouvement vers elle, l'Europe occidentale doit s'affirmer aussi comme puissance politique. C'est sur la base de cette ambition nouvelle que se refait le « couple » franco-allemand ; c'est elle qui est censée aussi désarmer les méfiances historiques envers l'Allemagne en insérant la réunification dans un projet collectif, en empêchant l'Allemagne de faire cavalier seul et en la liant à ses partenaires européens. « L'unité de l'Europe et l'unité de l'Allemagne sont les deux faces d'une même médaille », se plaît dès lors à répéter le chancelier. Et M. Mitterrand insistera toujours sur cet aspect-là de Maastricht : le fait que le traité rend les guerres impossibles entre ennemis d'hier.

Sur proposition de MM. Kohl et Mitterrand, les Douze décident donc, en juin 1990, que, parallèlement à la négociation sur l'Union économique et monétaire, sera menée une négociation sur l'union politique, les deux devant se conclure en décembre 1991, et le nouveau traité qui en sortira devant être mis en œuvre au 1^{er} janvier 1993 (après ratification dans les pays membres au cours de l'année 1992). Par « union politique », les dirigeants français et allemands entendent essentiellement le fait de doter l'Europe des moyens d'une politique étrangère commune et, à terme, d'une défense commune.

Et les autres, se demandent alors les critiques, ceux dont l'émancipation s'accompagne d'un profond désarroi économique, ceux qui redoutent toujours le voisin russe, ceux qui, la parenthèse du totalitarisme fermée, font légitimement « la famille européenne » ? Après le temps de la désagréation des uns et des malheurs des autres, chacun convie désormais dans la CEE qu'il est ou vocation à adhérer au « club » (au moins pour ce qui est de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie) mais que ni eux ni la Communauté ne gagneraient à une adhésion trop précoce.

Plusieurs de leurs dirigeants se sont fermement prononcés en faveur des accords de Maastricht. Dans l'immédiat, seule une Communauté forte est en mesure de les aider économiquement (les Douze fournissent actuellement près des

Les principaux points

Voici un rappel des principales dispositions du traité de Maastricht :

UNION POLITIQUE

— La citoyenneté européenne

Outre la liberté de circulation et de séjour pour tous dans l'espace communautaire, les ressortissants de la Communauté auront le droit de vote aux élections municipales et européennes dans le pays membre où ils résident et seront éligibles à ces élections (ces principes sont susceptibles d'aménagements dans les différents pays ; en France, par exemple, il sera impossible pour un non-Français de devenir maire).

— La politique étrangère et de sécurité commune

Il s'agit d'une politique commune, pas unique. Le traité en définit le champ. Toutefois, les chefs d'Etat et de gouvernement doivent décider à l'unanimité des sujets qui feront l'objet d'une action commune. Les ministres peuvent ensuite convenir que, sur certaines questions, les décisions pourront être prises à la majorité qualifiée et non plus à l'unanimité.

Le traité prévoit d'autre part « la

formulation d'une politique de défense commune qui pourra conduire à terme à une défense commune ». Il charge l'Union de l'Europe occidentale (UEO) d'élaborer et de mettre en œuvre les décisions et actions ayant des implications en matière de défense.

— L'élargissement des compétences communautaires

Les compétences communautaires sont étendues, dans le respect du principe de la subsidiarité. Elles sont complétées dans certains domaines où elles existaient déjà et où les décisions pourront être prises à la majorité qualifiée : recherche et développement, technologie, politique sociale. La Grande-Bretagne ne s'est pas associée aux dispositions prises dans ce dernier domaine, qui font l'objet dans le traité d'un « protocole » à l'annexe 1, l'amélioration des conditions de travail, le dialogue social, etc., par des directives instaurant des prescriptions minimales, le vote à la majorité qualifiée étant prévu dans certains cas.

Le traité ouvre d'autres part des champs d'action nouveaux à la

Communauté : politique industrielle, réseaux trans-européens dans le domaine des transports, de l'énergie, des télécommunications, protection des consommateurs, santé, culture.

— La coopération policière et judiciaire

Les Douze s'efforceront de mener une politique commune (traité avec la règle de l'unanimité) en matière de visas pour les séjours de courte durée. La coopération intergouvernementale sera renforcée en matière de police, d'immigration, de contrôle aux frontières extérieures de la Communauté.

— La cohésion

Un fonds de cohésion est créé pour aider les régions les plus pauvres en matière d'environnement et d'infrastructures. Les fonds structurels augmentent.

— L'UNION MONÉTAIRE

Le traité définit un processus en trois étapes pour parvenir, au plus tard le 1^{er} janvier 1999, à une monnaie unique, une politique monétaire commune et une banque centrale européenne.

— La première étape a été engagée le 1^{er} juillet 1990 avec la libé-

ration complète des mouvements de capitaux. Elle s'achèvera le 31 décembre 1993, les Etats s'engageant à présenter entre-temps des « programmes de convergence » pour rapprocher leurs performances économiques.

— La deuxième étape doit en principe commencer le 1^{er} janvier 1994, avec la mise en place d'un institut monétaire européen dont la mission sera de renforcer la coordination des politiques monétaires et de préparer la création de la Banque centrale.

— La troisième phase débutera au plus tôt le 1^{er} janvier 1997 et au plus tard le 1^{er} janvier 1999. En 1996, les ministres indiqueront dans quels Etats les conditions sont réunies pour passer à la monnaie unique. S'ils sont au moins sept, les chefs d'Etat et de gouvernement pourront décider, à la majorité qualifiée, le passage pour ces Etats à l'étape finale. Sinon, ce passage se fera de façon automatique au plus tard le 1^{er} janvier 1999 pour les pays répondant aux critères de convergence, quel que soit leur nombre.

POLITIQUE

et la ratification des accords de Maastricht

Au conseil national du RPR, M. Philippe Séguin refuse de transiger

D'entrée de jeu, les membres du conseil national du RPR réunis mardi 28 avril à Paris ont bénéficié, pour leur information sur la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht, d'un «cadre» effectué par MM. Alain Juppé, Jacques Chirac et Edouard Balladur. Les deux premiers ont mis l'accent sur la nécessité de «dépassement» le débat; le troisième s'est attaché à la «dramatisation». M. Philippe Séguin a réaffirmé, non sans panache, son hostilité absolue à ces accords européens, mais il est apparu très isolé. Mercredi 29 avril au matin, sur Europe 1, M. Juppé affirmait que «l'abcès a été crevé».

Evocant un «sentiment diffus d'hostilité à l'Europe», le secrétaire général du RPR a précisé: «Nous en connaissons les manifestations catégorielles. Devons-nous leur emboîter le pas? Ce serait, de notre part, une forme de démission.» En effet, M. Chirac a assuré que ce traité ne lui «fait pas peur» car «l'essentiel, c'est la volonté et la capacité des hommes qui auront à l'appliquer». «Maastricht n'est pas la grande affaire que prétend le président François Mitterrand. C'est en réalité un petit pas dans une direction souhaitable», a souligné le président du RPR.

Après avoir exigé, le 15 avril, un référendum sur la révision constitutionnelle, l'ancien premier ministre a fait part, devant le «parlement» du RPR, de son «souhait» d'obtenir la même chose. S'inscrivant dans la lignée du général de Gaulle et de Georges Pompidou et usant d'une forme plébiscitaire, M. Chirac a réclamé la «confiance» à ses compagnons «dans cette période délicate». «Depuis plus de dix ans, j'ai tout fait pour préserver l'unité de notre mouvement, malgré les turbulences, de même que j'ai travaillé sans relâche à construire l'union de l'opposition», a dit le maire de Paris, avant d'appeler à éviter «les déchirements que le mouvement a subis dans un récent

passé et qui nous ont fait tant de mal». Assis à la tribune, M. Pasqua affichait une moue dubitative. Se refusant à entrer dans les «procès d'intention» qui accablent les défenseurs ou les bradeurs de la nation, M. Balladur, pour sa part, a mis en évidence les «garanties» qu'offre le traité de Maastricht. Elles concernent, selon lui, la question des visas, les problèmes monétaires - «L'unanimité pour la fixation des parités, c'est bien en l'occurrence la négation de l'irréversibilité puisqu'elle implique une décision de chaque pays, soit à la fin de 1996, soit à la fin de 1998», a dit l'ancien ministre de l'économie - et sur le droit de vote des étrangers européens.

Revenant sur la liberté de parole, l'ancien ministre a brocardé M. Valéry Giscard d'Estaing, qui avait récemment reproché à M. Chirac, sans le nommer, de prendre le «parti du suicide» et de manifester une absence de stature d'homme d'Etat, et il a lui-même énoncé, une à une, les positions arrêtées lors d'une réunion du conseil national du RPR, le 3 décembre 1990, pour souligner que celles-ci s'opposaient totalement au traité européen. Refusant de «manger son chapeau» et invitant ses compagnons à ne pas se

Chaban-Delmas, sans convaincre toutefois M. Raymond Triboulet, l'ancien ministre du général de Gaulle, qui s'est exclamé: «La Communauté est aux ordres des Etats-Unis!»

Après cette page de l'histoire du gaullisme, M. Philippe Séguin a développé, posément et brillamment mais parfois cruellement, les termes de son opposition résolue au traité de Maastricht. «Si vous ne deviez retenir qu'une chose de ce que je dis ce soir, retenez cela: il n'y a en réalité qu'un seul et vrai débat, a déclaré le maire d'Epinal. Une fois que le débat constitutionnel aura été tranché, il n'y aura plus de vrai débat de ratification. Tout sera terminé. La ratification ne sera plus qu'une formalité.»

«Ne cédon pas sur nos convictions»

L'irritation de M. Juppé

trois quarts de l'aide aux pays de l'Est, CEI comprise).

D'autre part, alors que l'OTAN ne peut pour l'instant répondre à leur attente en matière de sécurité, l'union politique européenne leur offre, sinon une solution alternative immédiate, du moins une perspective à terme, c'est en tout cas ce qu'on fait valoir à Paris.

admis à part entière et que l'on sortira finalement de l'antinomie entre approfondissement et élargissement de la Communauté par la mise en place progressive d'une Europe «à géométrie variable» associant les uns et les autres de diverses manières.

A prendre ou à laisser

On n'en est en fait pas encore là: non seulement les questions de sécurité et de défense, mais tout ce qui, dans le traité, porte sur l'union politique sont en réalité beaucoup moins aboutis que les chapitres économiques. Il s'agit d'une entreprise, globalement nouvelle par rapport à ce qu'avait été jusqu'ici la construction européenne, et il a fallu avancer avec prudence et réalisme.

Cette perspective de géométrie variable ne peut d'ailleurs pas être totalement écartée pour les Douze eux-mêmes: dans l'hypothèse où un pays comme le Danemark par exemple ne ratifierait pas le traité de Maastricht, il est exclu de négocier ce traité. Le Danemark dans ce cas resterait membre de la Communauté sans être membre de l'Union économique et monétaire ni de l'union politique, soit un véritable casse-tête juridique que les Douze cependant ne pouvaient pas exclure.

Il est évident que si des pays comme la France ou l'Allemagne ne ratifiaient pas, c'est l'ensemble de l'édifice qui serait mis à bas, perspective peu probable et que n'ont pas voulu, on le comprend, envisager les Douze. On le voit en France à l'embarras de certains secteurs de l'opposition: la logique de Maastricht est extrêmement puissante et quiconque prétend assumer un jour des responsabilités gouvernementales ne peut en faire fi.

Toutes les activités du Groupe GAN ont fortement progressé en 1991. Les produits d'exploitation consolidés, qui recouvrent l'ensemble des activités du Groupe - assurance, activités bancaires et financières - s'établissent à 116 milliards de francs, en hausse de 21%.

Le Groupe est ainsi parvenu à améliorer de 22,1% son résultat brut d'exploitation bancaire, qui s'élève à 5 162 millions de francs pour 1991.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LE GROUPE GAN EN 1991

2 321 millions de francs de résultat net consolidé. Dividende par action en hausse de 9%

Le Conseil d'Administration, réuni le 27 avril 1992 sous la présidence de Monsieur François HEILBRONNER, a arrêté les comptes de l'exercice 1991 qui seront soumis à l'Assemblée Générale du 19 juin prochain.

Un total de bilan de 625 milliards de francs

(en milliards de francs)	1988	1989	1990	1991
Total bilan	87,5	539,4	595,2	624,9
Capitaux propres (part du Groupe après répartition)	9,7	13,7	17,4	21,7
Produits d'exploitation	30,9	86,6	93,6	115,7
Résultat net part du Groupe	1,95	2,47	2,36	2,32

Produits d'exploitation (milliards de francs)



La progression de 25% des capitaux propres (après répartition), qui s'élève à 21,7 milliards de francs, reflète le renforcement de la puissance financière du Groupe.

Le résultat net ressort à 2 321 millions de francs contre 2 357 millions de francs en 1990.

Une activité assurance en très forte croissance: +18,5% (à périmètre constant)

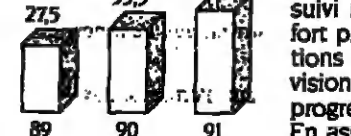
(en milliards de francs)	1989	1990	1991
Primes émises	27,5	33,5	39,7
en % de progression	+16,8	+22,1	+18,5
Provisions techniques en % des primes	86,6	105,9	127,1
Contribution des activités assurance au résultat net consolidé	1,8	1,9	1,5

L'augmentation des primes émises en 1991 (+18,5% à périmètre constant) est le résultat d'une croissance soutenue de l'ensemble des sociétés françaises d'assurance: GAN Vie (+21,9%), GAN Incendie Accidents (+16,7%), GAN Capitalisation (+22,3%), SOCAPA (+37,2%). Le GAN gagne des parts de marché dans chacune des branches.

L'activité Vie et Capitalisation du Groupe représente désormais 60% des primes émises consolidées. La croissance de l'activité dommagée en automobile (100 000 assurés de plus) s'est accompagnée d'une amélioration de la structure du portefeuille; la part des contrats avec un bonus de 50% en représente désormais plus de la moitié.

Le résultat net des sociétés françaises d'assurance est en retrait sur l'exercice précédent. En effet, contrairement à l'exercice 1990, GAN SA, société holding des compagnies d'assurance, n'a pas réalisé en 1991 de plus-values immobilières. En outre, les résultats techniques du GAN Incendie Accidents ont été affectés, à l'image du marché, par une augmentation de la fréquence vol et des coûts moyens en

Primes émises du GAN (milliards de francs)

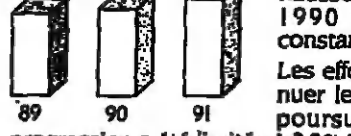


Pour les filiales d'assurance à l'étranger, les actions d'assainissement engagées dans un contexte de forte dégradation des marchés, notamment en Grande-Bretagne, ont permis de réduire les pertes en moitié. Hors Grande-Bretagne, les opérations internationales du GAN sont désormais équilibrées.

Un redressement sensible du résultat brut d'exploitation bancaire: +22,1%

(en milliards de francs)	1989	1990	1991
Produit net bancaire du CIC	14,9	15,3	16,9
en % de progression	+10,2	+4,2	+10,6
Résultat brut d'exploitation du CIC	4,1	4,2	5,2
% de progression	+33,5	+8,2	+22,1
Contribution des activités bancaires et financières au résultat net consolidé	0,7	0,5	0,8

Produit net bancaire (milliards de francs)



Le Groupe CIC a enregistré une activité satisfaisante en 1991 avec un produit net bancaire en hausse de 10,6% sur celui de 1990 (+6,8% à périmètre constant).

Les efforts entrepris pour diminuer les frais généraux ont été poursuivis avec rigueur; leur progression a été limitée à 2,8% (à périmètre identique) et les effectifs ont diminué de près de 5%.

Le Groupe est ainsi parvenu à améliorer de 22,1% son résultat brut d'exploitation (+16,4% à périmètre identique), qui s'élève à 5 162 millions de francs pour 1991.

Le redressement des conditions d'exploitation courante permet au Groupe CIC de dégager un résultat net par action de 714 millions de francs, proche de celui de 1990, sans recourir comme l'an dernier, à la réalisation d'importantes plus-values immobilières.

Le Conseil d'Administration de la Société Centrale du GAN a décidé de proposer à l'Assemblée Générale, le versement d'un dividende net par action de 50,30 F, en hausse de 9,3%, assorti d'un avoir fiscal de 25,15 F.

Enfin, il est proposé à l'Assemblée de renouveler certaines des autorisations à caractère financier venues à échéance, et de donner au Conseil, la faculté de procéder à une division du nominal de l'action GAN au moment où il le jugera le plus opportun, en vue de conférer au titre une plus grande liquidité.



le premier groupe européen de bancassurance

le journal manuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

SPORT ET SOCIÉTÉ

Envoyer 60 F (livres à 2,50 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (60 F d'abonnement), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

CLAIRE TRÉAN

POLITIQUE

Il y a vingt-trois ans, le référendum perdu par de Gaulle
«Je cesse d'exercer mes fonctions...»

Pour la deuxième et ultime fois de Gaulle quitta le pouvoir, il y a vingt-trois ans, le 28 avril 1969. Mais cette fois sans espoir d'y revenir. La première fois, le 20 janvier 1946, il s'était retiré à Marly en protestant contre le retour du régime exclusif des partis, puis il avait attendu à Colombey-les-Deux-Églises pendant douze ans, l'occasion de répondre à l'appel du président de la République puis à celui des Français.

Il y a vingt-trois ans, c'est par un laconique communiqué diffusé le lundi 28 avril à 0 h 11 par l'Élysée que le chef de l'État prit congé du pays : «Je cesse d'exercer mes fonctions de président de la République. Cette décision prend effet aujourd'hui à midi.» Le même jour à 15 heures, après le constat constitutionnel de la vacance, M. Alain Poher, président du Sénat, arrivait dans un palais de l'Élysée presque totalement abandonné par les collaborateurs du général pour assurer l'intérim du chef de l'État, comme il devait le faire encore le 2 avril 1974, après la mort de Georges Pompidou.

Aucune confiance sur son départ

De Gaulle, qui se trouvait à Colombey depuis le 25 avril, avait quitté Paris sans aucune illusion sur les résultats du référendum du dimanche suivant (1). Il avait déjà remis le texte du communiqué au premier ministre, M. Couve de Murville, et au secrétaire général de l'Élysée, M. Bernard Tricot. Le «non» l'emportant avec 53,2 % des suffrages, l'Élysée avait alors rendu publique la décision du président.

Le référendum sur la réforme du Sénat et la régionalisation, décidé par de Gaulle, après bien des péripéties, comme une conséquence des événements de mai 1968, s'était en fait une ultime tentative pour reprendre en main une situation qui s'effaçait, un suicide politique délibérément programmé, ou

encore la recherche consciencieuse d'une sortie dans la dignité? Ces interprétations ne peuvent se fonder que sur des hypothèses car de Gaulle n'a fait à ce sujet aucune confidence.

En lançant son projet de référendum le 2 février 1969 à Quimper, de Gaulle entendait répondre «aux mutations que notre temps requiert». Mais devant les oppositions qui se multipliaient, son enthousiasme faiblit très vite. Pour vaincre les résistances croissantes, il s'engagea personnellement davantage dans la campagne du «oui» et, dans son dernier message au pays le vendredi 25 avril, il mit son sort en jeu sans la moindre ambiguïté en déclarant : «Si je suis désavoué par une majorité d'entre vous solennellement sur ce sujet capital et que je ne sois pas le nombre, l'ardeur et le dévouement de l'armée de ceux qui me soutiennent et qui, de toute façon, défendent l'avenir de la patrie, ma tâche actuelle de chef de l'État deviendra évidemment impossible et je cesserai aussitôt d'exercer mes fonctions.»

Regardant ensuite l'enregistrement de l'émission il avait laissé tomber devant Joël Le Theule, secrétaire d'État à l'Information. Le mercredi, à l'issue du conseil des ministres, il avait déjà montré qu'en réalité il n'avait guère de doute sur l'issue de la consultation, en disant aux membres du gouvernement avant de les quitter : «Nous nous réunirons en principe mercredi prochain. Nous avons en effet l'espoir de nous retrouver. Si n'en était pas ainsi ce serait un chapitre de l'histoire de France qui serait terminé.» L'après-de Gaulle commençait ainsi par le premier et le seul référendum perdu par le général sur les cinq auxquels il avait eu recours depuis 1958.

ANDRÉ PASSERON

(1) Le référendum du 2 février 1969 portait sur la création des régions et la réforme du mode d'élection et de la composition du Sénat.

L'examen du projet de loi sur la filiation
Les députés s'interrogent sur le droit pour l'enfant de connaître ses origines

Les députés ont entamé, mardi 28 avril, l'examen du projet de loi relatif à l'état civil et à la filiation et instituant le juge aux affaires familiales, qui avait été préparé, sous le gouvernement précédent, par M. Michel Sapin, alors ministre délégué à la justice. L'adoption de ce texte ne pourra cependant pas intervenir, pour des raisons de calendrier, avant le milieu du mois de mai.

Pour la première fois depuis l'ouverture de la session de printemps, l'Assemblée nationale a consacré ses travaux, mardi 28 avril, à un véritable problème de société, celui des droits de l'enfant. Comme l'a opportunément rappelé le rapporteur de la commission des lois, M^{me} Denise Cacheux (PS, Nord), un enfant sur trois naît actuellement de parents non mariés, et compte tenu de l'évolution des comportements familiaux (augmentation des divorces, de la cohabitation hors mariage et des familles monoparentales), plus de la moitié des enfants ne vivent pas avec leurs deux parents biologiques. Une «mise à jour du droit de la famille», largement inspirée de la Convention internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1989, est donc apparue nécessaire.

Le projet de loi, préparé par M. Michel Sapin et défendu devant l'Assemblée nationale par le nouveau garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, est organisé en trois chapitres (le Monde du 29 avril) : un premier sur l'état civil, qui accorde notamment une plus grande liberté aux familles pour le choix du prénom des enfants ; un second qui traite de la filiation ; le dernier qui institue, au sein des tribunaux de grande instance, un juge délégué

aux affaires familiales. L'essentiel du débat a porté cependant sur une interrogation lancée par le rapporteur et concernant le droit pour l'enfant de connaître ses origines. «Si l'on pensait autrefois qu'il fallait cacher son origine à l'enfant adopté, on sait aujourd'hui qu'il faut l'en informer le plus tôt possible», a affirmé M^{me} Cacheux.

Mais que doit-il advenir pour l'enfant né par insémination avec donneur ou lors d'un «accouchement sous X», où aucune trace n'est gardée de l'identité de la mère? «Le secret sur l'identité des donneurs exclut-il que l'enfant soit informé du mode de procréation qui lui a permis de naître? L'enfant ne devrait-il pas avoir au moins accès à la carte génétique de ses parents biologiques?», a demandé M^{me} Cacheux.

Le ministre de la justice s'est gardé de trancher cette contradiction entre le droit à la vérité et le droit au secret, affirmant simplement que «la réflexion doit se poursuivre». En revanche, M. Pascal Clément (UDF, Loire), a exprimé ses craintes de voir remis en cause l'accouchement sous X. «Si on refusait le droit d'accoucher en secret, on risquerait sans doute des violences perverses, voire des infanticides», a affirmé M. Clément. N'oublions pas que ces enfants sont souvent le fruit de violences, voire d'incestes, et le seul geste d'amour qu'une femme puisse donner à un tel enfant, c'est de le laisser vivre.

Bien que le député de la Loire ait obtenu à ce propos les assurances nécessaires de la part du président de la commission des lois, M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), puis du gouvernement lui-même, M^{me} Nicole Catala (RPR, Paris) a regretté que le projet fasse le choix du «tout biologique». «En autorisant sans condition la détermination de la paternité par tous moyens de preuve, il élimine toute prise en

considération de la dimension affective et sociale de la paternité», a-t-elle affirmé. Enfin, alors que M. René Carpentier (PC, Nord) comme M^{me} Nicole Ameline (UDF, Calvados) ont jugé plutôt favorablement l'évolution du droit de la filiation, M. Léonce Deprez (UDF, Pas-de-Calais) a souligné que le droit ne devait pas «accentuer les dérives» de la société. «Si le droit suit la pente de la chute [des valeurs morales et de l'institution hors mariage équivalente à une filiation dans le mariage], a affirmé

M. Deprez. Ce sont les enfants qui, tôt ou tard, en subissent les conséquences morales et matérielles.» Ces divergences d'appréciation au sein de l'UDF, qui ont été tranchées par le président du groupe, M. Charles Millon, dans le sens défendu par M^{me} Ameline, n'empêcheront pas l'adoption du projet, lorsque celui-ci reviendra devant l'Assemblée, après le long débat consacré à la réforme constitutionnelle.

J.-L. S.

Ultime négociation entre les socialistes et M. Bérégovoy sur la taxe d'habitation

Une ultime négociation devait avoir lieu, mercredi 29 avril, entre le président du groupe socialiste, M. Jean Auroux, et le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, à propos de la réforme de la taxe départementale sur le revenu (TDR). Toujours opposé à la mise en œuvre de cette mesure, adoptée en principe dernier par le Parlement, M. Bérégovoy a de nouveau tenté de convaincre le groupe de l'ajourner. Aucune négociation ne s'est donc engagée sur les propositions d'amendement à la réforme que lui avait transmises, à la fin de la semaine dernière, M. Auroux et qui visaient à réduire de moitié le nombre des nouveaux assujettis à cette part départementale de la taxe d'habitation (le Monde du 25 avril).


De son côté, M. Michel Chasse, ministre du budget, a réitéré mardi, devant la commission des finances du Sénat, les propos qu'il avait tenus à l'Assemblée nationale sur les difficultés de modifier le texte adopté. Selon M. Chasse, le système informatique ne permet

pas d'isoler les «nouveaux contribuables» et toute réforme impliquerait des «reports importants dans l'appel des impôts locaux et la mise en place d'un système de dégrèvements coûteux pour l'État».

Pour convaincre les députés socialistes de renoncer à leur réforme, une des hypothèses discutées entre M. Auroux et Bérégovoy est, selon une source parlementaire, l'abaissement du plafonnement de la totalité de la taxe d'habitation pour les contribuables dont l'impôt sur le revenu est inférieur à 15 000 F. Fixé à 4 % du revenu imposable dans le projet de loi de finances pour 1991, ce plafond avait été ramené à 3,7 % à la suite de l'adoption, à l'automne 1990, d'un amendement du groupe communiste. Une nouvelle réduction de ce taux présenterait l'avantage de satisfaire les parlementaires communistes, très hostiles à la TDR, et de limiter le désarroi des socialistes en leur évitant de trop perdre publiquement la face.

P. R.-D.

Fiera Milano
CELUI QUI N'EST PAS PRÉSENT
MANQUE UNE OCCASION



Si on n'est pas présent là où font les rencontres, les affaires, la promotion des projets, les échanges d'idées, c'est comme si on n'existait pas.

La Semaine Internationale de la Foire de Milan propose du 23 au 26 juin 1992 trois rendez-vous pour faire le point sur l'évolution de l'économie mondiale, instaurer de nouveaux rapports industriels et commerciaux enrichissants :

23/26 juin boîtier '92 :
"IVème Biennale Internationale de la Coopération, du Développement et des Investissements".

23/24 juin Congrès International :
"Economie, Politique, Services : Qualité du système pour le succès des entreprises".

25/26 juin Congrès International :
"Entreprise Europe - Le tournant historique actuel et ses conséquences pour les entreprises".

La Semaine Internationale est un événement d'avant garde à ne pas manquer, organisé par la Foire de Milan et la Chambre de Commerce de Milan.

CAMERA DI COMMERCIO ITALIANA PER LA FRANCIA
CHAMBRE DE COMMERCE ITALIENNE POUR LA FRANCE
134, RUE DU FAUBOURG ST. HONORÉ - F - 75001 PARIS
TEL. 01 - 42253540 - FAX 01 - 42891458
TELEX 650486 CAMERIT F

FIERA MILANO - LARGO DOMODISSOLA 1, 20145 MILANO
02 59 39 3497-247248/114112
FAX 02 59 39 3497-7114451, TELEX 301366/92221

Après les élections régionales
Règlement de comptes guyanais

Le nouveau président du conseil régional de la Guyane, M. Antoine Karam, par ailleurs secrétaire général du Parti socialiste guyanais (PSG), ne déçoit pas contre son prédécesseur, M. Georges Othily (senateur rattaché administrativement au groupe socialiste, exclu du PSG en 1989), qu'il a battu aux élections du 22 mars : «Sa réélection était faite, il nous a laissé une dette insensée qui nous oblige aujourd'hui à venir à Paris pour négocier...»

Il s'en est plaint sans embages au cours de la visite qu'il a effectuée en métropole du 22 au 24 avril et qui lui a donné l'occasion de s'entretenir avec les ministres des DOM-TOM, de l'économie et des finances, du budget, de la recherche et de l'espace, MM. Louis Le Pen, Michel Sapin, Michel Chasse, Hubert Curien, et avec le directeur de cabinet de la présidence de la République, M. Gilles Ménage :

«On a parlé du scandale de la gestion de l'ancienne municipalité d'Angoulême mais on n'a fait rien pour clarifier ce qui s'est passé au conseil régional de Cayenne. En trois ans, on y a lancé tellement d'opérations non financées que tous les records de déficit ont été battus!»

M. Karam fonde sa charge sur les constatations faites dès le mois de février par le conseil régional des comptes de la Guyane, qui avait été saisi en décembre 1991 par le préfet, et par un audit qu'il a commandé lui-même en entrant en fonctions et selon lequel le déficit budgétaire du conseil régional serait de 781,2 millions de francs. Il reproche à M. Othily à la fois d'avoir réalisé des travaux importants sans s'être assuré de pouvoir les financer, et d'avoir gaspillé des fonds publics à des fins électoralistes : «Le pont de Mana a été construit à crédit; celui de Roura a été terminé, dans les mêmes conditions, une dizaine de jours avant les élections... Deux mois avant le scrutin, le président sortant a fait aussi offrir mille bouteilles de rhum, pour un montant de 130 000 F, et c'est moi qui dois payer la facture...»

M. Karam s'étonne également que l'utilisation de l'argent public n'ait pas été mieux contrôlée par les autorités de tutelle et il demande que «les responsabilités soient établies».

Une enquête de l'inspection générale des finances

La colère du nouveau président de l'assemblée régionale est d'autant plus vive que la Guyane est entrée dans une période de marasme économique depuis l'achèvement de la plupart des grands travaux d'infrastructures réalisés au cours de la décennie écoulée. «J'ai annoncé la couleur à tous mes interlocuteurs, nous a déclaré M. Karam en précisant le pire. Si l'on ne nous aide pas, la situation sociale risque de devenir insupportable. La Guyane peut être en même temps le Chaudron et la Nouvelle-Calédonie.» En tant que secrétaire général du PSG, il n'en est que plus conforté dans sa

conviction que le remède à tous les maux économiques du département passe par l'instauration d'une assemblée unique concentrant les prérogatives du conseil régional et celles du conseil général.

M. Karam est soutenu dans sa démarche par le président de l'assemblée départementale, M. Elie Castor, député apparenté socialiste, qui appartient à la même formation que lui, et par les organismes consultés.

Dans l'immédiat, le gouvernement vient de lui donner acte que la situation guyanaise n'est pas brillante. La relevé de décisions établi au terme des entretiens confirme que la «survie» des entreprises créancières de la région «est menacée par l'absence de la collectivité régionale à faire face à ses engagements» et annonce que «pour la sauvegarde de l'emploi, l'État a décidé, dès à présent, de faciliter la mise en place d'un dispositif bancaire exceptionnel permettant des avances de trésorerie à hauteur de 100 millions de francs aux entreprises les plus concernées». Pour le reste, l'inspection générale des finances mène l'enquête sur place.

ALAIN ROLLAT

M^{me} Roudy présidera la commission spéciale sur les projets de bioéthique

M^{me} Yvette Roudy, députée (PS) du Calvados et ancien ministre délégué chargé des droits de la femme, a été élue, mardi 28 avril, présidente de la commission spéciale constituée au sein de l'Assemblée nationale pour examiner les trois projets de loi sur la bioéthique. M. Bernard Bioulac (PS, Dordogne) a été désigné comme rapporteur.

Le choix de M^{me} Roudy a provoqué une vive réaction de M^{me} Christine Boutin, députée (UDC) des Yvelines, proche de M. Raymond Barre, qui considère cette désignation comme «une véritable provocation». M^{me} Roudy, affirme-t-elle, est l'une des femmes politiques qui se sont mises au service de la lutte «contre la défense de l'embryon, donc contre la vie».

Le Sénat favorable aux assistantes maternelles. - Les sénateurs ont adopté à la quasi-unanimité, en première lecture, dans la nuit du mardi 28 au mercredi 29 avril, le projet de loi relatif aux assistantes maternelles, présenté par M. Laurent Cathala, secrétaire d'État à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés. Seul le groupe communiste s'est abstenu. Toutes les autres formations ont voté en faveur du projet de loi qui prévoit notamment un délai d'instruction pour l'attribution de l'agrément préalable des assistantes maternelles, qui améliore également leur rémunération, et prévoit enfin une formation obligatoire.

ch

Volertz propose i
code du travail pe
à punir le harcèlem

FAITS DIVERS

Deux adolescents meurt
au cours d'une randonnée

Deux adolescents meurt
au cours d'une randonnée

شكرا من النص

Les combines de policiers parisiens

«Nuileux», «charognards» et enveloppes

«La combine existait depuis qu'il y a des voitures à Paris», plaisante un policier proche de la retraite. Mais il a fallu attendre l'ouverture par le parquet de Paris d'une information judiciaire des chefs de corruption active et passive de fonctionnaires pour que le secret de Polichinelle soit dévoilé (le Monde du 25 avril).

Tout le petit monde des commissariats parisiens savait que l'enlèvement des voitures donnait lieu à de drôles de pratiques. Personne n'ignorait que les policiers du standard téléphonique conservaient comme un trésor les cartes de visite de certaines sociétés de dépannage. Qu'une voiture soit immobilisée sur la chaussée à la suite d'une panne ou d'un accident, et l'heureux dépanneur était aussitôt averti. L'heureux lui permettait d'envoyer sans tarder un «charognard» — un remorqueur, dans l'argot professionnel — sur les lieux. Et s'il arrivait que d'autres «charognards» aient déjà eu vent de l'affaire, l'équipage policier dépêché sur place s'assurait que «son» remorqueur emporte malgré tout le marché.

Bien rodé du côté des «nuileux» — les policiers en service nocturne — le système était jugé autrement plus efficace que les scanners grâce auxquels les dépanneurs écoutent la fréquence radio de la sécurité publique. A chaque enlèvement, les fonctionnaires complaisants recevaient une «ristourne» d'une centaine de francs au minimum. Un pourboire allait, parfois, ranflouer la «caisse à café» du commissariat. Ou encore, si on en croit des policiers mis en cause dans ces pratiques douteuses, alimenter les fonds des «œuvres sociales» et des orphelins de la police.

«Rémunérations complémentaires»

Certaines sociétés de dépannage ont souffert de rester à l'écart du circuit. Jusqu'au jour de l'automne 1991 où un des patrons légitimes a osé se plaindre à la préfecture de police de Paris. Le préfet confia aussitôt le dossier à l'inspection générale des services (IGS), qui a recueilli des témoignages brisant l'habitude du silence et qui a surpris des fonctionnaires de la main dans l'enveloppe. Seule l'enquête judiciaire, confiée à M^{me} Annie Grenier, juge d'instruction à Paris, devrait déterminer l'ampleur de la combine.

Il n'est d'ailleurs pas sûr que Paris soit la seule grande ville concernée. L'école à tout-fois pu être évitée, à Marseille comme en petite couronne parisienne, par l'instauration de listes d'agrément des sociétés de dépannage — celles-ci sont appelées à tour de rôle par les standards policiers. De telles listes existent aussi à Paris, mais seulement pour le boulevard pé-

JUSTICE

Un an après le cambriolage de la permanence électorale de M. Botton

L'ancien chef de cabinet du maire de Lyon a été confronté à ses accusateurs

Une confrontation a eu lieu, lundi 27 et mardi 28 avril à Lyon, dans le bureau du juge d'instruction, M. Jacques Hamy, réunissant les protagonistes de l'affaire Sarroca, du nom de M. Michel Noir, maire de Lyon. M. Sarroca est accusé d'avoir commandité un cambriolage dans la permanence électorale de M. Pierre Botton, gendre et ancien directeur de campagne du maire de Lyon, avec lequel il était en guerre ouverte au moment des faits.

L'affaire avait commencé dans la nuit du 23 au 24 janvier 1991. Cette nuit-là, des visiteurs s'introduisirent — maladroitemment — et raflèrent divers documents dans la permanence de M. Pierre Botton, candidat à la législative partielle provoquée par la démission de l'Assemblée nationale, le 6 décembre 1990, de M. Michel Noir et Jean-Michel Dubernard.

Sur place, le juge saisi, avec quelques difficultés, le fameux registre Vigipirate sur lequel sont effectivement notés et même suréplémentés les noms de MM. Berton et Schwindt, mais à la date du 23 janvier 1991, soit seulement la veille du cambriolage. Or, pour ce jour-là, Bernard Sarroca a pu produire une série de témoignages attestant qu'il était à Paris et ne pouvait donc avoir rencontré ces deux visiteurs. Selon son avocat, M^{me} Alain Ribeyre, la démonstration est ainsi faite que les informations des cambrioleurs sont un tissu de mensonges et de contradictions.

Le registre était donc, mardi 28 avril, au centre de la deuxième journée de confrontations judiciaires. Et sa présentation aux inculpés a soulevé de nouveaux problèmes. Tout d'abord, M. Berton, qui maintient que sa visite à la mairie s'est faite avant le 23 janvier, n'a pas reconnu le registre que, pourtant, il affirme avoir lui-même rempli et signé à la suite de M. Schwindt. Ensuite, sa signature, qu'il déclare avoir apposée, n'y figure pas. Enfin, peut-être le plus troublant, ce registre Vigipirate débutant le 17 janvier 1991 suit immédiatement un relevé des entrées et sorties s'achevant en... octobre 1987, ce qui signifie qu'aucun relevé des mouvements de personnes n'avait été effectué à la mairie de Lyon entre ces deux dates. Une constatation qui étonne certains habitués de lieux, se souvenant avoir eu à déclarer leur identité en franchissant la grille de la mairie, notamment pendant les week-ends.

Cette bizarrerie semble avoir laissé perplexe le juge Hamy, qui pourrait tenter de «faire parler» un peu plus le registre controversé pour démentir l'échec des déclarations contradictoires et fixer toutes les responsabilités dans cette affaire. Il lui appartient ensuite, après transmission au parquet, de décider pour qui il convient de prendre une ordonnance de renvoi au tribunal ou de non-lieu.

Parmi les proches du maire de Lyon, déstabilisé il y a un an, on s'affiche désormais convaincu que l'affaire est terminée. A condition sans doute que le juge accepte de tourner la page du registre, ce cahier gros comme un livre de comptes.

ROBERT MARMON

AN CONSEIL DES MINISTRES

M^{me} Neiertz propose une réforme du code du travail pour prévenir et punir le harcèlement sexuel

Le secrétaire d'Etat aux droits des femmes et à la consommation, M^{me} Véronique Neiertz, devait présenter au conseil des ministres, mercredi 29 avril, un projet de loi destiné à sanctionner et prévenir le harcèlement sexuel sur les lieux de travail.

Ce projet, qui modifie le code du travail et le code de procédure pénale, complètera le texte modifiant le code pénal — voté en deuxième lecture par les députés, mais encore à l'étude en commission mixte paritaire. Sera puni d'un an d'emprisonnement et de 100 000 F d'amende «quiconque abusant de l'autorité que lui confèrent ses fonctions», use «de pressions afin d'obtenir des faveurs de nature sexuelle». Le projet de M^{me} Neiertz laisse de côté, contre l'avis des associations féministes, le harcèlement commis par un collègue ou, comme c'est fréquemment le cas, par un client.

Le harcèlement est défini par «des pressions afin d'obtenir des faveurs de nature sexuelle à son profit ou au profit d'un tiers». La responsabilité de l'employeur en matière disciplinaire est clairement établie. Mais, surtout, ce projet protège victimes et témoins de

toutes mesures de licenciement ou de sanction. Enfin, le texte rédigé par le secrétaire d'Etat donne aux organisations syndicales et aux associations dont l'objet est de combattre les discriminations fondées sur le sexe et sur les mœurs, le droit d'ester en justice pour soutenir un salarié victime d'un harcèlement sexuel, à condition toutefois que l'intéressé soit d'accord.

Croyant fortement à la prévention, M^{me} Neiertz a tenu également à ce que son projet permette aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail constitués dans les établissements de plus de cinquante salariés de «proposer des actions d'information et de prévention en matière de harcèlement sexuel».

Cet ensemble législatif est dans le droit fil des préoccupations des instances européennes : le 29 mai 1990, le conseil des ministres des Douze a pris une résolution sur la protection de la dignité des femmes et des hommes au travail, et le 27 novembre 1991 la Commission européenne a adopté un code de bonne conduite incitant les Etats, les employeurs et les syndicats à prévenir et interdire le harcèlement sexuel, et à protéger la dignité des femmes et des hommes sur leur lieu de travail.

CHRISTIANE CHOMBEAU

DÉFENSE

La France devra se séparer de quelque quatre cents blindés et de soixante-huit pièces d'artillerie

La France devra se séparer de trente-sept chars de combat, soixante-huit pièces d'artillerie et de trois cent cinquante-sept véhicules blindés de combat (VBC), selon les termes du traité sur les forces classiques en Europe (CFE), lequel aura été ratifié par toutes les parties prenantes.

C'est ce que le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, indique dans sa réponse à une question écrite de M. Bruno Bourg-Broc, député RPR de la Marne, qui l'a interrogé sur le calendrier d'application du traité.

M. Joxe précise, dans sa réponse au parlementaire, que le calendrier de l'armée française comporte trois étapes. D'abord, dans un délai de seize mois après l'entrée en vigueur du traité, la France devra réduire son parc au moins de dix chars de combat, dix-sept pièces d'artillerie et de quatre-vingt-dix VBC, qui sont des blindés de transport de troupes ou des véhicules de combat d'infanterie (il s'agit, pour l'essentiel, de blindés anciens de la famille AMX-13). Ensuite, dans un délai de vingt-huit mois, ce sont treize chars, vingt-quatre pièces d'artillerie et cent vingt-cinq VBC qui seront concernés. Enfin, dans un délai maximum de quarante mois, quatorze chars, vingt-sept pièces d'artillerie et cent quarante VBC devront avoir été éliminés par la France. Au moment de la négociation du traité, la France a déclaré l'existence, dans

son arsenal, de mille trois cent quarante-trois chars, de mille trois cent cinquante pièces d'artillerie et de quatre mille cent soixante-dix VBC. Dans sa réponse à M. Bourg-Broc, M. Joxe indique que les opérations de réduction peuvent inclure des destructions pures et simples d'équipements. «Il reste que la France a toute latitude, si elle le juge nécessaire, pour accélérer le processus, explique le ministre, en particulier pour ce qui concerne les chars de bataille et les pièces d'artillerie».

M. Joxe précise, dans sa réponse au parlementaire, que le calendrier de l'armée française comporte trois étapes. D'abord, dans un délai de seize mois après l'entrée en vigueur du traité, la France devra réduire son parc au moins de dix chars de combat, dix-sept pièces d'artillerie et de quatre-vingt-dix VBC, qui sont des blindés de transport de troupes ou des véhicules de combat d'infanterie (il s'agit, pour l'essentiel, de blindés anciens de la famille AMX-13). Ensuite, dans un délai de vingt-huit mois, ce sont treize chars, vingt-quatre pièces d'artillerie et cent vingt-cinq VBC qui seront concernés. Enfin, dans un délai maximum de quarante mois, quatorze chars, vingt-sept pièces d'artillerie et cent quarante VBC devront avoir été éliminés par la France. Au moment de la négociation du traité, la France a déclaré l'existence, dans

RELIGIONS

Mgr Jacques Faivre nommé évêque auxiliaire de Lyon

Le pape a nommé, mercredi 29 avril, le Père Jacques Faivre, vicaire général du diocèse, évêque auxiliaire du cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon. Le seul évêque auxiliaire, Mgr Maurice Delorme, avait été nommé en 1987 à la tête des œuvres pontificales missionnaires de France.

Le prototype de l'avion «invisible» F-22 s'écrase aux Etats-Unis

Le prototype apte à voler du futur avion de combat américain F-22, conçu en association par Lockheed, General Dynamics et Boeing, s'est écrasé, samedi 25 avril, sur la base Edwards, en Californie. L'accident n'a été rendu public que le lundi 28 avril. Le pilote d'essai est indemne.

En approche de la base, l'avion a oscillé en vol pour une raison inconnue, il s'est écarté sur la piste et il a immédiatement pris feu. Il est totalement détruit. Destiné à remplacer le F-15, le F-22 est dit «invisible», c'est-à-dire qu'il a été conçu pour échapper à la détection adverse (électromagnétique et infrarouge). A la différence du F-117 utilisé pendant la guerre du Golfe, cet avion devrait voler à vitesse supersonique.

L'armée de l'air américaine, qui n'a pas encore l'autorisation du Congrès, comptait en commander 650 exemplaires pour un coût global de 60 milliards de dollars (quelque 340 milliards de francs).

FAITS DIVERS

Surpris par le mauvais temps dans le massif du Sancy

Deux adolescents meurent de froid au cours d'une randonnée en montagne

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

Deux jeunes gens de Verrières-le-Buisson (Essonne), Emmanuel Aimé, dix-huit ans, et Philippe Ferré, dix-sept ans, qui effectuaient un raid sportif dans le massif du Sancy (Puy-de-Dôme) ont été retrouvés morts, mardi 28 avril, au pied de la Dent de la Rancune, dans la vallée de Chaudfontaine. Une jeune fille, Karis Triponney, dix-neuf ans, qui faisait partie de leur groupe, a dû être hospitalisée au centre hospitalier universitaire de Clermont-Ferrand. Elle souffrait d'une hypoglycémie avancée, mais ses jours ne sont pas en danger.

Les adolescents appartenaient au groupe d'une trentaine de personnes de la Fondation Jeunes, une

association municipale de Verrières-le-Buisson, arrivé dans le massif la veille pour y effectuer un rallye. En raison du mauvais temps, les organisateurs avaient décidé d'interrompre la randonnée en cours de route. Toutes les équipes furent interceptées, à l'exception de celle d'Emmanuel, Philippe et Karine.

Certes, le froid était très vif et la tempête s'était levée, mais les sauveteurs s'expliquent difficilement que les trois jeunes aient été terrassés dans le même temps, d'autant qu'ils étaient des sportifs aguerris et bien équipés. Une information a été ouverte par le parquet de Clermont-Ferrand.

J.-P. R.

EN BREF

Le général Jeremiah Pearson responsable des vols habités à la NASA. — Le général de division Jeremiah Pearson a été nommé, mardi 28 avril, administrateur adjoint de la NASA, chargé du programme des vols habités. Ancien pilote d'essai, il avait fait partie du commandement des marines durant la guerre du Golfe. Le général Pearson remplace William Lenoir, démissionnaire depuis le 31 mars, un proche de l'ancien administrateur Richard Truly, qui avait démissionné en raison de désaccords avec l'administration. — (AFP)

Mise en service d'une centrale solaire en Suisse. — Une centrale solaire de 0,5 mégawatt a été mise en service, mardi 28 avril, au Mont-Soleil, dans le Jura bernois. Avec 4 500 mètres carrés de cellules photovoltaïques réparties sur une superficie équivalente à trois terrains de football, elle est la plus grande de ce type en Europe. Cette installation, qui a coûté 30 millions de francs français, est conçue d'abord comme une plateforme de recherche et de démonstration. Il faudrait 17 000 centrales de ce type pour subvenir aux besoins de la Suisse en électricité, a souligné M. Adolf Ogi, ministre des transports et de l'énergie. — (AFP)

Un employé d'agent de change interpellé pour trafic de drogue devant la Bourse de Paris. — Le commis d'un cabinet d'agent de change, M. François Vaur, qui vendait des supérieurs devant la Bourse de Paris, a été interpellé en fin de semaine dernière par les policiers. L'homme se rendait souvent à Amsterdam (Pays-Bas) pour acheter de la drogue et la revendre à des clients, parmi lesquels figuraient notamment deux autres employés d'un cabinet d'agent de change. De petites quantités d'héroïne et de cocaïne ont été saisies. Le 17 novembre 1988, les policiers avaient déjà interpellé en flagrant délit un commis d'agent de change qui revendait de l'héroïne à des collègues dans la grande galerie du palais Boursier. — (AFP)

M. Georges Pébereau inculpé dans l'affaire de la Société générale. — M. Georges Pébereau, président de la société Marceau Investissements et instigateur du raid lancé contre la Société générale en 1988, a été inculpé, mardi 28 avril, de «non-déclaration de franchise» de «vol». Il s'agit d'une infraction possible d'une peine d'amende. On lui reproche de ne pas avoir suffisamment informé les autorités compétentes des «franchissements des seuils de prises de participation» dans le capital de la Société générale. Six personnes ont déjà été inculpées de délit d'initié dans cette affaire : M. Jean-Charles Naouri, ex-directeur du cabinet de M. Pierre Bérégovoy ; M^{me} Geneviève Dalle, épouse de l'ancien PDG de l'Oréal ; les financiers Jean et Jean-Claude Fourreau ; le banquier Jean-Pierre Peyraud ; enfin, M. Samir Traboulsi, homme d'affaires libanais.

Arrestation d'un responsable présumé d'ETA à Roissy. — Un colporteur des fonds présumés de l'ETA-militaire a été appréhendé, mardi 28 avril, dans la région parisienne. Sabino Euba-Senarubetia, dit Polo Pinto, a été interpellé par la Police de l'air et des frontières à l'aéroport de Roissy alors qu'il était en portance pour Mexico avec de faux papiers.

SOCIÉTÉ

Le volcan Van Ruymbeke

Suite de la première page

Le premier des trois dossiers, celui par lequel tout a commencé, porte le nom familier d'Urba. C'est en décembre 1991 que le juge Van Ruymbeke hérite de ce brûlot concernant les mécanismes de financement politique dans la Sarthe. Son initiateur, le juge man-
che Thierry Jean-Pierre, a été dessaisi en avril 1991 après une perquisition mouvementée au siège parisien d'Urba, le bureau d'études lié au Parti socialiste. Depuis, le dossier, transféré à Rennes, n'avait plus fait de vagues.

Dès janvier, le juge Van Ruymbeke relance l'affaire en multipliant les perquisitions. Deux font sensation. L'une vise le siège du PS, à Paris, rue de Solferino; l'autre, à deux pas de là, celui d'une mystérieuse officine de collecte de fonds, concurrente d'Urba mais néanmoins proche du PS, la SAGES. Un nouveau filon, dont bien peu mesurent, à l'époque, la richesse. Dans ces sanctuaires parisiens et, en province, dans les bureaux d'entreprises soupçonnées de complicité, le juge et l'équipe de policiers qui l'assistent font une moisson de documents.

Urba
à livre ouvert

Le juge paraît suivre une logique comparable à celle qui avait conduit son collègue Jean-Pierre au siège parisien d'Urba. Son dossier n'étant qu'un élément isolé dans un vaste ensemble, et les officines concernées (Urba, SAGES, mais aussi Bretagne-Loire Equipement, liée au PC) n'étaient que les prolongements locaux de réseaux centralisés à Paris, le magistrat doit passer par la capitale pour avoir une vue d'ensemble. Faute de quoi son dossier sarthois resterait hermétique.

D'entrée de jeu, M. Van Ruymbeke inculpe deux personnalités locales du PS: MM. Pierre Villa, ancien adjoint au maire du Mans (qui avait expliqué dans une interview comment il prélevait la dîme du PS sur les marchés publics), et Jacques Justorjous, secrétaire fédéral sarthois du PS. Il fait de même avec un ancien délégué régional d'Urba (un autre avait été inculqué par le juge Jean-Pierre). Puis, fin mars, c'est au tour de M. Gérard Monate, le patron d'Urba. Une escalade qui ne manque pas d'inquiéter à Paris: Urba étant confiée par la direction nationale du PS, le juge, s'il entreprenait de remonter la filière des responsabilités hiérarchiques et financières, ne risquerait-il pas d'aboutir logiquement au trésorier du PS d'alors, M. Henri Emmanuelli, devenu entre-temps président de l'Assemblée nationale?

Mais ce n'est sans doute pas là le plus grave. Rue de Solferino, le juge a saisi une quantité de dossiers, et notamment une disquette concernant les comptes des fédérations départementales et des élus socialistes après d'Urba. « Dans cette masse de documents, explique un magistrat qui suit de près ce dossier, on trouve quasiment tous les élus socialistes de France, et aussi des élus d'autres partis. Il s'agit d'une comptabilité bien tenue, d'une coupe parfaite du fonctionnement d'Urba avec ses clients, ses marchés, ses élus et les sommes concernées. Il y a là de quoi empanacher la classe politique

pendant pas mal de temps. » Urba à livre de comptes grand ouvert, c'est encore mieux que les fameux « cahiers Delcroix » (du nom de ce cadre d'Urba devenu le scribe consciencieux de ses activités).

Le deuxième grand dossier est celui de la SAGES (Société auxiliaire générale d'études et de services). Il n'est pas moins brûlant pour le PS que le précédent, dans lequel il est d'ailleurs imbriqué. Cependant, comparé à Urba, avec son côté déjà vu et ses cadres-militants, modestes tâcherons de la fausse facture bureaucratique, le réseau de courtage politico-financier mis sur pied par M. Michel Rey n'a pas seulement l'attrait de la nouveauté, il possède aussi les ingrédients d'un sulfureux succès. Argent corrompeur, amitiés politiques et maçonneries haut placées, luttes de courants au sein du PS: le tout dévoile un climat bien plus délétère que l'affaire Urba.

On en eut un aperçu début mars, lors d'une rare séance à dossier ouvert devant la cour d'appel de Rennes. Passé en un rien de temps des antichambres du pouvoir à l'inconfort des prisons, M. Michel Rey, âgé de soixante-six ans, y est apparu comme l'un de ces « maîtres de l'argent » que M. François Mitterrand se plaît à dénoncer depuis longtemps. Mais un maître d'autant plus embarrassant qu'il travaille, en général, pour des élus socialistes. Et plus particulièrement pour les courants rocardien et poperéniste.

« Missions, réceptions, déplacements »

A ce stade de l'enquête, ce que révélait le dossier SAGES était fragmentaire mais édifiant. L'influent Michel Rey et son réseau de sociétés travaillaient pour des élus et des courants désireux de couvrir le système de financement officiel du PS. Dans ses salons, le patron de la SAGES mettait en relation hommes politiques et milieux d'affaires. Aux premiers, il servait, le cas échéant, de courtier, percevant pour leur compte les commissions versées par les entreprises, en échange de l'obtention de marchés publics et autres faveurs politiques. Son réseau prenait en charge certaines dépenses de ses clients, prélevant au passage une belle commission — jusqu'à 50 %, dit-on.

Le dossier, tel qu'il fut présenté par M. Van Ruymbeke lors de cette audience publique, faisait apparaître plusieurs sortes de retraits. Des sommes précises correspondant aux commissions sur les marchés. Des factures imprécises: l'une, de 3 millions de francs, a pour toute justification les termes « missions, réceptions, déplacements ». Enfin, certaines entreprises, notamment dans le bâtiment, souscrivaient un abonnement mensuel auprès de la SAGES. Une garantie d'influence permanente, en quelque sorte! Au total, le juge estimait le chiffre d'affaires annuel de la SAGES dans toute la France à 20 millions de francs. Et laissait entendre que la moitié de cette somme était empochée par les élus.

Côté sorties, le dossier révélait d'abord un enrichissement personnel substantiel de M. Rey. Selon le juge, 40 millions de francs pour sa seule fortune immobilière. Parmi les élus ayant bénéficié des services de la SAGES pour leurs campagnes électorales, le juge

mentionnait MM. Jean-Claude Boulard et Raymond Douyère, députés socialistes de la Sarthe, ainsi que M. Robert Jarry, maire (ex-PC) du Mans. Là encore, le juge se bornait à la Sarthe, mais il était clair qu'il aurait pu passer en revue d'autres départements. Le magistrat rennais faisait également état de « largesses personnelles » accordées par la SAGES à certains élus et n'ayant a priori pas grand-chose à voir avec leur activité politique.

Il ne citait pas de noms, mais on sait, par des révélations du *Canard enchaîné*, qu'un dossier de redressement fiscal saisi à la SAGES fait apparaître des dépenses injustifiées et énumère les élus qui en auraient bénéficié (le Monde du 23 janvier). On y trouvait mentionnés notamment des élus de l'Ouest et du Puy-de-

mont depuis, à l'occasion du changement de premier ministre.

On apprenait aussi que M. Rey était intervenu par écrit, sur le mode amical, auprès du chef de cabinet de M. Henri Nallet, alors garde des sceaux, pour appuyer la demande de promotion d'un magistrat. Ou encore que le juge Van Ruymbeke avait trouvé dans le dossier le nom d'un maire salarié... de la SAGES. Toutefois la portée exacte et les résultats concrets de ces démarches demeuraient obscurs.

On comprend, au vu de ce déballage, que le dossier SAGES ait nourri bien des spéculations. Reste à savoir jusqu'où le juge pourra s'y aventurer. A ce jour, il a produit sept inculpés. D'une part, M. Rey, inculpé depuis la fin de février, et son ex-collaboratrice, M^{me} Marie-Hélène de

relations avec des élus locaux: MM. Joël Bateau, maire (PS) de Saint-Nazaire; Jacques Floch, député (PS) et maire de Rezé, dans la banlieue nantaise; Jean-Marc Ayraut, député (PS) et maire de Nantes; d'autres encore.

Il faisait, par ailleurs, état de services qu'il aurait rendus, plus ou moins directement, à des responsables nationaux: MM. Laurent Fabius, alors président de l'Assemblée nationale, et Jean-Marie Bockel, alors ministre du commerce et de l'artisanat, ainsi que M^{me} Georgina Dufaux, ministre des affaires sociales. Tout à la fois bavard et imprécis, M. Trager parlait de commissions en tout genre: unes versées par un groupe commercial en échange d'autorisations pour l'implantation d'hypermarchés, d'autres lors de la construction d'une sous-direction des naturalisations à Rezé, d'autres encore à l'occasion d'importations de matériels lourds de radiologie — scanners et images par résonance magnétique (IRM).

Longtemps l'affaire Trager — dissociée en deux instructions différentes — se résuma à des rumeurs insistantes et assassines. Mais la justice faisait la sourde oreille, l'industriel était en prison, les socialistes s'efforçaient de le discréditer et l'instruction était au point mort. Or, depuis quelques semaines, dans le volet qui est instruit par M. Van Ruymbeke, René Trager s'explique et ses déclarations sont consignées sur procès-verbal. Elles n'en deviennent pas pour autant paroles d'Évangile, mais le juge semble bien décidé à savoir s'il s'agit de faits réels ou d'élucubrations.

Que dit René Trager à Renaud Van Ruymbeke? Ce qu'il faut, semble-t-il, pour ne pas aggraver son propre cas, déjà bien lourd, tout en donnant au juge de quoi faire avancer son dossier. Et en réglant, le cas échéant, quelques comptes. Au cours des premiers interrogatoires, il aurait corroboré l'essentiel des propos qui lui étaient attribués, du moins pour les affaires locales. Le fait que M. Van Ruymbeke ait récemment fait transmettre à la Cour de cassation, comme le veut la procédure, une liste d'élus dont les noms étaient depuis le début au cœur de rumeurs anstées de cette évolution. Ces élus « susceptibles d'être inculpés » sont au nombre de quatre: MM. Ayraut, Floch et Bateau, déjà cités, ainsi que l'ancien directeur du cabinet de ce dernier, M^{me} Yves Le Lann. A l'évidence, ce n'est qu'un début.

En quatre petits mois, le bilan a de quoi laisser rêver. Jamais un magistrat n'a ainsi tenu entre ses seules mains autant de données sur les activités occultes d'un parti politique et de ses élus. Autant de bombes à retardement. Mais pourra-t-il aller jusqu'au bout de ses dossiers? C'est là une autre affaire. A la chancellerie, où l'on suit les progrès de l'instruction non sans appréhension, mais aussi avec une certaine admiration pour le savoir-faire du magistrat rennais, on pense que M. Van Ruymbeke atteindra bientôt les limites de la première phase de son instruction. Une phase relativement douce qui a consisté, pour l'essentiel, à découvrir et à faire apparaître tout

ce qui pouvait l'être dans les dossiers Urba, SAGES et Trager, compte tenu des limites de son mandat.

En bonne logique, le magistrat devrait maintenant poursuivre son instruction de façon plus offensive dans la Sarthe et la Loire-Atlantique. En procédant, notamment, à de nouvelles inculpations. Ayant notifié à la Cour de cassation les noms d'une quinzaine d'élus et en ayant consigné une centaine d'autres dans ses procès-verbaux, il n'a que l'embaras du choix. A condition, cela va de soi, de disposer de preuves suffisantes. Là comme ailleurs, il est possible que la loi d'amnistie joue en faveur des élus concernés.

Mais, d'une part, comme on le fait remarquer à la chancellerie, « la loi n'évite pas aux élus les traces d'une inculpation destinée à prouver si un délit est aménageable ou non ». D'autre part, la loi d'amnistie de 1990 est plus restrictive qu'on ne le croit généralement. Elle exclut du pardon les actes visés par les articles 132 à 138 du code pénal, qui portent sur les faux, et les articles 175 à 179, qui concernent le délit d'ingérence et la corruption. Or une bonne partie des affaires dont il est ici question reposent de toute évidence sur la fabrication de faux et sur des pratiques de corruption.

Au-delà de la Sarthe
et de la Loire-Atlantique

Mais la Sarthe et la Loire-Atlantique ne représentent qu'une faible partie (de 5 à 10 %) du potentiel que recèlent les dossiers du juge Van Ruymbeke. Le reste — c'est-à-dire les opérations Urba et SAGES sur l'ensemble du territoire — demeure, pour l'essentiel, et sauf lien direct avec les dossiers sarthois, hors de sa portée. Pour aller au-delà des limites étroites qui lui sont imparties par la Cour de cassation dans les affaires Urba et SAGES (il dispose, dans le cas Trager, d'une bien plus grande latitude), il faudrait que le juge obtienne l'élargissement de sa saisine.

Pour cela, une fois son travail initial terminé, il devra remettre son dossier au parquet général et demander de pouvoir instruire le reste du dossier. Si M. Van Ruymbeke était convaincu de l'innocence d'une telle démarche, ou de son résultat négatif, il lui resterait, en désespoir de cause, un ultime recours pour aiguiller la justice vers ceux qu'il ne pourrait pas lui-même atteindre. La tactique consisterait à envoyer aux parquets concernés des morceaux choisis des dossiers les concernant. En espérant l'ouverture de nouvelles instructions. Mais la cohésion du dossier souffrirait gravement d'un tel morcellement.

En attendant d'en arriver à cette épreuve de force, le juge sait qu'il n'a pas droit à la moindre erreur. Le caractère explosif de ses dossiers le condamne à un sans-faute. Il ne manque pas d'atouts: il a montré qu'il savait manœuvrer, vite et bien; il a aussi le soutien de sa hiérarchie et celui d'une équipe du SRP de Rennes qui l'a fort bien servi jusqu'ici. Enfin, M. Van Ruymbeke bénéficie, face au pouvoir politique, d'un nouveau rapport de forces depuis que le premier ministre a lui-même déclaré ouverte la chasse à la corruption.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX



Dôme. D'autres élus auraient voyagé à l'étranger aux frais de la SAGES, certains avec leur épouse, d'autres avec leur secrétaire. C'est sans doute dans ces spéculations, et plus encore dans l'absence de contrôle des fonds partagés, de la main à la main, entre la SAGES et les élus, que les délits non prescrits par l'amnistie de 1990 seraient les plus flagrants. L'absence de contrôle, qui a fait le succès de la SAGES, a sans doute ses avantages. Mais les risques de détournement, et donc d'enrichissement personnel, sont évidemment bien plus grands.

Enfin, lors de cette audience publique, le juge avait fait sensation en révélant la présence dans ses saisies d'un classeur intitulé « Interventions ». On y trouvait, soigneusement répertoriées, des centaines d'entrées correspondant chacune à une intervention de M. Michel Rey. Parmi les personnalités les plus fréquemment sollicitées par le patron de la SAGES (qui, faut-il le rappeler, fait profession d'intermédiaire) le juge égrenait les noms de plusieurs ministres et secrétaires d'Etat: MM. Michel Charasse, Jean-Pierre Soisson, Jean Poperen, Jean-Yves Le Drian, Jacques Guyard, Jean-Pierre Sueur — dont trois (MM. Poperen, Le Drian et Guyard) ont quitté le gouverne-

Jomaron, présidente d'Aurige, un bureau d'études lié au PS. D'autre part, cinq responsables de sociétés, y compris des directeurs d'agences de voyage.

Les confidences
de l'imprécepteur

Entité, M. Van Ruymbeke ne s'en est pas tenu à ces deux affaires qui suffiraient pourtant à l'occuper: il a aussi trouvé le temps de se plonger dans le dossier Trager. Lorsque le juge en a hérité, l'affaire sommeillait sur le bureau d'un magistrat, qui gardait aussi sous le coude le dossier Urba. Elle porte sur un réseau de collecte de fonds, opérant en Loire-Atlantique, dans lequel M. René Trager joua un rôle central, notamment à l'approche des élections législatives de 1986, lorsque s'accrocha la valse des millions dans l'affrontement entre le pouvoir socialiste et l'opposition de droite.

Depuis un an, des noms d'élus censés avoir eu recours aux talents d'intermédiaire de M. Trager ont circulé, lancés à ses avocats, au gré de ses humeurs et de ses confidences, par l'industriel devenu imprécepteur (*le Monde* du 3 mars). Il invoquait, pêle-mêle, sans toujours apporter de preuves mais en fournissant bien des indices, ses

« Tous se tiennent et tous sont tenus »

En liberté après un an de détention

M. René Trager a répondu à nos questions

NANTES

de notre envoyé spécial

« Tous les politiciens ont porté des valises d'argent à un moment ou un autre de leur carrière. Aucun ne peut prétendre donner des leçons de morale. Les coûts du système politique font que, de toute façon, on ne peut pas éviter la collusion ni les compromissions entre les milieux économiques et politiques. On peut moraliser le système en renforçant le rôle des grands partis. On ne peut pas le supprimer. »

Il pleut sur Nantes et M. René Trager, remis en liberté après un an de détention, se livre à des confidences mesurées en regardant la pluie tomber sur la Loire. Ce qu'il dit veut le voyage, même quand il se contenne dans les généralités. Car il est clair qu'en matière de racket politico-financier, l'industriel déchu, même s'il ne se prive pas de bluffer, parle en connaissance de cause. Avec des silences aussi: « N'insistez pas. Il y a des noms que je ne dirai jamais. J'ai dit la même chose au juge Van Ruymbeke. Il y a des pistes varrouillées et des personnes intouchables. C'est trop risqué. Et puis, on ne peut rien prouver. »

« Le travail
à l'exportation »

A cette mauvaise gestion sont venus s'ajouter les déchéances dues aux rivalités de courants, et aussi le ras-le-bol de nombreux députés de base. « Urba, dit Trager, a échoué parce que deux courants (rocardien et poperéniste) ont voulu prendre leur autonomie pour échapper à la tutelle du courant dominant [mitterrand-fabiusien]. Et aussi parce que de nombreux élus en avaient assez de voir les barons du parti pomper l'argent pour alimenter leur train de vie, alors qu'eux-mêmes touchaient une misère. »

Selon Trager, malgré la politique d'aide publique et privée aux partis instituée par la loi de 1990, le besoin d'argent resta grand. Pour considérables qu'ils soient,

les 277 millions de francs officiellement alloués par l'Etat aux partis politiques ne suffirent pas, insiste-t-il. D'ailleurs, le système évolue: « Aujourd'hui, les grosses commissions se font sur le travail à l'exportation et tombent sur des comptes numérotés en Suisse, au Luxembourg, aux Bahamas, etc. »

Sur le terrain financier, les partis, par ailleurs à court de trésors, se font rarement la guerre. « Ils sont tous pareils; tous se tiennent et tous sont tenus », dit le Nantais. Ce que les partis redoutent plus que tout, selon lui, ce sont les perturbations issues de leurs propres rangs.

Trager affirme d'ailleurs avoir « souvent travaillé, pour certains montages, en collaboration avec le RPR et le PRG ». Plutôt que de se départir, dans des secteurs où convergent plusieurs influences, on partage ce qu'il appelle « la charge creuse ». L'important, c'est d'éviter que tout cela se sache et que l'électeur en prenne conscience. « Il faut, à tout prix, occulter les besoins financiers des hommes politiques pour conquérir et gagner le pouvoir », dit-il encore. Le reste, déclarations, commissions, faveurs, etc., serait surtout fait « pour détourner l'attention ».

R. P. P.

LE MONDE
Politis Le petit hebdo et le gros mensuel

Chez les marchands de journaux depuis le 23 avril

- Enquête - L'autorité supprime le service national?
- Reportages - Les socialistes se penchent sur leur passé. Les Indiens à la reconquête de la Colombie.
- Politique - Entretien: Bernard Langlois / Ségolène Royal
- Culture - Scénario, les plaisirs de la lecture, la guerre des salles de cinéma, les scouts encore et toujours...
- Idées - La redécouverte d'Althusser.

OFFRE SPECIALE Nom _____ Adresse _____

3 mois : 200 F

Politis, 76, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, 75020 Paris. Tél: 46 36 24 24

Le Monde

Edité par le SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lescaur, gérant directeur de la publication Bruno Freppet directeur de la rédaction Jacques Gulu directeur de la gestion Manuel Liebert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (indépendant du directeur de la rédaction)

Yves Agnès Jacques Amaric Thomas Ferec Philippe Harman Jacques-François Simon

Daniel Vernet directeur des relations internationales

Anciens directeurs : Hubert Benne-Mary (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél: (1) 40-86-25-26 Télécopieur: 40-86-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BENNE-MARY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél: (1) 40-86-25-26 Télécopieur: 40-86-30-10

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

Chômeurs piégés sur annonce

Un institut fantôme, qui promettait des emplois dans le secteur envié de la communication, est accusé de publicité mensongère

Viva l'Expo

SÉVILLE

de notre envoyé spécial

A pied, un train monorail ou en télécabine, les pavillons de l'Exposition universelle de Séville, à l'ouest de la ville, sont des œuvres d'art. Michel, lycéen professionnel en arts plastiques à Niort, n'a pas manqué de mots : « C'est super, c'est grandiose », Martin, en seconde à Angoulême, s'extasiait à plus de techniques ou il n'y avait pas de découvertes. Mais, au moins, il y avait des présentations touristiques. Hugues, qui prépare un D.U. au lycée agricole La Pichonerie à Saintes, n'oublierait pas la vue de la puits d'Image du pavillon français.

L'Expo est à la mode. Et les étudiants pour Séville se multiplient, notamment à l'adresse des lycéens. Jusqu'au 11 mai, un lycée de la région Poitou-Charentes déboulait dans la capitale sévillane. Tous les glorieux vainqueurs d'un concours organisé par la région Poitou-Charentes et le rectorat de Poitiers : pour décrocher la timbale, ils ont présenté une vision du vingtième siècle : la ville de la future, la ville spatiale, défilait de carton-pâte ou saynètes théâtrales.

Heureux qui comme Ulysse...

Poitou-Charentes a joué le fond de la carte de l'Expo. On rendait la région sur le pavillon français, conçu par une entreprise poitevine en concertation avec un laboratoire de l'université de Poitiers. Dans un restaurant grand luxe où s'échinent « bœufs » stagiaires et élèves du BTS-animé de La Rochelle. L'Andalousie elle-même a fait appel à une société du Futuroscope de Poitiers pour réaliser un film 360° présentant la région à Séville.

Heureux qui comme Ulysse aura fait un beau voyage, les lycéens poitevins et charentais, à la différence peut-être d'autres lycéens d'autres régions, ont pu profiter de la mode de l'Expo. Mais, au moins, ils ont pu profiter de la mode de l'Expo. Mais, au moins, ils ont pu profiter de la mode de l'Expo.

Ainsi, le lycée de la Mer à Bourdeaux (Charente-Maritime) a élaboré des projets d'aquaculture avec l'Andalousie. Des lycéens professionnels des Deux-Sèvres ont pu profiter de la mode de l'Expo. Mais, au moins, ils ont pu profiter de la mode de l'Expo.

JEAN-MICHEL DUMAY

« Recherche assurée. » Cette annonce d'apparence classique est publiée plusieurs fois dans le Figaro entre le 25 mars et le 11 avril 1991, dans la rubrique « Emplois et Carrières ». Un an plus tard, le 25 mars 1992, un article est rendu par la chambre de commerce et d'industrie de Paris. Le directeur de l'institut européen des hautes études d'art et de communication (IEDHEAC), Julien Nurtman, est placé sous contrôle judiciaire et inculpé de défaut de publicité mensongère et d'escroquerie. L'institut est dirigé par Julien Nurtman, un directeur d'entreprise, un homme d'affaires, un homme de lettres, un homme d'emploi réelle, et plusieurs centaines de jeunes ont été piégés.

« Trois ans après avoir été placé sous contrôle judiciaire, Julien Nurtman, un homme d'affaires, un homme de lettres, un homme d'emploi réelle, et plusieurs centaines de jeunes ont été piégés.

nous devions pour un moment nous enlever. » L'IEDHEAC dans cette lettre, d'opinion la candidature des candidats à la fonction de leur compétence.

Alléchée, Virginie Lavand, comme les autres, a payé 150 francs pour une formation de trente-six heures. Aux réelles, qui « n'avaient pas le niveau » mais qui possédaient « un bon potentiel », Julien Nurtman proposait une formule de stage : une formation « gratuite » de trente heures, suivie d'un stage rémunéré. Il fallait signer une suite et verser dans la banque 3 500 francs, payables en une seule fois, pour les frais d'inscription. Mais la rémunération évoquée pour le stage devait très largement compenser cette mise de fonds initiale.

Théâtre, cinéma croisière

Tous les élèves de l'IEDHEAC suivaient le même programme, seuls variaient les tarifs. Et les lieux prestigieux de l'enseignement dans lesquels les élèves étaient inscrits, la salle Pleyel, le théâtre de la Ville, étaient des lieux de l'IEDHEAC, ou le théâtre de la Ville, étaient des lieux de l'IEDHEAC.

de la Potinière, avaient de quoi endormir les méfiances naissantes. Ne ménageant pas sa peine, Julien Nurtman expliquait aux élèves, par courrier, que le salaire du départ d'un étudiant de presse ou d'écriture était de 100 000 francs brut par an, que l'offre de ce secteur d'emploi est importante et les vraies compétences appréciées. Les élèves travaillaient dans les secteurs du théâtre, du cinéma, de la musique, des arts plastiques, des festivals, des expositions, des croisières.

Les élèves découvraient enfin qu'une plainte avait été déposée contre l'institut en 1991 par douze jeunes femmes recrutées pour être « modèles de la culture » (le Monde du 26 septembre 1990).

Professions saturées

Les associations professionnelles comme l'Union nationale des journalistes de presse (UNAPC) et l'Association française des relations publiques (AFREP) avaient en 1991, au début de l'année, des centaines de lettres de l'IEDHEAC.

« Ces pratiques sont insultantes pour la profession, font remarquer Sylvain Fournier, vice-président de l'UNAPC et Marcel Louis, président de l'AFREP, au nom de la défense des intérêts de la profession, nous serions prêts à nous associer à une démarche juridique. Nous allons sans tarder consulter les

de nos associations sur ce point. Il faut, pour l'instant, rappeler nos professions saturées, qu'une formation, quelle qu'elle soit, n'offre aucune garantie d'emploi. L'enseignement de la communication souffre d'un complet vide juridique, ce qui est le pire à tous les égards.

Les professeurs de l'IEDHEAC, pour la plupart intervenants extérieurs, affirment qu'ils étaient à l'origine de méthodes de l'institut. « J'ai conseillé des élèves de m'offrir quand j'ai commencé à être payé avec des chèques », raconte un enseignant qui préfère garder l'anonymat. Depuis, j'ai quitté l'école et je n'ai pas été payé.

En plus de l'IEDHEAC, M. Nurtman avait créé une autre société, l'FOCARD, dont la dernière annonce paraissait dans le Journal Libération daté du 5 février 1992, soit trois semaines avant qu'il soit inculpé pour escroquerie et publicité mensongère. L'annonce recherchait des « créatifs et sérieux » souhaitant devenir journalistes.

ADELIN CHENON

Scoop en russe

Une agence de presse-jeunes de Moscou cherche des partenaires français

Les collégiens et lycéens de l'ex-URSS ont leur moyen de s'informer. Ils ont vu la télévision, ils ont lu les journaux, ils ont eu accès à la huitième édition du Festival de la presse jeune, Scoop, qui s'est tenue les 11 et 12 avril au lycée du Bois d'Amour à Poitiers. Youngpress, une agence de presse-jeunes créée il y a trois ans à Moscou et dirigée par André Emeline, vingt-quatre ans, invité à Poitiers par le Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information (CLEMI), a pu présenter ses quelques-unes des deux cents équipes présentes d'apprentis-journalistes et une agence a obtenu un prix spécial du jury d'un montant de 10 000 francs. Une manne providentielle qui lui permettra d'acheter le matériel informatique qui lui fait cruellement défaut.

Génération « business »

Youngpress fonctionne comme une véritable agence, mais ses collaborateurs, pour la plupart bénévoles, sont âgés de neuf à vingt ans. Les informations sont contrôlées par une vingtaine de journalistes aguerris qui envoient des contrats de travail ponctuels avec l'agence. Celle-ci diffuse un bulletin d'informations à « plus de 200 abonnés », essentiellement des magazines pour adolescents, participe à une émission de radio hebdomadaire et publie une page par mois dans le Journal des enseignants, qui tire à un million d'exemplaires. « Notre bulletin d'informations est vendu cent roubles, soit une fois et demi le prix d'une glace », explique André Emeline. L'agence, qui a vu la publicité, mais elle connaît, néanmoins, les problèmes financiers. « La solution des difficultés économiques, de nombreux journaux ont failli à cause de la CLEMI », dit André, fasciné par les photocopies couleur et les imprimantes laser dont disposent les lycéens français pour leurs travaux.

Mais pas question de se laisser abattre ! « Plus qu'une aide alimentaire, les habitants de la CLEMI ont besoin d'une coopération technique », affirment les responsables de Youngpress. Pendant le festival de Scoop en stock, ils ont cherché à établir un « réseau de partenariat » en proposant des échanges d'articles avec des jour-

naux lycéens français. « Les gens de l'ancienne génération sont restés très dépendants de l'Etat, alors que les jeunes ont une attitude plus autonome », déclare Alexandre Chikolnik, vice-président de vingt-huit ans, de la Fédération des organisations d'enfants. Cette fédération agit en faveur des enfants et des activités extra-scolaires de « quatorze millions d'enfants ». Pendant les semaines scolaires, elle organise un festival de la presse-jeunes qui connaît une belle vitalité. « A la différence de ce qui se passe en France, les journaux de jeunes appartiennent à des associations et non à des lycées », explique Alexandre Chikolnik.

Plus que la politique, c'est surtout le « business » qui intéresse les jeunes générations de moscovites. « A Youngpress, nous avons fait un dossier pour apprendre aux jeunes le langage de l'argent », réchirait André. Et d'ajouter, au sujet de ses amis : « Les journalistes russes pensent que le monde occidental est un pays où il nous en sort. Mais l'idée de nous en sortir nous risque de nous enlever nos forces... »

LAURENT MARCAILLLOU

Youngpress à Moscou : tél. 007 465-0211 ; fax 007 465-0212.

L'université sur les traces de l'entreprise

Le monde universitaire s'ouvre aux milieux économiques, ce qui n'exclut pas un certain amateurisme

A la recherche de débouchés professionnels à leurs diplômés, les universités ont mené une recherche critique. Mais de 10 à 20 % des universités ont mené une recherche critique sur ce sujet. La conséquence sur les universités est la mise en place de la recherche universitaire. Les universités ont mené une recherche critique sur ce sujet. La conséquence sur les universités est la mise en place de la recherche universitaire.

La communication externe des établissements d'enseignement supérieur est l'objet de vives critiques. Mais de 10 à 20 % des universités ont mené une recherche critique sur ce sujet. La conséquence sur les universités est la mise en place de la recherche universitaire.

La recherche universitaire doit, elle, contourner les rigidités d'un cadre administratif. Les enseignants-chercheurs font preuve d'innovation, défiant les lois de la réglementation. Ils obtiennent des résultats. Décorés, la majorité des enseignants-chercheurs ont des entreprises publiques ou privées. Il y a dix ans, de tels professeurs étaient rares. La réglementation n'a pas suivi l'évolution. Malgré sa restriction, elle a constamment tournée, parfois au mépris de la loi.

La professionnalisation des études, déjà fortement engagée, est un défi pour l'IGFAN. Dans ce domaine, la démarche est volontariste : la science, l'abandon des méthodes professionnelles à l'égard de la création de filières spécialisées ; le droit, en économie et en gestion, les spécialisations orientées vers les besoins ; les sciences humaines, enfin, une recherche sur la portée des matières d'application, aux stages, aux enquêtes « sur le terrain » et aux techniques d'expression. Par son dynamisme, une professionnalisation accrue des partenariats et devrait prendre une nouvelle dimension avec la contractualisation des établissements et la création de l'Institut universitaire professionnels (IUP).

Parallèlement, le recours à la pratique dans l'enseignement est accru, même s'il souffre d'un certain manque de souplesse. Ainsi, le rapport, « de manière quasi unanime », regrette les freins mis à l'appel de l'industrie ou de la recherche. Dans les régions où la recherche est forte et le nombre d'entreprises d'enseignement est réduit, les universités parviennent à recruter tous les étudiants nécessaires.

MICHEL AULAGNON

REPÈRES

déroulement de carrière identique à celui de leurs collègues du public.

ÉVALUATION. L'inspection générale de l'administration de l'enseignement supérieur publie son rapport annuel sur les activités de l'année 1990-1991. La première partie, consacrée à « L'institution et ses performances », présente l'évaluation de quatre-vingt-huit lycées professionnels et une analyse approfondie, conduite dans des académies, des disparités de l'enseignement et d'orientation. Le rapport d'orientation de la politique des lycées d'établissement (le Monde du 5 septembre 1991) est en place. Les lycées professionnels (LFP) de l'année 1991 (le Monde du 21 mai 1991) et les lycées entre l'université et les milieux économiques (voir ci-dessus).

La Documentation française, 259 pages, 110 F.

INTERNATIONAL. La Fondation de l'Institut de l'enseignement de

Saint-Germain-en-Laye organise, les 25 et 26 mai, un colloque sur l'enseignement international aujourd'hui et ses perspectives pour demain. Cinq thèmes seront traités : le projet de l'enseignement international ; les pratiques interdisciplinaires ; l'enseignement bilingue ; l'évaluation ; les partenariats.

Renseignements : 39-10-94-11.

LITTÉRATURE ET JEUNESSE. En vue de la préparation d'un colloque, l'Institut national de recherche pédagogique (INRP) organise, jusqu'au mois d'octobre, un colloque consacré à la littérature et à la jeunesse. Le 29 mai, Jean Verrier (université Paris-VIII) parlera de « La négociation de l'interprétation de la littérature ». Le 30 juin, Jean Perrot (Paris-XIII) interviendra sur les « Méthodes de la méthodologie en littérature de jeunesse ». Le 25 septembre, Daniel Veck (INRP) s'interrogera sur la façon dont les lycées de l'enseignement de la littérature, enfin, la littérature donnée en 22 sections.

« La problématique de la réception littéraire pour les élèves de primaire ».

Renseignements à l'INRP, département de didactique, 11, rue de l'Université, 75007 Paris. Tél. : (1) 42-40-98-93.

SOLARISATION. Une enquête rendue publique par l'INSEE confirme l'allongement de la durée des études. En 1991, le taux de scolarisation des 18-25 ans a augmenté de 10 points, passant de 43 % à 53 %. C'est entre 18 et 21 ans que l'augmentation de la durée des études est la plus sensible, elle concerne plus de la moitié des jeunes (51 %), contre 22 % en 1981.

L'enquête INSEE qu'en mars 1991, 10 % des 24-25 ans ont la recherche d'un emploi. Cela concerne plus de la moitié des jeunes (51 %), contre 22 % en 1981.

(Publicité)

ANGLAIS ! ANGLAIS ! ANGLAIS !

A partir de £144 par semaine

30 heures de cours + pension complète

THE REGENCY ENGLISH SCHOOL-RAMSGATE-KENT

Tél. : 843-59-12-12 Fax : 843-85-00-35

Tél. Paris : 48-04-99-97.

ÉCONOMIE

Le Monde • Jeudi 30 avril 1992 • 11

Présenté par M^{me} Aubry au conseil des ministres

Un programme en faveur des chômeurs de longue durée

BILLET

Reprise modérée aux Etats-Unis

Le produit intérieur brut (PIB) américain a augmenté de 0,4 % au premier trimestre 1992, selon les premières informations, mardi 28 avril, du département du commerce, après une hausse de 0,4 % au dernier trimestre 1991. Cette augmentation de 23,9 milliards de dollars du PIB qui a atteint 4 230 milliards de dollars fin mars, est la plus importante depuis la hausse de 2,5 % au premier trimestre 1991. Les Etats-Unis s'installent dans une phase de ralentissement économique, puis de reprise modérée à partir du début 1990. L'économie américaine, encore inégale entre les régions et les secteurs d'activités qui est progressivement apparue à partir de l'automne 1991. Cette mini-récession commence à produire des effets bénéfiques sur le marché des biens durables, ainsi que l'atteste l'indice de confiance du Conference Board pour avril. Durant cette période, l'indice est remonté à 64,8 (indice de base 100) en mars, sa meilleure performance depuis 18 mois. Une fois de plus, c'est le repère de la consommation, laquelle a augmenté de 0,3 %, qui est en grande partie à l'origine de la hausse du PIB sous l'effet d'une augmentation particulièrement marquée (18 %) des ventes de biens durables. Le secteur de l'immobilier (hors immobilier d'entreprise) a joué un rôle ainsi qu'en témoigne l'augmentation de 3,5 % en mars, pour le secteur résidentiel. En revanche, le département du commerce a fait état, le 28 avril, d'une chute de 1,5 % des ventes de biens durables cette fois, ce qui confirme la fragilité de ce marché.

En dépit de ces bons indicateurs, qui ont permis au président Bush l'occasion d'affirmer que l'économie américaine « continue », les ministres américains témoignent d'un optimisme prudent. A l'occasion d'une prestation devant la commission du Sénat, le président de la Chambre fédérale, M. Alan Greenspan, avait indiqué le 17 avril que la progression du PIB pour le premier trimestre 1992 (dont il avait annoncé, en avant-première, la hausse de 0,2 %) n'était pas une victoire pour relancer l'emploi. D'où le message que l'administration américaine a voulu faire passer lors de sa réunion de mardi à Washington, en invitant la communauté internationale à tout mettre en œuvre pour « rétablir une croissance soutenue et non-inflationniste ».

SERGE MARTI

M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, devait présenter au conseil des ministres du mercredi 29 avril le programme en faveur des 300 000 chômeurs de longue durée, annoncé le 8 avril par M. Pierre Bérégovoy, lors de son discours d'investiture (Le Monde du 10 avril). Le dispositif ne comporte aucune mesure nouvelle et se caractérise par l'accentuation de l'effort. Au titre des moyens, plus de 1000 postes nouveaux seront créés dans le service public de l'emploi. 200 appelés du contingent seront affectés à l'ANPE.

Pour s'attaquer au chômage de longue durée, le gouvernement met en œuvre les grands moyens de l'Etat. Le programme présenté par M^{me} Martine Aubry au conseil des ministres du 29 avril, afin de donner corps à la promesse formulée le 8 avril par M. Pierre Bérégovoy se caractérise surtout par un renforcement des mesures actuelles et par une accentuation de l'effort, devenu « une priorité essentielle » pour l'ensemble du service public de l'emploi (ANPE, AFPA, missions locales, etc.). Sans insister sur l'échéance fixée à la fin octobre par le premier ministre, l'objectif d'un entretien « approfondi » puis d'une solution pour chacun des 300 000 chômeurs de longue durée, inscrits depuis plus d'un an, est réaffirmé.

Afin d'y parvenir, plus de 1000 postes supplémentaires vont être dégagés et, innovation, 200 appelés du contingent d'un

effectif de 4 ou 5 seront affectés à l'ANPE pour cette opération. L'ANPE va pouvoir recruter 440 agents en appel à la fois (pour une valeur de 100 psychotechniciens, un contrat à durée déterminée, les missions locales et le PAIO (permanences d'accueil, d'orientation et d'information) disposeront de 120 agents supplémentaires et, avec l'aide financière des départements, 250 personnes de plus seront affectées aux missions locales. Les divers composants du service public de l'emploi se voient assigner des objectifs précis. Les 200 000 entretiens décidés par M^{me} Aubry, le 11 janvier, l'ANPE devra en réaliser 250 000 autres. De son côté, l'AFPA en réalisera 80 000 et, en outre, conduira 30 000 stages de formation. Enfin, les missions locales et les PAIO en feront de même pour 80 000 jeunes chômeurs de longue durée.

920 000 demandeurs d'emploi concernés

Alors que le précédent plan s'adressait aux chômeurs de plus de deux ans, le nouveau programme vise, cette fois, pratiquement tous les chômeurs de plus d'un an dont le nombre est passé de 60 000 en 1974 à 920 000 actuellement. Mais, selon une idée chère à M^{me} Aubry, il distingue plusieurs catégories et anticipe des réponses individuelles. Pour un premier groupe, évalué de 25 % à 30 %, on suppose que les chômeurs ont une qualification directement utilisable ou qu'ils peuvent retrouver

rapidement un emploi. On leur proposera des postes ou on les orientera vers les contrats de retour à l'emploi (CRE), exonérés de charges sociales pendant un mois. Le deuxième groupe, estimé de 20 % à 25 %, on sait que les chômeurs ont un problème de qualification. Selon leur âge, ils seront dirigés vers des stages de qualification, les contrats d'insertion individuelle ou le programme PAQUE pour les jeunes. Les stages de formation du type AFPA ou les 160 000 places prévues pour les actions d'insertion et de formation (AIF), pour les adultes.

Un troisième ensemble, de l'ordre de 25 % à 30 %, n'est pas capable de suivre immédiatement une formation, et il est préférable de le maintenir au contact du travail avec une activité minimale pour espérer réussir leur insertion. Pour ce faire, il sera fait appel aux associations intermédiaires et aux entreprises d'insertion, pour 15 % d'entre eux. Mais on ne peut développer les actions d'intérêt général, évoquées par M. Bérégovoy, et qui ne seront, finalement, qu'une extension des contrats emploi-solidarité (CES) aux services d'environnement, au service paramédical et aux travaux liés à la sécurité nationale. Les actions des TUC, les contrats emploi-solidarité, sur les emplois à mi-temps, seront basés sur le SMIC, dont M^{me} Aubry imagine qu'ils pourront amorcer la création de nouveaux emplois à service, y compris le service marchand. Enfin, on reconnaît qu'une dernière catégorie de chômeurs, 15 %, cumulent toutes les difficultés sociales, familiales, voire de santé. A ceux-là,

le contrat emploi-solidarité sera également modulé. Il pourra être prolongé d'un an, passant de 24 à 36 mois, pour les chômeurs de très longue durée (plus de trois ans) et les plus de cinquante ans. De manière expérimentale, pour 25 000 chômeurs dont 20 000 RMI, le contrat sera pérennisé, l'Etat, sous forme d'exonération des charges, notamment, étant déversive sur cinq ans. Enfin, et pour que ces emplois soient proposés à leurs destinataires prioritaires, il est prévu trois fois de contribution pour les collectivités locales utilisatrices. Les 15 % du salaire versé, pour les RMI, les chômeurs de très longue durée, de 15 % pour les autres. Et aucune contribution pour certaines associations.

ALAIN LEBEAUCHE

Les mesures seront financées par la cession d'actifs publics

M. Michel Charasse, ministre du budget, a été entendu, mardi 28 avril, par la commission des finances du Sénat, au sujet des conditions de l'exécution budgétaire 1991 et sur les perspectives budgétaires pour 1992. Au cours de cette audition, à propos du budget, M. Charasse a évoqué de nouvelles mesures qui ne sont pas ou n'est que très partiellement prévues dans le budget 1992. M. Charasse a indiqué que l'Etat envisage de nouvelles mesures pour l'emploi, notamment la cession d'actifs de l'Etat.

seront financées par le produit des cessions partielles d'actifs publics. M. Charasse a également précisé que les dépenses autres que les mesures en faveur de l'emploi seront financées en totalité par redéploiement de crédits votés. Il a ajouté que la régulation budgétaire demandée aux différents ministères le 16 mars se fera « dans des conditions analogues » à celle de 1991 et qu'il se réserve la possibilité de procéder par simple arrêt à des annulations de crédits devenus sans objet.

Avec 142 millions de francs de bénéfices en 1991

La COFACE poursuit son développement international

La Compagnie française d'assurances (COFACE), présidée depuis l'année dernière par M. François Renard, vient d'annoncer la constitution d'un groupe avec des filiales dans le monde de l'assurance-crédit, de l'assurance-vie et du recouvrement, dans le prolongement de son développement international. Elle a ainsi pris une participation de 25 % dans une société italienne d'assurance-crédit, en concluant un accord avec une filiale italienne des AGF. Dans le domaine du recouvrement commercial et du recouvrement, deux de ses filiales - SCRI, numéro un en France avec 110 millions de francs de chiffre d'affaires, et Graydon, 180 millions de chiffre d'affaires en Grande-Bretagne, Benelux, Italie et Etats-Unis - ont rejoint une filiale de la Hermès COFACE, pour créer un GIE européen, EUROGATE, et ainsi en commun les sources d'information et de données de chacun des pays. Enfin, une filiale commune avec un groupe autrichien, Intercredit, formera désormais la filiale européenne des COFACE sur les pays d'Europe centrale.

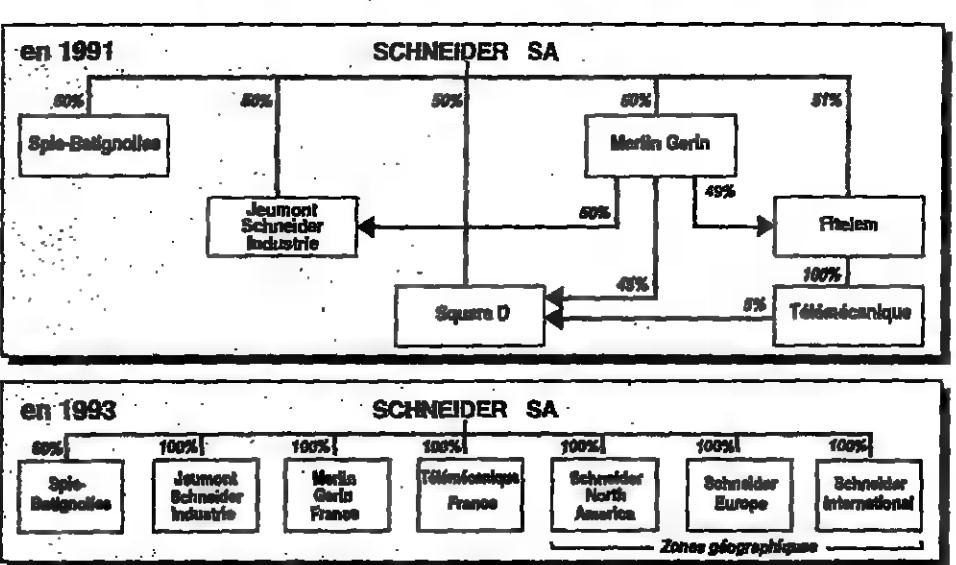
Malgré ce conjoncture internationale difficile, la COFACE a dégagé un bénéfice net de 141,9 millions de francs, en 1991, avec 670 millions de francs de primes brutes (+11 %), marquée par l'ajout de 429 millions de francs versés par l'Etat pour la gestion des procédures de garanties publiques. L'association avec la Société Ita-

lienne d'assurance-crédit (SFAC) du statut privé, conclue l'an dernier pour mettre les polices globales sur la France et l'étranger, démarré avec 25 millions de primes. Pour le compte de l'Etat, la COFACE a perçu 1,97 milliard de francs de primes (+11 %), versé 18,3 milliards de francs d'indemnités au titre de l'assurance-crédit risques politiques (-6,3 %) et récupéré 7,8 milliards de francs de créances (+20 %), soit 2,15 milliards de francs de bénéfices nets. Les COFACE portent sur 12 milliards d'indemnités. Si les paiements de l'Etat vont diminuer (4 milliards de francs en 1991, 1,5 à 2 milliards en 1992), le problème de l'Algérie (30 milliards de francs de créances) reste prédominant, et il faudra y ajouter plus tard les risques de l'ex-URSS. Rappelons que l'encours de l'Etat par l'adite COFACE s'élève à 462 milliards de francs, les exportations vers l'ex-URSS atteignant 43,7 milliards de francs au court terme en 1991 et le montant des grands travaux dépassant 100 milliards.

FRANÇOIS RENARD

En absorbant la filiale Merin Gerin

Le groupe Schneider renforce l'intégration de ses activités industrielles



Le groupe Schneider a annoncé, mardi 28 avril, sa fusion avec sa filiale Merin Gerin, première étape d'une totale intégration de ses activités industrielles. Malgré la baisse de 70,2 % de son résultat net en 1991, Schneider espère ainsi récolter les fruits de son audacieuse politique d'acquisition, dont le point d'orgue a été la prise de la société américaine Square D en mai 1991.

« Au début du siècle, Schneider était une société industrielle. En 1981, ce n'était plus qu'un conglomérat diversifié de la sidérurgie à l'électricité. Aujourd'hui, le groupe renoue avec son passé, mais en étant totalement recentré sur la construction de matériel électrique », déclare PDG, M. Louis Pignatelli, lors de sa conférence de presse mardi 28 avril, le soir même de la fusion. Après le brutal déclin du début des années 80 (ponctué par la retentissante faillite de Creusot-Loire), après une impressionnante campagne d'acquisitions (23 milliards de francs investis depuis 1988), le groupe entame la troisième phase de sa restructuration : l'intégration de ses activités industrielles, peaufinée par la prise de la filiale américaine de Square D.

Pour autant, le PDG de Schneider attend de cette vaste restructuration une « efficacité supplémentaire », une « amélioration de la productivité et de la rentabilité », des facilités dans la gestion de la chaîne de production de change. Et surtout une valorisation maximale des investissements en recherche et développement, qui atteignent 1 milliard de francs par an pour le lancement d'une nouvelle gamme de disjoncteurs. Qu'en pense-t-il ? Schneider n'est en effet pas l'abri de déconvenues, comme en témoignent son résultat 1991, en baisse de 70,2 % à 275 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 59 milliards de francs (après intégration de sept mois d'activités de Square D).

PIERRE-ANGEL GAY

Une offre de 37 milliards de francs de la banque britannique

La Lloyds se propose de racheter la Midland

Si elle se concrétise, l'offre de rachat de la banque Midland par sa concurrente, la Lloyds, rendue publique mardi 28 avril (nos dernières éditions du 28 avril), aurait pour conséquence de menacer quelque 20 000 emplois. Cette enchère - à hauteur d'environ 37 milliards de francs - est supérieure de 4 milliards de francs à celle de la Hong-Kong & Shanghai Banking Corporation (HSBC).

LONDRES

de notre correspondant L'annonce faite mardi par Sir Jeremy Morse, président de la Midland Bank, a immédiatement provoqué des réactions défavorables, à la fois de la part des syndicats et des représentants des petites et moyennes entreprises : les premiers s'inquiétant des menaces sur l'em-

ploi, les seconds de la contraction du nombre des institutions accordant des prêts. En proposant de racheter la Midland pour 37 milliards de francs, la Lloyds « pose sur la table » 11 milliards de plus que sa concurrente, la Hong-Kong & Shanghai Banking Corporation (HSBC) qui, il y a moins de quinze jours, avait avancé une enchère de 33 milliards de francs. En revanche, la City, qui avait jugé insuffisante cette première offre, est satisfaite de l'offre de la Lloyds.

Celle-ci intervient alors que quatre principales banques britanniques (la Barclays, la Natwest, la Midland et la Lloyds) envisagent de mauvaises réunions. Le départ précipité de Sir John Quinlan, à la tête de la Barclays (et son remplacement par M. Andrew Baxton), qui présentait comme intervenant à échéance normale, il est difficile de ne pas le lier à la baisse de profits enregistrée par cette institution.

La Lloyds, convoitée par la HSBC, est cependant beaucoup plus grave, puisque son avenir autonome apparaît compromis. Si la Lloyds l'emporte, le groupe bancaire ainsi créé deviendra la plus grande banque britannique, un tel objectif étant d'autant plus ambitieux que le nombre de succursales des deux institutions - 3 745 - serait réduit d'environ 1 000 unités en quatre ans, ce qui signifie la disparition de quelque 20 000 emplois. Ceux-ci seraient volontaires (en principe), s'exerceraient sur deux banques. Le résultat d'une telle mesure pourrait être une réduction des frais généraux du nouvel ensemble d'environ 700 millions de livres.

Le président de la Lloyds pose cependant ses conditions : il exige

Simplification de l'organigramme

Le 10 juillet, les assemblées générales des actionnaires de Schneider SA et de sa filiale Merin Gerin (devenue jusqu'ici à 60 %) se prononceraient sur la fusion des deux sociétés. L'opération se fera par l'échange de quatre actions Schneider contre cinq titres Merin Gerin, « une part qui donne une petite prime aux actionnaires minoritaires de cette dernière », selon M. Pignatelli. La Société parisienne d'études et de participations (SPEP), holding où l'on retrouve les AGF, Paribas, AXA, Eurs et la Société générale, versera sa participation dans Schneider « diluée » (de 57 à un peu plus de 40 %), mais en conservant le contrôle via une majorité de droits de vote.

Ce sera le début d'une vaste simplification de l'organigramme du groupe qui, « pyramidal » (aujourd'hui, Merin Gerin « porte » des participations dans les Neurons du

LAURENT ZECCHINI

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

La fin des réunions monétaires à Washington et l'aide à l'ex-URSS

Les risques du « tout à l'Est »

En annonçant que son pays n'avait pas l'intention de travailler à la « mise à l'Est » du FMI, le moment même où la Russie célébrait son entrée dans le Fonds monétaire international (FMI), M. Eltsine a jeté une ombre supplémentaire sur trois jours de discussions, parfois contradictoires, de reproches réciproques, que n'a pas dissipées la diffusion en langue russe - une première - de la brochure « Dix erreurs courantes au sujet du FMI... ». Le 17 puis les réunions monétaires à Washington, ont permis de mesurer les incertitudes qui demeurent sur les perspectives de reprise de l'économie russe et sur les moyens d'action futurs du FMI.

WASHINGTON

nos envoyés spéciaux

L'entrée de la Russie et de la quasi-totalité des ex-républiques soviétiques au FMI (la Lituanie avait été la première à signer, le 29 avril, les statuts du Fonds) et à la Banque mondiale ne permet pas de fermer pour longtemps le guichet des admissions. D'ores et déjà, les gouvernements de Bosnie-Herzégovine, de Croatie et de Slovénie ont officiellement déposé, ces derniers jours, une demande d'adhésion au FMI, qui compte 171 pays membres, un chiffre très proche de celui de l'ONU (175). Le stade des formalités étant passé, l'important est de savoir ce que la Banque mondiale et le FMI

peuvent entreprendre pour accorder une aide à l'ex-Union soviétique qui soit à la hauteur des besoins (24 milliards pour la Russie, 20 milliards pour les autres Républiques pour 1992), et la forme d'un deuxième plan Marshall dont Occidentaux s'ont voulu.

Par le transfert aux institutions des accords de Bretton-Woods, la gestion de la « crise à l'Est » comme ils l'ont occupée, à partir de 1982, la « crise de la dette », les pays du G 7 ont assumé des responsabilités de ce type. Ils ont évité les sacrifices budgétaires qu'aurait impliqués un effort bilatéral direct envers l'ex-URSS. Pour autant, la relation privilégiée que le G-7 entretenait avec le FMI et la Banque mondiale permet aux pays industrialisés de surveiller de près le processus de la Russie.

Dans un récent entretien au *Financial Times*, le président de la Banque mondiale, M. Lewis Preston, a indiqué que cette institution pourrait prêter entre 4,5 et 5 milliards de dollars par an, d'ici la fin de 1993, outre un prêt immédiat de 300 millions de dollars à la Russie destinés à permettre à ce pays d'importer des biens de première nécessité. Au total, les concours financiers consentis par la Banque mondiale à l'ensemble des ex-Républiques soviétiques, qui totalisent 5,03 % de son capital (dont 2,92 % pour la seule Russie), pourraient atteindre 1,5 milliard de dollars pour la Russie, financée commençant le 1^{er} juillet. Son côté, le Fonds monétaire, dont la Russie va souscrire 3 % du capital (sur un total de 4,76 % pour les quinze Républiques) va consentir à Moscou, une

évaluation du G 7, un accord de *standby* (accord de confirmation) pouvant atteindre 4 milliards de dollars (dans le cadre d'un plan de financement de 18 milliards de dollars) et une enveloppe supplémentaire de 6 milliards destinée à la création d'un fonds de stabilisation du rouble.

Il s'agit là d'un plus important consenti par le FMI depuis ses quarante-huit ans. Et l'obligé à appliquer au plus vite (avant la fin de l'année) la révision générale des quotas-pays (les souscriptions des membres) décidée le 28 juin 1990 de façon à relever de 120 à environ 180 milliards de dollars les quotas du FMI. Si certains pays ne versent pas leur part (les États-Unis, premier contributeur, empiètent sur une masse d'armes que le Congrès rendue plus subtile par l'intermédiaire présidentielle novembre), le Fonds sera alors menacé d'une interruption pure et simple de ses activités, averti M. Michel Camdessus, le 24 avril en rendant compte du Comité interministériel qui s'était déroulé la veille, ajoutant toutefois qu'il « restait optimiste ».

Mais l'empruntement à venir en aide à la Russie dans un premier temps, aux autres Républiques, rapidement et de façon massive, méconnaît les pays en voie de développement qui reprochent aux organismes de Washington leur trop grande préoccupation pour l'Est, au détriment de leurs propres problèmes. Une question récurrente par le FMI qui ne que l'équilibre respecté la répara-

de ses concours financiers pas de raisons d'être modifiées. Ce qui n'a pas empêché le G 24, qui regroupe une sélection de « non-alignés », de demander pour l'assistance à l'Est s'effectue par « des ressources additionnelles » et non pas aux dépens de l'aide aux autres pays en situation, en Afrique, qui subit une sécheresse historique.

La préoccupation commune de tous les États, riches, pauvres, dirigistes et libéraux, reste le commerce international. « On a demandé aux pays en développement de faire des sacrifices. Ils l'ont fait. Ils constatent maintenant que les pays industrialisés ne veulent pas ouvrir leurs marchés à leurs exportations », a déclaré M. Carlos Solchaga, ministre des finances espagnol et président du comité interministériel, évoquant les risques d'un retour au protectionnisme et aux « barrières régionales, faites de voir les négociations sur l'Uruguay Round, homologues chilien, M. Alejandro Foxley, président du comité de développement, est allé encore plus loin en faisant remarquer que les pays industriels sont incapables de s'entendre sur la question de leur aide à l'agriculture, une affaire qui se concentre en moyenne que 1 % de la population des États concernés, alors que le passage de la « crise » au marché mondial est profondément tout entier.

FRANÇOISE LAZARE et SERGE MARTI

M. Eltsine veut négocier avec le FMI

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Nous ne sommes pas disposés à travailler sous la dictée du FMI. » L'annonce de l'accord intervenu la veille à Washington entre les pays les plus riches du monde pour financer le vaste programme d'aide à l'ex-URSS n'était pas encore sûre que le président russe avait déjà dans les bras.

Mardi 28 avril en effet, avant de s'envoler pour Archangelsk, dans le nord du pays, M. Eltsine, interrogé sur la nécessité de revoir la politique sociale et salariale du gouvernement dans la ligne des souhaits du FMI, a en effet déclaré : « Nous ne sommes pas d'accord avec tous les avis du FMI. Nous défendons notre point de vue. Nous ne sommes pas prêts à accepter la plus grande partie de ce que le FMI nous propose. »

Estimant que son prochain voyage à Washington « une nouvelle fois » des pays les plus riches du monde, le président russe a tenu à préciser que le FMI ne doit pas être le seul à dicter la politique économique de la Russie. « Nous ne voulons pas nous laisser dicter la politique économique de la Russie », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas nous laisser dicter la politique économique de la Russie », a-t-il déclaré. « Nous ne voulons pas nous laisser dicter la politique économique de la Russie », a-t-il déclaré.

produira « par étapes ». Pour M. Eltsine, cette stratégie souple permettra d'éviter les « catastrophes sociales » qui ont ébranlé plusieurs pays du tiers-monde après qu'ils eussent répondu à toutes les exigences du Fonds monétaire international.

« Dans un coin encore plus sombre »

Cette « sortie » du président russe est à double détente. D'une part, il veut se placer en position de négociation favorable avec les institutions internationales, leur faire comprendre que Moscou n'est pas Bamako et que le programme de réformes russe devra être discuté entre partenaires et non pas imposé. Le discours s'adresse aussi à une opinion publique partagée entre son désir de voir arriver le plus vite possible la norme occidentale et son refus d'une option qui ne pourra que rendre encore plus difficile la tâche de tous.

Si les communistes et les nouveaux nationalistes - ce sont d'ailleurs souvent les mêmes - ont de l'huile sur le feu en dénonçant la perte de souveraineté de Moscou devant l'« impérialisme » américain, de nombreux experts économiques, des hommes d'affaires, ont aussi que les conditions posées par le FMI ne peuvent être appliquées telles quelles, sous peine d'aboutir à l'implosion d'une économie pratiquement moribonde.

D'autres estiment que le récent Congrès des députés de Russie aura malgré tout pesé davantage qu'on ne l'a estimé sur les décisions de M. Eltsine. Ainsi M. Sergueï Chakhrat, un proche du président russe, a estimé que ce dernier n'était pas sorti victorieux du Congrès, contrairement à une « dangereuse illusion » répandue à Moscou. Pour M. Chakhrat, le Congrès a abouti à « mettre dans un coin encore plus sombre » qu'auparavant les problèmes brûlants du pays.

JOSE-ALAIN FRALON

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Epéda-Bertrand Faure

PERSPECTIVES 1992 FAVORABLES
APRÈS UNE ANNÉE 1991 DIFFICILE

Le Conseil d'Administration d'EBF, a arrêté les comptes consolidés de l'exercice 1991.

Le chiffre d'affaires du groupe s'élève à F 11,3 milliards en croissance de 29,4 % par rapport à l'exercice précédent. Cette progression tient compte de la consolidation du Groupe Allemand RENTROP. A structure identique, cette évolution aurait été de + 4,9 %.

La capacité d'autofinancement s'élève à F 601 millions contre F 420 millions. Compte tenu d'un fort accroissement de la dotation aux amortissements (F 511 millions en 1991 contre F 347 millions en 1990), le résultat courant du groupe atteint F 290 millions contre F 342,2 millions en 1990.

Les résultats exceptionnels liés à la restructuration de la division automobile et à la cession de la division RATIER FIGEAC ne sont pas comparables. Au titre de 1991 le bénéfice net part du groupe s'établit à F 180,7 millions.

• ACTIVITÉ LITÉRIE

EPEDA et MERINOS ont réalisé un chiffre d'affaires de F 902 millions contre leur position de leader sur le marché français.

• ACTIVITÉ BAGAGE

DELSEY a réalisé un chiffre d'affaires de F 844 millions dans un environnement économique difficile lié au trafic aérien.

• RATIER FIGEAC

En dépit d'un marché peu favorable, la croissance de l'activité réalisée essentiellement sur le secteur civil, s'est poursuivie en 1991, pour atteindre F 675 millions (+ 23 %).

• BERTRAND FAURE

Ce secteur a connu en 1991 des changements importants de périmètre : la structure du groupe a été reprise par le Groupe Allemand RENTROP qui a représenté en 1991, 38,2 % de l'activité globale, soit F 3,3 milliards. Le chiffre

d'affaires consolidé BERTRAND FAURE a atteint au cours de l'exercice F 8,8 milliards (+ 34 %). Hors RENTROP, la hausse ressort à 4 %.

Ces objectifs conformes aux prévisions ont été réalisés en dépit du sensible ralentissement de la construction automobile.

En 1992

Perspectives

En 1992, les différentes branches industrielles du Groupe EBF devraient connaître dans l'ensemble une évolution satisfaisante.

• La branche Litérie prévoit sur un marché étale, une légère augmentation de son chiffre d'affaires, liée à l'augmentation des produits de moyenne et haut de gamme.

• Les ventes de DELSEY devraient retrouver le niveau de progression des années antérieures grâce notamment à l'accroissement de sa pénétration à l'étranger.

• RATIER FIGEAC connaît en 1992 un certain ralentissement de ses activités compte tenu de la conjoncture aéronautique. Après une année 1991 exceptionnelle RATIER FIGEAC maintiendra à un niveau satisfaisant.

• BERTRAND FAURE, sur un marché européen de l'automobile qui devrait connaître une certaine reprise en 1992, poursuivra la croissance de son chiffre d'affaires en cours. Cette progression sera surtout sensible en Allemagne et en France.

Pour le Groupe EBF, en dépit d'une conjoncture internationale peu porteuse, l'exercice 1992 devrait donc se traduire au global par une augmentation du chiffre d'affaires et une sensible amélioration des résultats.

Le Conseil d'Administration a décidé de convoquer les actionnaires en Assemblée Générale le 11 juin 1992. Il leur proposera la distribution d'un dividende de F 17, avant avoir fiscal, identique à l'exercice précédent pour un nombre d'actions en augmentation de 19 %.

Information permanente : 3614 EBF 75



BCEN-EUROBANK

Le Conseil d'Administration de la BCEN-EUROBANK s'est tenu le 27 avril 1992 sous la Présidence de M. Bernard DUPUY pour arrêter les comptes de l'exercice 1991.

En dépit des profondes mutations politico-économiques en Europe Centrale et Orientale, qui ont fortement influencé l'activité de la Banque, les comptes de l'exercice sont satisfaisants, bien qu'en recul par rapport à l'exercice précédent.

Le bilan s'équilibre à 14,513 milliards FRF contre 20,268 milliards FRF au 31/12/1990.

Le produit d'exploitation bancaire s'élève à 316 millions FRF, en baisse de 35 millions FRF.

Les provisions d'exploitation de l'exercice s'établissent à 53,4 millions FRF, la plus grande partie étant affectée aux risques de crédit.

Le bénéfice net s'élève à 11,4 millions FRF contre 260 millions FRF en 1990 qui avait enregistré une importante plus-value sur cession-bail immobilière.

Le capital a été augmenté de 720 millions FRF à 1 100 millions FRF, portant ainsi l'ensemble des Fonds Propres à 3 milliards FRF (avec emprunts subordonnés et réserves).

En outre, au début de 1992, plusieurs mesures ont consolidé la situation de la Banque :

1. Prise de participation majoritaire de la Banque Centrale de Russie dans le capital (75,41 %) ;
 2. Souscription d'un emprunt participatif auprès des actionnaires de la Banque, affecté à la couverture des risques souverains ;
 3. Apport de liquidité, par transformation en filiale de la Banque, du trust constitué à Jersey pour la titrisation des risques souverains.
- Le Conseil d'Administration a convoqué l'Assemblée Générale Ordinaire de la Banque pour le lundi 25 mai 1992.
- A l'issue de cette Assemblée, le Conseil d'Administration sera remplacé par un Conseil de Surveillance et un Directoire, conformément à la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 27 mars 1992.
- Le Conseil de Surveillance sera présidé par M. Bernard DUPUY, et comprendra en outre :
- M. F. Rey, vice-président ;
 - la Banque Centrale de Russie représentée par M. G. MATIOUKHINE ;
 - M. D. TOULINE.
- Le Directoire sera présidé par M. Iouri PONOMAREV, entouré de :
- M. S. BUCHSBAUM ;
 - M. P. DELOZIERE ;
 - M. A. MOVCHAN.

BCEN-EUROBANK

79/81 bd Haussmann 75008 PARIS

Le Pentagone met
des conditions à la vente
des activités « défense »
de LTV à Thomson-CSF

Le représentant américain à la défense, M. Donald Atwood, a indiqué, mardi 28 avril à la Chambre des Représentants, qu'il n'aurait pas d'objection à la vente des activités de LTV (division électronique de défense) par le groupe français Thomson-CSF tant que les barrières au transfert à l'étranger de technologies sensibles demeurent étanches et que cette firme restait un actionnaire « passif ».

Sans ces conditions, le Pentagone ne peut se concrétiser, a déclaré M. Atwood. Le Pentagone, qui doit approuver cette transaction en même temps que le Trésor américain, a-t-il indiqué. Thomson-CSF et le groupe américain Hughes Aircraft, ont offert 450 millions de dollars pour le rachat des activités de défense du groupe LTV déclaré en faillite. Le juge chargé du dossier avait retenu l'offre de Thomson-CSF au détriment de celle, inférieure de 65 millions de dollars, de l'équipe formée par Martin Marietta et Lockheed (le Monde des 4, 12 et 13 avril).

RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1991-1992

Le chiffre d'affaires du premier semestre de l'exercice en cours, 1^{er} septembre 1991 - 29 février 1992, s'est élevé à 1.040 millions de Francs, contre 819,6 millions de Francs pour la même période de l'exercice précédent, soit une progression de 27%.

Conformément aux prévisions, le résultat d'exploitation s'est maintenu au même niveau (+ 0,1%) à 119,7 millions de Francs.

La baisse des résultats financiers et exceptionnel provoque un recul relatif du résultat net de 2,15% à 78,3 millions de Francs, pour la même période de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires de l'ensemble de l'exercice ne devrait pas être inférieur à 2.050 millions de Francs. Les résultats d'exploitation net après impôts devraient être maintenus.



CGI INFORMATIQUE

LE SERVICE INFORMATIQUE

مكتبة الشامل

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

L'ouverture du marché européen aux Japonais

Bruxelles veut aider davantage les constructeurs automobiles à améliorer leur compétitivité

Financement par le budget européen de projets de recherche visant à promouvoir la productivité et la qualité, prise en charge de l'effort de formation professionnelle indispensable pour assurer une meilleure compétitivité : tels sont les « cadeaux » que la Commission de Bruxelles propose d'offrir aux constructeurs automobiles de la CEE pour compenser la libération totale des échanges à l'intérieur de la Communauté et surtout la libération progressive des importations japonaises du Japon en vertu de l'accord conclu l'an passé et qui entrera en vigueur en 1993.

BRUXELLES (Communauté européenne) - de notre correspondant

C'est un tableau plutôt encourageant que celui de la Commission de l'automobile européenne. En 1989, la production de voitures et de véhicules commerciaux légers a augmenté de 10,7 %, atteignant 14,3 millions d'unités, contre 13,7 millions de voitures produites en 1991. La production d'ici 1993 s'élève à 15,5 millions d'unités, soit une augmentation de 11 millions d'unités.

Face à une concurrence internationale accrue, pour que de telles prévisions puissent être confirmées, il importe, souligne la Commission, que parvienne à surmonter ses handicaps, au premier rang desquels son insuffisante productivité. En 1989, et malgré l'effort considérable de rattrapage accompli pendant les années 80, un constructeur européen a besoin de 35,3 heures pour assembler un véhicule, au lieu de seulement 16,8 heures pour son homologue japonais. Elle insiste sur la nécessité de veiller aussi à l'amélioration de la productivité des équipements. Pour produire plus vite, mais aussi de manière plus souple, de façon à être capable de répondre à une demande de plus en plus diversifiée, l'industrie européenne devra consacrer un important effort financier : effort d'investissement, de recherche, de formation, de reconversion.

Normes « strictes » (UE) - (UE) - (UE)

La Communauté pour l'adoption en matière d'environnement - une des principales contraintes pour l'industrie de demain - « normes strictes » « réalistes », « prévisibles », c'est-à-dire comportant « un principe suffisant ». Les propositions de la Commission à venir traitent l'environnement comme un facteur systémiquement deux étapes, afin que les industriels, avec l'aide éventuelle (financière) des pouvoirs publics, puissent se préparer et viser, en prenant leur temps, les normes les plus élevées. Dans ce contexte, la Commission annonce l'intention de présenter avant la fin de l'année, des propositions concernant les seuils d'émissions à respecter à partir de 1996 ainsi que les objectifs à prévoir à compter de l'an 2000.

un marché mondial, la Commission veut appliquer plus de souplesse aux règles

CONJONCTURE

Selon l'enquête de l'INSEE

La croissance de la production industrielle ne s'est pas accélérée en avril

L'enquête de conjoncture réalisée chaque mois par l'INSEE auprès des industriels montre que l'animation constatée jusqu'ici ne s'est pas confirmée en avril. Ce qui signifie que la légère croissance de la production enregistrée (de l'ordre de 1,5 % l'an) ne s'est pas accélérée.

Les stocks de produits finis sont jugés supérieurs au niveau normal. L'opinion des industriels s'évoque pas sur les carnets de commandes globaux. Les perspectives générales sur l'évolution de l'économie se stabilisent après s'être améliorées pendant trois mois consécutifs. Les perspectives personnelles sont stables également depuis trois mois. La même enquête réalisée de façon plus approfondie par l'INSEE et sous une forme trimestrielle montre que, début avril, les industriels constataient une nette amélioration des carnets de commandes étrangers.

la Commission a regardé la compétitivité des rapprochements industriels européens. L'expérience japonaise et, mais, américaine, elle prône une coopération constructeurs et équipementiers, qui trop souvent s'ignorent, ainsi qu'entre équipementiers. Lorsqu'il s'agit de développer des produits nouveaux, en visant par exemple un segment de marché, une coopération entre constructeurs peut se révéler souhaitable. En effet, « la multiplication des modèles est une exigence pour la compétitivité de nos constructeurs... ».

La recherche-développement (RD) de l'industrie automobile communautaire est insuffisamment financée. La Commission a l'effort de 6 milliards d'euros par les constructeurs, à côté d'euros des équipementiers en 1990) est comparable à celui du Japon ou des États-Unis, mais les dépenses en RD de compétitivité sont inférieures. La Commission estime que la RD, financée par le budget européen, soit principalement orientée vers les besoins des entreprises, que les États privilégient désormais des programmes de recherche à l'industrie industrielle, visant des technologies clés (matériaux, recyclage, télématique pour les transports avancés, automation, robotique) et par là-même un impact sur la compétitivité. Le cadre de ces pro-

grammes spécifiques (aux-mêmes) définis après consultation des entreprises, la Commission examinera les projets présentés par les industriels et sélectionnera, en coopération avec eux, les initiatives les plus à même d'améliorer la compétitivité (procédure dite « bottom up »).

S'inspirant beaucoup du modèle japonais, la Commission préconise une coopération entre les entreprises de la CEE, au niveau pré-compétitif de la recherche, mais en donnant une interprétation moins restrictive que jadis à l'aspect de pré-compétitivité. La Communauté pourra, indique-t-elle, servir de catalyseur pour favoriser de telles coopérations.

Cette approche plus proche du réel signifie l'adhésion par la Communauté (en liaison avec le programme d'actions de projets pluridisciplinaires à plus long terme, tels ceux concernant la voiture propre ou encore l'amélioration de la sécurité des véhicules. La Commission, insiste sur le fait que l'accent doit être mis en matière de RD support, lui aussi, davantage de coopération entre constructeurs, producteurs de composants et équipementiers. A ce stade, elle n'indique pas quelle part de l'enveloppe du budget communautaire de la recherche pourrait ainsi être affectée à la Communauté automobile.

PHILIPPE LEMAITRE

COMMUNICATION

La modernisation de la presse parisienne

Accord controversé au « Figaro »

La section du Syndicat national des journalistes (SNJ) du Figaro a signé, mardi 28 avril, avec la direction du quotidien un contrat d'accord sur le rôle et la responsabilité éditoriale des secrétaires de rédaction. L'accord, dont l'officialisation reste suspendue aux négociations globales actuellement en cours et qui doivent se poursuivre le 12 mai, prévoit notamment la garantie de l'emploi des secrétaires de rédaction, et leur formation aux nouvelles techniques de mise en page sur écran (PAO). Il décrit le partage des tâches entre secrétaires de rédaction (journalistes) et secrétaires-techniques (maquettistes) en page (une nouvelle fonction confiée à des ouvriers du Livre instituée par un accord du 27 mars entre le Syndicat du Livre CGT et la direction du Figaro) (le Monde du

11 avril). Il prévoit que la direction générale du Figaro transmettra d'urgence les conflits découlant de l'application de ces deux accords.

Le syndicat FO du Figaro, qui n'a pas signé le contrat d'accord, tout comme la CGC, estime que ces deux accords sont contradictoires. C'est ce que FO a écrit au ministre du travail, M. Martine Aubry, en attirant son attention sur la jurisprudence possible que peuvent constituer ces accords, et en lui demandant si elle les juge compatibles avec le plan FNE de la presse parisienne. FO estime que l'effacement des « frontières traditionnelles entre la rédaction et la fabrication » hypothétique « le principe fondamental de la liberté de la presse », et a saisi de ce dossier le secrétaire d'État à la communication, M. Jean-Noël Jeanneney.

Pour sa part, le SNJ rappelle qu'il a obtenu les mêmes avantages du 27 mars entre le Livre et la direction du Figaro (après avoir été débouté d'un référé sur la suspension de cet accord). Mais il estime que l'accord signé le 28 avril entre journalistes et direction « rééquilibre l'accord précédent » et garantit justement l'indépendance éditoriale. Ce accord avait été approuvé par les militants de rédaction. Dans la même journée du 28 avril, les journalistes du Figaro ont obtenu l'intégration de six pigistes, mesure qu'ils réclamaient auprès du directeur du Figaro dans le cadre d'un dispositif salarial touchant une soixantaine de salariés du quotidien.

M. C. L.

TF1 reprend les contrats de La Cinq sur les grands prix automobiles

Le sport joue un rôle de plus en plus important pour la télévision. Une fois La Cinq disparue, les autres chaînes de télévision se sont disputées les droits de diffusion des grands prix automobiles. TF1 a emporté sur Antenne 2 (nos dernières éditions du 29 avril).

Pour un montant qui n'a pas été révélé, la chaîne Francis Bouygues reprendra en direct toutes les courses des grands prix. Des

compétitions reprises les émissions sportives régulières de la chaîne et les journaux du vendredi. Pour le football, TF1 a obtenu à l'antenne 2, TF1 retransmettra rencontres sur quinze à 92. Comme l'expliquait M. Francis Bouygues, PDG de TF1, « le sport est passé de l'amateurisme à un véritable phénomène commercial et nous sommes toujours impliqués ».

Le Printemps de Bourges veut contrôler ses images. Le Berry républicain sans photos du Printemps de Bourges : c'est la ligne du comité qui a refusé la direction de la manifestation et les journalistes photographes, soutenus par le Syndicat national des journalistes et par divers journaux. Les organisateurs du Printemps ont en effet exigé que les photographes, pour obtenir leur accréditation, signent un contrat prévoyant un droit de regard sur l'utilisation des clichés et imposant des restrictions aux équipes de tournage. La Nouvelle République du Centre-Ouest a refusé de signer ce contrat, tout comme le Berry républicain, estimant qu'il s'agit d'un « acte de censure à l'égard de la presse ».

RÉSULTATS 1991

Chiffre d'affaires consolidé d'assurance : 105,3 milliards de francs (+8,2%).
Résultat net consolidé, part du Groupe : 3,766 milliards de francs (-10,7%).
Dividende maintenu : 16,5 F par action.

L'exercice 1991 s'est déroulé dans un environnement difficile : concurrence accrue des nouveaux intervenants en assurance vie, conditions techniques dégradées sur les principaux marchés d'assurance de dommages, baisse des marchés immobiliers, incertitude des marchés financiers.

Dans un tel contexte, le Groupe UAP a poursuivi le développement de ses activités tant en France qu'à l'étranger ; en 1991, le Groupe a confirmé sa vocation d'assureur européen de référence.

Le repli de son résultat s'explique essentiellement par l'augmentation des provisions de Banque Worms, par l'importante sinistralité des marchés d'assurance de dommages et, en France, par la charge exceptionnelle de la contribution à l'indemnisation des victimes du SIDA.

L'UAP a poursuivi sa politique traditionnelle de provisionnement et n'a pas modifié son comportement habituel de prudence en matière de décaissement de plus-values.

En 1991, nous nous sommes concentrés sur la poursuite de nos priorités stratégiques :

- Améliorer notre productivité. De nouveaux progrès ont été réalisés. Les frais de gestion et de commercialisation, tant à UAP Vie qu'à UAP Incendie-Accidents, ont été nouveau augmentés moins rapidement que la chiffre d'affaires.
- Etre plus proche de nos clients. L'effort de renouvellement dans la gamme de nos produits a été poursuivi pour répondre au mieux aux besoins de la clientèle ; afin d'améliorer la qualité du service rendu au client, un soutien renforcé a été apporté sur le terrain de nos réseaux commerciaux, grâce notamment à la décentralisation des administrations.

Le résultat de notre transparence, c'est la transparence de notre résultat, quel qu'il soit.



Numéro 1 oblige

ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX CHIFFRES CLÉS

Les trois pôles d'activité du Groupe - assurance, banque, finance - immobilier - dégagé un produit d'exploitation consolidé de 155 milliards de francs, en augmentation de 9,6%. L'expansion internationale du Groupe poursuit : la part du chiffre d'affaires réalisée à l'étranger atteint, en 1991, 14,1%. L'activité d'assurance contribue au résultat du Groupe pour 2,970 milliards de francs. Le total du bilan consolidé du Groupe s'élève à 558 milliards de francs. Les provisions techniques d'assurance ont progressé de +13,2%, pour atteindre 361 milliards de francs.

DONNÉES CONSOLIDÉES	1991	1990	
(en milliards de francs)			
Chiffre d'affaires d'assurance	105,3	97,3	+8,2
dont IARD	58,3	53,6	+8,9
dont Vie	47,0	43,7	+7,4
Résultat net, part du Groupe	3,766	4,219	-10,7
Placements en valeur d'estimation au 31	419	375	+11,8
Plus-values latentes au 31	51	46	+9,6
dont part du Groupe	48	42	+4,7
Capitaux propres part du Groupe au 31 décembre après affectation	34,0	33,3	+1,9

Le Monde des Carrières



RECHERCHE

CHEF DE PROJET

Vous êtes de formation technique :
- BTS-DUT avec 2 ans d'exp.
- Ingénieur A & M, ENSI, INSA avec 2 ans d'expérience.

Vous possédez des compétences dans l'automatisation de procédés industriels agroalimentaires ou pharmaceutiques.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite (réf. NB/MR)
■ HYMELEC

ZI Les Favières - 69380 LISSIEUX

LA SOCIÉTÉ DES EAUX DE PARIS chargée d'alimenter la capitale en eau, vous propose de devenir

SON JURISTE

- Vous le conseil du groupe de direction toutes les affaires juridiques (droit des sociétés, des contrats, de l'environnement et de l'urbanisme...).
- Vous participerez à toutes les négociations importantes de la Société.
- Vous gèrerez les contentieux et serez le garant de l'efficacité de la Société.
- Vous serez placé auprès du directeur général adjoint.
- Vous êtes titulaire d'une maîtrise de droit, complétée par un DEA ou DESS.
- Agé de 30 à 40 ans, vous êtes un professionnel confirmé, pouvant justifier de 10 à 15 années d'expérience réussie.
- Bien entendu, vous possédez la maîtrise du contact et aimez travailler en équipe, avec des collègues tous horizons.

Adresser CV + lettre manuscrite à :

PASCAL BERNARD - SAGEP, 9, rue Schoelcher,
75014 Paris. Tél. 40-48-98-15

Société de presse spécialisée

recherche

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

UN JOURNALISTE

DEMANDES D'EMPLOIS

JJ 35 ans, cadre financier,

diplômé de l'ESCP, 10 ans d'exp.

recherche poste de chef de service

ou de directeur adjoint

en banque ou assurance

ou en administration

ou en commerce

ou en industrie

ou en services

ou en transports

ou en énergie

ou en télécommunications

ou en médias

ou en culture

ou en sport

ou en loisirs

ou en santé

ou en éducation

ou en formation

ou en conseil

ou en ingénierie

ou en architecture

ou en design

ou en marketing

ou en publicité

ou en relations publiques

ou en communication

ou en gestion

ou en comptabilité

ou en fiscalité

ou en droit

ou en économie

ou en sociologie

ou en psychologie

ou en philosophie

ou en littérature

ou en arts

ou en sciences

ou en technologie

ou en informatique

ou en mathématiques

ou en physique

ou en chimie

ou en biologie

ou en médecine

ou en pharmacie

ou en vétérinaire

ou en agriculture

ou en pêche

ou en élevage

ou en sylviculture

ou en horticulture

ou en arboriculture

ou en viticulture

ou en apiculture

ou en éolénologie

ou en météorologie

ou en climatologie

ou en géologie

ou en géographie

ou en astronomie

ou en cosmologie

ou en physique

ou en chimie

ou en biologie

ou en médecine

ou en pharmacie

ou en vétérinaire

ou en agriculture

ou en pêche

ou en élevage

ou en sylviculture

ou en horticulture

ou en arboriculture

ou en viticulture

ou en apiculture

ou en éolénologie

ou en météorologie

ou en climatologie

ou en géologie

ou en géographie

ou en astronomie

ou en cosmologie

ou en physique

ou en chimie

ou en biologie

ou en médecine

ou en pharmacie

ou en vétérinaire

ou en agriculture

ou en pêche

ou en élevage

ou en sylviculture

ou en horticulture

ou en arboriculture

ou en viticulture

ou en apiculture

ou en éolénologie

ou en météorologie

ou en climatologie

ou en géologie

ou en géographie

ou en astronomie

ou en cosmologie

ou en physique

ou en chimie

ou en biologie

ou en médecine

ou en pharmacie

ou en vétérinaire

ou en agriculture

ou en pêche

ou en élevage

ou en sylviculture

ou en horticulture

ou en arboriculture

ou en viticulture

ou en apiculture

ou en éolénologie

ou en météorologie

ou en climatologie

ou en géologie

ou en géographie

ou en astronomie

ou en cosmologie

ou en physique

ou en chimie

ou en biologie

ou en médecine

ou en pharmacie

ou en vétérinaire

ou en agriculture

ou en pêche

ou en élevage

ou en sylviculture

ou en horticulture

ou en arboriculture

ou en viticulture

ou en apiculture

ou en éolénologie

ou en météorologie

ou en climatologie

ou en géologie

ou en géographie

ou en astronomie

ou en cosmologie

ou en physique

ou en chimie

ou en biologie

ou en médecine

ou en pharmacie

ou en vétérinaire

ou en agriculture

ou en pêche

ou en élevage

ou en sylviculture

ou en horticulture

ou en arboriculture

ou en viticulture

ou en apiculture

ou en éolénologie

ou en météorologie

ou en climatologie

ou en géologie

ou en géographie

ou en astronomie

ou en cosmologie

ou en physique

ou en chimie

ou en biologie

ou en médecine

ou en pharmacie

ou en vétérinaire

ou en agriculture

ou en pêche

ou en élevage

ou en sylviculture

ou en horticulture

ou en arboriculture

ou en viticulture

ou en apiculture

ou en éolénologie

ou en météorologie

ou en climatologie

ou en géologie

ou en géographie

ou en astronomie

ou en cosmologie

ou en physique

ou en chimie

ou en biologie

ou en médecine

ou en pharmacie

ou en vétérinaire

ou en agriculture

ou en pêche

ou en élevage

ou en sylviculture

ou en horticulture

ou en arboriculture

ou en viticulture

ou en apiculture

ou en éolénologie

ou en météorologie

هكزان النحل

Monde IMMOBILIÈRE

REPRODUCTION INTERDITE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Le Monde - Jeudi 10 avril 1992 - 17

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
1 ^{er} ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 190 m², 5 ^e étage terrasses, cave	10, rue du Mont-Thabor AGF - 44-88-45-45	22 500 + 1 750 11 011						
2 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 100 m², 4 ^e étage Balcon	89, rue d'Uzès CIGIMO - 48-00-89-89	8 835 + 8 748						
7 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 118 m², 6 ^e étage parking	12, place de la République GCI - 40-16-28-89	16 500 + 2 080						
2 PIÈCES 43 m², 2 ^e étage parking	50, rue de Bourgogne SOLVEG - 40-67-06-89	7 000 + 685 880						
8 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 80 m², 1 ^{er} étage	5, rue de la République AGF - 44-88-45-45	6 300 + 442 833						
4 PIÈCES 95 m², 5 ^e étage Cave	38, av. de Wagram AGF - 44-88-45-45	10 811 + 1 400 7 473						
2/3 PIÈCES 81 m², 4 ^e étage	4, rue Robert-Estienne SAGGEL - 47-42-44-44	11 870 + 971 8546						
4 PIÈCES 150 m², 2 ^e étage Parking	10 bis, rue Paul-Baudry SAGGEL - 47-42-44-44	22 800 + 1 128 19 432						
4/5 P. DUPLEX Refait à neuf 181 m², 5 ^e étage Parking	10 bis, rue Paul-Baudry SAGGEL - 47-42-44-44	600 + 1 728 19 432						
9 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 65 m², 6 ^e étage Poss. park.	28, bd Poissonnière CIGIMO - 48-00-89-89	5 200 + 760 4 248						
11 ^e ARRONDISSEMENT								
STUD. IMM. NEUF 29 m², 5 ^e étage Parking	6, cité de Phalsbourg GCI - 40-16-28-89	4 330						
5 PIÈCES 103 m², 1 ^{er} étage Parking	7/9, rue Pichon SAGGEL - 47-42-44-44	8 000 + 1 437 5 760						
2 ^e ARRONDISSEMENT								
PIÈCES 5 m², 2 ^e étage cave	29, rue Ladrin-Rollin AGF - 44-88-45-45	8 000 + 1 700 5 404						
14 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 48 m², 1 ^{er} étage Park.	149/153, rue R.-Lassalle AGF - 44-88-45-45	4 150 + 1 000 2 953						
15 ^e ARRONDISSEMENT								
■ P. IM. NF 91 m², 1 ^{er} étage Parking	20 bis, av. de Lowendal SAGGEL - 47-42-44-44	650 + 1 706 9 828						
4/5 P. IM. NF 158 m², 1 ^{er} étage Parking	20 bis, av. de Lowendal SAGGEL - 47-42-44-44	21 250 + 2 901 16 300						
16 ^e ARRONDISSEMENT								
5 P. DUPLEX 131 m², 5/6 ^e ét.	4, rue Fénelon SOLVEG - 40-67-06-89	18 500 + 900 14 276						
2 PIÈCES 82 m², RC cave	20, rue de Lübeck AGF - 44-88-45-45	6 500 + 1 150 4 828						
4 PIÈCES 122 m², 7 ^e étage	11/13, rue Gros SAGGEL - 47-42-44-44	14 700 + 2 142 10 548						
17 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 88 m², 1 ^{er} étage Poss. parking	18, rue Roger-Bacon SAGGEL - 47-42-44-44	10 820 + 1 877 7 574						
18 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 70 m², 1 ^{er} étage Parking	75, rue Ph.-de-Girard CIGIMO - 48-00-89-89	4 290 + 359						
19 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 64 m², 3 ^e étage Parking	74/84, rue Petit AGF - 44-88-45-45	8 010 + 1 188 4 277						
20 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 71 m², 1 ^{er} étage Parking, cave	10-21, d'Annam AGF - 44-88-45-45	5 700 + 1 120 4 056						
78 - YVELINES								
■ PIÈCES 143 m²	MONTESSON 28, av. de la Terrasse SOLVEG - 40-67-06-89	12 000 + 58 9 400						
3 PIÈCES 68 m², 6 ^e étage Parking	POISSY 3, av. des Ursulines AGIFRANCE - 49-03-43-04	3 532 + 2 880						
3 PIÈCES 65 m², 1 ^{er} étage Parking	ST-GERMAIN-EN-LAYE 1 bis, rue des Arènes GCI - 40-16-28-89	8 080 + 1 600						
2 PIÈCES 45 m², 1 ^{er} étage Parking, cave	ST-GERMAIN-EN-LAYE 40, rue des Ursulines AGF - 44-88-45-45	3 900 + 545 2 778						
MAISON 6 PIÈCES 140 m² Garage								
92 - HAUTS-DE-SEINE								
2 PIÈCES 58 m², 3 ^e étage mezzanine 15 m² parking	BOULOGNE 33-37, rue Louis-Pasteur SOLVEG - 40-67-06-89	8 400 + 580 6 700						
■ PIÈCES 55 m², 1 ^{er} étage parking	COURBEVOIE 21, place Charras SAGGEL - 47-78-15-85	4 270 + 608 3 074						
3 PIÈCES 90 m², 1 ^{er} étage	COURBEVOIE 178, rue J.-B. Lenoir CIGIMO - 48-00-89-89	6 180 + 550 4 706						
3 PIÈCES 75 m², 3 ^e étage Parking, balcon	LA GARENNE-COLOMBES 17, rue d'Estienne-d'Orves CIGIMO - 48-00-89-89	8 825 + 837 4 320						
5/6 PIÈCES 251 m², 2 ^e étage Parking	NEUILLY 74, rue de Chézy GCI - 40-16-28-89	37 850 + 5 571						
2 PIÈCES 68 m², 1 ^{er} étage	NEUILLY 223, avenue Ste-Foy SOLVEG - 40-67-06-89	1 100 + 505 505						
5 PIÈCES 168 m², 2 ^e étage	NEUILLY 14, rue Chauveau AGIFRANCE - 49-03-43-04	1 841 + 12 453						
6 PIÈCES 230 m², 4 ^e étage	NEUILLY 1 bis, rue Richard-Wallace AGIFRANCE - 49-03-43-04	27 186 + 3 788 15 324						
■ PIÈCES 281 m², 4 ^e étage	NEUILLY 43, bd Victor-Hugo AGIFRANCE - 49-03-43-04	27 009 + 3 208 18 115						
STUDIO 58 m², 1 ^{er} étage Parking	PUTEAUX 5, rue Ampère SAGGEL - 47-78-15-85	3 320 + 418 1 115						
4 PIÈCES 89 m², 1 ^{er} étage 2 parkings, cave	SAINT-CLOUD 6, square Sainte-Clotilde AGF - 44-88-45-45	8 100 + 764						
94 - VAL-DE-MARNE								
3 PIÈCES 76 m², 1 ^{er} étage Park., cave	CACHAN 54, av. Carnot AGF - 44-88-45-45	5 400 + 980 3 843						
2 PIÈCES 60 m², 2 ^e étage parking, cave	VINCENNES 2, allée Jacques-Desormes AGF - 44-88-45-45	5 380 + 800 3 815						
95 - VAL-D'OISE								
4 PIÈCES 87 m², 1 ^{er} étage parking	ENGIEN 218, av. d'Engien SAGGEL - 47-78-15-85	6 783 + 1 058 4 870						

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde, premier quotidien national avec 1 668 000 lecteurs, dont 742 000 habitent Paris et la région ■ 630 000 appartennent ■ des foyers « cadres supérieurs ». (Source CESP 91 - LNM.)

Le Monde, premier quotidien des cadres : ■ 1 000 lecteurs.

Le Monde, premier quotidien des cadres supérieurs : 596 000 lecteurs. (Source : IPSOS 91 - LNM.)

Le Monde, le quotidien national le plus vendu à Paris : 91 176 exemplaires. (Source : NM 88 - année 90.)

Pour plus renseignements : PROFESSIONNELS 46-62-73-43

PARTICULIERS 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

AGIFRANCE
GROUPE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



CIGIMO
GROUPE GTF

gerer
Le Service Immobilier

LOCARE



LOC INTER

PHENIX
GESTION
AGF GROUPE DES
FRANCAISES
DE BANQUE

SOLVEG
MONDIALE VENTE ET GESTION D'IMMOBILIERES

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 29 AVRIL

Costa relevada à 10 e 30

COMPAGNIES	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	COMPAGNIES	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	COMPAGNIES	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	COMPAGNIES	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%
4681	CANAL 58	4990	5000	5010	+0.20	4691	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4701	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4711	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4682	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4692	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4702	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4712	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4683	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4693	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4703	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4713	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4684	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4694	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4704	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4714	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4685	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4695	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4705	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4715	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4686	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4696	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4706	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4716	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4687	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4697	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4707	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4717	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4688	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4698	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4708	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4718	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4689	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4699	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4709	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4719	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4690	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4700	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4710	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4720	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4691	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4701	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4721	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4721	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4692	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4702	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4722	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4722	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4693	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4703	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4723	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4723	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4694	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4704	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4724	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4724	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4695	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4705	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4725	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4725	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4696	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4706	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4726	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4726	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4697	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4707	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4727	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4727	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4698	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4708	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4728	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4728	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4699	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4709	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4729	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4729	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4700	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4710	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4730	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4730	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4701	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4711	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4731	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4731	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4702	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4712	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4732	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4732	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4703	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4713	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4733	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4733	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4704	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4714	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4734	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4734	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4705	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4715	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4735	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4735	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4706	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4716	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4736	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4736	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4707	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4717	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4737	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4737	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4708	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4718	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4738	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4738	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4709	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4719	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4739	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4739	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4710	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4720	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4740	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4740	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4711	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4721	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4741	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4741	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4712	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4722	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4742	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4742	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4713	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4723	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4743	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4743	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4714	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4724	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4744	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4744	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4715	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4725	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4745	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4745	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4716	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4726	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4746	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4746	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4717	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4727	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4747	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4747	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4718	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4728	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4748	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4748	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4719	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4729	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4749	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4749	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4720	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4730	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4750	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4750	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4721	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4731	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4751	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4751	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4722	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4732	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4752	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4752	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4723	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4733	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4753	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4753	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4724	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4734	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4754	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4754	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4725	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4735	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4755	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4755	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4726	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4736	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4756	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4756	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4727	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4737	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4757	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4757	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4728	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4738	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4758	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4758	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4729	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4739	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4759	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4759	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4730	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4740	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4760	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4760	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4731	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4741	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4761	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4761	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4732	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4742	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4762	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4762	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4733	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4743	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4763	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4763	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4734	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4744	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4764	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4764	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4735	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4745	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4765	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00	4765	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00
4736	BNP.P.P.	1000	1000	1000	0.00																		

COMPTANT (reflection)

SICAV (selection)

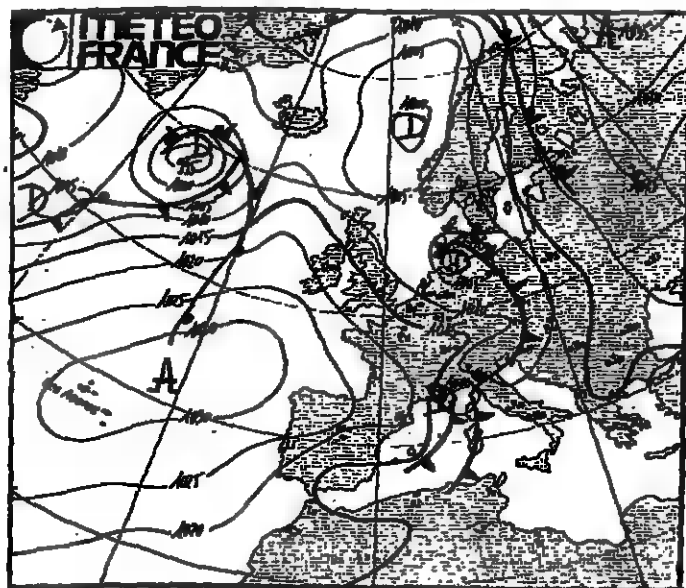
28/4

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachet net
Obligations			C.I.T.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Etrangères			Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	P&A Association	29187 80	29187 80	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	A.E.G.	685	685	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10	1078 10	Prof. 1001	1001 91	1001 91	Asiatic	29187 80	29187 80
Emp. 60/77	123 90	7 40	CLT.A.M. B.	1476	1476	Pala France	1476	1476	Alca H. St.	114	114	Asiatic	270 53	270 53	Franco	1078 10							

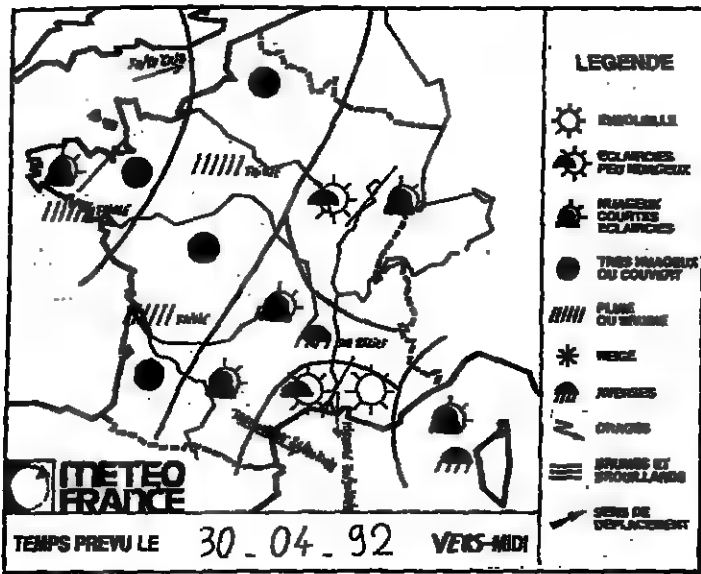
c : coupon détaché - o : offert - a : droit détaché - d : demande - e : prix précédent - m : marché continu

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30 AVRIL 1992 À 0 HEURE TUC

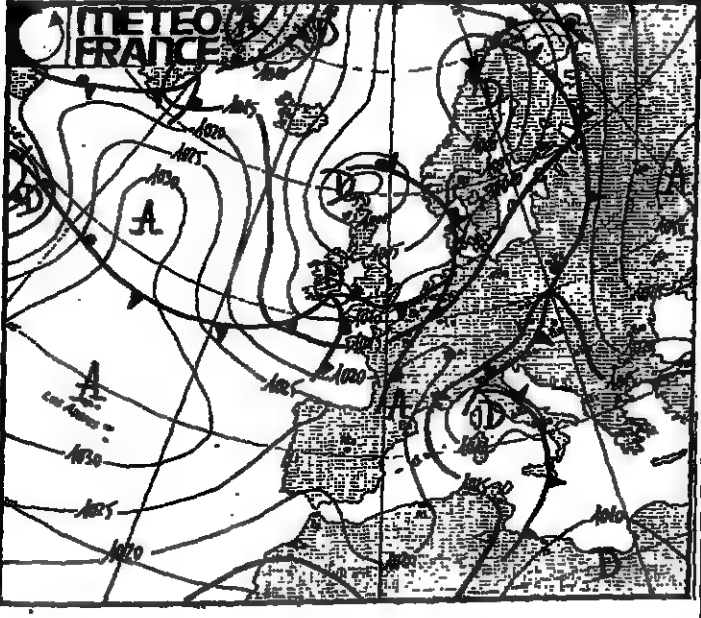


PRÉVISIONS POUR LE 30 AVRIL 1992



Sur le Nord-Picardie, le ciel sera gris et accompagné de petites pluies ; sur le Nord-Est, le ciel sera gris et accompagné de petites pluies ; sur le Sud-Est, le ciel sera gris et accompagné de petites pluies. Les températures resteront comprises entre 10 et 15 degrés sur le littoral ; quant aux maxima, ils seront compris entre 10 et 15 degrés, et les minima entre 5 et 10 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 1^{ER} MAI 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé									
Valeurs extrêmes relevées entre le 28-4-1992 à 18 heures TUC et le 29-4-1992 à 6 heures TUC									
FRANCE					ÉTRANGER				
ALGER	19	14	C		ALGER	19	14	C	
BARCELONE	19	14	C		BARCELONE	19	14	C	
BORDAUX	19	14	C		BORDAUX	19	14	C	
BREST	19	14	C		BREST	19	14	C	
CANNES	19	14	C		CANNES	19	14	C	
CHERBOURG	19	14	C		CHERBOURG	19	14	C	
CLERMONT-FR.	19	14	C		CLERMONT-FR.	19	14	C	
DIJON	19	14	C		DIJON	19	14	C	
GRENOBLE	19	14	C		GRENOBLE	19	14	C	
LILLE	19	14	C		LILLE	19	14	C	
LYON	19	14	C		LYON	19	14	C	
MARSEILLE	19	14	C		MARSEILLE	19	14	C	
NANTES	19	14	C		NANTES	19	14	C	
NICE	19	14	C		NICE	19	14	C	
PARIS-MONT.	19	14	C		PARIS-MONT.	19	14	C	
PAU	19	14	C		PAU	19	14	C	
PERPIGNAN	19	14	C		PERPIGNAN	19	14	C	
RENNES	19	14	C		RENNES	19	14	C	
STRASBOURG	19	14	C		STRASBOURG	19	14	C	
TOULOUSE	19	14	C		TOULOUSE	19	14	C	
VALENCIENNES	19	14	C		VALENCIENNES	19	14	C	
LYONSBURG	19	14	C		LYONSBURG	19	14	C	
MADRID	19	14	C		MADRID	19	14	C	
MARRAKECH	19	14	C		MARRAKECH	19	14	C	
MILAN	19	14	C		MILAN	19	14	C	
MONTREAL	19	14	C		MONTREAL	19	14	C	
MOSCOW	19	14	C		MOSCOW	19	14	C	
NEW DELHI	19	14	C		NEW DELHI	19	14	C	
NEW YORK	19	14	C		NEW YORK	19	14	C	
OSLO	19	14	C		OSLO	19	14	C	
PARIS-DE-MAI	19	14	C		PARIS-DE-MAI	19	14	C	
PRINCE	19	14	C		PRINCE	19	14	C	
RIO-DE-JANEIRO	19	14	C		RIO-DE-JANEIRO	19	14	C	
ROME	19	14	C		ROME	19	14	C	
SANCTI	19	14	C		SANCTI	19	14	C	
SENGAPOUR	19	14	C		SENGAPOUR	19	14	C	
STOCKHOLM	19	14	C		STOCKHOLM	19	14	C	
SYDNEY	19	14	C		SYDNEY	19	14	C	
TOKYO	19	14	C		TOKYO	19	14	C	
TUNIS	19	14	C		TUNIS	19	14	C	
VARSOVIE	19	14	C		VARSOVIE	19	14	C	
VENISE	19	14	C		VENISE	19	14	C	
VIENNE	19	14	C		VIENNE	19	14	C	

TUC : temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le service technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

En attendant Arafat

On attendait la fin de la semaine au sommet de Madrid et Yasser Arafat programmé pour mardi à 14 heures. On attendait la fin de la semaine au sommet de Madrid et Yasser Arafat programmé pour mardi à 14 heures. On attendait la fin de la semaine au sommet de Madrid et Yasser Arafat programmé pour mardi à 14 heures.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : **P** signalé dans « le Monde radio-télévision » ; **D** Film à éviter ; **O** On peut voir ; **N** Ne pas manquer ; **M** Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 29 avril

- TF 1**
 - 20.10 Journal et Météo.
 - 20.40 Magazine : La Marche du siècle.
 - 20.45 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 20.50 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.00 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.10 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.20 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.30 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.40 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.50 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
- FR 5**
 - 20.10 Divertissement : La Classe.
 - 20.40 Magazine : La Marche du siècle.
 - 20.45 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 20.50 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.00 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.10 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.20 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.30 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.40 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.50 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
- FR 6**
 - 20.10 Divertissement : La Classe.
 - 20.40 Magazine : La Marche du siècle.
 - 20.45 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 20.50 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.00 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.10 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.20 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.30 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.40 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.50 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
- FR 7**
 - 20.10 Divertissement : La Classe.
 - 20.40 Magazine : La Marche du siècle.
 - 20.45 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 20.50 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.00 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.10 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.20 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.30 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.40 Cinéma : L'Autre monde du ciel.
 - 21.50 Cinéma : L'Autre monde du ciel.

Jeudi 30 avril

- TF 1**
 - 13.35 Feuilleton : Les Fous de l'amour.
 - 14.35 Feuilleton : Côte d'Azur.
 - 15.30 Série : Hawaii, police d'État.
 - 16.30 Série : F.D.M.
 - 17.15 Série : Tarzan.
 - 17.45 Série : Premiers baisers.
 - 18.45 Feuilleton : Santa Barbara.
 - 19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
 - 19.45 Divertissement : Le Bébé Show (et à 23.55).
 - 19.50 Tirage du Tiro-Quot.
 - 20.00 Journal, Météo, Loto sportif.
 - 20.10 Tapis vert.
 - 20.50 Variétés : La Première.
 - 22.50 Magazine : Ex libris.
- FR 5**
 - 13.35 Feuilleton : Les Fous de l'amour.
 - 14.35 Feuilleton : Côte d'Azur.
 - 15.30 Série : Hawaii, police d'État.
 - 16.30 Série : F.D.M.
 - 17.15 Série : Tarzan.
 - 17.45 Série : Premiers baisers.
 - 18.45 Feuilleton : Santa Barbara.
 - 19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
 - 19.45 Divertissement : Le Bébé Show (et à 23.55).
 - 19.50 Tirage du Tiro-Quot.
 - 20.00 Journal, Météo, Loto sportif.
 - 20.10 Tapis vert.
 - 20.50 Variétés : La Première.
 - 22.50 Magazine : Ex libris.
- FR 6**
 - 13.35 Feuilleton : Les Fous de l'amour.
 - 14.35 Feuilleton : Côte d'Azur.
 - 15.30 Série : Hawaii, police d'État.
 - 16.30 Série : F.D.M.
 - 17.15 Série : Tarzan.
 - 17.45 Série : Premiers baisers.
 - 18.45 Feuilleton : Santa Barbara.
 - 19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
 - 19.45 Divertissement : Le Bébé Show (et à 23.55).
 - 19.50 Tirage du Tiro-Quot.
 - 20.00 Journal, Météo, Loto sportif.
 - 20.10 Tapis vert.
 - 20.50 Variétés : La Première.
 - 22.50 Magazine : Ex libris.
- FR 7**
 - 13.35 Feuilleton : Les Fous de l'amour.
 - 14.35 Feuilleton : Côte d'Azur.
 - 15.30 Série : Hawaii, police d'État.
 - 16.30 Série : F.D.M.
 - 17.15 Série : Tarzan.
 - 17.45 Série : Premiers baisers.
 - 18.45 Feuilleton : Santa Barbara.
 - 19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
 - 19.45 Divertissement : Le Bébé Show (et à 23.55).
 - 19.50 Tirage du Tiro-Quot.
 - 20.00 Journal, Météo, Loto sportif.
 - 20.10 Tapis vert.
 - 20.50 Variétés : La Première.
 - 22.50 Magazine : Ex libris.

ARTS • SPECTACLES

LES ARTISTES ET LE SIDA

Plusieurs dizaines d'artistes, stars du cinéma, de la chanson ou de la danse ont accepté de prêter leur concours à l'émission « Sida urgence » que présente Antenne 2, le jeudi 30 avril, à partir de 20 h 45. Animée par Claude Sérillon, organisée avec le concours de trois associations - AIDES, ARCAT-sida et l'Association des artistes contre le sida (AACS) - l'émission a pour premier objectif de collecter des fonds, principalement pour le soutien aux malades et la recherche clinique. La générosité des artistes sollicités par toutes les causes humanitaires prend cette fois une dimension supplémentaire de solidarité. Les professions des arts et du spectacle payent en effet un lourd tribut au sida. Nous publions pages 24 à 27 un ensemble de témoignages et d'analyses sur les effets de la maladie chez les artistes et les intellectuels, sur la réponse qu'ils lui opposent, en France et aussi en Amérique et en Afrique.

« Sur le sida, on est dans le noir complet. Les artistes ont fait des choses, ont participé à des actions, des ventes de charité, mais ne sait pas grand-chose de l'utilisation des fonds, sur le progrès de la recherche. J'ai l'impression qu'il n'y a pas de résultats. Il faudrait donner des éléments à ceux qui s'engagent. Là, on ne donne pas assez d'espoir... ou de désespoir. Parfois, j'ai l'impression d'être au stade de la prière... » (Le peintre Robert Combas a accepté de s'associer au dossier du Monde sur le sida.)



CONSIDÉRÉ comme le plus généreux et le plus insouciant, le plus et du spectacle frappé par le sida, beaucoup plus qu'aucun autre groupe de la population française. Les chiffres parlent. En 1987, le sida était la cause de près de la moitié de la mortalité masculine des professionnels de l'information, du spectacle, des médias d'âge compris (1). En 1990, selon l'INSERM, près de 40 % des décès des hommes de vingt-cinq à quarante-quatre ans dans les professions, pour la France entière, étaient dus au sida, chiffre qui passe à plus de 60 % pour la seule ville de Paris.

La situation n'est guère différente dans les autres pays occidentaux, même si, aux États-Unis, la maladie touche désormais les couches les plus convalescentes de la population. Partout, la communauté artistique paie son terrible tribut au sida. Si la comptabilité des morts peut servir de repère - d'ailleurs bien lent à lire sur les ordinateurs - des milliers d'êtres humains dans leur vie quotidienne confrontés à la maladie et à la séropositivité, ses « effets secondaires » sur la création individuelle ou collective, donc, plus ou moins bref, sur la vie culturelle des nations. Les témoignages sont élo-

DIRE LA SOUFFRANCE ET RÉSISTER

quents viennent confirmer les chiffres de l'INSERM. Il ne se passe pas une semaine sans que l'on annonce la mort d'un comédien, d'un chanteur ou d'un musicien.

« Toute la communauté artistique est touchée », racontent les nombreux témoins. Jean-Paul Montanari, organisateur du Festival Montpellier danse, peut être plus précis : « J'ai un carnet sur lequel je note les gens que je connais et qui sont morts. J'arrive à trente. J'avoue ne pas avoir la force de refaire ce carnet d'adresses. »

Le nombre des célébrités disparues confirme les statistiques. Le chanteur Klaus Nomi n'a-t-il pas été la première personnalité à mourir - il est mort en 1983 - dont la presse ait parlé ? Depuis, la liste, emblématique, s'allonge : Freddie Mercury, Hudson, Brad Davis, Robert Mapplethorpe, Hervé Guibert, Guy Hocquenghem, Jean-Paul Aron, Michel Foucault, Keith Haring. Derrière ces figures qui ont fait la « une » des journaux, il y a une multitude beaucoup plus longue de noms, invisibles dans leur spécialité, dont la disparition est un coup pour le patrimoine culturel : le chorégraphe de Broadway Michael Bennett, le danseur étoile Clark Tippet, le cinéaste Michel Béné, le pianiste Youri Egorov, le comédien Alain Salomon, mais aussi le Festival d'Aix et à plusieurs grandes vedettes du

chant. Ce n'est pas la première fois qu'une épidémie vient décimer, voire anéantir des populations entières. Et le VIH, virus du sida, n'est sans doute pas le dernier agent pathogène qui prendra les hommes pour cible. C'est en revanche la première fois que les gens de culture sont à l'épicentre du phénomène.

Le nombre des personnes touchées est ainsi certainement supérieur à ce que l'on sait, car de nombreux artistes - parfois illustres - préfèrent cacher leur maladie pour préserver leur vie privée ou pour ne pas perdre un contrat. « Dites que tel danseur est malade », assure un organisateur de spectacles. L'agent de communication Alice n'a pu trouver un seul acteur, méconnu, qui accepte de poser pour une affiche - « Dis-moi oui » - dans laquelle on lui faisait dire : « Si je suis séropositif, je peux parler ? »

FRÉDÉRIC EDELMANN
et MICHEL GUERRIN

Lire la suite page 24

(1) Haton, Michel Jouglu, Bouvier-Colle, Maguin, Morality par sida en France, pp. 224-242, in Causes de décès en France, Doct, 1988.

tracy chapman



L'urgence aiguise le talent. La conscience de la mort force à aller à l'essentiel. La peur n'est plus de mise. Seulement le courage, la noblesse, l'amour. Pour les comédiens, mourir du sida ou de phthisie comme Molière, peu importe. Pourvu que ce soit en scène.

vivait avec, sans terreur, semble-t-il. Tout au moins savait-il étouffer son angoisse dans la farnée et l'honneur. Coni était un seigneur.

Le sida ne l'a pas étonné. Il s'est soigné, il a écrit, s'est servi de lui et des amis qui mouraient avant lui. Ici, les a observés, s'est observé non comme un cobaye, mais comme un personnage de théâtre - de son théâtre extravagant où la raison n'a rien à faire. Copi aurait peut-être souhaité assister à la première d'*Une inopportune* qui, avec le *Public*, de Garcia Lorca, inaugurerait le Théâtre national de la Colline en 1988. Physiquement, il s'est étié abîmé, peut-être est-ce par pudeur qu'il est mort quelques jours avant.

Dans *Roberto Zucco*, Bernard-Marie Koltès ne dit pas un mot du sida. Il détaille le parcours d'un homme jusqu'à la mort, jusqu'à ce flash lumineux, cet éblouissement qui s'empare de lui, et c'est la fin de la pièce. Là il ne s'agit pas d'ironie, de dérision. Mais d'une sorte d'initiation au néant. D'une séquence à l'autre, Zucco rencontre des êtres auxquels il doit s'arracher. Il se dépoile de la vie. Bernard-Marie Koltès voulait terminer « pièce avant de ne plus avoir la force d'écrire. Il s'y est consacré. Il s'est isolé ».

Bernard-Marie Koltès n'allait même plus dans les cinémas de Barbès voir les films Karaté, un genre qu'il avait beaucoup apprécié. « Il faut se borner aux choses essentielles », disait-il. Dans sa construction, dans l'enchaînement des scènes depuis le premier meurtre jusqu'à la chute finale, dans la pureté du langage, dans son lyrisme concis, *Roberto Zucco* traduit exactement cette préoccupation.

A propos du sida, le désarroi, le sentiment d'injuste et de fatalité est plus fort encore que pour n'im-

porte quelle autre maladie, parce qu'il était inconnu quand ses victimes ont été contaminées. « Flaubert, Maupassant, sont morts de la syphilis, mais ils savaient ce qu'ils risquaient en fréquentant les bordels. Pour le sida, personne ne pouvait rien savoir. Alors, aujourd'hui, on ne peut plus vivre de la même façon », dit Virginie Thévenet. Dans son dernier film, *Sans Souffrir*, elle a introduit un personnage de femme excentrique, qui apprend qu'elle est séropositive, déclare avec panache : « Je ne retiens qu'un mot : go-ti-ve ».

Au-delà de cet exemple, le sida envahit de plus en plus le cinéma. D'un côté, les «docudramas» assez médiocres comme *Un compagnon de longue date* (1990), de l'Américain Norman René, qui «réaboussit» qu'à enfermer le malade dans un cliché. De l'autre, Cyril Collard — qui aborde la maladie de face (lire l'entretien avec Danielle Heymann, page XX) —, Léon Carax (*Mauvais sang*), Paul Vecchiali (*Once More*) et Bertrand Blier (*Merci-la vie*, à lire, qui fait le fond du sida rode dans le film, à l'expliquer ce dernier. Faire un film sur deux films d'aujourd'hui, aborder leurs problèmes de sexe sans parler du sida serait profondément malhonnête sans tomber dans le catastrophisme ».

Dans son prochain film - *Mensonge*, de François Margolin - Nathalie Baye joue le rôle d'une femme séropositive qui se plonge dans le passé caché de son mari : « Beaucoup d'acteurs ont refusé le rôle de mon mari parce qu'il est séropositif. Je respecte leur choix, mais mon personnage aussi est séropositif et cela ne

« m'a pas posé de problème! », ■ déclare l'actrice dans Studio d'avril 1992.

Pour les comédiens de théâtre, le sida est une maladie comme une autre : elle n'existe pas, on n'en parle pas. Aux répétitions, les répétiteurs sont parfois angines, les lumbagos souffrent de n'importe quoi. Ils peuvent jouer avec 40 de fièvre et des plaques de pœmpiline. La scène les guérit. Là, plus ou moins consciemment, ils évitent de mourir comme Molière. Ils rêvent de jouer l'*Aiglon* avec une jambe de botte comme Sarah Bernhardt ou d'immobiliser leur hanche dans un plâtre d'un trou de *Macbeth*.
Madeleine Renard pour *l'Obs* les beaux jours.

La danse donne les témoins les plus « concernés ». Dominique Bagouet avec son *Strange Days*, le Belge Thierry Smits et *Eros Delatore*. Dans sa dernière création à Montpellier, l'Américain Bill T. Jones interprète, en plein spectacle, des prêtres qui acceptaient de jouer le jeu : « Est-ce que vous considérez que le sida est un châtiment divin ? Comment justifiez-vous la position du pape sur les préservatifs ? » Daniel Larian en revanche, veut échapper au stéréotype : « Quand on me dit que ma dernière création a pour sujet le sida, je le prends mal. C'est un bon créneau pour journalistes, ça fait un coup ». Je préfère que les gens comprennent ce qu'on y a mis, au-delà de cette histoire : un message d'amour.

COLETTE GODARD
et **MICHEL GUERRIN**

R E N C O N T R E
avec Lucas Van Dapperen

DANSER
LA FRAGILITÉ
DU CORPS

« J'étais désespéré, car je pensais être le seul danseur touché. On était alors au début du sida. Les danseurs en parlaient peu. Aujourd'hui, beaucoup sont morts dans les professions du théâtre et de la danse. Il y a beaucoup plus de séropositifs qu'on croit, notamment des chorégraphes de renom. C'est leur choix de ne pas le dire.

« Sans le crier sur tous les toits, j'ai dit que j'étais touché, car j'ai toujours informé mes proches de ce qui m'arrivait. À quinze ans, mes parents, les gens de mon école savaient que j'étais homosexuel. Ça permet de reconnaître les vrais amis, ceux qui vous acceptent. Les réactions ont été plutôt intelligentes. L'administration de l'Opéra de Lyon était au courant, mais personne m'en a parlé, et c'est tant mieux ».

« C'était d'après moi, le thème du journal de mort anonyme. Mais comme j'ai un caractère optimiste, j'ai repris le dessus. C'est déterminant pour lutter contre la maladie. J'ai continué de danser tant que je me sentais en pleine forme. Dans un état stupéfié, c'est ressenti un peu plus la présence de la mort. Mais c'est surtout une aide. La danse demande une belle discipline, une telle passion qu'on apprend à se battre. Et puis les gens ont eu un comportement formidable autour de moi. Je connais en revanche un danseur d'une autre compagnie qui a été



Quel investisseur pourrait se ruer sur les actions de telle maison de couture, dont le renom repose souvent sur le talent d'un seul homme, sans prendre des garanties sur la santé de ■■■ futur «poulain»? De tels problèmes se posaient avant le sida, ils se sont trouvés considérablement amplifiés depuis quelques années, au point qu'Yves Saint Laurent a dû lui-même rendre public les résultats négatifs de son test quelques temps avant l'introduction des actions de sa société sur le second marché de la Bourse de Paris.

Car la rumeur vient parfois relayer la réalité. Celle qui a empoisonné la vie d'Isabelle Adjani, à l'automne 1986, contrainte, par la pislive malveillante des conversations, de venir justifier de sa santé devant les télespectateurs. Celle qui a touché tel ou tel danseur étoile. Celles qui sont le lot quotidien d'Hollywood : Madonna, Liz Taylor ou Burt Reynolds, parce qu'ils participent à la limite entre le séduisant et le scandaleux. La rumeur, enfin, qui touche une foule d'acteurs anonymes, danseurs, techniciens, décorateurs, musi-

La rumeur court, la rumeur frappe. Il est vrai que les « professions des arts et du spectacle », pour s'en tenir au vocabulaire rigoureux de l'épidémiologie, sont si malmenées qu'il lui arrive de temps à autre de tomber juste, parfois aussi de se tromper de maladie. Difficile désormais d'avoir un « honnête » cancer ou une « franche » sclérose en plaques si l'on est enfant de la balle. Il suffit d'avoir un peu maigri ou d'être resté silencieux quelques semaines pour être au centre des discussions du café des artistes. La profession est désormais marquée par le sida, comme les comédiens étaient jadis excommuniés.

Le sida a modifié les comportements. Les premiers années ont été l'occasion de quelques dérapages, comme ont acté stéréotypiquement ne put jouer dans un Marivaudage là il devait embrasser son partenaire. Le journaliste Patrick Bossa et le metteur en scène Alain Nédard ont lancé l'année dernière leur bulletin *Sida-Solidarité-Spectacle* pour « informer des professions culturelles qui pourraient être à la pointe du traitement social de l'épidémie de sida ». Et de rappeler l'exemple de Jacques Weber, directeur du Théâtre de Nice : « J'ai aimé ainsi que j'ai fait jouer coûte que coûte pendant sept ans, pensant que le

travail, la communauté d'une troupe, le jeu, la scène sont non pas les remèdes mais les rédempteurs d'une force morale essentielle dans l'épreuve des jours comptés. » Un grand chorégraphe a même modifié sa chorégraphie pour maintenir dans son spectacle un danseur tombé malade : « A l'hôpital, les infirmières ont vanté la beauté de son corps étalé dans la presse. Une semaine plus tard, il sortait de l'hôpital. »

As-déjà des réflexes de solidarité, Patrick Bossatti et Alain Nédélec s'inquiètent pour « toute une population d'acteurs, danseurs et intermittents du spectacle qui s'embrassent, boivent, vivent ensemble; mais, une fois le spectacle fini, on ne se voit plus et on meurt seul. En fait, la confidentialité a plus de vertu que la solidarité. » Il se souviennent de ce chanteur dans une comédie musicale qui a développé la maladie dès qu'il a appris que le spectacle entrerait dans les cinquante dernières représentations. Marqué par la mort d'un proche, Daniel Laurie reconnaît que l'épreuve a bouleversé son approche du travail : « Les histoires de pouvoir, qu'est-ce que je m'en tape. Pirel pour la peur. »

Dans le milieu de la danse, on parle à visage découvert. « Je me bats contre la tolérance et pour l'acceptation », aime rappeler le chorégraphe Bill T. Jones. « La danse à quatre-vingts d'avance sur l'approche humaine de la maladie, tant nous sommes hors des conventions et de la danse imposée, de fait, le dialogue de la différence. Un « beau » corps, malade ou pas, m'en f*uche. J'aime le corps habillé », explique Daniel Larrieu. Le Festival de Montpellier est en pointe — un prétexte est fourni avec le programme depuis trois ans — où Jean-Paul Montanari a acquis en 1990 une table ronde sur la danse face au sida. Le rapport au corps est tel que beaucoup y ont eu confié la maladie. Contrairement à l'acteur, qui voudra mourir en scène comme Molière, le danseur devra éviter dès les premiers symptômes, tant l'AZT s'attaque aux muscles et à coupe les jambes.

Les professionnels n'ont pas attendu longtemps pour réagir. Aux États-Unis, Liz Taylor est montée au créneau dès les premières années de la maladie (apparue en

Il y a enfin la masse des intermittents du spectacle, qui peuvent être atteints par la maladie et que leur anonymat écarte de ces statistiques.

Victimes, les artistes sont en même temps ceux dont on attend qu'ils donnent une représentation acceptable pour l'esprit d'une maladie perçue comme insupportable : réflexes de rejet « justifiés » par des formes primaires de morale où charité, compassion, solidarité peurs infécliques, rappelant le temps d'une tuberculose qui revient d'ailleurs au galop, remettant au goût du jour *Montagne magique* de Thomas Mann.

Représenter la maladie par les mots, comme l'a Hervé Guibert, par la danse, comme l'a fait Bill T. Jones, par le cinéma, comme s'y est risqué Bertrand Blier, est sans doute un impératif si l'on doit se faire l'idée, comme il est probable, que l'épidémie est loin de son terme. Les artistes sont peut-être les premiers, sinon les seuls, à pouvoir dialoguer entre l'espoir et le désespoir, mais aussi à incarner le retour de la mort «jeune», dans

des sociétés anesthésiées par une foi tonique dans les antibiotiques.

Faut-il dire « maladie, avec ou **■** *aveu* », pour reprendre l'expression rébouffée par Jean-Paul Aron - et à laquelle Michel Foucault avait eu la subtilité d'échapper, choisissant l'intimité de sa mort au même titre que la liberté de sa vie. Il est vrai que cette question de l'aveu ou de la révélation publique de sa maladie peut jouer un rôle capital. On le sait bien dans les milieux proches des malades, en particulier dans les **■** : rien ne fait avancer la cause de la solidarité ni celle de la prévention autant que l'« héroïsme » de quelques personnalités dans la notoriété desquelles le public aime à se représenter. Rock Hudson, le premier, Magic Johnson ou Arthur Ashe en dernière heure. Car les sportifs, par la médiatisation de la télévision, ont rejoint les artistes.

Il faut une force peu commune pour accepter ainsi de briser son image. Ils sont peu nombreux à faire ce choix. Ou tout simplement à le pouvoir, car il faut aussi en assumer les conséquences économiques. Quel producteur estimerait sans importance la séropositivité et, *a fortiori*, la maladie déclarée de tel artiste qu'il s'apprête à engager ?

RENCONTRE
avec Cyril Collard

LES ARTISTES
ET LE SIDA

FILMER
LA FUREUR
DE VIVRE

CYRIL COLLARD, trente-cinq ans, un air libre et vagabond, gitan, une formation d'ingénieur. Il rit très souvent, porte des bracelets de force en cuir noir, des grigris de loubard, mais ce ne sont que des réminiscences de pacotille, des signes extérieurs désormais sans importance. En 1989, après avoir été l'assistant de Maurice Pialat et réalisé des courts-métrages, dont le très remarqué *Alger la blanche*, il publie *Flammurion*, un roman. Les Nuits fauves. Le héros lui ressemble, était stroposif. Entre castagnes et dévies, il était l'amant. Laura qui l'aimait trop pour tenir compte du danger... Le livre fit assez de bruit. On salua la « franchise pathétique », qui inscrivait Collard « parmi les premiers à témoigner de l'honneur ordinaire du sida ».

Aujourd'hui, avec une force, une vitalité, une certitude qui viennent à bout de toutes les fatigues, il seules perturbent quelques tarabousses financières. Cyril Collard achève les Nuits fauves, le film. Adaptation des dialogues de Cyril Collard, mise en scène de Cyril Collard, avec, dans le rôle principal, Cyril Collard. A noter que tous les sponsors sollicités - sociétés de champagne, industrie automobile - ont donné souvent quelques subides cinéma pour leur marque apparaisse à l'écran, se sont défilés, effarouchés par le sujet. En désespoir de cause et avec un certain à-propos, la jeune productrice Nella Banfi se tourne alors vers les fabricants de préservatifs : eux au moins sont à même de comprendre le propos superbement prophylactique des Nuits fauves. Refus sur toute la ligne.

Il y a trois ans, Cyril Collard publiait un roman, les Nuits fauves, en partie autobiographique. On y parlait d'amour et de séropositivité. Cet ancien assistant de Maurice Pialat porte aujourd'hui son livre à l'écran.

Pour avoir vu quelques images du film, on peut témoigner qu'il promet beaucoup. Violent et tonique, sans pathos ni complaisance, avec une guest star formidable : la mort.

« Jean-Paul Aron avait été le premier à parler « à haute voix » de son sida, dit Cyril Collard. J'ai suivi, avec les fauves. Il faut cependant distinguer le livre de sa médiatisation. J'ai écrit un roman, pas un récit. J'y ai mis des choses vécues, d'autres inventées. Mais à partir du moment où j'ai choisi d'aborder ce truc-là, et dans la mesure où je pense que ce que l'on crée, passe par soi-même, par l'épreuve du corps, j'aurais trouvé d'une malhonnêteté de briser la chaîne. L'honnêteté, l'évidence, que l'on aille jusqu'à répondre, oui, je suis séropositif.

Une précision importante, le livre et par conséquent le film appartiennent déjà à un temps révolu. Avant 1989, il y a eu l'écriture, les faits qui l'ont inspirée. Et la question centrale de la « fuite » du héros qui fait l'amour avec une fille sans lui dire qu'il est séropositif me paraît liée étroitement à l'époque. Le fait de ne pas dire, de ne pas avoir intégré cette obligation à sa vie, est désormais inconcevable. Le film appartient donc davantage à années 85 qu'à années 90, à plusieurs références, musicales notamment, y reviennent.

Mais la culpabilité, puisque tout de même il en est question dans les Nuits fauves, réside surtout dans le fait que le héros est imprégné de culture judéo-chrétienne, la culpabilité, elle n'est pas dans la maladie. La problématique du film, comme on dit aujourd'hui, n'est ni la maladie, ni l'homosexualité, ni la bisexualité qui constituent des « décor ». Ce que j'essaie de décrire, de filmer, ce sont des rapports entre les gens. Quand le livre est sorti, j'ai senti qu'on n'arrivait pas à me ranger dans une case, dans un tiroir, et que cela dérangeait. Ce n'était pas un écrivain homosexuel qui parlait, bien qu'il couche avec des mecs, son bouquin, ce n'était pas un reportage sur le sida. Après la publication de *L'ami qui ne m'a pas sauvé la vie*, Maurice Pialat m'a téléphoné : les Nuits fauves se vendait encore un peu, pour me dire : « Alors, Hervé Guibert t'a volé la vedette ? Qu'est-ce que tu veux, tu n'as pas l'air assez malade pour que ça marche. »

C'était une boutade, bien sûr. Ce que je veux dire, c'est que mon propos est ailleurs. On ne parle du sida, je parle du sida à la première personne, mais pour tenter d'élargir le propos, dans le sens qui me paraît important maintenant, c'est-à-dire que nous sommes tous solidaires de ça, pour une raison ou pour une autre. Ce n'est plus seulement une histoire de pédés ou de camés. On est là, dans l'Occident suralimenté, à conserver cette notion absurde que le sida est une maladie d'artistes, que les artistes sont des pédés, quand on voit des milliers d'Africains qui ne sont pas des artistes meurent.

Il est temps d'appropriser le rapport à la maladie. A partir de ce moment où on sort de l'exception, du ghetto pédés-camés, où on remet le sida dans la perspective d'autres problèmes de société, peut-être qu'on a ce propos, je trouve scandaleux que les gens connus qui meurent cachent la vérité. Même après leur mort, il cause de leur notoriété, ont un fondamental à jouer. Assumant leur vie comme ils assument leur mort,



ils aident à rester ou à entrer dans un principe de réalité, à sortir des métaphores qui ne font que recouvrir le sida d'un voile complaisant. Il s'agit ni de « maladie d'amour » ni de « châtiment », de quoi ? de quoi ? il s'agit bien du sida.

Qu'il ne faut pas mettre sur le même plan que la guerre de 1914, de 1939, le nazisme, etc. Oui, je fais allusion à *Merci* de Bertrand Blier, brillamment écrit, réalisé, par ailleurs. Dans la manière du phénomène artistique déclenche, il y a quelque chose qui est de l'ordre de la résistance. Je crois qu'on résiste. On résiste à un virus, on résiste à un tyran, à une idéologie. Ça, ça se dit qu'il faut foutre le même panier. Cette fonction de résistance est remplie pour moi par le cinéma de Fassbinder, par le *Bayan Ko* de Lino Brocka, qui me dit la dictature de Marcos sans que j'aie besoin d'aller à Manille, comme les films de Stephen Frears témoignent de l'Angleterre de Thatcher.

Evidemment, il a fallu saluer pour les Nuits fauves, mais finalement, il ne faut pas se plaindre, j'en connais qui galèrent plus pour financer des sujets moins « à risques » que celui-là ! Une sorte de rite positif d'ailleurs joué en faveur : la location du scénario, les gens s'attendaient à voir arriver un type confondu de douleur, et puis non, au contraire. Bon, je suis là, je péore, et peut-être que dans six mois j'aurai maigri de quelques kilos. Je n'en dis rien.

En tout cas, j'aimerais que les Nuits fauves fasse à ceux qui le verront le même effet que me fait moi le flamenco. Quand j'écoute un morceau que j'aime particulièrement, j'éprouve des sentiments très forts et contradictoires. On m'a parlé de la vie, de l'amour, du sang, de la souffrance, de la mort, et moi, j'en retire une incroyable énergie. Il me semble que le parallèle avec mon film est juste. Dans les Nuits fauves on vous parlera de passion, de sang encore, et même de sang contaminé, et ça vous donnera le pêche, je crois. Je voudrais dire une encore, étonnante, c'est que l'angoisse de la maladie tombe la maladie.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN

rejeté par ses pairs et par les habilleuses parce qu'il avait des taches. Kapoti sur la peau.

Depuis que je suis malade, je me suis rendu compte que l'apparence du corps n'était pas importante. C'est si fragile... Il suffit, pour un danseur, de s'arrêter une seconde et il perd son acquis. Mon corps a changé. Je savais que je ne serais jamais Baryshnikov, je voulais donc aller vers le théâtre. Avec Maguy Marin, j'ai trouvé un compromis. La chorégraphie a monté *Centrillon* à Lyon en novembre 1985, puis les *Sept Péchés capitaux*, en 1987. Je jouais le rôle d'un bébé dans un landau poussé par la mort. Je chantais une chanson populaire allemande avec une voix de bébé : « Est-ce que l'amour peut être un péché ? » Je crois que la maladie m'a donné une conviction dans mon interprétation. Maguy Marin connaissait ma séropositivité. Elle est très exigeante. On répétait jusqu'à minuit, et elle gueulait tout le temps. C'était très important de ne pas sentir la pitié venant des autres danseurs. Ce n'était pas toujours le cas, mais je tenais bien le coup. Seuls les cours de danse classique, le matin, m'essouffaient et je ne les finissais presque jamais.

Dans *Coups d'Etat*, présenté à Montpellier, je tenais le rôle d'un « roi de la bouffe ». C'était dur psychologiquement, car on envoyait de la peinture sur mon corps nu.

J'avais déjà un des symptômes de la maladie : des irritations « en papillon » sur la peau du visage. La peinture d'arrangeait pas les choses, mais je tenais à ce rôle.

Je suis tombé malade lors de répétitions à Avignon pour un spectacle au Palais des papes en 1989. J'étais souvent les répétitions pour me reposer dans les loges. Maguy Marin ne cessait de me rassurer. Quelques jours avant la première, j'ai dû être hospitalisé, j'ai eu une pneumocystose. Je suis passé de 75 kilos à 48 kilos pour 1,80 mètre. Les médecins ont dit que c'était la fin. J'ai vu ma sœur reprendre mon corps. J'ai réagi et je m'en suis sorti. La compagnie est venue me voir à l'hôpital où je suis resté quatre mois. J'ai été payé jusqu'à la fin du spectacle, comme si je l'avais dansé.

J'ai alors décidé d'arrêter la danse. Se battre pendant des heures, des mois, juste pour qu'un petit doigt soit bien positionné, ce n'était plus la vie telle que je la voyais. J'ai passé un diplôme de français à l'université de Lyon 2. J'ai travaillé pour le Festival Montpellier Danse, j'ai participé avec Guy Darnet, en avril 1991, à la soirée contre le sida, « Danser la vie ». Depuis septembre dernier, je travaille à mi-temps pour la compagnie Maguy Marin. La danse me paraît loin. Le milieu artistique me manque. J'ai vu beaucoup de spectacles, mais je les trouve trop noirs. La vie est grise. J'ai besoin de rire.

En 1981, même avec l'American Foundation AIDS Research (AmFAR) un combat incessant pour rassembler les fonds sans lesquels les malades, artistes ou non, mourraient dans la rue. Dernier exemple, le plus spectaculaire, le concert de Wembley, le 20 avril dernier, en hommage au chanteur Freddie Mercury, devrait rapporter autour de 20 millions de livres (200 millions de francs). Les artistes ne se contentent pas de chanter mais distillent des phrases choc, tel George Michael : « 40 millions de gens mourront du sida d'ici l'an 2000. Si vous pensez que ce ne seront que des homosexuels, des drogués, alors vous en faites déjà partie. »

Les Américains sont les plus en pointe dans ce genre d'opérations (lire l'article d'Henri Béhar page 27), comme il l'ont été dans le développement des associations d'aide humanitaire. C'est d'ailleurs sur ces modèles américains qu'Aides a été créée, en France, après la mort de Michel Foucault, et animée par un groupe où intellectuels et artistes ont toujours été majoritaires par rapport aux représentants du corps médical (3). Ces mêmes intellectuels, on presque, que l'on retrouve à l'ARCAT-sida (4), que préside Pierre Bergé, président de l'Opéra Bastille et de la maison Yves Saint Laurent. Chaque année, Pierre Bergé organise avec le Syndicat des couturiers et créateurs de mode un gala dont le succès témoigne autant de la capacité d'une profession à réagir avec générosité que de l'impact du sida sur le milieu de la mode.

Pour être victimes de l'épidémie, pour devoir être l'interprète de l'ensemble des personnes vivant avec le sida (expression consacrée, d'origine américaine, qui désigne l'ensemble des porteurs du virus, séropositifs ou malades), les artistes ont la redoutable obligation d'être, ou de refuser, de soutenir auprès du public des appels de fonds sans lesquels le réseau associatif ne pourrait survivre, et sans lesquels la recherche clinique serait dans un état plus pitoyable qu'elle ne l'est dans bien des hôpitaux.

En France, ce genre d'actions reste timide. « C'est lié à la peur de voir son image associée à celle du sida », expliquait Catherine Deneuve dans *Gai Pied* hebdo de décembre

1991, et qui a déjà présidé le gala des créateurs de mode. Recherchant, sans succès, une locomotive pour sensibiliser les jeunes, l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS) n'a pas hésité à utiliser, sans autorisation, l'image de Johnny Hallyday pour une de ses campagnes, et a été condamnée par les tribunaux en 1991. Toujours dans *Gai Pied*, Michel Piccoli estimait cependant qu'il n'est pas forcément bon que le public associe systématiquement le monde du spectacle au sida, car c'est une façon de marginaliser l'épidémie. Le système du gala est également critiqué comme « un moyen de payer pour ne plus en entendre parler », affirme un chanteur.

Line Renaud est bien consciente de ces dangers, elle qui, la première en France, a créé en 1985 l'Association des artistes contre le sida. Les premiers à la rejoindre furent Thierry Le Luron, Dalida, Catherine Lara, Francis Huster, baronne de Rothschild, Nana Mouskouri, Suzanne Flon, impossible d'avoir des masculins ou des jeunes. Ils ne disaient qu'ils n'étaient pas libres, se souvient Line Renaud. Son premier gala, rapporté 1,5 million de francs. Une opération sur FR3 avec Pierre Bellemare a rapporté 10 millions de francs en 1986. « Je me suis aperçu que seule la télévision pouvait ramener des sommes conséquentes ».

Le Téléthon quelques années feront qu'il faudra attendre six ans avant qu'une opération d'envergure se reproduise à la télévision, avec l'émission d'Antenne 2 du 30 avril prochain. Alain Bashung, Patrick Bruel, Alain Chamoix, Jean-Hughes Anglade, Marlène Jobert, William Huster, Nathalie Baye, Julien Clerc, Michel Sardou, William Sheller, Etienne Daho, Jean-Paul Belmondo seront présents sur le plateau d'Antenne 2 ou diffusent des messages. « C'était impensable il y a cinq ans », estime Line Renaud. Lors de cette soirée, des chanteurs comme Jacques Higelin, Julien Clerc et Françoise Hardy feront la promotion d'un disque au profit de l'Institut Pasteur.

D'autres actions, moins spectaculaires, ont donné des résultats plus mitigés. La galerie parisienne Yvon Lambert a été le premier, en 1987, à organiser une vente - « L'art contre le sida » - qui a rapporté 1 million de francs. Elle réunissait des œuvres de Bacon, Barcelo, Boltanski, Carlier-Bresson, Christo, Combas, Garouste, Lewitt, Mapple-

thorpe, Schnabel, Soulages, Viallat, Wesselman... Sur le même registre : « Art Session » à Paris, en 1991, montée par Monique Habib-Rappoport, une vente de photos contemporaines, « Red Hot Again », avec le concours du ministère de la culture, en novembre dernier ; un concert de musique française du XVII^e siècle à l'Opéra Comique en mars 1991 ; le gala « Danser la vie » en 1991, qui a mobilisé tout le milieu de la danse contemporaine française à Lyon. « Les artistes se donnent bonne conscience, dit le peintre Robert Combas, mais plus personne ne s'engage vraiment. C'est difficile, il est vrai, de faire quelque chose sur le sida. Je me souviens d'une commande sur les droits de l'homme. Les œuvres des plus grands artistes internationaux étaient lamentables ».

Si l'AFLS est engagée dans plusieurs opérations culturelles (un livre de Niki de Saint Phalle, opérations radio avec des personnalités du spectacle), le ministère de la culture, pour sa part, est resté longtemps bien discret. Le docteur Joëlle Brunerie-Kauffmann était chargée de mission entre janvier et juin 1989. Depuis, la délégation aux arts plastiques a participé à l'édition d'une dessinée, *Le labyrinthe du labyrinthe* (5) dont quarante mille exemplaires ont été vendus en France, Suisse et Belgique, en attendant la diffusion dans sept autres pays européens. Le 1^{er} décembre, traditionnelle Journée mondiale du sida, a cependant été régulièrement l'occasion pour Jack Lang de manifester, au moins par sa présence, une forme de solidarité qui s'est, en 1991, doublée d'une manifestation symbolique dans les musées français, chacun sortant de ses réserves et mettant en valeur ce qui rappelle la présence du sida.

Moins spectaculaires mais déterminants sont les réflexes de solidarité dans la culture. Nombreuses sont les entreprises liées aux arts, au spectacle, à l'information, à la mode qui - sans pour autant souhaiter être citée - mettent en œuvre pour protéger les personnes malades, ne serait-ce que la mise en place de mi-temps thérapeutiques. Le problème est plus complexe pour ceux qui ne sont pas salariés. Mais, là aussi, la solidarité peut jouer. Jean-Paul Montanari affirme « qu'à valeurs égales, je programmerais un chorégraphe séropositif car il vit dans un état d'urgence ». Pour faire avancer les solidari-



tés, Alain Nédard et Patrick Bossatti viennent, après la danse, de constituer un comité de soutien dans le théâtre où sont réunis Patrice Chéreau, Claude Régy, Jean-Pierre Vincent, Georges Lavaudant... Car, vu du côté des associations, ce ne sont pas les mêmes artistes qui jouent tous les rôles. D'un côté, il y a ceux, prestigieux, qui peuvent avoir le courage d'engager leur image malgré le risque - à dire vrai de plus en plus inexistant - d'être associé à la maladie. De l'autre, il y a, en nombre de plus en plus grand, ceux qui, inconnus du public, travaillent comme tant d'autres, artistes ou pas, sans emploi, sans contrat, en fin de droits, désormais sans logement, et qui doivent en outre faire face au sida.

F. E. et M. G.

(2) Sida-Solidarité-Spectacle, brochure dont 1000 exemplaires ont été envoyés par mailing professionnels du spectacle. 45, rue Sedaine, 75357 Cedex 11.

(3) Aides (tél. : 44-52-00-00).

(4) L'ARCAT-sida (tél. : 43-54-67-15) publie notamment le mensuel *Journal du sida*, qui traite l'ensemble des problèmes liés à l'épidémie.

(5) *Les Aventures du labyrinthe*, bande dessinée européenne s'empare du prétexte. Trente auteurs. Fondation du Présent, 1991, 64 p., 40 F.

LES ARTISTES
ET LE SIDAL'influence
dans la littératureÉCRIRE
ENTRE SECRET
ET CLAMEUR

ENTRE Michel Foucault et Hervé Guibert, il y a un moyen terme. La mort du philosophe a été volontairement enveloppée dans le silence : la clameur journalistique sur sa maladie avait été démentie par ses proches, puis la vérité avait été révélée. Mais quelle vérité ? En juin 1984, le virus du sida était bien identifié, les conditions de la contamination, l'extension de l'épidémie étaient encore mal connues. Par ailleurs, chaque homme en droit de connaître sinon sa mort, du moins l'interprétation de sa mort.

Michel Foucault n'était pas romancier. Mais les « vies parallèles » auxquelles il a parfois employé à donner une forme cohérente (celles d'Herculine Barbin ou de Pierre Rivière, par exemple) ne se présentaient pas comme un noyau de vérité sous des strates de discours mensongers ; au contraire comme le point de rassemblement de toutes les interprétations. Il voulait préserver au maximum sa mort de la confusion idéologique où elle surgissait.

Depuis, la situation a changé. Les infections opportunistes qui étaient, il y a un an, fatales aux malades, peuvent être prévenues, ce qui permet d'améliorer l'environnement quotidien. Le système de l'hospitalisation à domicile est maintenant préconisé de préférence au séjour prolongé à l'hôpital : le travail libéral qu'est un écrivain a la possibilité de maintenir son rythme de vie avec des aménagements, mais, s'il garde une forme de caractère suffisante, sans forcément mentir.

Un écrivain frappé de ce mal est, dans plus qu'un patient qui a une activité professionnelle, amené à réfléchir sur le bouleversement de vision du monde et de rapports humains qu'implique le traitement sur son corps, à travers les polémiques médicales, les conflits thérapeutiques, les contradictions des enjeux économiques qui s'ajoutent à sa propre souffrance. De plus, cette situation particulière peut être un indice sur son mode de vie : elle peut révéler ce qu'il a de sa sexualité. En fait l'intégration de l'aveu à son œuvre lui prouve, de toute évidence, un problème fondamental. Le sida n'a pas pris la place de la peste médiévale, du cancer, de la tuberculose, comme on l'a dit, ni non plus celle de la syphilis, même si, à des degrés divers, ces maladies étaient, selon les milieux, plus ou moins avouables. On trouve dans un livre comme *Le Malade* d'Alphonse Daudet (Jouan) (sa syphilis) de troublantes similitudes dans la conscience de la dimension physique et de l'approche inéluctable de la mort.

Si un écrivain en a la force physique, morale et intellectuelle, intégrer la maladie à son œuvre pour conséquence de jeter rétrospectivement sur ses livres précédents une autre lumière : on peut dire sous forme de récit limpidement autobiographique – comme chez Hervé Guibert et, dans une moindre mesure, chez Conrad Detrez (*La Maladie du corps*, Denoël, 1987), Cyril Collard (*Comme un amour* et *Les Nuits fauves*, Flammarion, 1987) (1989) et Guy Hocquenghem, – sous forme d'enquête (1) ou de témoignage journalistique (comme chez Jean-Paul Aron ou, plus récemment, chez l'italien Giovanni White), sous forme de fiction (comme chez Edmund White ou Michael Cunningham, chez Pier Vittorio Tondelli ou, quoiqu'il s'en soit toujours défendu, chez Gilles Bédetie), enfin sous forme de roman (comme chez Alain Emmanuel Dreuilhe).

Parce qu'elle rend la vision que l'écrivain porte sur le monde, parce qu'elle bouleverse non seulement sa manière de vivre mais d'écrire, parce qu'elle jette aussi parfois une lumière nouvelle sur sa vie passée et sur sa sexualité, la maladie a fait irruption dans la littérature, elle est devenue littérature elle-même.

L'impact obtenu par *Le Malade* (2) était lié au contenu spectaculaire qu'il faisait preuve de. Jean-Paul Aron en pratiquant une autocritique dans des domaines intellectuels qui n'auraient pas dû être touchés par sa confession. En particulier, il mettait en relief l'agressivité de son pamphlet *Les Modernes*. Plaçant comme une limite à son œuvre sur le terrain d'une affectivité entamée et ébranlée par la maladie physique, il faisait sauter l'écran de l'intimité et paraissait conseiller aux personnalités malades d'utiliser leur notoriété pour aider les patients anonymes et désemparés.

Alain Emmanuel Dreuilhe, qui devait mourir peu de temps après la sortie de son *Corps* (3), faisait de son discours belliqueux (Gallimard, 1987), menait de front deux entreprises : celle d'un récit subjectif et d'une étude objective. Il utilisait d'une façon étonnante la métaphore de la stratégie et de la guerre, les malades combattant le virus comme l'ennemi et tombant comme les soldats dans la bataille.

A cette littérature directement « concernée » – l'écrivain lui-même malade, – s'ajoutent évidemment d'une part des essais sociologiques ou médicaux et, d'autre part, la fiction métaphorique (on ne compte plus les romans où un mal inconnu ravage une génération, comme *Mal d'amour* de Vincenzo Cerami (Maren Sell-Payot, 1991) et *Le Mal* d'un personnage secondaire qui atteint d'un mal incurable, désigné ou non : il ne s'agit pas simplement de dire que le sida s'insère désormais dans notre paysage quotidien, que nous sommes tous des amis malades ou menacés, mais de montrer que l'on ne peut plus décrire le rapport des forces humaines indépendamment de cette épidémie.

Hervé Guibert, lorsqu'il était malade, avait déjà publié de nombreux ouvrages, toujours à mi-chemin entre la fiction mythomane et l'autobiographie morbide. Il vivait, comme le dit clairement le titre d'un de ses meilleurs livres, *Les Aventures singulières* (Minuit, 1982). Qu'y avait-il de réel dans ses « aveux » ? Le lecteur littéraire n'a pas à trancher : ce serait lui faire un procès. Jusque dans son dernier roman, publié à son vivant, *Le Protocole compassionnel* (Gallimard, 1991), la doute subsistait sur les nombreux épisodes présentés comme véritables. Profondément écrivain, Hervé Guibert savait que la force d'un livre se juge à l'effet, non à la source. C'est

probablement parce que, dans ses premières publications, il avait patiemment construit de lui-même une image trouble et contradictoire, d'un rêve romanesque et artificiellement dépouillé d'artifice, qu'il a pu faire de sa maladie le sujet essentiel de son œuvre et y fonder sa renommée. Sa beauté angélique rendait plus facile l'acceptation du sida, mais aussi la simplicité innocente de ses descriptions médicales et sexuelles. Inclassable, il interdisait aux lecteurs d'arrêter un jugement et abattait, comme dans ses photos et dans le scénario de *L'Homme blessé* (Minuit, 1983), la muraille qui séparait l'écrivain du témoignage.

A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie (Gallimard, 1990) dut également son succès au rôle qu'y joua involontairement Michel Foucault, sous le nom de Muzil, et aux révélations que Hervé Guibert fit de la difficulté de se procurer, durant une certaine période, les médicaments sur lesquels reposaient tous les espoirs des malades. Mais, au cœur de la maladie, Hervé Guibert ne lâcha pas en sommeil son goût pour la littérature comme on peut le constater jusque dans *Mon roman à moi* (Seuil, 1991) – étonnant conte symbolique sur la division de l'homme entre réel et représentation, – dans *Cystomegalovirus* (Seuil, 1992) ou dans *L'Homme au chapeau rouge* (Gallimard, 1992).

Quel effet les livres d'Hervé Guibert auront-ils produit sur les malades et sur le personnel médical ? Nous l'avons demandé au professeur Kazatchkine (lire l'entretien ci-dessous). Ils ne sont pas revigorants,

agression gratuite (c'est ce qu'ont fait, en particulier, Guy Hocquenghem dans *Le Mal* (Albin Michel, 1987) et, évoquant non pas son propre cas, mais celui d'un ami, *Le Malade* dans sa nouvelle *Le Malade indélébile* (3) ou encore la fin du roman *Les Volumes éphémères* (Gallimard, 1987) ou une prise de conscience de la solidarité humaine dans *Le Malade* (c'est ce que raconte Edmund White et Adam Mars-Jones dans *L'Echarde* (« 10/18 », 1988), Pier Vittorio Tondelli dans *Chambres séparées* (Seuil, 1992) ou Michael Cunningham dans *La Maison du bout du monde* (Presses de la Renaissance, 1992).

Mais il faudrait pouvoir analyser rationnellement la subtilité ou la brutalité des rapports qui s'établissent entre le malade, la souffrance et le personnel médical ; la part de lucidité et d'illusion que demande le mourant ; les trésors de générosité improvisée que peuvent découvrir en eux des infirmières et des médecins dans les journées qui précèdent la mort ; les relations imprévues et urgentes, conflictuelles et passionnées, qui réclament du génie dans le dévouement. Comment situer le protagoniste, celui qui finit par être la victime, qu'il devienne le premier témoin ?

Notre désir de mieux connaître sa condition, le malade dispose, malheureusement, de peu de moyens. On plutôt il en exige beaucoup. Ce n'est que dans les moments de répit que l'écrivain peut transmuter le malade qu'il vit et lui donner une forme littéraire dont il maîtriserait la part autobiographique et la traduction romanesque. C'est ce qu'a magis-



Hervé Guibert, autoportrait.

mais la bonne littérature l'est rarement. L'œuvre d'Hervé Guibert n'est ni généreuse ni positive. Là aussi, la littérature fait rarement bon ménage avec ce qu'elle décrit. Il est possible d'interpréter l'existentialisme d'Hervé Guibert comme une accusation adressée aux survivants, quels qu'ils soient. Y a-t-il pire exclusion que celle de la mort ? L'écrivain malade parle déjà la langue de la mort que ne comprennent pas complètement ceux qui le lisent et presque ceux qui l'entourent.

C'est sans doute le défi impossible que tentent de relever les romanciers : comment donner la voix à la mort ? Ils ont deux moyens d'y parvenir : minutieusement le combat quotidien auquel ils livrent pour survivre ou par une intégrité intellectuelle suffisante et une autonomie physique ; ou bien entreprendre une sublimation, une transfiguration dont l'art leur offre les armes dans toute situation de déchéance.

La description de la lutte quotidienne peut, elle-même, prendre deux aspects : le compte rendu clinique, cru, violent d'un traitement le plus souvent vécu, surtout dans les derniers moments, ou une

tralement réussi Reinaldo Arenas dans *Avant la nuit* (Julliard, 1992), entièrement (Albin Michel) et la maladie est circonscrite dans une préface bouleversante et puis comme oubliée, dans une résurrection passée, pleine de brio, de vitalité, un panache.

Pour cela, l'écrivain doit vaincre sa solitude et y arriver. Conjurant l'angoisse du mourant qui se présente de ses amis ne parvient plus ni à secourir ni à atteindre. Croire que la littérature possède encore le pouvoir d'y remédier ; que l'angoisse qu'il connaît seul en cet instant peut être communiquée à un autre. Et trouver dans l'adieu une énergie suffisante pour le dire.

RENÉ DE CECCATY

(1) Lire en particulier *Le Malade*, d'Hugo Marsan (Maren Sell, 1989).(2) *Le Nouvel Observateur*, 30 octobre 1987, repris chez Calmann-Lévy, 1988.(3) Dans l'ouvrage collectif *Fausse nouvelles*, Calmann-Lévy, 1986.ENTRETIEN
avec Michel Kazatchkine

« Le virus a frappé une partie de l'élite intellectuelle. Je soigne un certain nombre d'artistes, de musiciens, d'écrivains, de théâtres, d'écrivains. Ils doivent vivre en permanence avec cette maladie qui va durer des années, dont ils ont la conviction qu'elle va abrégé leur vie. J'ai ressenti quelque chose chez eux de paradoxal : la coexistence de la liberté d'expression et d'imagination et d'une croyance dogmatique dans la science. Certes, je suis convaincu que la science, à terme, va résoudre les problèmes posés par le sida. Je peux concevoir que le délai soit long, mais c'est une conception impossible à faire partager à un malade et, a fortiori, à un intellectuel.

Le dernier exprime avec plus de détresse une incompréhension que la science, qui pour lui est quelque chose de si fort et de si solide, ne puisse pas plus vite, mieux, plus immédiatement, apporter les réponses qu'il attend. Je prendrai l'exemple d'un musicien, capable d'avoir un comportement farfelu et inattendu dans sa façon de gérer sa maladie. En revanche, dans sa relation avec moi, il m'impose que je me conforme toujours à une ligne de comportement rigoureusement définie.

Mon rôle de médecin est de ne jamais mentir sur la complexité et la réalité de la maladie, mais d'accompagner les patients tant qu'ils souhaitent se battre.

UN DIALOGUE
À ARMES
INÉGALES

Le professeur Michel Kazatchkine dirige le service d'immunologie de l'hôpital Broussais, à Paris. Ce service reçoit de nombreux intellectuels et artistes qui souffrent du sida. Il raconte ici son expérience et, s'il se félicite de l'existence d'œuvres écrites ou filmées qui désacralisent la maladie, il insiste aussi sur les risques que leur multiplication pourrait impliquer.

Ce qui m'a beaucoup frappé chez les intellectuels, c'est, au cours du temps, la modification progressive de leur attitude avec la maladie et, quelle qu'elle ait été la fermeté de leur position de départ, leur adaptation face aux traitements thérapeutiques qu'imposent les différentes étapes de la maladie.

J'ai perçu, chez eux, cette attitude qui consiste à dire : « L'une des façons que j'ai de contribuer à la lutte contre la maladie est d'être exemplaire. Faire reculer les frontières de la maladie, c'est ma manière d'apprendre quelque chose aux autres. » Geste à la fois très noble (ils livrent leur corps) et orgueilleux (ils s'affirment en semblant dire : « Allez-y, réfléchissez, creusez-vous la tête. »)

L'intellectuel a besoin d'une extrême honnêteté de la part de son médecin. Rien de flou, rien qui ne soit justifié. Ce n'est plus facile pour nous que de nous enfermer dans un langage technique. Il y a malheureusement encore des médecins qui parlent un langage codé de la médecine.

En consultation, j'évoque très peu le mode de contamination, sinon par des questions du type : « Avez-vous une idée de la date où vous avez été contaminé ? » Je laisse entendre qu'il m'est complètement indifférent de savoir si c'est par voie homosexuelle, hétérosexuelle, par voie veineuse ou par transfusion.

Le médecin est l'instrument technique et compassionnel du corps social vis-à-vis de la maladie.

Il est très important qu'un écrivain s'exprime sur la maladie. Plus on écrit sur cette maladie, plus le public sera informé, mieux le sida sera accepté et plus la société aura un abord franc de la maladie. Bien sûr, cela laisse ouvert le risque de dérapages dans l'expression. Même les œuvres les plus littéraires et les mieux informées présentent un grand décalage entre la peinture de la maladie et l'état des connaissances médicales au moment de leur publication. Si la littérature descriptive est utile, elle est, en même temps, sournoisement dangereuse.

Certes, le témoignage est essentiel : si on ne témoigne pas, on finit par « sacrifier » la maladie. Le problème est que le lecteur se retrouve seul avec son livre. On ne revient pas sur ce qui est dans le texte. Si son médecin est maladroit, le malade accordera plus d'importance au livre qu'aux hypothèses de la médecine. Nous avons consacré beaucoup d'efforts à l'inter après la parution du *Protocole compassionnel* qui a contribué à répandre la rumeur que le DDI était inefficace. Les formulations que les médecins choisissent, guidés par le souci du respect pour le patient, ne parviennent pas à combattre avec le texte écrit. Ce n'est pas un combat à armes égales !

R. de C.

LA SITUATION
aux Etats-Unis

LES ARTISTES
ET LE SIDA

COMBATTRE
LA LOI
DU SILENCE

en particulier le Radeau de la Méduse, le Jamb Pintauro.

Bien que Barbara Hershey ait vite acquis les droits de *The Normal Heart*, il lui a été - même à elle - impossible d'en mener à bien la version cinématographique. Hollywood a toujours affiché son homophobie. Dans une profession où le chômage peut atteindre 80 %, le secret le plus total s'impose. Dans ses rubriques nécrologiques, *Variety*, la bible des industries du spectacle, n'a jamais longtemps indiqué le nom du sida d'un « des morts d'une longue maladie », et plus longtemps à signaler l'existence d'un « compagnon de longue date », aujourd'hui remplacé par un paragraphe séparé de celui de la famille.

Il aura fallu la mort de Rock Hudson, le 1 octobre 1985, pour que la communauté des malades du sida, alors majoritairement homosexuelle, commence à briser la puissance potentielle de Hollywood - et à se révéler. Rock Hudson était célèbre, son image avait été (n'avait-il pas épousé une secrétaire, se séduisait-il pas, film après film, Doris Day, la chanteuse et inlassablement virgineuse l'Amérique après Mary Pickford ?). En 1985, l'acteur physique (qualifié à l'époque de « cracotte, probablement ») a fait plus pour l'opinion publique que les milliers de morts avant lui. Quelques semaines après sa mort, Elizabeth Taylor, sa partenaire dans *Giant* et l'une de ses amies les plus proches, devenait présidente de l'AmFAR, la Fondation américaine pour la recherche sur le sida. Nombre de stars ont suivi, comme Madonna et Bette Midler.

L'Amérique devait bientôt apprendre que Hollywood allait secrètement se faire soigner en France et certains ont commencé à se demander pourquoi. On ne prêtait guère attention au fait que, simultanément, se multipliaient les magazines et les célébrités homosexuelles qui entraient de plus en plus dans la vie privée des personnalités publiques, forçant le secret. Toute célébrité séropositive voulant se faire soigner le fait sur la Côte est, à un médecin de confiance chez qui elle entre par une porte dérobée, se donne un pseudonyme (ou son vrai nom si personne ne le connaît) et paie cash. Pas de chèque, pas de trace de papier qu'on pourrait retrouver plus tard en couverture des magazines.

C'est ce que dut faire Brad Davis, mort en septembre 1991 à l'âge de quarante et un ans. Dans le projet du livre qu'il s'appropriait à écrire, il donnait pour origine de son sida un lourd passé de toxicomanie et de promiscuité hétérosexuelle et, pour raison de son silence, le fait qu'il avait une famille à nourrir, une femme et un enfant. Révéler son état eût instantanément fait de lui un paria dans l'industrie du cinéma.

La colère des organisations homosexuelles (Act Up, Queer Nation) s'est surtout adressée aux médias supérieurs

des studios. L'homosexualité du nombre d'entre eux étant un secret de Polichinelle, leur silence, estimant les organisations, les rend complices de l'« ennemi ». L'industrie réplique - et elle n'a pas tort - qu'elle est une de celles, aux Etats-Unis, qui agit le plus dans ce domaine. Il est vrai que, discrètement, les cadres du cinéma font des pieds et des mains pour venir en aide à tel ou tel de leurs, obtenant de tel producteur ou de tel réalisateur qu'un rôle soit écrit pour un acteur atteint du sida engagé en *play-or-pay* (payé même si le film ne se fait pas), quitte à, par la suite, couper le rôle, parfois même avant le tournage.

En 1988, l'acteur Paul Michael Glaser (*Starsky et Hutch*) annonce que sa femme a été infectée par le virus lors d'une transfusion sanguine, virus qui affecte également son enfant qu'elle a allaité. Une nouvelle voie s'ouvre alors à ceux qui voulaient contribuer à la lutte contre le sida mais hésitaient à s'associer à une cause « gay ». La Fondation pour la recherche sur le sida est créée. Agé de treize ans et contaminé par transfusion sanguine, un jeune garçon, Randy White, découvre la discrimination à l'école et, soutenu par les médias, fait la tournée des salles de classe. Michael Jackson et Elton John lui rendront visite.

La télévision américaine est aussi audacieuse. En 1990, dans le film *Early Frost*, Al Pacino, avec son œil bleu et son aura à la Montgomery Clift, annonçait à ses parents Gene Rowlands et Ben Gazzara : « J'ai le sida ». Malgré les attaques des lignes de vertu, le sida est devenu un thème dans les feuilletons hebdomadaires de prime time, tel *Thirtysomething*, ou dans le label « film de la semaine ».

Mais aucun film sur le sida n'a été produit par les studios hollywoodiens. *Compagnon de longue date* l'a été par l'indépendant Lindsay Law, le directeur de l'American Playhouse. Hollywood a pensé qu'un film sur le sida pouvait nuire à la santé. Les studios affirment pourtant être prêts à traiter du sida à condition de découvrir un bon scénario. Certes, rétorquent les scénaristes, mais il faut être fou - ou riche - pour passer un mois sur un script qui n'a aucune chance aujourd'hui de franchir tous les barrages.

L'impact incroyable d'un « Magic » Johnson puis d'un Arthur Ashe révélant - à la télévision - qu'ils sont tous deux (pour des raisons différentes) atteints du sida risque de faire enfin bouger les choses à l'échelon affectif (les fans), à l'échelon politique (les électeurs)... à l'échelon commercial (le box-office). Hollywood a mis vingt ans à parler du Vietnam. Parlera-t-elle jamais du sida ?

HENRI BÉHAR

EN AMÉRIQUE
et en Afrique

UN MAL DE PLUS
SUR FOND
DE CRISE

La mort du styliste Marc Vinicius Resende, en 1983, marquait l'apparition au Brésil de ce qu'on qualifie alors de « peste gay ». Celle, en 1987, du humoriste-caricaturiste Henfil, qui avait des premières loges de la lutte contre la dictature militaire, frappa l'opinion. Hémophile, Henfil avait été contaminé par transfusion sanguine dans un hôpital, l'un musicien, l'autre sociologue. Au carnaval de la même année, chanteurs et écoles de samba portaient pour la première fois en public les messages de la *camisa de Venus*, le préservatif.

Trois ans plus tard, le chanteur Cazuza allait endosser, à trente-trois ans, les habits du martyr moderne et urbain, dans un Brésil classé au quatrième mort mondial des pays atteints par l'épidémie, et où la prévention, supplantée par la télévision par l'arrivée du cholestérol, laisse toujours à désirer. « Mes héros sont ceux qui ont overdosé », disait Cazuza, mort de la de la nouvelle génération du rock brésilien, mort du sida (« Un brésilien comptait avoir la baise », disait-il) en juillet 1990. « Je ne suis pas un malade chaste » : rocker rebelle, bisexuel affiché, il n'a jamais caché, au contraire, la maladie dont il était atteint, depuis les résultats positifs, du test de dépistage jusqu'à son entrée dans un hôpital de Boston, à la recherche d'un ultime traitement.

L'univers musical de Cazuza est habité par les pulsions suicidaires d'un monde en pleine dérive et la volonté de survivre à tout prix. La maladie fut la prétexte à des chansons très introspectives - sexe, révolte intérieure, autodestruction (« Dans le fond, déclarait-il dans une interview en 1987, j'avais désiré que le sida soit positif ») - et à une critique acerbe de la société. *Burguesia*, hymne antibourgeois repris par des milliers de fans à chaque concert, comme la condamnation de l'hypocrisie confortée par l'entretien par les classes moyennes et blanches du Brésil riche, dont il était issu.

Poètes et musiciens ne furent pas toujours d'accord pour prendre la succession de Cazuza. Depuis quelques années, c'est la rumeur du sida qui de santé de trois des plus grandes vedettes de la chanson brésilienne : Caetano Veloso, Milton Nascimento, Ney Matogrosso. Dans une édition d'avril 1990, le revue populaire *Amiga* en fait ses titres (« une », « information » reprise dans la foulée par la chaîne de télévision Rede Globo. Immédiatement, Ney

Rumeurs au Brésil, cassure en Afrique : le sida s'ajoute à la cohorte des maux ordinaires. Les artistes africains font de la pédagogie : mode d'emploi du préservatif en marionnettes.

Matogrosso, sex-symbol du travestissement, et chanteur de grande qualité, auteur des pourparlers et obtient 200 000 dollars de réparation. Il est suivi par Caetano Veloso, qui vient de devenir père.

Depuis quelques années, l'hebdomadaire brésilien *Veja* refuse l'appellation « longue maladie » dans sa rubrique nécrologique lorsqu'il s'agit d'un cas de sida avéré, même s'il a été par l'intéressé ou ses proches. A la rigueur indique-t-on les symptômes les plus flagrants (pneumonie, septicémie). Personnalités publiques, artistes et hommes du monde ont donc passé au crible de l'analyse post mortem. Or le temps, en Afrique (où sont recensés, selon les estimations, les deux tiers des cas mondiaux) comme en Amérique du Sud, n'est pas encore à l'avenue public. Les chanteurs, symboles populaires, cités en exemple pour la jeunesse, se taisent sur la première ligne du mal divers, au-delà du péché de sida. L'autodéfense joue alors à plein.

Franco, le roi de la musique populaire zairoise, meurt en octobre 1991, nia jusqu'au dernier jour être atteint du sida et attribua sa spectaculaire perte de poids (120 kilos florissants contre 60) à sa mort à

Bruxelles) à un régime amaigrissant et à un dysfonctionnement des reins. La mort de la rumba zairoise avait abordé la maladie trois ans auparavant dans sa chanson *Attention au sida*. Mais l'amoureux impénitent - dont on salua la disparition par un deuil national - ne pouvait avouer ce qui continue d'être vu en Afrique comme une fatalité de l'homme.

A la même époque, la Côte d'Ivoire est choquée par la mort de Roger Fulgence Kassy, animateur d'une émission de télévision, « Première chance », découvreur de jeunes talents et mari d'Alpha Blondy. Son enterrement vira à l'émeute. Il y a, d'un côté, ceux qui ne veulent pas voir « salir » la mémoire d'une de leurs figures du progrès ; de l'autre, ceux qui voudraient en faire un exemple. En mars 1990, une autre star du Zaïre, M'Pongo Love, chanteuse de charme aux inflexions sensuelles, est morte à Kinshasa. Officiellement d'une fièvre jaune. Officieusement, de « syndrome imaginaire pour décourager les amoureux », qui faisait les délices des blagues populaires au début des années 80.

Changement d'attitude : le sida est pris aujourd'hui au sérieux. Le peintre zairois Chéri Samba intègre la prévention antiaids dans ses tableaux, petits morceaux de vie quotidienne. Des chansons donnent le mode d'emploi des préservatifs. *Mambo Soko* (« l'affaire avec la chaussette ») est un tabac en Tanzanie (un des plus forts taux de contamination d'Afrique) : c'est un descriptif de vingt minutes du bon usage de la capote, signé Docteur Remmy, en réalité Remmy Ongala, qui vient de sortir une deuxième disquette chez Real World, le label de Peter Gabriel. La chanson, interdite d'antenne par la censure des médias catholiques, circule sur le manteau de la radio.

En Côte d'Ivoire, Alpha Blondy, marié et père au moment de la mort de Fulgence Kassy, signe *Le City* (dans son avant-dernier album, *Waka Tribal War*), le jeune chanteur reggae Waby Spider chante *Préservez-vous*. Le Congolais Zao, qui a souvent tourné autour de la mort par la maladie (*Ancien combattant, Moustique*), consacre une page - *Toi* - à son nouvel ennemi la paraitre sous *Mémoire* aux ravages du sida. Mais l'Afrique, hélas, l'homosexualité, susceptible face aux avertissements du monde occidental, manquant de moyens financiers, reste en général convaincue du bien-fondé de la politique de l'oubli (1).

Pourtant, au Gabon par exemple, les campagnes de prévention lancées par le ministère de la santé en 1990. Le chanteur Vieux Farka Touré (auteur de trois tubes qui sont de véritables avertissements, *Vaccination oh! Maman, Allaitement maternel, Stop sida*) et le populaire Hilarion M'Guema se joignent de la maladie en produisant des sages conseils aux messieurs dissipés et aux dames imprudentes. L'association non gouvernementale AIDS (Association internationale contre la drogue et le sida) produit un grand concert, début 1991, où sont réunis Vieux Farka Touré, Waby Spider, les Congolais Pierre Mankou et Yulu Mankou, le Béninois Fatah Oliver. « Il faut, déclarait alors ce dernier à *Afrique Magazine*, que le mécanisme de la maladie cesse. » Position réaffirmée le 21 avril dernier par le groupe mixte d'Afrique du Sud Mango Groove, qui jouait en duplex à Johannesburg pour le concert en hommage à Freddy Mercury donné à Wembley.

Au Mali, au Burkina-Faso, des campagnes populaires de « théâtre d'intervention » ont été mises en place des spectacles pédagogiques à partir d'enquêtes menées par exemple auprès des prostituées - les plus touchées. En Afrique du Sud, Gary Friedman promène des énormes marionnettes grises (ni noires ni blanches) dans les villages et les townships. Ses *Puppets against AIDS*, présentées au dernier Festival de Charleville-Mézières, ont permis l'Afrique australe pour expliquer, en jouant, ce qu'il faut faire ou ne pas faire.

Au cinéma comme en littérature, le sujet a été traité. Seuls quelques courts-métrages l'ont abordé : *It's not Easy*, de l'Ougandais Faustin J. Misanvu, *Vivre avec une bombe à retardement : le sida*, du Kenyan Lyombe Eko, et la version sud-africaine *La rattraper la réalité*. David Pierre Fila, réalisateur congolais, achève un documentaire-fiction sur le sujet pour la télévision, *Matanga* (la « ville mortuaire », « le lieu où l'on peut tout dire, tout faire, parler politique, draguer, manger »). Il y évoque le refus du sida, pressenti comme un effet de sorcellerie, et, en réalité, la cristallisation du « no future » que représente le sida pour l'Afrique, le « no future » de la famine, le paludisme, l'effondrement des sociétés traditionnelles. C'est le symbole d'un paradis volé.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) Jeune Afrique publiera un dossier complet sur le sida en Afrique dans son numéro double daté du 30 avril.

C I N É M A
Hommage à Max OphülsLE GRAND ŒUVRE
D'UN ÉTERNEL
EXILÉ

Le samedi 7 janvier 1956, je vois pour la troisième fois *Lola Montès*, de Marignan, sur les Champs-Élysées. C'est là qu'il faut être, et se battre, si on croit la campagne menée par les *Cahiers du cinéma*. Après la séquence d'ouverture — on voit Martine Carol exposée dans un cirque géant où un écuyer, Peter Ustinov, mène la vie merveilleuse de Lola Montès — vient une évocation du passé. Les spectateurs murmurent à l'oreille. Le film suit la chronologie du récit. Les ricanements, les sifflets au fond de plus en plus fréquents.

Alors, les supporters du samedi soir, nous protestons, nous réclamons le silence, l'attention, l'admiration. Mais ce soir-là, nous avons compris que l'échec, prévisible depuis la sortie de *Lola Montès* le 11 décembre 1955, ne pouvait plus être évité. Martine Carol, la vaillante, encore toute émue d'avoir tourné avec Ophüls, avait déclaré : « C'est mon plus grand cadeau de Noël. » On a avancé plusieurs explications à l'échec public de ce chef-d'œuvre qui devait être le dernier de Max Ophüls : le récit « pirandellien » par retours en arrière, la transformation de Martine Carol, héroïne des drames historiques de Christian-Jaque, en idole humiliée sous une perruque brune, l'aspect baroque de la mise en scène, que sais-je encore ? Le public a rejeté une conception du cinéma-spectacle qui dénonçait, justement, les spectacles littéraires le voyeurisme des foules, recourant à la publicité, fabriquant des mythes et des scandales, des mythes impurs. Tout ce qui était nouveau aujourd'hui à *Lola Montès* était « modernité ».

Les critiques, de leur côté, furent loin d'être unanimes. A la sortie du film, François Truffaut avait, dans *Arts*, pris position en sa faveur. Et les *Cahiers du cinéma* consacrèrent deux numéros (55 et 56) en janvier et février 1956 à *Lola Montès*, réunissant plusieurs témoignages et chroniques. Mais beaucoup s'emportèrent contre Ophüls, ce « Viennois » (sic) qui n'était pas de chez nous. Sept critiques avaient alors publié un texte commun pour la défense du film : Jean Cocteau, Roberto Rossellini, Jacques Becker, Christian-Jaque, Jacques Tati, Pierre Kast, Alexandre Astruc. Les représentants de la « qualité française » — ils tenaient le haut du pavé — se sentaient trahis. Ophüls faisait de l'ombre.

Il y eut tout de même quelques protestations, lorsque, croyant sauver commercialement *Lola Montès* du lourd déficit qui s'annonçait, le Gamma-Films, qui l'avait produit, en fit réaliser, contre la volonté du cinéaste, un montage chronologique, où les séquences au cirque avaient été abrégées. Massacre inutile. Le film ne marcha pas mieux. Qu'il ait, avec les années, gagné son procès en appel et dans sa véritable version, Max Ophüls n'était plus là pour en profiter. Il est mort le 26 mars 1957, à cinquante-quatre ans, dans une clinique de Hambourg. Il venait de remporter le plus grand triomphe de sa mise en scène : *Mariage de Figaro*, de Beaumarchais.

Max Ophüls, qui s'appelait Max Oppenheimer, est né le 11 mai 1902 dans une famille de riches bourgeois juifs, à Sarrebruck, capitale de la Lorraine. Cette région, entre la Lorraine, le Palatinat et le Luxembourg, avait appartenu, au cours de l'histoire, à la France et à la Prusse. Après la première guerre mondiale, la Sarre fut placée, pour quinze ans, sous l'administration de la Société des Nations. En janvier 1935, elle fut, par un plébiscite (majorité de 90,5 %), rattachée à l'Allemagne du III^e Reich. Max Ophüls perdait son pays natal.

Il fut un homme de théâtre avant d'entrer en cinéma. L'influence du théâtre, le théâtre de la comédie humaine, resta. *Liebelei* (1933), son cinquième film, tourné en Allemagne, le rendit célèbre. Il est tiré d'une pièce d'Arthur Schnitzler, créée à Vienne en 1895. Ici, l'époque, on n'a guère, en France, que des conventions conventionnelles sur les cultures germaniques. L'histoire de Christine Weirng, midinette viennoise enivrée d'amour pour un officier de la garde impériale, et cruellement déillusionnée, plait surtout par son aspect sentimental. Or c'est une tragédie des différences sociales, de la passion déchirante, du bonheur brisé par la mort, dans une poésie ouatée et mélancolique, de souples mouvements de caméra qui semblent porter les personnages. On y découvre une émouvante jeune comédienne, Magda Schneider, qui sait encore qu'elle deviendra la mère d'une vedette internationale.

A partir du 29 avril, les Acacias Cinéma présentent dans les salles Reffet Médicis, Action Christine et Mac-Mahon une rétrospective intitulée « Max Ophüls ou le plaisir... du cinéma ». Elle réunit onze films, de *Liebelei* à *Lola Montès*. Il ne suffit pas d'avoir fait entrer le réalisateur dans le panthéon des cinéastes après qu'il eut subi tant d'injustices. Il faut aimer, très fort, les films de cet homme que les circonstances historiques jetèrent plusieurs fois sur les chemins de l'exil, de cet homme qui fut considéré comme un étranger par le cinéma français, même dans la période des années 50, la plus riche, la plus intense.



Martine Carol et Anton Walbrook dans « Lola Montès » (1956).

Le film *Liebelei* à Berlin en mars 1933, au moment où Ophüls et sa famille quittent l'Allemagne nazie pour la France. Premier avatar : un dilettante parisien fait réaliser par le cinéaste, bien obligé d'accepter, une version française de *Liebelei* sous le titre *Une histoire d'amour*. Certains des acteurs allemands furent doublés, les autres remplacés par des acteurs français pour les nouvelles scènes mal raccordées. La version originale — celle qui présente la rétrospective (1) — a plus de succès que ce produit bâtarde, mais la pièce de Schnitzler jouée à Paris, par la compagnie Molière. Ce qui autorise une critique théâtrale à qualifier Max Ophüls de « réalisateur en scène autrichien », citant le film.

De 1934 à 1940, Max Ophüls tourne sans avoir vraiment le choix des sujets et des interprètes. De sa première période française, il vaut mieux oublier certains titres. Mais *La Tendre Ennemie* (1936), adaptation très personnelle d'une pièce de boulevard d'André-Paul Antoine, qu'Ophüls avait mise en scène en Allemagne, est plus tôt, distille une mélancolie et une amertume sous-jacente, plus proche de Schnitzler que du parisianisme.

Werther, tiré aussi du roman de Goethe (1938), d'après le roman de Goethe, non l'opéra de Massenet, plonge dans le monde germanique et le romantisme. Le cinéaste peut enfin se consacrer à une œuvre dont les décors, les éclairages, les mouvements d'appareil recréent admirablement ce « mal de vivre », leitmotiv de la littérature allemande des années 1770. Une promenade au clair de lune, un bal d'une kermesse, une scène finale où Charlotte

en prière dans l'escalier annoncent les grandes œuvres des années 50.

On a chipoté sur l'interprétation de Pierre Richard-Willm, qui incarne un Werther de vingt-deux ans, et sur celle d'Annie Vernay, qui, à vingt ans jouait Charlotte, la jeune fille à la femme. C'était le couple *Werther* de *Tarakanova*, de Fikri Ozep, luxueux film d'Allemagne du moment. N'en déplaise aux grincheux, Pierre Richard-Willm et Annie Vernay (qui devait mourir trois ans plus tard, et qu'on a trop vite oubliée) sont de véritables interprètes ophülsiens. Comme Jean Gailand (rôle d'Albert), qu'Ophüls retrouve au tournage de *Liebelei* et de *Madame de...*

Le cinéaste reprend le thème français en 1939, l'année suivante, il réalise *Madame de...* (1939), histoire d'une femme du monde déchu, entraînée de boîte en boîte à Montmartre. Elle y retrouve un médecin canadien qu'elle a aimé autrefois, lui cache la vérité pour vivre avec lui une trop brève idylle. Le film étonne plus par l'interprétation d'Edwige Fenech que par l'aspect de « réalisme poétique » qu'on dirait tourné en dérision. De *Mayerling* à *Sarajevo* (1940) est symboliquement la période française. Edwige Fenech interprète le rôle de la comtesse Sophie Chotek, épouse morganatique de l'archiduc François-Ferdinand, héros du film d'Autriche-Hongrie, avec lequel elle se marie à Sarajevo le 28 juin 1914. Au moment de la sortie, une autre guerre fait rage : les armées de Hitler envahissent et occupent la France.

Ophüls reprend le thème français et se retrouve, avec sa famille, aux États-Unis, après pas mal de péripéties. Là, on l'ignore. Quatre années d'inaction forcée, l'émigration à une époque de secours, quelques besoins alimentaires pour la famille. Puis il est « récupéré » et doit refaire ses preuves. En 1946, il

d'Oscar Wilde. Seule la valse plait. On reproche à Ophüls, tout en feignant de bien connaître Schnitzler, de n'avoir pas su rendre la « légèreté viennoise ». On nage en plein contresens, en pleine incompréhension. Mais le succès commercial est grand, en France et à l'étranger.

En 1952, Max Ophüls réalise *Le Plaisir*, d'après trois contes de Maupassant. Les producteurs croyaient qu'après *La Ronde* un autre film à succès (?) aurait du succès. Mais non, c'est l'échec, et la plupart des critiques tombent à bras raccourcis sur ce « Viennois » (oui, encore et, une fois, au plus mauvais sens) qui a osé toucher à l'écriture d'un auteur pour peindre des tableaux baroques, effrayants. Pour un peu, on reprocherait à Ophüls d'être un étranger. Au *Plaisir*, on préférerait *Trois Femmes*, d'André Michel, œuvre honorable où les autres thèmes de Maupassant sont filmés dans les règles du réalisme psychologique, mais sans pitié.

Au fond, ce milieu du cinéma français très fermé, très corporatiste, qui n'est pas menacé dans ses retranchements — les privilèges — par la nouvelle vague, jalouse Ophüls. On lui accorde de gros budgets, des décors monumentaux, mais lesquels se promènent des caméras, de la lumière, de la libre adaptation d'un court roman de Louise de Vilmorin, concilie un temps les inconciliables, peut-être à cause de Danielle Darrieux, qui, entre *Charles Boyer* et *Vittorio de Sica*, est devenue la femme ophülsienne par excellence. Et puis cela se passe presque entièrement à Paris, et une autre œuvre d'Oscar Straus, *Les Femmes du grand monde*.

On se laisse prendre à la trajectoire d'une femme frivole révélée à elle-même et à l'amour vrai, à ce cinéma du vertige, à une élégance de style qui

peut paraître ici « bien française ». Mais quand arrive *Lola Montès*, tout est plus. Un échec public retentissant, un producteur ruiné : l'occasion sera trop belle, aux yeux de certains, pour rejeter Max Ophüls à l'écart. Bientôt il ne gênera plus, il sera mort.

Max Ophüls n'a pas eu de disciples, même si Jacques Demy et Dominique Delouche ont su lui rendre hommage. On a relativement peu écrit sur lui depuis les années 50 (2), et il faut des programmations à la télévision ou des reprises occasionnelles pour que la flamme se ranime. Qui était Max Ophüls, ce juif errant, ce cinéaste singulier en qui fusionnèrent la culture allemande et la culture française, l'art théâtral et l'art cinématographique, le culte de la femme et la mélancolie du désespoir, créateur d'univers de formes, de style plus que de langage, homme du dix-neuvième siècle plus que du vingtième ? La réponse est dans ses films, à voir, à revoir, à aimer, car son esprit y souffle.

JACQUES SICLIER

(1) Elle débute avec *Liebelei*, dont Simon Sini (Les Acacias Cinéma) est lui-même distributeur. A l'exception de *La Ronde* et de *Lola Montès*, les copies des autres films viennent de la société Tédia. Il n'y a pas pour l'ensemble, de raretés.

(2) Max Ophüls, de Georges Annenkov (éditions Le Terrain vague, 1982), ouvrage aujourd'hui introuvable. Max Ophüls, de Claude Beylie (éditions Seghers, 1963), repris et complété aux éditions Lherminier, collection « Cinéma classique », 1980. Max Ophüls, par William Kati Guérin (éditions Cahiers du cinéma, collection Auteurs, 1988).

Acacias Médicis. Tél. : 43-54-42-34. Action Christine. Tél. : 43-39-11-30. Mac-Mahon. Tél. : 43-39-79-89.

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

CINEMA

Tous les films nouveaux



« Mère Jeanne des Anges », de Jerzy Kawalerowicz.

La Pologne

Depuis sa création, le département du Centre Georges-Pompidou, dirigé par Jean-Loup Passet, poursuit un méticuleux et nécessaire travail d'exploration des cinématographies nationales, par des séries de projections complètes par des expositions et la publication d'ouvrages qui font aussitôt référence. Le cinéma polonais, qui avait déjà été évoqué à Beaubourg en 1984, fait cette fois l'objet d'une rétrospective d'ampleur inégalée, avec vingt longs-métrages, de *Bestia* (1917) à *la Double vie de Véronique*. Tous les cinéastes polonais célèbres (Wajda, Kieslowski, Polanski, Skolimowski, Zanussi, Zulawski) sont représentés, mais aussi d'autres moins connus mais importants : Wojciech Has, Jerzy Kawalerowicz, Tadeusz Konwicki, Andrzej Munk... Et beaucoup de découvertes récentes ou anciennes, tels les débuts d'une jeune actrice nommée Apollonia Chalupiec, qui deviendra Pola Negri chez Lubitsch.

■ ■ ■ avril ■ 19 octobre, salle Garance, Centre Georges-Pompidou. Tél. : 42-78-37-29.

De jour comme de nuit

de Wojciech Marczewski. avec Janusz Gajos, Zbigniew Zamachowski, Teresa Marczewska, Włodzisław Kowalski, Jerzy Binczycki. Polonais (1 h 32).

Les tourments d'un jeune cinéaste ont basculé la logique et le sens de l'existence. Un jour, les images d'un film se révoltent, le héros du Caire vient à leur aide, le cœur se déchaine, grand prix du Festival d'Avoriaz.

VO : Racine Odéon, 14 (43-28-19-68) ; Ellysée Lincoln, 9 (43-38-38-14) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Escorial, 13 (43-07-28-04) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20).

L'Évasion du cinéma Liberté

de Barry Primins. avec Danny Aiello, Robert De Niro, Martin Landau, Ed Waisch, Robert Wuhl. Américain (1 h 48).

La vie privée et surtout secrète des grands et des petits de la capitale du cinéma. Le film conduit le spectateur à la recherche d'un producteur.

VO : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 14 (43-28-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 14 (43-28-59-83) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; Gaumont Aléa, 14 (36-65-75-14).

Hollywood

de Barry Primins. avec Danny Aiello, Robert De Niro, Martin Landau, Ed Waisch, Robert Wuhl. Américain (1 h 48).

La vie privée et surtout secrète des grands et des petits de la capitale du cinéma. Le film conduit le spectateur à la recherche d'un producteur.

VO : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 14 (43-28-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 14 (43-28-59-83) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; Gaumont Aléa, 14 (36-65-75-14).

Rush

de John Huston. avec Anthony Quinn, Jennifer O'Neill, Sam Elliott, John Cazale, Gregg Kinnear. Américain (1 h 40).

Une étudiante dans la police prend pour essayer de s'attacher à un super don Juan d'antennes de télévision.

VO : Ciné Beaubourg, 14 (43-28-59-83) ; U. G. C. Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; U. G. C. Biarritz, 14 (43-62-20-40).

La Semaine du sphinx

de John Huston. avec Anthony Quinn, Jennifer O'Neill, Sam Elliott, John Cazale, Gregg Kinnear. Américain (1 h 40).

Une étudiante dans la police prend pour essayer de s'attacher à un super don Juan d'antennes de télévision.

VO : Ciné Beaubourg, 14 (43-28-59-83) ; U. G. C. Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; U. G. C. Biarritz, 14 (43-62-20-40).

Trahie

de John Huston. avec Anthony Quinn, Jennifer O'Neill, Sam Elliott, John Cazale, Gregg Kinnear. Américain (1 h 40).

Une étudiante dans la police prend pour essayer de s'attacher à un super don Juan d'antennes de télévision.

VO : Ciné Beaubourg, 14 (43-28-59-83) ; U. G. C. Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; U. G. C. Biarritz, 14 (43-62-20-40).

Vincennes-Neuilly

de John Huston. avec Anthony Quinn, Jennifer O'Neill, Sam Elliott, John Cazale, Gregg Kinnear. Américain (1 h 40).

Une étudiante dans la police prend pour essayer de s'attacher à un super don Juan d'antennes de télévision.

VO : Ciné Beaubourg, 14 (43-28-59-83) ; U. G. C. Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; U. G. C. Biarritz, 14 (43-62-20-40).

Reprises

de John Huston. avec Anthony Quinn, Jennifer O'Neill, Sam Elliott, John Cazale, Gregg Kinnear. Américain (1 h 40).

Une étudiante dans la police prend pour essayer de s'attacher à un super don Juan d'antennes de télévision.

VO : Ciné Beaubourg, 14 (43-28-59-83) ; U. G. C. Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; U. G. C. Biarritz, 14 (43-62-20-40).

Sélection

de John Huston. avec Anthony Quinn, Jennifer O'Neill, Sam Elliott, John Cazale, Gregg Kinnear. Américain (1 h 40).

Une étudiante dans la police prend pour essayer de s'attacher à un super don Juan d'antennes de télévision.

VO : Ciné Beaubourg, 14 (43-28-59-83) ; U. G. C. Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; U. G. C. Biarritz, 14 (43-62-20-40).

Latino Bar

de John Huston. avec Anthony Quinn, Jennifer O'Neill, Sam Elliott, John Cazale, Gregg Kinnear. Américain (1 h 40).

Une étudiante dans la police prend pour essayer de s'attacher à un super don Juan d'antennes de télévision.

VO : Ciné Beaubourg, 14 (43-28-59-83) ; U. G. C. Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; U. G. C. Biarritz, 14 (43-62-20-40).

A Brighter Summer Day

de John Huston. avec Anthony Quinn, Jennifer O'Neill, Sam Elliott, John Cazale, Gregg Kinnear. Américain (1 h 40).

Une étudiante dans la police prend pour essayer de s'attacher à un super don Juan d'antennes de télévision.

VO : Ciné Beaubourg, 14 (43-28-59-83) ; U. G. C. Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; U. G. C. Biarritz, 14 (43-62-20-40).

Lettre d'une inconnue

de John Huston. avec Anthony Quinn, Jennifer O'Neill, Sam Elliott, John Cazale, Gregg Kinnear. Américain (1 h 40).

Une étudiante dans la police prend pour essayer de s'attacher à un super don Juan d'antennes de télévision.

VO : Ciné Beaubourg, 14 (43-28-59-83) ; U. G. C. Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; U. G. C. Biarritz, 14 (43-62-20-40).

Le Plaisir

de John Huston. avec Anthony Quinn, Jennifer O'Neill, Sam Elliott, John Cazale, Gregg Kinnear. Américain (1 h 40).

Une étudiante dans la police prend pour essayer de s'attacher à un super don Juan d'antennes de télévision.

VO : Ciné Beaubourg, 14 (43-28-59-83) ; U. G. C. Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; U. G. C. Biarritz, 14 (43-62-20-40).

Une femme sous influence

de John Huston. avec Anthony Quinn, Jennifer O'Neill, Sam Elliott, John Cazale, Gregg Kinnear. Américain (1 h 40).

Une étudiante dans la police prend pour essayer de s'attacher à un super don Juan d'antennes de télévision.

VO : Ciné Beaubourg, 14 (43-28-59-83) ; U. G. C. Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; U. G. C. Biarritz, 14 (43-62-20-40).

Reprises

de John Huston. avec Anthony Quinn, Jennifer O'Neill, Sam Elliott, John Cazale, Gregg Kinnear. Américain (1 h 40).

Une étudiante dans la police prend pour essayer de s'attacher à un super don Juan d'antennes de télévision.

VO : Ciné Beaubourg, 14 (43-28-59-83) ; U. G. C. Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; U. G. C. Biarritz, 14 (43-62-20-40).

Latino Bar

de John Huston. avec Anthony Quinn, Jennifer O'Neill, Sam Elliott, John Cazale, Gregg Kinnear. Américain (1 h 40).

Une étudiante dans la police prend pour essayer de s'attacher à un super don Juan d'antennes de télévision.

VO : Ciné Beaubourg, 14 (43-28-59-83) ; U. G. C. Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; U. G. C. Biarritz, 14 (43-62-20-40).

A Brighter Summer Day

de John Huston. avec Anthony Quinn, Jennifer O'Neill, Sam Elliott, John Cazale, Gregg Kinnear. Américain (1 h 40).

Une étudiante dans la police prend pour essayer de s'attacher à un super don Juan d'antennes de télévision.

VO : Ciné Beaubourg, 14 (43-28-59-83) ; U. G. C. Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; U. G. C. Biarritz, 14 (43-62-20-40).

Reprises

de John Huston. avec Anthony Quinn, Jennifer O'Neill, Sam Elliott, John Cazale, Gregg Kinnear. Américain (1 h 40).

Une étudiante dans la police prend pour essayer de s'attacher à un super don Juan d'antennes de télévision.

VO : Ciné Beaubourg, 14 (43-28-59-83) ; U. G. C. Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; U. G. C. Biarritz, 14 (43-62-20-40).

Sélection

de John Huston. avec Anthony Quinn, Jennifer O'Neill, Sam Elliott, John Cazale, Gregg Kinnear. Américain (1 h 40).

Une étudiante dans la police prend pour essayer de s'attacher à un super don Juan d'antennes de télévision.

VO : Ciné Beaubourg, 14 (43-28-59-83) ; U. G. C. Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; U. G. C. Biarritz, 14 (43-62-20-40).

Reprises

de John Huston. avec Anthony Quinn, Jennifer O'Neill, Sam Elliott, John Cazale, Gregg Kinnear. Américain (1 h 40).

Une étudiante dans la police prend pour essayer de s'attacher à un super don Juan d'antennes de télévision.

VO : Ciné Beaubourg, 14 (43-28-59-83) ; U. G. C. Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; U. G. C. Biarritz, 14 (43-62-20-40).

Sélection

de John Huston. avec Anthony Quinn, Jennifer O'Neill, Sam Elliott, John Cazale, Gregg Kinnear. Américain (1 h 40).

Une étudiante dans la police prend pour essayer de s'attacher à un super don Juan d'antennes de télévision.

VO : Ciné Beaubourg, 14 (43-28-59-83) ; U. G. C. Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; U. G. C. Biarritz, 14 (43-62-20-40).

Reprises

de John Huston. avec Anthony Quinn, Jennifer O'Neill, Sam Elliott, John Cazale, Gregg Kinnear. Américain (1 h 40).

Une étudiante dans la police prend pour essayer de s'attacher à un super don Juan d'antennes de télévision.

VO : Ciné Beaubourg, 14 (43-28-59-83) ; U. G. C. Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; U. G. C. Biarritz, 14 (43-62-20-40).

Sélection

de John Huston. avec Anthony Quinn, Jennifer O'Neill, Sam Elliott, John Cazale, Gregg Kinnear. Américain (1 h 40).

Une étudiante dans la police prend pour essayer de s'attacher à un super don Juan d'antennes de télévision.

VO : Ciné Beaubourg, 14 (43-28-59-83) ; U. G. C. Parnasse, 14 (43-36-30-40) ; U. G. C. Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; U. G. C. Biarritz, 14 (43-62-20-40).

Les entrées à Paris

Où n'est plus où Christophe Lambert se précipite une génération d'adolescents, lui qui aime à peine 50 000 entrées pour *Face à face* (14) 30 salles. *Hallyday* à l'écran, ce n'est pas Johnny au Zénith, si ce n'est Johnny au cinéma, 11 000 entrées par le monde. Et Philippe Lemaire, qui guère connu, avec juste 10 000 spectateurs pour *deux* (14) onze cinémas, malgré une promotion médiatique qui semble ampleur. Aucun film de la semaine n'obtient un score satisfaisant, le résultat est même la reprise de *Murder d'un homme* (10) 10 000 entrées, mais seulement cinq salles.

Pourtant, la répartition des entrées, dans les semaines précédentes apparaît plus équilibrée : *Indochine* reste en tête avec un peu plus de 110 000 entrées, devant *Hook* et

de *Pauline Addams* - à côté aux entrées de 85 000 - puis le film de Spielberg en quatrième semaine, et le score enviable de *Les entrées* à Paris. Vient ensuite *Après l'amour* à près de 80 000, suivi de *Sang* pour *Après l'amour* de sang-froid, qui tient mieux la distance que toutes peines confondues, sorti le jour. Par le temps qui court, sept films à plus de 30 000 entrées font une bonne nouvelle.

Pendant ce temps-là, *Neris* arrive en fin de carrière de sa semaine, mais avec un confortable 400 000, qui illustre la rapidité avec laquelle les gros films d'exception restent en tête. *Neris* qui, grâce au renfort de son cinq Oscars, a une nouvelle jeunesse avec 755 000 spectateurs, s'apprête à passer devant *L'Amant*.

Le Monde ÉDITIONS

CLAUDEL / VITEZ

JOURNAL DE BORD

de la mise en scène de Soulier de Satin

Sous la direction d'Eloi Recoing

(avec le concours du Centre National des Lettres)

EN VENTE EN LIBRAIRIE

JACQUES DUTRONC • PATRICK BRUEL •

MATHILDA MAY •

TOUTES PEINES CONFONDUES

UN FILM DE MICHEL DEVILLE

LA SÉLECTION

MUSIQUE

Paris

Jendi 30 avril

Mahler

Symphonie n° 2 « Réurrection »
Marvin Martin (soprano),
Nancy Maubrey (mezzo-soprano),
Chœur de Radio-France,
Orchestre national de France,
James Conlon (direction).

Pour les concerts parisiens, James Conlon se partage équitablement l'Orchestre de Paris et le National. Il ne manque plus, à nos palcos, d'être invité par le Bastille. Conlon est également un remarquable chef d'opéra. Nous ne l'avons jamais entendu dans Mahler, mais que nous connaissons de lui nous plus qu'optimiste...

Théâtre Champs-Élysées, 20 h.
Tél. : 47-33-11-11. De 40 F à 180 F.

Schoenberg

Musique d'accompagnement pour
scène cinématographique

Berg

Théâtre Champs-Élysées, 20 h.
Tél. : 47-33-11-11. De 40 F à 180 F.

Haydn

Théâtre Champs-Élysées, 20 h.
Tél. : 47-33-11-11. De 40 F à 180 F.



Martha Argerich et Gidon Kremer en concert à l'Opéra.

Brahms

Symphonie n° 1
Orchestre philharmonique de
Paris, Daniel Barenboim (direction).

Un programme de concert admirable-
ment composé par des interprètes habiles.
Et dans un répertoire Walter Meier
magnifique.

Châtelet, Théâtre musical de Paris,
20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à
230 F.

Lundi 4 mai

Beethoven

Sonate pour violon et piano op. 12 n° 3

Prokofiev

Sonate pour violon et piano op. 12 n° 3

Ravel

Sonate pour violon et piano op. 12 n° 3

Splendide programme qui complète fort
bien celui que donne, le lendemain
dans la même salle, Kremer
Martha Argerich, Itzhak Perlman
Bruno Canino des interprètes plus
mesurés que leurs confrères. Leurs lec-
tures plus posées, moins inscrites
dans l'humour du
cette captivante pour autant ? Les pas-
sionnés auront le loisir de comparer.
Mais, diable ! que les places sont
plus élevées, en tout cas, pour écou-

ter *The Fairy Queen* de Purcell, par les
Arts Florissants, à l'Auditorium des
Halles.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73.
De 50 F à 300 F.

Purcell

The Fairy Queen

Véronique Gens,
Sandrine Piau,
Claron McFadden (soprano),
Charles Daniels,
Mark Padmore (ténor),
Jérôme Corré,
Bernard Deletré (basse),
Les Arts Florissants (direction,
Claudio Monteverdi).

mise en musique du *Songe d'une nuit d'été* de Shakespeare. On touche pas
à la beauté sonore suffo-
cante. L'une des grandes réussites de
William Christie et de son équipe des
Arts.

Auditorium des Halles, 19 h 30. Tél. :
45-63-88-73. De 180 F.

Mardi 5

Schumann

Sonate pour violon et piano op. 105

Prokofiev

Sonate pour violon et piano op. 12 n° 3

Beethoven

Sonate pour violon et piano op. 12 n° 3

Invités de l'Orchestre de Paris, Kremer
et Argerich dans des sonates qu'ils
jouent depuis longtemps, qu'ils ont enre-
gistrées pour Deutsche Grammophon.
Rade peut-être pour Perlman et
Canino qui se produisent, la veille, à la
même heure, dans la même salle, dans
un programme qui complète fort bien le
leur.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73.
De 70 F à 300 F.

Régions

Toulouse

Donizetti

Don Pasquale

Gabriel Bacquier (basse),
Jean-Luc Viala (ténor),
Patrick Rothery (baryton),
Léonora Viala (soprano),
Orchestre et chœur du Capitole,
Donato Renzetti (direction),
Patricia Gracia (mise en scène),
Jacques Fabre (chorégraphie).

belle distribution pour ce *Don Pas-
quale*, décidément l'honneur en
de printemps (il vient d'être
représenté au Grand Théâtre de Rouen, au
Héraud et à Caen) une remarquable
production de Marc Adam, le directeur
des Opéra de Rouen. Donato
Renzetti est un jeune chef italien qui
avait triomphé au Châtelet, il y a dix
ans, dans Verdi.

Le 30, 20 h 30 ; le 3 mai, 14 h 30.
Théâtre du Capitole. Tél. : 61-22-80-22.
De 80 F à 200 F.

Jazz

Vincent Courtols

Le 30 avril, le Sing Song, dans le
très élégant China Club de la rue
Charenton : ambiance coloniale, feu
bois à l'étage, canapés et
musique d'inspiration new wave.
C'est là que Vincent Courtols a fait
créer ses idées neuves et forcé à
écouter son oreille. C'est ne
jamais : c'est le début d'une grande
œuvre. Une simple
découverte, du coup, le nou-
veau quartet de Vincent
Courtols : on n'a pas tant d'occasions de
jouer de l'ethnologie urbaine et de l'ex-
ploration.

Le 30, Sing Song, 23 heures. Tél. : 43-
42-42-42.

Sonny Rollins

Sonny, Rex, Grand, Rollins, Sonny Rol-
lins au Grand Rex, le dernier des grands
philosophes du jazz, qu'on continue à
prendre, par pure facilité, pour un prophète.
Non, non, c'est de philosophie qu'il s'agit : le souf-
fle comme l'idée, l'harmonie comme
concept, le corps comme corps. Grand
Rollins, Sonny Rex Rex.

Le 30, Au Grand Rex, 20 h 30. Tél. : 42-
42-42-42. Location France, Virgin. De
140 F à 200 F.

Tournée

Festival de la Côte d'Opale

Le Festival de la Côte d'Opale
déplace le temps, l'espace.
C'est la grande ouverture, à
Calais, le 30 avril ; Nuit de la création
au Touquet, le 1 mai, avec Larry
Corbett, Eric Boell et Daniel Goyone ;
Nuit de la rencontre, le 2 mai, avec Phi-
lippe Catherine, Bireli Lagrène et
Carmen : c'est un concert qui
ga'au début ; suivront M. C. Solars,
Francis Bebey et les Nouvelles polypho-
nies (Wimereux, le 3 mai).

Du 30 avril au 10 mai, 20 h 30, de 80 F
à 80 F. (16) 21-30-40-33.

Rock

City Four

Malheureusement, ces Anglais aimés
des Buzzcocks, nous faire re-
donner leurs ritournelles puantes. Finalement
sur disque, ils retrouvent,
dans le déroulement physique des
concerts, un certain plaisir.

Le 29, Espace Osmo, 19 h 30.

Defunkt

Le groupe de Joe Bonaville lui un des pre-
miers, il y a dix ans, le métier funk, rock.

POCHE MONTMARTRE LOC. 45 11 92 97

CLOTILDE ET MOI

écrit par Octave MULLAU

adapté par Octave MULLAU

Reprise en raison du succès - PRESSE UNANIME

Journal d'une petite fille

de H. von Harig et de M. de M. de M.

« rhythm'n'blues, ouvrant ainsi le
« Vernon Reid et sa coalition du rock
« Noir ». Eponyme d'un vigoureux au-
« 80, puis par
« substances illicites, Defunkt
« s'est, semble-t-il, refait santé.

Le 30 avril et le 1^{er} mai, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Vincent Abell

Ce guitariste français (ex-Image), techni-
cien du jazz-rock, vient enregistrer pour le plaisir un
homme à la musique country améri-
caine. Un exercice de style inspiré main-
tenant prolongé.

Le 30, Jazz Club, 22 heures. Tél. : 42-42-42.

Burning Spear

Zoanet Côté

Comme chaque année, le vénérable
prêtre de la mystique bouddhiste
compte nombreux fidèles. La
puissance, la majesté des
et la profonde rythmique
grand-messe intégrée toujours.

Le 30, Zénith, 20 heures. De 42-08-
60-00.

Eric Burdon

Brian Auger Band

Figures de proue des années 60 mais
dépassés aujourd'hui par les
disques, deux quinquagénaires -
Eric Burdon, chanteur teigneux fonda-
teur des Animals ; Brian Auger, pion-
nier du rock-jazz, ancien organiste de
Julie - casseront de raviver la
flamme d'un rock anglais qui aurait
voulu être noir.

Le 30, Olympia-Montmartre, 19 h 30.

Les Nègresses

Plus l'aise sur scène que dans
du show-business, le cirque
musette des Nègresses Vertes persuade
que le rock français s'épanouit mieux au
soleil de Méditerranée que
brumes d'Alsace.

Les 4 et 5 mai, Olympia, 20 h 30. Tél. :
47-42-25-48.

Tournée

My Bloody Valentine

Ces Irlandais de Londres façonnent le
net plus ultra de la « noisy pop ». Un
rock, concussif, et bruyant, d'où
s'échappe, comme un sur-
tympan blesé, la virginité
mélodique échevillée.

Le 2 mai au Printemps de Bourges, Palais
des congrès, 20 h 30, 100 F. Le 4,
Reims, salle de la Cité, 20 h 30, 80 F et
110 F. Le 5, Rouen, Zen, 7 h 30 à 100 F.
Le 6, Lille, l'Aérodrome, 19 h 30, 80 F et 100 F.
Le 7, Besençon, le Montjoye, 20 h 30, de
85 F à 120 F.

Chanson

Rhoda Scott

De l'orgue, une belle carrière en France,
une « chanteuse aux pieds nus », une voix oronide, élargie aux
octaves, un sens évident de la scène et
du public. La fille de pasteur du New-
Jersey a dépassé le seuil des trente
albums avec le dernier-né, *Frame for the
Blues* (chez Verve/Polygram).

Les 29 et 30, Olympia, 20 h 30. Tél. :
47-42-25-48. De 150 F à 180 F.

Gina L'Orchestre

De la gossaille un peu provoc, du franco-
français à la mode du rock'n'roll revisité
par l'accordéon (et non l'inverse). Gina
mène sa bande, son orchestre en atten-
dant d'entrer tout à fait dans la carrière.

Les 29 et 30 avril et les 1^{er}, 2, 4 et 5 mai,
Auditorium des Halles, 20 h 30. Tél. :
47-42-25-48. De 70 F à 90 F.

Paco Ibanez

Rafael Alberti

Rafael Alberti, le poète, Paco Ibanez, le
chanteur. La rencontre promet d'être
hautement musicale, délicate et ciselée,
avec la vigueur de la voix de l'un, la
profondeur des sentiments de l'autre.

Les 4 et 5 mai, Casino de Paris, 20 h 30.
Tél. : 48-95-95-99. Location France, Virgin,
Agences. De 80 F à 180 F.

La sélection
« Classique » a été établie par
Alain Lompoche.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Stéphane Duret.
« Chanson » :
Véronique Mortaigne.

ELTON JOHN

AND HIS BAND

AND

ERIC CLAPTON

AND HIS BAND



HIPPODROME DE PARIS VINCENNES
JEUDI 18 JUIN / 19 H

LOCATION FNAC, VIRGIN MEGAS

PAR TELEPHONE : 45-72-11-22

AGENCES ET SUR MINTEL 36 15 CODE NRJ CLUB

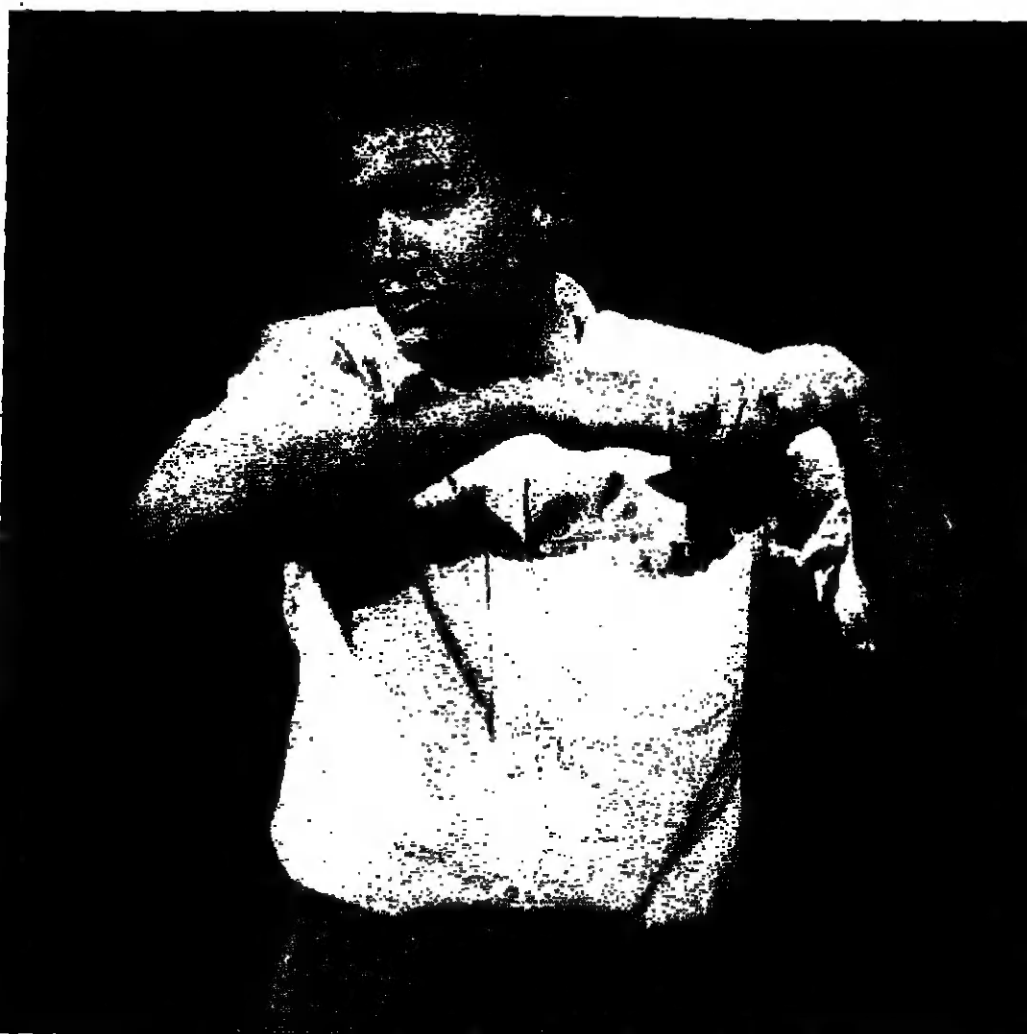
INFORMATIONS SUR MINTEL 36 15 CODE NRJ

مركز التجميل

LA SÉLECTION

DE LA SEMAINE

THEATRE



Jean-Quentin Châtelain dans « Mars », de Fritz Zorn.

Spectacles nouveaux

Courteline... Guitry!

mise en scène par la compagnie des Strepontins copains avec Vincent Andrieu, Nathalie Lapeyronnie, Isabelle Paray, Eric Pons et Dominique Puzos. Du léger et du comique avec de courts textes d'auteurs qui ont beaucoup écrit. Alceste-Théâtre, 11, rue du Général-Baise, 11^e à partir du 5 mai. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-36-74-62. 60 F et 80 F.

Le Livre d'heures

de Rainer Maria Rilke, mise en scène de Jean-Luc Jouan, avec Pascale Rosa. Un poète à la recherche de Dieu.

Crypte Sainte-Agnès (Eglise Saint-Eustache), 1, rue Montmartre, 1^{er}. A partir du 2 mai. Les lundi et mercredi à 18 h 30, le samedi à 17 heures. Tél. : 47-00-19-31. 100 F et 125 F.

Mars

de Fritz Zorn, mise en scène de Darius Fournier, avec Jean-Quentin Châtelain. Régulateur d'un rebelle, acharné contre une civilisation rapace, par un comédien violent, virulent, original.

Centre culturel suisse, 38 rue des Francs-Bourgeois, 3^e. A partir du 5 mai. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-71-38-38. Durée : 1 h 30. 50 F.

Soirées bourgeoises

de Guy Fohay et Yvon Hamard, mise en scène de Ghislaine Sengul, avec Jean Mourière et Bernardette Pavlov. Deux comédies sur le couple.

L'Atalante, place Parmentier, 92000 Neuilly-sur-Seine. A partir du 29 avril. Du mercredi au samedi à 21 heures. Tél. : 46-24-03-55. 60 F et 80 F.

LA TEMPETE

de W. Shakespeare. Mise en scène Michel Dubois. Création. Théâtre d'Hérouville du 28 avril au 19 mai.

Avec Jean-Pierre Jorris. Et par ordre d'entrée en scène : Bruno Andrieux, Alain Moussay, Jacques Zabor, Michel Chaigneau, Michel Caband, Frédéric Leconte, Nathalie Dauchez, Hélène Schwallier, Philippe Bombled, Olivier Dautrey, Jean-Marc Dupré, François Frapier.

Réervations : 31 47 39 00

COMEDIE DE CAEN

Stall ou la Communauté des esprits

d'Yves Laphon, mise en scène d'Hervé Lohamond, avec Philippe Ludebach, Elisabeth Macocco, François Giret, Francine Weiler et Stéphane Guez-Pierre. La vie d'une femme qui a été une enfant mal aimée, qui a beaucoup aimé, beaucoup fait parler d'elle, qui a beaucoup aimé.

Artiste-Athénée, 45 bis rue Richard-Lenoir, 11^e. A partir du 4 mai. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 18 heures (et le 14 juin). Tél. : 48-08-36-02. De 70 F à 150 F.

Valises accompagnées

de et avec la Factotum Théâtre : Annette Sade, Nicolas Bernot, Dominique Bihan et Carole Drouelle.

Un voyage organisé, c'est comme une croisière. On n'échappe pas à la promiscuité, à la solidarité obligée. Mais ce n'est qu'une parenthèse dans les existences.

Théâtre du Tambour royal, 82-84 rue du Faubourg-du-Temple, 11^e. A partir du 29 avril. Du mardi au samedi à 19 h 15. Matinée dimanche à 17 h 15. Tél. : 46-06-72-34. Durée : 1 h 15. De 50 F à 90 F.

Paris

Baya

d'Aziz Chouaki, mise en scène de Michèle Signé, avec Yveline Alhaud. Sur de vieilles photos retrouvées, une femme se souvient de son histoire, de l'Algérie.

Maison des cultures du monde, 101, bd Raspail, 6^e. Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 45-44-72-30. 80 F et 100 F.

Bérénice

de Racine, mise en scène de Christian Riet, avec Karla Caballero, Fajris Deliba, Bruno-Karl Bois, Arnaud Désarain, Simon Bakhouche, Philippe Müller, Gilles-Vincent Dumesnil, Denis Podalydès, Mareike Achour, Isabelle Morane et Emmanuel Guffroy. De jeunes comédiens déboulent les personnages de Racine, font de la tragédie une polyphonie étonnante, au souffle large.

Athénée-Louis Jovet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jovet, 9^e. Les mercredi et jeudi à 20 h 30. Tél. : 47-42-87-27. De 65 F à 130 F.

C'était bien

de Jeanne Scudère, mise en scène de Stephan Meldegg, avec Bérénice Aguin, Stéphane Freies, Muriel Gavet et Jacques Frenet. Le choc de l'Est et de l'Ouest, la fin des certitudes, et un humour on ne peut plus british.

La Bruyère, 5, rue La Bruyère, 9^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-76-93. Durée : 2 h 10. De 95 F à 110 F.

El Tricicle dans Terrific!

avec Joan Gracia, Paco Mir et Carlos Sans. Parcours dans une maison hantée avec les plus cingés des Catalans.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. Les lundi, mercredi, jeudi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. De 80 F à 95 F.

L'Eveil du printemps

de Frank Wedekind, mise en scène de Guy Fraix, avec Alain Badi, Catherine Segalbert, Alain Farès, Thierry Kalin, Sylvie Mazzoli, Seghir Mohammedi, Maryse Poulter et Régine Triaud Oestik.

Derniers jours pour l'une des pièces les plus justes, les plus belles jamais écrites sur les troubles et les ambiguïtés de l'adolescence.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Mars, 12^e. Les mercredi et jeudi à 20 h 30, le samedi à 20 h 30, le dimanche à 19 h 15. Tél. : 46-36-38. Durée : 1 h 40. De 50 F à 110 F.

Modeste proposition concernant les enfants des classes pauvres

de Jonathan Swift, mise en scène d'Emmanuel Stoch, avec David Gabbion et Emmanuel Stoch. Quoi faire des enfants pauvres, et Dieu sait si c'est un problème aujourd'hui. La solution de Swift est radicale et cyniquement drôle.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. Les mercredi et jeudi à 20 h 30. Tél. : 48-34-67-67. De 70 F à 120 F.

Festivals en mai

Du 14 au 23 mai, Nantes-la-Jolie accueille les secondes Francophonies théâtrales pour la jeunesse : le Théâtre populaire Romand, le Gros Mécano (Canada), le Roccato Zulu (Congo), l'EVNI (Belgique), le Taïpot (la Réunion), le Pelican, la Compagnie Michel Vercel, le Mantois (France). Renseignements et réservations, tél. : 30-33-02-26.

Du 16 au 23 mai, Festival de Lons-le-Saunier, huit spectacles en salles : la Marseillaise, par l'Atelier de l'Est, *Combat de nègres et de chiens* de Kohno par le Centre dramatique de Franche-Comté, *Un cœur sous une soutane* de Rimbaud par la compagnie Ça respire encore, *Caro duce* par les Acteurs de bonne foi, *Feydeau and co* par Yves Reynaud, *Embarquez les*, spectacle de clowns, *L'Arbre du désert* par la Boutique des contes. Quelques reprises, des lectures, des spectacles de rue complétant le programme, ainsi que des colloques : « Théâtre et citoyenneté », « Théâtre et mémoire », auxquels sont invités les ministres Frédéric Bredin, Kofi Yamgnane, les auteurs Armand Gatti, Elie Wiesel, les metteurs en scène Jean-Louis Houdin, René Loyal, Moïse Touré, et Jean-Louis Rolot et Gilles Mansson, qui représentent la Ligue de l'enseignement. Tél. : 84-35-12-08 et 84-24-60-38.

57-67, De 70 F à 120 F.

Dernière représentation le 30 avril.

La Nuit des rois

de William Shakespeare, mise en scène de Jérôme Savary, avec Yann Babilée, Olivier Capellier, Natalia Domitcheva, Marie-Louise Dougnac, Jean-Claude Fernandez, Robert Guimard, Martine Lombard, Martine Monnermont, Vincent Ozanon, Hervé Peuchon, Michel Robin, Alain Tréroux et F. Orsico, J.-M. Deliers, D. Zaldman (musicien), G. Coulier (instrument) et S. Fouquet (scénariste). Personne n'est qui il est dans cette comédie où Shakespeare attise les multiples couleurs des tromperies et des désirs. Avec Michel Robin, étonnant.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16^e. Les mardi, mercredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-16. Durée : 3 heures. De 50 F à 100 F.

Les Pieds dans l'eau

de Jérôme Deschamps, mise en scène de Jérôme Deschamps et Nadia Makouf, avec Jean-Marc Billaud, Lorèle Covetta, Philippe Duquenne, Yolande Moreau, François Morel et Olivier Saladin.

En alternance, une histoire de gens sur un toit et l'histoire d'un restaurant. De toute façon, il s'agit de la planète Deschamps, ce monde torride où la banalité prend des tournures inattendues. De même l'exposition, qui accompagne le théâtre.

Grande Halle de la Ville, 211, av. Jean-Jaurès, 19^e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 17 heures. Tél. : 40-03-38-03. 130 F et 170 F.

Le Silence de Molière

de Giovanni Macchia, mise en scène de Jacques Hébert et assisté de Jean-Jacques Prieu, avec Dominique Valadié et Guillaume Lelièvre.

Molière raconté par sa fille. Le rêve d'un « Montaigne italien » magnifiquement interprété par Dominique Valadié. Paris-Villetta, 211, av. Jean-Jaurès, 19^e. Les mercredi et jeudi à 20 h 30. Tél. : 42-02-02-88. 90 F et 120 F.

La Vie de Galilée

de Bertolt Brecht, mise en scène d'Antoine Vitez, avec François Bessueille, Jacques Savary, Roland Bertin, Claude Mathieu, Marcel Bessonnet, Martine Chevalier, Jean-Yves Dubois, Michel Favory, Louis Arbessier, Dominique Liqueur, Pierre Vial, Valérie Delville, Jean-Pierre Michéa, Eric Frey, Christian Blanc, Philippe Toretton, Jean Dautray et Igor Tychak.

Les dernières représentations de la pièce de Brecht, qui met en lumière les contradictions des intellectuels, leurs affrontements avec tous les pouvoirs. Roland Bertin est étonnant.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les lundi, mercredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 200 F.

La vie est un songe

de Don Pedro Calderon de la Barca, mise en scène de José Luis Gomez, avec Bernard Freyd, Thierry Hancisse, Laurence Mastiah, Maria de Medeiros, Jean-Paul Roussillon, Rufus et Frédéric Van den Driessche. L'éducation d'un prince enchaîné depuis sa naissance dans une caverne. Parole échevelée sur les incertitudes de l'âme. L'œuvre majeure du Siècle d'or espagnol.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. De 30 F à 150 F.

Régions

Toulouse

La Légende du saint buveur

de Joseph Roth, mise en scène d'Etienne Fournier, avec Pascal Bongard. Les dérivés d'un clochard qui n'atteindra jamais son but. Un texte bouleversant.

Théâtre Garonne, 1, av. du Château, 31000 Toulouse. La mercredi à 19 h 30, le jeudi à 21 heures. Tél. : 41-42-33-99. 90 F.

Saint-Etienne

Le Prix Martin

d'Eugène Labiche, mise en scène de Daniel Laboin, avec Arlette Allain, Dominique Balzer, Louis Bonnet, Paul Clavier, Jacques Echardillon, Catherine Lachena, Jean-Pierre Laurent et Fabienne Monod-Bra.

Ce n'est pas la pièce la plus souvent jouée de Labiche, mais ce n'est pas la moins drôle.

Comédie de Saint-Etienne, 7, av. Emile-Loubet, 42000 Saint-Etienne. Les lundi et mardi à 19 h 30. Tél. : 77-25-01-24.

Caen

La Tempête

de William Shakespeare, mise en scène de Michel Dubois.

assisté de Jean-Yves Lazzaroni, avec Bruno Andrieux, Alain Moussay, Jacques Zabor, Michel Chaigneau, Frédéric Leconte, Nathalie Dauchez, Jean-Pierre Jorris, Hélène Schwallier, Philippe Bombled, Olivier Dautrey, Jean-Marc Dupré, François Frapier et Michel Cabaud.

Prospero, Caliban, Ariel. Trois personnages pour symboliser les forces vitales de l'être humain. Une pièce inépuisable. Comédie de Caen-Théâtre d'Hérouville, 41, rue Froide, 14000 Caen. Les lundi, mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, les mercredi et jeudi à 19 h 30. Tél. : 31-47-38-08.

Nancy

Français, encore un effort

de D.A.F. de Sade, mise en scène de Charles Tordjman avec François Clavier, Jean-Louis Chautemps.

Encore un effort si vous voulez être républicains... Les conseils du divin marquis sont pour le moins incongrus, sa méthode particulièrement subversive : son ironie verse du vitriol sur les bons sentiments. En bref : un texte qui décoiffe.

La Manufacture, centre dramatique national de Nancy-Lorraine. Les mardi, mercredi, vendredi, samedi à 20 h 45. Les jeudi à 19 h 30 et les dimanches à 15 h 30. 70 et 90 F. Tél. : 83-37-12-59.

DANSE

Istres

Georges Appaix

Conte du tailleur. Erre de trois F... Georges Appaix va son petit bonhomme de chemin dans la danse contemporaine, sans se prendre au sérieux - qualité rare - avec fantaisie, fraîcheur et bonne humeur. Cette nouvelle pièce, F..., sem le premier volet d'un diptyque sur les thèmes de la Méditerranée, de l'émigration et de l'étranger, du voyage d'Ulysse, à partir de textes d'Homère. En première partie, deux pièces fort plaisantes du répertoire d'Appaix.

Théâtre de l'Odéon, le 5 mai, 21 heures. Tél. : 42-56-48-48, 90 F.

Nantes

Compagnie Claude Brumachon

Faunes Depuis le 1^{er} janvier dernier, la Compagnie Claude Brumachon, basée à Nantes depuis septembre 1990, est devenue Centre chorégraphique national de Nantes. Une reprise de *Faunes* fête cette inauguration. Une pièce qui nous a paru comporter des longueurs, des redites, mais aussi de fortes et surprenantes images, témoignant d'une imagination originale et poétique à partir de la mythologie du cirque. Les danseurs sont formidables.

Hanger Delafay, les 5, 6, 7, 12, 14 et 15 mai, 21 heures. Tél. : 40-65-50-50. 95 F.

La sélection « théâtre » a été établie par Colette Godard « Danse » : Sylvie de Nussac.

EUROPE
DIRECTION
LUIS PASQUEL
ODEON
CYCLE
HISPANIQUE
LA VIE EST UN SONGE
CREATION
CALDERON DE LA BARCA
JOSE LUIS GOMEZ
Bernard Freyd, Thierry Hancisse, Laurence Mastiah, Maria de Medeiros, Jean-Paul Roussillon, Rufus, Frédéric Van den Driessche.
Production : Odeon-Théâtre de l'Europe

43 25 70 32

LA SÉLECTION

ARTS

Paris

Clodion

Claude Michel, surnommé Clodion, sculpteur au temps de la Révolution et de l'Empire, a produit en abondance de petites galanteries en terre cuite, qui ont fait sa réputation. L'exposition — une centaine d'œuvres — le montre sous d'autres jours : monumental, traitant la pierre et le marbre, et pratiquant le bas-relief.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 28 juin. 35 F (compréhensif l'accès à l'exposition Clodion).

Louis Faurer et Lee Friedlander

Connu comme photographe de mode (*Harper's Bazaar*, *Charm*, *Vogue*), Louis Faurer, admirateur de Walker Evans et Robert Frank, présente son travail personnel réalisé uniquement dans les rues de New-York. Dans ses formidables autoportraits, il utilise son corps et son visage comme trace de sa présence ou comme modèle à bon compte, hors de tout narcissisme.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-33-55-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} juin. 25 F (entrée du musée).

Albert Ayme

L'École des beaux-arts du quai Malaquais et le Crédit lyonnais se sont associés pour présenter cette rétrospective Albert Ayme, un artiste d'exception, rigoureux et exigeant, qui a soixante et onze ans, et n'est toujours pas connu. On se demande pourquoi.

École nationale supérieure des beaux-arts, 17, quai Malaquais, Paris 6^e. Tél. : 47-03-50-00. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 mai.

Cubismes tchèques

Pendant une quinzaine d'années, de 1910 à 1925, est apparu à Prague et en Bohême ce qu'il est convenu d'appeler le cubisme tchèque. Inspiré par le cubisme français, ce mouvement empruntait aussi à l'expressionnisme allemand, voire norvégien. La peinture, le dessin sous toutes ses formes ont participé à cette école, mais aussi, et cela donne un résultat étrange, l'architecture : comment être en effet architecte cubiste et se jouer de l'angle droit ?

Centre Georges-Pompidou, Galerie du CCI, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-53. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 17 mai.

Dessins de Rodin

Pour fêter la parution du cinquième et dernier tome de l'inventaire des dessins

de Rodin, dont le musée, rue de Varenne, possède la plus belle collection du monde : 7 300 numéros. Qu'il a fallu trier, séparer des faux, regrouper, essayer de dater. C'est ce travail de recherche qui est exposé.

Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7^e. Tél. : 47-05-01-34. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 45. Jusqu'au 19 juillet. 21 F.

Rupprecht Geiger

Apprécié outre-Rhin, mais pratiquement inconnu en France, Rupprecht Geiger (né en 1908, à Munich) est un peintre qui travaille la couleur, le rouge en particulier depuis vingt ans. L'exposition de l'Hôtel des arts rappelle ses débuts dans les années 40, sa défense de la peinture non-figurative au sein du groupe Zen 49, avec Bäumleister et Bissler, et insiste sur ses « monochromes » récents.

Fondation nationale des arts, Hôtel des arts, 11, rue Berryer, Paris 8^e. Tél. : 42-88-71-71. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 18 mai. 18 F.

Emmet Gowin

D'abord concentré sur les liens qui unissent la famille, le photographe américain Emmet Gowin a élargi son objectif à la photographie et à la nature, au paysage et à la menace nucléaire. Epris de spiritualité, ce proche de Walker Evans et de Frederick Sommer s'attaque aujourd'hui à faire le lien entre l'homme et son environnement. Est-il le premier photographe écologiste ?

Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Hélices, place Carle - 4 à 8, grande galerie, Paris 1^{er}. Tél. : 40-26-87-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 23 mai. 10 F.

Guimard

Cinquante ans après sa mort, une trentaine d'années après la destruction des entrées de métro qu'il avait dessinées pour Paris, voici la première exposition monographique sur Hector Guimard, le maître de l'Art nouveau français. On découvre qu'au-delà des questions de « style » son œuvre fut portée par une réflexion ambitieuse faisant fusionner l'architecture, l'art et la vie.

Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7^e. Tél. : 40-43-43-14. Tous les jours sauf lundi et 1^{er} mai de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. À partir du 20 juin ouvert de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 juillet. 32 F (billet jumelé musée-exposition : 45 F).

Paul Hankar

Venne, comme il se doit de Bruxelles, cette exposition révèle un des maîtres de l'Art nouveau, dont la capitale belge fut un remarquable foyer, bien au-delà de la célébrité du seul Horta. Bruxelles, impitoyable pour son patrimoine, a fait beaucoup disparaître de l'œuvre de Paul Hankar, comme tant d'autres chefs-d'œuvre. Comme le massacre n'est pas prêt de s'arrêter, il faut aller visiter cette exposition, non seulement pour le plaisir, mais par esprit de solidarité.

Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, 127-129, rue Saint-Martin, Paris 4^e. Tél. : 42-71-26-16. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 7 juin. 20 F.

Hommage à Charles Sterling

Une vingtaine de tableaux du Maître de Moutins à Matisse y sont confrontés aux commentaires de l'éminent historien de l'art (et conservateur au Musée du Louvre de 1929 à 1961). Qui a fait connaître la peinture française du dix-septième siècle et révéla La Tour, a beaucoup étudié la nature morte, et encore plus les primitifs français.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaurès - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15, un lundi sur deux et tous les mercredis jusqu'à 21 h 15. Jusqu'au 22 juin. 31 F (ticket d'entrée au musée).

Rolf Iseli

Coups de crayon intempestifs, giclées de couleurs, tas de matière... si violence et



Exposition Hector Guimard au Musée d'Orsay.

humour batailleuse il y a chez ce Suisse qui parfois fait penser à Arno Rainer, elles ne balayent pas tout. Sous les griffures : la plage, une colline, un visage, des paysages doux. La double exposition du Centre culturel suisse et de la galerie Philip permet de découvrir aussi le graveur.

Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3^e. Tél. : 42-71-44-50. Tous les jours sauf lundi et mardi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 24 mai.

Ellsworth Kelly

Le savait-on ? C'est à Paris, où il a vécu plusieurs années, après la guerre, que le peintre américain Ellsworth Kelly a forgé son art abstrait dur et pur. Des dessins, des collages, des photographies (inédites), de murs et fenêtres de l'île Saint-Louis) comme notes de travail, en amont des peintures témoignent de ses recherches d'alors. Presque une leçon.

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 24 mai. 30 F.

Le passé recomposé

Le Gray, Bisson, Marville, Le Secq, Baldus, Charney, Arget... en un voyage depuis la cathédrale de Reims jusqu'à la pyramide d'Izamal au Mexique. Et cent cinquante photos d'œuvres restaurées, qui proviennent de la riche collection de la bibliothèque du Musée des arts décoratifs. L'exposition présente également les techniques de restauration et de conservation de ces photos historiques.

Musée des arts décoratifs - palais du Louvre, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-32-14. Tous les jours sauf lundi, mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 juin. 20 F.

Le pont transbordeur et la vision moderniste

Construit en 1903, par le roi du câble, Ferdinand Arnodin, le pont transbordeur de Marseille a fasciné, dans les années 20 et 30, plus d'un plasticien : Moholy-Nagy, Man Ray, Florence Henry notamment, qui l'ont photographié ou filmé. Outre cinquante-quatre tirages originaux sur ce motif constructif, et le film de Moholy-Nagy sur Marseille, l'exposition, qui vient du Musée Cantini, propose aussi, à Paris, une section sur l'histoire des ponts transbordeurs et les activités de l'ingénieur Arnodin.

Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully - 62, rue Saint-Antoine, Paris 4^e. Tél. : 44-61-20-00. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 juin. 25 F.

Les Lautrec de Lautrec

Lautrec lithographe et affichiste en deux cent cinquante-trois numéros, du café

concert au champ de courses, en passant par le bordel : c'est plus qu'un complément à l'exposition du Grand Palais. Les œuvres sont extraites du fonds conservé à la BN, en particulier du don que la comtesse de Toulouse-Lautrec avait fait en 1902, peu de temps après la mort de son fils.

Bibliothèque nationale, galeries Mazarin et Mazenod, 1, rue Vivienne, Paris 2^e. Tél. : 47-03-81-10. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 31 mai. 30 F, 20 F avec un billet du Grand Palais. Conférence à 18 h 30.

Les Vikings

Les Vikings étaient-ils ces brutes assoiffées de sang et de pillage que nous décrivait les chroniques médiévales ? Une exposition ambitieuse, organisée avec le concours des Musées de Stockholm, d'Oslo et de Copenhague, nous présente des commentaires doctes pour le négoce, des navigateurs habiles, des artisans inventifs et des poètes à l'imagination fertile. Une civilisation qui, très tôt, a su intégrer les apports extérieurs.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pt. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 12 juillet. 40 F.

Sima

Sima en noir et blanc, en une suite d'œuvres sur papier, lavé d'encre et finis, de 1960. L'artiste y concentre ses thèmes familiers : paysages habités par un cristal, chutes et bacs de lumière, puis d'ombre, que l'on découvre au fil de la rétrospective du Musée d'art moderne.

Galerie Di Meno, 9, rue des Beaux-Arts, Paris 5^e. Tél. : 45-54-10-89. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 10 mai.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 21 juin. 35 F (compréhensif l'entrée de l'exposition « Le Grand Jeu »).

Toulouse-Lautrec

De tous les artistes célèbres de la fin du dix-neuvième siècle, Toulouse-Lautrec était un des derniers à ne pas avoir eu droit, depuis longtemps, à une grande rétrospective. Il ne perdait rien pour attendre : tous les médias s'en mêlent, l'exposition - 200 peintures, gravures, dessins et affiches - bat les records de fréquentation.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pt. Clemenceau, av. du Général-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Réserv. billets au 48-04-38-86 (de 11 heures à 18 heures), par Minitel 3615 LAUTREC et FNAC. Jusqu'au 1^{er} juin. 60 F.

Galleries

Pierre Alechinsky

Oh, en une vingtaine de peintures récentes, Alechinsky redéploie son écriture colorée, rapide et déliée. Cette fois autour d'une « suite d'arbres », avec branches, troncs et racines.

Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris 8^e. Tél. : 45-63-13-15. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 24 juin.

Ashley Bickerton

Entre ses arrangements de hublots, de tuyaux de plomberie, de singes, d'ours, de bombes et autres matériaux flottant neufs et détournés, et les photos de sites tropicaux ou bien de tribus, auxquelles il les associe, Ashley Bickerton creuse un espace dans lequel on peut fourrer pas mal d'idées sur l'état de notre société.

Galerie Yves Lambert, 106, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 42-71-05-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 12 mai.

Luciano Fabro

Il peut décider de tailler dans du marbre quelque fantôme de pied griffu, s'interroger sur le poids, l'espace ou les matériaux traditionnels et modernes de l'art, prendre au pied de la lettre ou à contre-sens les termes habituels du langage artistique... Cet ancien d'Arte povera n'a jamais été et n'est toujours pas de tout repos, et peut encore surprendre.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11^e. Tél. : 48-06-92-23. Mercredi, mercredi, jeudi, vendredi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 mai.

Moore intime

Des objets en quantité, des os et des pierres trouvées, des sculptures de lointaines civilisations, des dessins et des tableaux de Seurat, Carrière, Vuillard ou Redon y sont mêlés aux œuvres de Moore, dont la maison a été reconstituée par l'architecte Christian Garnier. Pour ce « Moore intime », tellement moins connu que le sculpteur monumental, Didier Lambert a mis les petits plats dans les grands.

Galerie Didier Lambert Fine Arts, 18, av. Matignon, Paris 8^e. Tél. : 45-62-10-40. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures.

19 heures, lundi de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 24 juillet.

Christian Sorg

Peintures récentes. Où le travail de la couleur toujours recommencé tient lieu de motif. Sorg y est égal à lui-même. D'ailleurs, il n'a pas tellement de raisons de changer.

Galerie Barbier-Seltz, 7 et 8, rue Fecquet, Paris 4^e. Tél. : 40-27-84-14. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 mai.

Régions

Ariès

Zadkine

Il y avait longtemps que l'œuvre de Zadkine n'avait pas fait l'objet d'une exposition. Depuis vingt ans. Celle que propose le Musée Réattu réunit des bois et des pierres ciselant le parcours austère du sismisme tout au long de la première moitié du siècle. A l'Espace Van-Gogh sont exposées les gouaches plus libres des années 20.

Musée Réattu, 10, rue du Grand-Pré, 13200. Tél. : 90-49-37-58. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi, dimanche et fêtes de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 juin. 20 F.

Espace Van-Gogh, rue du Président-Wilson, 13200. Tél. : 90-49-39-43. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 juin.

Dijon

Portraits sculptés, XV^e au XVIII^e siècle

De Thomas de Plaine, conseiller des ducs de Bourgogne, à Sabine Houdon enfant, une grande galerie de portraits sculptés provenant des collections des musées de Dijon et d'Orléans, mais aussi du Louvre, dont le département des sculptures est en chantier.

Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle, 21000. Tél. : 80-30-31-11. Tous les jours sauf mardi et les 1^{er} et 8 mai de 10 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 août. 10 F.

Lyon

Flandre et Hollande au Siècle d'or

Les musées de Lyon, de Bourg-en-Bresse et de Roanne ont entrepris de faire découvrir, ensemble, les meilleurs tableaux des écoles flamande et hollandaise du dix-septième siècle conservés dans la région Rhône-Alpes. Lyon propose les peintures d'histoire et les portraits, Bourg-en-Bresse les scènes de genre et les paysages, Roanne les natures mortes et allégories.

Musée des beaux-arts, palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux, 69001. Tél. : 78-28-07-58. Tous les jours sauf lundi et mardi de 10 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 12 juillet.

Musée de Brois, 63, boulevard de Brois, 01000. Tél. : 74-45-39-00. Tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 20 septembre.

Musée Joseph-Dachet, 22, rue Anatole-France, 42300. Tél. : 77-70-00-80. Tous les jours sauf mardi et fêtes de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 septembre.

Meymac

Brigitte Nahon

Brigitte Nahon est un sculpteur français d'une trentaine d'années. Ernesto Taffore vit à Naples, est peintre, et a vingt ans de plus. On peut cependant trouver des points communs aux deux artistes exposés à Meymac, pour le printemps : un goût pour les constructions et les images légères, précises, en référence amusée à l'art conceptuel. Non sans poésie.

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, 18250. Tél. : 55-95-23-30. Tous les jours sauf mardi de 14 heures à 18 heures, samedi, dimanche, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 mai. 15 F.

La sélection « Arts » a été établie par : Catherine Breccia, « Architecture », Frédéric Edelmann, « Photo », Michel Guerria.

Galerie jan krugier

krugier-ditesheim art contemporain
29-31 Grand-Rue CH 1204 Genève
Tél. 4122 312 57-19 Fax 4122 310 57-12

IRVING PETLIN

« Le monde de Bruno Schulz »

Pastels

Vernissage le mardi 5 mai 1992 de 18 h à 20 h

en présence de l'artiste

Catalogue sur demande

Exposition du 6 mai au 20 juin 1992

FORMIDABLE !

Le Moulin Rouge

LE PRESTIGIEUX CABARET DE PARIS

20 H DINER CHAMPAGNE ET REVUE - 505 F
22 H ET 24 H CHAMPAGNE ET REVUE - 420 F
PRIX NETS - TAXES ET SERVICE COMPRIS

MONTMARTRE - PLACE BLANCHE
82 BOULEVARD DE Clichy - 75018 PARIS
RESERVATION : 11 45 00 00 ET AGENCES
FAX : 42 23 02 00

→ ANNUAIRE ELECTRONIQUE

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde DES LIVRES

صك ام النحل

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Karel Ancerl «live»

Beethoven : 4. Concerto pour piano ; Chopin : 2. Concerto ; Liszt : 1. Concerto ; Schumann : Concerto en la mineur ; Tchaïkovski : 1. Concerto.

Ivan Moravec (Beethoven), Wilhelm Kempff (Chopin), Sviatoslav Richter (Liszt), Jan Pleskova (Schumann), Emil Gilels (Tchaïkovski), Orchestre philharmonique tchèque, Karel Ancerl (direction).

La plus folle, la plus irrésistible des exécutions du *Quatrième* de Beethoven la voici, sortie des archives *live* de la Radio pragoise, qui inaugure à son tour sous le label «Praga» une collection historique. Moravec, c'est l'instinct et l'intériorité conjugués, l'allégresse technique et le désespoir métaphysique, la vision la plus capricieusement individualisée d'un Beethoven «allégé» (les baroqueux n'allaient pas penser que quinze ans après), métaphore néanmoins angoissante de la condition humaine. Que dire, en vérité, de ce concert enregistré par le pianiste tchèque et ses compatriotes de la Philharmonie au milieu des années 50 ? Qu'on désespère de retrouver tant d'audace, de liberté, d'invention débridée sous les doigts d'un pianiste ; qu'on n'entende plus jamais un soliste à ce point talonné par un orchestre survolté.

Ancerl - Pierre-E. Barbier, directeur de collection, le souligne dans son texte de pochette - fut l'intransigeance incarnée. La noblesse aussi. Et l'énergie. Toutes qualités qui débordent de ces deux formidables CD, à écouter dans un après-midi de déprime pour se sentir le cœur léger. Pelenka fut le pianiste du Trio Suk, son Schumann est un peu trop sage et trop terne. Chez Richter ou Gilels, rien à signaler : exécutions magnifiques. Le *Ja mineur* de Chopin par Kempff est enfin un document inestimable, la course à l'abîme à chaque instant différée d'un pianiste pris de bouffées de panique, subitement trahi par sa technique, mais qui pousse à nouveau son

rocher de Sisyphe jusqu'à des sommets expressifs rarement égalés. Un délire. Et l'apologie du direct.

1 coffret de 2 CD Praga-Chant du Monde PR 254 000-01. Distribué par Harmonia Mundi.

Schumann

Chants de l'aube op. 133 - Intermède op. 4 - Fugues op. 72 - Fantaisies op. 111 pour piano ; Fantaisies op. 73, Romanesque op. 94 pour clarinette et piano.

Hélène Bosch, piano, Armand Angster, clarinette.

Hélène Bosch ? Cette élève d'Alfred Cortot et d'Yvonne Lefebvre serait disparue dans l'oubli (en 1990) si Jean-François Godchau, président de l'association de ses «Amis», n'avait fait rééditer des exécutions schumanniennes déjà parues en 1982 chez FY - dont celles avec clarinette : Angster, encore au berceau, était déjà infatigable. En y joignant deux plus récents inédits conservés par l'INA. Au total, l'assemblage d'œuvres pianistiques rarement jouées, gratifiées d'un engagement, d'une force de frappe, d'une profondeur de toucher, d'un étagement des voix qui leur rendent justice absolument.

1 CD FY-Solstice FYCD 106. Distribué par Média 7.

Sibelius

Concerto pour violon

Schnittke

Concerto grosso (Gidon Kremer (violin), London Symphony Orchestra, Gennadi Rdzhevskii (direction)).

Les versions du concerto de Sibelius sont ce qui manque le moins - Kremer l'avait déjà inscrit à sa discographie personnelle. Celle-ci rayonne d'assurance technique et de maturité stylistique. L'interprète est l'un des propagandistes convaincus de son compatriote Schnittke dont le *Concerto grosso* (1977) est l'une des œuvres les plus prises, y compris en ex-Union soviétique. Schnittke marche sans grand souci d'originalité sur les traces : du «Stravinsky» des années 20, sur celles du Prokofiev de la *Symphonie classique*. C'est du néo-néo. Ça s'appelle aussi postmoderne. Ça plaît.

1 CD RCA BMG classics GD 60957.

Schnittke

Concertos pour piano et cordes et pour piano à quatre mains.

Viktoria Postnikova, Irina Schnittke (piano), London Sinfonietta, Gennadi Rdzhevskii (direction).

Collages de séquences plus ou moins descriptives, les deux concertos pour clavier du compositeur ex-soviétique ex-dissident ont l'emphase des musiques de film hollywoodiennes des années 50, et ressemblent - qu'il nous pardonne - aux œuvres de circonstance d'un compositeur académique qui voudrait faire montre de son immense culture musicale. Paradoxes de l'histoire.

1 CD Erato 2292 45742-2. Distribué par BMG.

A. R.



Karel Ancerl.

Jazz

Trio Ceccarelli

Hat Snatcher

Evidemment, on peut toujours se demander ce que serait *Hat Snatcher* le disque s'il n'était fait que de onze *Hat Snatcher* le premier titre. C'est-à-dire : si le disque, assemblé à l'ancienne, alignait à la papa onze thèmes de la même facture, de la même mobilité que le premier, de cette dynamique, de ce groove (ici, première parenthèse pour les amateurs du genre : *groove* et «dynamique» sont des mots de studio, des mots de séance, des mots de musiciens à l'œuvre ; on serait bien en peine, souvent, de les remplacer, mais ici, dans ce disque, on les entend...).

C'est une question. Le disque, en effet, n'est pas composé de onze *Hat Snatcher*, hélas ! diront ceux qui diront hélas ! On n'a peut-être plus la patience. La musique va trop vite pour aligner des titres. Finies les lignes blanches. Coltrane aurait-il sa chance ? Aujourd'hui, les disques bien faits zappent avant l'auditeur. C'est la règle. On a entendu tant de musiques...

Le trio de Ceccarelli, le meilleur batteur du genre, le plus précis, le plus juste, ici parfaitement restitué avec à peine ce qu'il faut de trop pour donner le son, se balade. Il va de climats en possibilités, comme il aurait pu développer onze fois la folie de *Hat Snatcher* - à écouter au passage mille fois pour ses mille vertus. Il y a donc en alternance des vocaux de Thierry Eliez -

hélas ! diront ceux qui diront hélas ! - un invité de luxe sur un *In Your Heart* un peu fade, Didier Lockwood et de vastes espaces pour autoroutes. Mais, à tout bout de champ, l'ébriété glacée du jeu revient en force, la plus technique et la plus débridée de l'instant, à hauteur de ce qu'on entend de mieux. Quand Thierry Eliez, Jean-Marc Jaffet (basse) et André Ceccarelli (drums) décollent, la musique est exacte. Suffisante. *Hat Snatcher*, le disque, aurait pu être fait de onze *Hat Snatcher*, ou de l'idée qui préside au premier morceau. Question de pari. Autre question : quels principes de diffusion peut-on faire aujourd'hui ? On oublie l'échafaudage ou la frivolité, puisqu'on ne saurait plus éditer, c'est clair, des «albums» ? Et tout de même : écouter, sans autre question, *Hat Snatcher*, le thème. Vraiment.

1 CD Polygram 512 286-2.

Sun Ra and His Astro Infinity Arkestra

Holiday for Soul Dance

Puisqu'une rafale inattendue de Sun Ra balaie le commerce qu'elle frappe d'un coup d'insatiable, on va commencer par le plus évident, celui que publie Evidence : *Holiday for Soul Dance*.

On ne croit pas une seconde que le public a besoin de thèmes, qu'il ne connaît d'ailleurs plus par facilité. Mais enfin on joue le jeu. Pas une seconde, non plus, qu'il faille indiquer d'abord des musiques à la portée de tous pour glisser insidieusement vers les fabuleuses

inventions des disques Saturn de Sun Ra. Pas une seconde encore que la pédagogie serait réduite à cette mystère parodique de pédagogie. Pas une seconde. On sait que Sun Ra aurait pu enchanter le monde entier si le monde entier ne s'employait à ignorer Sun Ra. En gros, le monde entier avait le choix entre Sun Ra et Disneyland. En très gros. Malgré les mimoderies d'une partie du monde entier, on sait le choix qu'a fait le monde entier. Nous vivons dans un monde qui n'a pas eu l'occasion d'entendre une seule note de Sun Ra ; les riches parce qu'ils choisissent Mickey, les pauvres parce qu'ils sont les Mickey des riches. Et, franchement, guerre après guerre, connerie après connerie, ça commence à se voir. Sun Ra est vivant, très vivant. On n'a pas besoin de musiques qui plaisent au monde entier ; et pourtant le monde entier a besoin, sans le savoir, de Sun Ra.

1 CD Evidence ECD 220 11-2. Distribué par Harmonia Mundi.

F. M.

Rock

Charlatans

Between 10th and 11th

De toutes les formations victimes du syndrome du «groupe de la semaine», les Charlatans ont été les plus durement touchés. Cet ensemble de symptômes, aussi britannique qu'un institut de sondage en déroute, se manifeste par une poussée de fièvre journalistique mûrie d'émotions sur les lieux de concerts. Chez les Charlatans, le tout s'était accompagné d'un vrai succès commercial qui avait poussé leur premier album en tête des ventes dès la semaine de sa sortie.

Comme avant eux les Inspiral Carpets, voici Tim Pope et ses camarades confrontés au second album, souvent synonyme de guéule de bois. Il faut reconnaître aux Charlatans un certain courage. Prenant leur nom à rebrousse-poil, ils ont enregistré un disque dont le sérieux ferait plaisir au plus exigeant des professeurs de rock : Adieu joliesse et orgues tournoyants, facilités mélodiques et clins d'œil appuyés. Seul reste le *beat*, toujours inspiré des longues nuits dans les entrepôts, *house* simplifiée et ralentie sur laquelle se greffent guitares économes et serrées et synthétiseurs crispés dignes de Herbie Hancock.

Pour les Charlatans, il s'agit sans doute d'une épreuve initiatrice marquant la fin de leur adolescence musicale. Sauf curiosité insatiable, votre présence pendant la cérémonie n'est pas indispensable.

Situation 2 30978. Distribué par Virgin.

Mary's Danish

Chen

Jane's Addiction avait déjà remis à l'ordre du jour l'idée d'un rock californien pas idiot après deux

décennies ou presque de séquences du phénomène Eagles. Mary's Danish, groupe angélique, poursuit cette réhabilitation intellectuelle. Formation mixte (comme d'habitude ce sont les filles qui chantent), Mary's Danish marie avec une belle assurance deux courants qui irriguent en ce moment le rock américain. D'une part l'exploration consciencieuse des années 70 (voir Momma's Sand, Jellyfish et surtout - Lennox Kravitz) et d'autre part les tendances ultraviolettes du rock pour guitares saturées de Jane's Addiction ou des Pixies. Ce qui donne - un disque pas gagné d'avance - un disque frais, original à force de combiner dans tous les sens les pièces récupérées tout au long de l'histoire du rock depuis 1970, jusqu'à ce que la reprise obligatoire (*Rocky Road* de Jimi Hendrix) apparaisse comme un point faible de l'album. C'est bon signe.

Morgan Creek/Polydor 811 786-2.

T. S.

Chanson

Romain Didier

D'été à deux mains...

Romain Didier, artisan doué d'une chanson française toujours pas morte, vient de passer deux mois au Théâtre de Dix-Heures, à Paris. Rare plaisir que de chanter dans l'intimité d'une petite salle, face à un public si attentif que l'idée de soupire pour une longueur, de s'impatienter d'une histoire sans fin, n'effleure même pas.

Seul en scène avec son piano et un complice épisodique, Thierry Roques, à l'accordéon et aux claviers, Romain Didier chante ses chansons : histoires d'amours qui s'effilochent et de crépus gnos, de gamins incompris, de petites nostalgies accumulées, sur des airs de valse, de boléro, de tango, ou sur fond de réalisme du *Chien*. S'il a parfois la tristesse facile, vague à l'âme des fins de nuit, à mi-chemin entre les comptoirs de bistrot et la campagne embrumée, l'enfance perdue et la vieillesse approchante, Romain Didier a aussi beaucoup d'humour.

Qu'il se moque (des pianistes de bar, de lui-même, de la vie), ou qu'il désire en voyages imaginaires et distancés, Romain Didier est toujours là. Très présent, le piano ferme, la voix grave, la mélodie bien en place.

Dès la fin de son spectacle au Théâtre de Dix-Heures, Didier est entré en studio pour y enregistrer ses titres, dont sept inédits. Prolongement d'un plaisir simple, celui qu'on met à travailler finement, avec le souci de la bonne œuvre.

3 CD Flammes 180102, 112, 122, vendus séparément. Distribué par Muses.

V. Mo.

Cinq sonates de Liszt

La fougue et le béton

QU'ONT-ILS tous ? Ce ne sont pas moins de cinq enregistrements de la *Sonate en si mineur* qui nous sont parvenus ces derniers mois. Ce qui doit porter à une cinquième les pianistes qui se sont collés au grand œuvre de Liszt depuis Alfred Cortot, le premier pianiste à le graver, à une époque (1928) où ses confrères se délectaient de petites pièces de genre. Son interprétation est admirable, mais elle sonne de façon ingrate (EMI).

Depuis, quelques «forts» pianistes en ont donné des interprétations qui, chacune à son façon, rendent compte de la grandeur, de la densité quasi minérale de cette musique. D'abord le clan des virtuoses fougues, ces interprètes qui donnent la sensation d'improviser : Vladimir Horowitz (EMI), Martha Argerich (DG) et Sviatoslav Richter (Philips). Ensuite celui des «penseurs», ces bâtisseurs qui construisent au mortier et à la chaux : Claudio Arrau (première version Philips), Vlado Perlemuter (Nimbus), Alfred Brendel (Vox), Maurizio Pollini (DG) et Jorge Bolet (Decca).

Les nouveaux venus ne faillissent pas à cette règle, sauf Ivo Pogorelich. Le jeune Yougoslave se «mène» dans le détail sublimement modelé, dans le pianissimo évanescant et s'effondre dans les passages puissants, techniques ; il cogne alors comme un dingue. Curieusement, il efface sans cesse ce qu'il vient de jouer : ses rapports de temps sont peu convaincants. Rafael Orozco est fougues à n'en pas douter, mais il sait tempérer ses ardeurs en adoptant une position de repli introspectif dans les grandes plages méditatives. Magnifique interprétation, bien enregistrée.

Nous avons connu Tatiana Nikolaeva plus marmoréenne. Son enregistrement a été capté en public, il y a plus de vingt ans. Quelle santé ! Ses quelques fausses notes et coquetteries de diction ne peuvent ternir une maîtrise intellectuelle jessé prodigieuse. Voici l'un des seuls interprètes capables de donner l'illusion d'une musique profitant organiquement. Georges Flidermacher n'est pas non plus un docteur. Son jeu manie une maîtrise saine plus légère, plus transparente. Il avance, lui aussi, droit devant, tendu vers l'ultime note, ne s'attarde guère en chemin pour savourer telle ou telle harmonie, mais il a des fulgurances, des éclairs incroyables de conviction. Splendide !

Kristian Zinnerman est le plus «chef d'orchestre» de tous : il gère avec calme ses crescendos, s'impose par un équilibre souverain. Sa sonorité est plantureuse et l'on chercherait en vain le moindre reproche à adresser au pianiste. D'ici vient alors ce sentiment relatif d'ennui ? De ce qu'il ne choisisse pas son camp, et peut-être aussi du fait qu'il est difficile d'écouter cinq versions d'une telle œuvre à la suite !

ALAIN LOMPECH

* *Sonate en si mineur* de Liszt par Rafael Orozco (1 CD Valois-Aurville), Kristian Zinnerman (1 CD Deutsche Grammophon), Tatiana Nikolaeva (1 CD Archaiv sovietiques Vogue), Georges Flidermacher (1 CD Lyria), Ivo Pogorelich (1 CD Deutsche Grammophon).

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : jazz swing de reggae - J... H... : concert jazz... harmonie.

DINERS

RELIAS BELLMAN 37, rue François-I^{er}, 46-23-54-42 F. ass. dim.

Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les BAYOLES DU SOYAGE. Soles aux coquilles. FILET A L'ESTRAGON. Gîte du jour.

RESTAURANT THOUHOUX 47-45-45-75 79, rue Saint-Dominique, 7^e.

Unique au monde. Cadre fin 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dîner de gala et soir.

RESTAURANT THOUHOUX 47-45-45-75 79, rue Saint-Dominique, 7^e.

Société de confort de confort et de confort au confort de confort. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. ass. continue de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LES GRANDES MARCHES

La bonne adresse du quartier.

BOUTRES sous l'ARCHE.

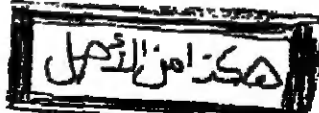
POISSONS DU MARCHE.

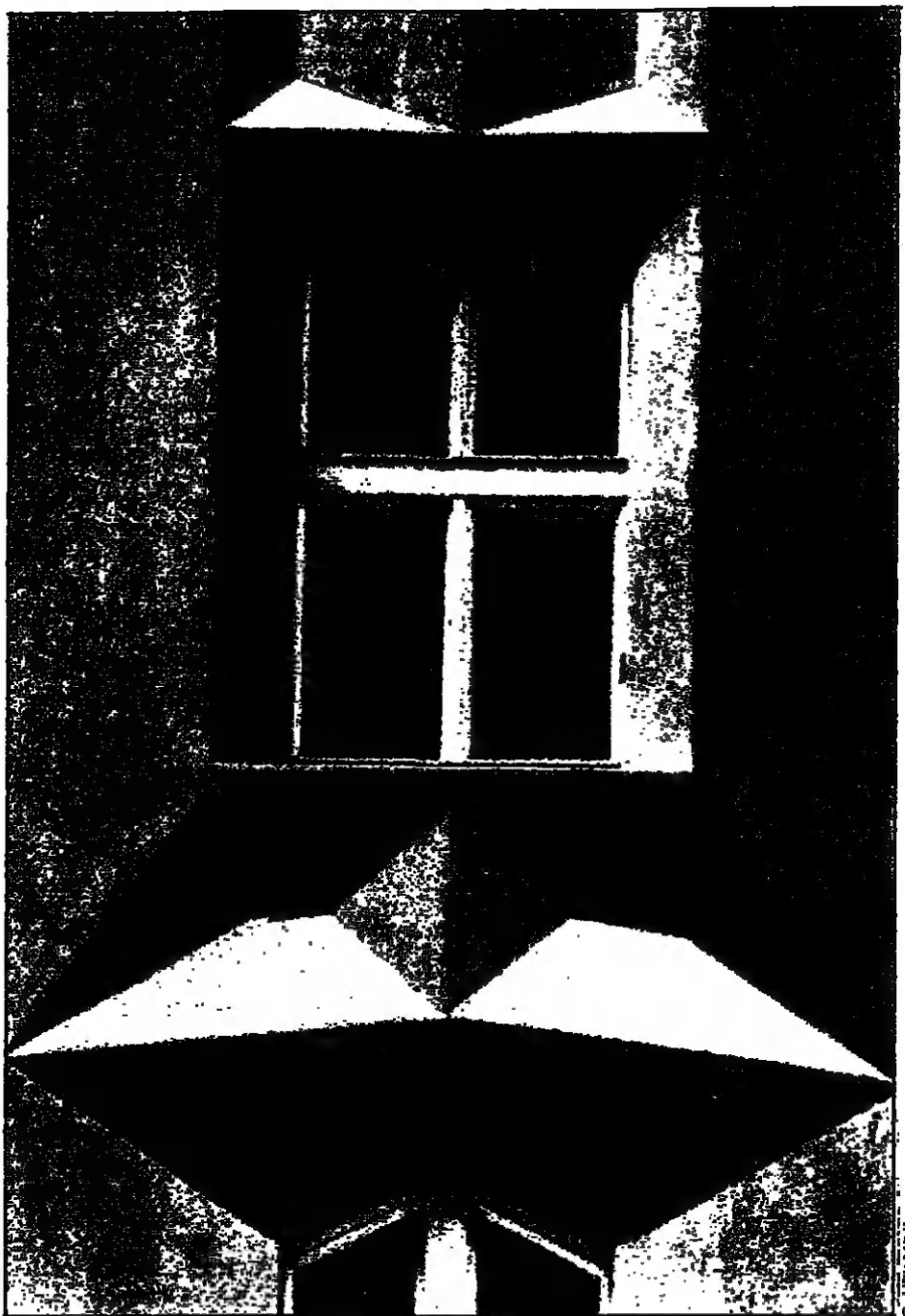
Plats traditionnels. Vins à découvrir.

DECOR «Boulevard de la Seine».

T.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin.

6, place de la Bastille. 43-47-90-32.



A R T S
Prague à Paris

Josef Chocel: maison à Vysehrad, à Prague.



Joseph Sima par Paul Facchetti, 1960.

L'ESPACE DE LA PENSÉE ET DU RÊVE

Si l'on s'intéresse fort à l'architecture, un tour à Prague ne suffit pas. Le pont Charles et ses statues noires de pollution, dont le socle et l'envol des draperies abritent du courant d'air les marchands de bons et mauvais souvenirs, du faux caviar aux décorations poussiéreuses, le pont Charles n'est après tout que l'émanation d'un baroque pris dans un tissu serré de constructions aux styles variés, dont les moins connues, les plus rares aussi, sont les maisons et les immeubles dits « cubistes ». Qui épaulent lorsqu'on en connaît la date : vers 1912, alors que nous serions prêts, étant donné leur profil art déco, à les dater de l'entre-deux-guerres.

Ça se passe autour des ouvertures, des fenêtres, des portes, des balcons et des balustrades avec angles tranchants, arêtes vives, chevrons, et plans taillés en pointes de diamant, qui entraînent quelque peu l'enveloppe architecturale sans que l'on pressente de grands bouleversements internes. L'heure du fonctionnalisme n'avait pas sonné. Il n'empêche que la position est avant-gardiste, ne serait-ce que dans l'évacuation du décor floral, néo-classique ou art nouveau, au profit de la géométrie.

Une bonne exposition du CCI et le livre qui l'accompagne (1) nous éclairent sur cette surprenante poussée cubiste à Prague. On y découvre, contrairement aux expositions de 1991 qui lui étaient consacrées (2), qu'elle a eu lieu simultanément dans tous les domaines : peinture, sculpture, architecture et arts décoratifs. Ce qui n'est pas la moindre marque de son originalité. Nulle part ailleurs qu'en Bohême l'optique cubiste n'a fait, en effet, l'objet d'une recherche aussi délibérée de synthèse des arts. Et surtout pas en France, où il a fallu que les formes s'épuisent dans la peinture pour gagner le meuble, dix ans plus tard, au milieu des années 20.

Pour la première fois, une exposition nous montre donc à la fois des dessins et des maquettes d'architecture, des fauteuils, des tables, des armoires, des objets, des peintures et des sculptures. Le meuble avec ses pointes et ses obliques forcées y est envahissant. Il a pour auteur un Josef Gocar ou un Pavel Janak, qui sont en parfait accord avec les maisons construites par Chocel. Tous dramatisent tant et si bien qu'on verrait bien ce mobilier-là dans le Cabinet du docteur Caligari, plutôt que dans un film de Marcel L'Herbier.

Le cubisme tchèque résulte de liens étroits avec Paris, à travers quelques grands ambassadeurs culturels, dont le critique et collectionneur Vincenc Kramar (à qui le Musée de Prague doit un formidable ensemble de Picasso, de Braque et de Derain du début des années 10). Ces liens, les intellectuels et les artistes de Prague les ont recherchés pour faire contrepoids à l'hégémonie de Vienne ou de Munich. Mais la création ne saurait pour autant échapper complète-

ment à l'emprise culturelle des pays de langue allemande. L'originalité des propositions tient à ces croisements : celles, par exemple, du peintre Filla, qui, tout en pensant à Cézanne, ne peint pas des baigneuses, mais des Salomé. Ou de Kubista (au nom prédestiné), qui « cubise » sur le corps de saint Sébastien comme Juan Gris sur ses arlequins. Ou du très grand sculpteur Gutfreund, qui, d'une pyramide chaotique, sort sa figure de l'angoisse : une sculpture admirable qui, à elle seule, vaut le déplacement. Le symbolisme et l'expressionnisme, et le futurisme, sont dans ce cubisme-là, qui n'aura pas vraiment le temps de se perdre dans les formules sèches.

LE GRAND JEU DE JOSEPH SIMA

Nous avons sans doute quelque peine à pénétrer dans les fins fonds de cette culture tchèque, aux références multiples, omniprésentes encore, et surtout peut-être, chez les artistes déracinés. Comme Sima, ce peintre rare, sensible, qui a élu domicile à Paris en 1921, où il est mort en 1971, et dont le musée de l'avenue du Président-Wilson propose une rétrospective (3). L'exposition n'est pas sans lacunes, mais le choix des œuvres rend évidente la spécificité de son art, qui n'admet d'influences que passagères. On y voit d'emblée la prédisposition de l'artiste à manier le symbole, cette aptitude qu'il a à broder des visions, à les doter d'une substance lumineuse particulière, à faire oublier que le tableau est une toile recouverte de couleurs. A faire l'effet d'une plaque sensible proche du verre ou du mica.

Les débuts sont un peu chaotiques. Sima, qui a été l'élève de Jean Preisler, à l'Académie des beaux-arts de Prague, puis a conjugué, à Brno, les études artistiques et l'école des ponts et chaussées, peint déjà quand le cubisme bat son plein. Mais il n'est pas dans le mouvement, en 1913-14 : dans son *Portrait de jeune homme*, on voit, appuyé sur une étrange forme de coussin, l'air, le frère de l'artiste, absent, absorbé par sa lecture, le livre qu'il tient sur les genoux ayant tout d'une maçonnerie. Chaque élément peint y a sa densité symbolique, et déjà s'exprime là le besoin de dissocier les choses de la matière et celles de l'esprit.

A la fin des années 10, Sima s'essaye au paysage industriel, avec train et pont de chemin de fer, où son souci de mettre en adéquation la forme et le sujet l'amène à emprunter à l'expressionnisme et au cubo-futurisme. Aussi est-il prêt, lorsqu'il arrive en France, en 1921, à écouter le discours construit des puristes. Il fréquente le groupe de Puteaux, y retrouve Kupka, travaille dans les eaux de Léger, sinon du Douanier Rousseau, et sur la découpe du tableau en fenêtre, selon Matisse. Il réfléchit. Et produit, en 1923, un étrange tableau ovale : *Le Harre*, où, sur fond d'archi-

Mucha, Kupka, Sima... Ceux-là ont vécu à Paris. Certains, comme le grand Gutfreund, y ont passé quelque temps. Beaucoup ont regardé vers la capitale française, histoire d'échapper à l'hégémonie de Vienne ou de Munich. Du cubisme à aujourd'hui, trois expositions rappellent le climat de la création en Tchécoslovaquie.

tecture fictive, entre ciel et eau, flottent de vagues voiles blancs. « Les sensations du réel doivent être remplacées par des sensations d'irréel », dira-t-il plus tard.

L'artiste persévère dans la voie d'une peinture emblématique, hermétique (à lui-même, il le reconnaît), émettant quelques lambeaux de réalité, qui sont comme des bribes de mots ou de phrases libérées de toute grammaire ; des formations de formes plastiques. Un ballon à quartiers de couleurs vives, le cristal, l'œuf, un morceau de corps de femme s'y chevauchent, en suspens dans l'espace, lieu à la fois de naissance et de connaissance, d'arrachement, de parcellisation, de dédoublement, de dérive des continents, de perte et de quête d'unité.

A la fin des années 20, et tout au long des années 30, Sima va développer son paysage mental, opposer le solide construit et le liquide informe, le végétal, le minéral et la chair vive, confronter des régimes et des rythmes de croissance différents, amasser son fond de ciel bleu, activer des taches vives, tournantes comme des toupies, provoquer des mirages et des apparitions. Et d'un nuage à l'autre, ou d'un bout de terre accroché au ciel par mille fils, comme la nacelle d'un dirigeable, le peintre, magicien, géographe et météorologue tout à la fois, semble voir venir, de très loin, quelque chose qui ressemble à l'art informel.

LE FIL DES GÉNÉRATIONS

Si la peinture de Sima est solidaire de la poésie de Jouve, et plus proche des amis du Grand Jeu (4) que de Breton ou du surréalisme, elle échappe, c'est miracle, à toute littérature. Elle n'est pas illustrative et, si elle est iconique, elle sait, paradoxalement, se passer d'images incorporées. A l'ombre d'Icare et à la lumière d'Orphée, dans un formidable mouvement contradictoire d'élévation et de tension terrestre. Une réflexion sur la spécificité du langage pictural la porte, et débouche, après guerre, sur une peinture de pures réflexions et d'illuminations. Le beau travail du peintre, auteur aussi dans les années 60 de vitraux pour Reims, s'arrêtera au seuil des mondes, au bord des gouffres, pour que la lumière passe. « Le grand art,

disait Kupka, c'est de faire de l'invisible et de l'intangible, purement et simplement ressenti, une réalité visible et tangible. » Sima l'a suivi dans cette voie.

D'autres Tchèques encore. Comme Václav Bostik, avec ses ronds et ses carrés de lumière sur toile ou papier, que l'on découvre dans les étages de l'ARC, parmi d'autres œuvres d'artistes de Prague et de Bratislava actifs aujourd'hui (5). Non loin de Bostik, ce vieux sage silencieux et sensible, qui est né en 1913, Adriana Simotova se joue des objets courants qu'elle entraîne, à coups de fusain sur du gros papier de Corée, dans une sorte de mouvement astral. Autant dire qu'elle se sert de la banalité de ces corps pour faire tourner de l'ombre et de la lumière, elle aussi.

Autre presque ancien, Stanislav Kolibal, lui, est géomètre, un géomètre qui ne se prend pas au sérieux, et qui, de bouts de fil en planches, fait rater toute tentative de mesure du monde, avec humour et poésie. Ailleurs, Pisarik, un jeune, traîne un chariot d'icônes anciennes et modernes. Prihoda, un autre jeune, conçoit des machines inutiles, qui ressemblent à des bouches d'aération... Presque tous, peintres ou sculpteurs, sont pris en fragrant défilé d'évacuation du poids des choses, quitte à charger leurs œuvres de symboles. Strizek peint des cristaux, comme Sima en son temps, et des objets volants. Teren enflamme des lunettes noires, Cizavsky donne à ses portraits l'air fantomatique que Sima donnait à Daumal ou Gilbert-Lecomte, et profite de la situation pour rendre hommage à Gutfreund, en mettant dans la main de son personnage la statuette d'Hamlet réalisée par le sculpteur... Non, la boucle n'est pas bouclée. Il s'agit d'une spirale, dans laquelle chacun pourrait dire : le réel, connais pas !

En Europe centrale, peut-être tout particulièrement en Tchécoslovaquie, par commodité, parce qu'il n'y a pas eu, et qu'il n'y a pas tellement le moyen de faire autrement, chacun existe avant tout dans l'espace de sa pensée.

GENEVIÈVE BREERETTE

(1) « Cubisme tchèque 1910-1925 », architecture, design, arts plastiques. Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 17 mai. Livre de Miroslav Lamac, édité par le CCI et Flammarion. 330 F.

(2) En 1991, plusieurs expositions ont présenté le cubisme tchèque : la peinture et la sculpture au château de Biron et à Nancy ; l'architecture et le design à Prague, Düsseldorf et Madrid.

(3) « Sima », Musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 21 juin.

(4) En complément de la rétrospective Sima, une exposition documentaire rappelle l'histoire du Grand Jeu, mouvement en marge du surréalisme, fondé par René Daumal et Roger Gilbert-Lecomte, qui fait aussi l'objet d'un chapitre spécial dans le catalogue Sima (330 F.).

(5) « Prague-Bratislava, d'une génération à l'autre », Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Jusqu'au 21 juin. Catalogue (220 F.).